

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Rémunération des salariés

État et évolution comparés

2013

Édition révisée



Déjà
100
ans
de patrimoine
statistique

Québec 

Pour tout renseignement concernant l'ISQ et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca



Ce document a été imprimé sur du papier contenant 100 % de fibres postconsommation.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2013
ISBN 978-2-550-69295-9 (Version imprimée)
ISBN 978-2-550-74838-0 (PDF) (Édition révisée, 2015)
ISBN 978-2-550-69296-6 (PDF) (1^{re} édition, 2013)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 1999

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Novembre 2013

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut de la statistique du Québec informe le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés de l'administration québécoise et de celle des autres salariés québécois. L'objectif de ce mandat est de fournir des données actuelles, fiables et objectives sur les conditions de rémunération pour les parties patronales et syndicales à la négociation, les acteurs gouvernementaux, les employeurs et le public en général.

Au cours de l'année, l'Institut a davantage exploité ces résultats par des analyses plus poussées des données dans le bulletin *Flash-info* et des capsules thématiques. De plus, il a diffusé des fascicules en lien avec le mandat de comparaison concernant les tendances salariales ainsi que sur les résultats approfondis de la comparaison pour chacune des catégories d'emplois.

Aussi, l'Institut continuera de proposer de nouveaux produits et présentera, durant la prochaine année, l'évolution de la rémunération des salariés de l'administration québécoise au cours de la décennie 2000-2009. Pour permettre la valorisation des produits, l'orientation du rapport est de type « banque de données », c'est-à-dire que l'édition 2013 présente, en annexe, tous les résultats de la comparaison des emplois repères, les données primordiales sur l'économie et le marché du travail ainsi que les résultats sur les taux d'augmentation salariale. Les données relatives à l'évolution des écarts salariaux et de la rémunération globale y sont

également exposées. Ce type de rapport assure la continuité dans la diffusion des résultats de la comparaison de la rémunération des salariés, conformément à la loi.

Par ailleurs, la brochure des *Faits saillants* qui accompagne le rapport présente une synthèse des principaux résultats. Ce format est très utile, tant pour les représentants des parties à la négociation que pour ceux des médias et pour le public en général.

L'Institut remercie toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce rapport, notamment les participants à l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*. L'Institut réitère son engagement de protéger la confidentialité des renseignements recueillis.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

*Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement « **qualité** » de l'Institut de la statistique du Québec*

La coordination de ce rapport a été assurée par :

Nadège Jean

Direction des statistiques du travail
et de la rémunération :

Patrice Gauthier, directeur

Ont apporté leur précieuse collaboration :

Marilyn Barbieri, Mario Beaulieu, David Chapados, Francine Ducharme, Marie-Josée Dufour, Mélanie Grenier, Jean-Marc Kilolo, Julie Rabemananjara et Vladimir Racila, pour la validation et l'analyse des résultats de la comparaison

Mario Haché et Chantal Caouette, pour les développements méthodologiques et les traitements statistiques des résultats de la comparaison

Pascal Michel et Dominique Sam-Pan, pour les traitements informatiques

Ann Doucet et tous les membres de l'équipe « enquêtes - rémunération », pour la collecte et la validation des données sur la rémunération globale

Elaine Baxter McLeay, pour la révision linguistique et France Lozeau et Josée Gaudreault, pour la mise en page

L'Institut remercie les maisons de prévisions et d'experts-conseils qui ont collaboré à la réalisation de ce rapport, soit la Banque Royale du Canada, la Banque de Montréal Groupe financier, le Mouvement des caisses Desjardins du Québec, le Conference Board du Canada, Aon Hewitt, Hay Group, Morneau Shepell et Mercer (Canada) Limitée.

Pour tout renseignement concernant le contenu de ce rapport, s'adresser à :

Direction des statistiques du travail et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384
Télécopieur : 514 876-1767
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Signes conventionnels :

Ce rapport utilise les symboles suivants :

... N'ayant pas lieu de figurer
.. Donnée non disponible
x Donnée confidentielle
k En milliers
n Nombre

Avertissements :

En raison de l'arrondissement des données et des critères de confidentialité, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Dans tout le texte, les mots *salariés*, *employés*, *professionnels*, *techniciens*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin.

Édition révisée – résultats 2013

L'Institut procède à la codification des emplois selon la *Classification nationale des professions* (CNP), étape qui facilite le repérage d'emplois repères. Lors de l'ERG 2013, le codage est passé de la CNP 2006 à celle de 2011. À la suite des modifications du passage d'une version de classification à l'autre, une erreur s'est glissée dans le codage de la catégorie d'emploi. Ces erreurs touchent des emplois de techniciens non syndiqués du secteur privé. Lorsque l'Institut s'est aperçu des données erronées, il a dû ajuster les estimations en conséquence. Les changements concernent les autres salariés québécois et le secteur privé, ainsi que l'ensemble des non-syndiqués et ceux du secteur privé. Les changements concernent les résultats de la catégorie des techniciens des secteurs mentionnés seulement. Les résultats au niveau des emplois repères de la catégorie ne sont pas touchés. Par ailleurs, les modifications ne changent aucun des statuts comparatifs vis-à-vis des quatre ventilations.

PRINCIPAUX RÉSULTATS	9
INTRODUCTION	17
LA MÉTHODOLOGIE	19
Les orientations et les approches méthodologiques	19
Le traitement et l'analyse des données	32
Les particularités de l'administration québécoise	35
Les événements susceptibles d'affecter la comparaison	35
L'environnement économique et le marché du travail	37
Les tendances salariales	38

TABLEAUX

Méthodologie

I	Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison	19
II	Éléments et composantes de la rémunération globale	23
III	Panier d'emplois repères par catégories d'employés	29
IV	Population de référence pour la comparaison	31
V	Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise, selon les catégories d'emplois	31
VI	Mode de collecte de chacun des groupes de rotation	34
VII	Nombre de conventions en vigueur et nouvellement signées et de salariés couverts	41

FIGURE

Méthodologie

1	Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, en 2013	27
---	--	----

Annexes

A Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et marché de comparaison, en 2013

- A-1 Autres salariés québécois
- A-2 Secteur privé
- A-3 Secteur « autre public »
- A-4 Administration municipale
- A-5 Secteur « entreprises publiques »
- A-6 Secteur universitaire
- A-7 Administration fédérale
- A-8 Autres salariés québécois syndiqués
- A-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- A-10 Secteur privé syndiqué
- A-11 Secteur privé non syndiqué

B Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et marché de comparaison, en 2013

- B-1 Autres salariés québécois
- B-2 Secteur privé
- B-3 Secteur « autre public »
- B-4 Administration municipale
- B-5 Secteur « entreprises publiques »
- B-6 Secteur universitaire
- B-7 Administration fédérale
- B-8 Autres salariés québécois syndiqués
- B-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- B-10 Secteur privé syndiqué
- B-11 Secteur privé non syndiqué

C Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et marché de comparaison, en 2013

- C-1 Autres salariés québécois
- C-2 Secteur privé
- C-3 Secteur « autre public »
- C-4 Administration municipale
- C-5 Secteur « entreprises publiques »
- C-6 Secteur universitaire
- C-7 Administration fédérale
- C-8 Autres salariés québécois syndiqués
- C-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- C-10 Secteur privé syndiqué
- C-11 Secteur privé non syndiqué

D Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2013

- D-1 Selon le nombre d'emplois repères
- D-2 Selon le pourcentage de l'effectif

E Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et marché de comparaison, en 2013

- E-1 Autres salariés québécois
- E-2 Secteur privé
- E-3 Secteur « autre public »
- E-4 Administration municipale
- E-5 Secteur « entreprises publiques »
- E-6 Secteur universitaire
- E-7 Administration fédérale
- E-8 Autres salariés québécois syndiqués
- E-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- E-10 Secteur privé syndiqué
- E-11 Secteur privé non syndiqué

F-1 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2013 et 2012

F-2 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2013 et 2012

F-3 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2013 et 2009

G Principaux indicateurs économiques du Québec, de 2001 à 2013

H Principaux indicateurs du marché du travail du Québec, de 2001 à 2013

I Prévisions de divers organismes pour les principaux indicateurs économiques du Québec, pour 2013 et 2014

- J** **Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2013**
- K** **Évolution de la distribution des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2013**
- L** **Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2013**
- M** **Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2013**

Le salaire et la rémunération globale

L'ensemble des autres salariés québécois

En 2013, le salaire des employés de l'administration québécoise montre un retard de 11,7 % par rapport à celui des autres salariés québécois dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 57 emplois repères sur 77, représentant 78 % de l'effectif, affichent ce statut. Toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des employés de service, accusent un retard de l'administration québécoise. Les retards varient de 10,8 % chez les professionnels à 28,2 % chez les ouvriers. Pour leur part, les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale des salariés de l'administration québécoise est en retard de 8,3 % sur celle des autres salariés québécois dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 45 des 77 emplois, regroupant 61 % de l'effectif, ainsi que dans quatre des cinq catégories d'emplois étudiées. Les employés de service sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères, le retard plus faible observé sur le plan de la rémunération globale par rapport à celui noté sur le plan salarial s'explique par le nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, malgré les coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans ce secteur. Ce constat est également observé pour les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur privé

Les employés de l'administration québécoise ont un retard salarial de 8,0 % face à ceux du secteur privé dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est noté dans 45 des 74 emplois repères, regroupant 68 % de l'effectif. Quatre catégories d'emplois accusent un retard salarial de l'administration québécoise; les écarts se situent entre - 5,7 % et - 30,3 %. Quant aux employés de service, ils sont à parité dans les deux secteurs.

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise est à parité face au secteur privé en ce qui concerne la rémunération globale. Ce statut est présent dans 28 des 74 emplois, comptant 29 % de l'effectif; 24 emplois sont en avance (57 % de l'effectif) et 22 emplois affichent un retard de l'administration

québécoise (14 % de l'effectif). L'avance des 24 emplois est contrebalancée par les 22 emplois en retard. La catégorie des techniciens et celles des employés de bureau et des employés de service présentent la parité des deux secteurs. Les professionnels affichent une avance de l'administration québécoise (4,9 %), tandis que les ouvriers accusent un retard de 27,2 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des techniciens et des employés de bureau, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan de la rémunération globale que sur le plan du salaire en raison d'heures de présence au travail moins nombreuses dans l'administration québécoise.

Le secteur « autre public »

L'administration québécoise montre un retard salarial de 19,4 % sur le secteur « autre public » dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 71 des 75 emplois repères, regroupant 98 % de l'effectif. Un retard est également noté dans toutes les catégories d'emplois; les écarts varient de - 17,7 % chez les techniciens à - 24,9 % chez les ouvriers.

La rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 28,8 % sur celle du secteur « autre public » dans l'ensemble des emplois repères. Sur 75 emplois repères, 74 présentent ce statut (99 % de l'effectif). Comme dans le cas des salaires, toutes les catégories d'emplois affichent un retard de l'administration québécoise au chapitre de la rémunération globale; les écarts varient de - 24,3 % à - 40,6 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des professionnels et des techniciens, l'augmentation du retard de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les coûts des avantages sociaux moins élevés dans ce secteur, et ce, malgré le nombre d'heures de présence au travail moindre.

L'administration municipale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise accuse un retard salarial de 18,3 % par rapport à l'administration municipale. Ce statut est noté dans 62 des 65 emplois repères, représentant 99 % de l'effectif. Des retards sont observés dans toutes les catégories d'emplois, les écarts variant de - 11,5 % à - 32,5 %.

Dans l'ensemble des emplois repères, la rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 37,9 % sur celle de l'administration municipale. Sur 65 emplois repères, 64 présentent ce statut (99 % de l'effectif). Comme pour les salaires, toutes les catégories d'emplois affichent un retard de l'administration québécoise au chapitre de la rémunération globale; les écarts varient de - 32,1 % à - 46,5 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans chaque catégorie d'emplois, sauf celle des professionnels, l'augmentation du retard, du salaire à la rémunération globale, résulte des coûts inférieurs pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise et des heures de présence au travail plus nombreuses dans ce secteur.

Le secteur « entreprises publiques »

L'administration québécoise accuse un retard salarial de 22,2 % vis-à-vis du secteur « entreprises publiques » dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est constaté dans toutes les catégories d'emplois et dans 57 des 65 emplois repères, représentant 95 % de l'effectif total. Les retards vont de 18,0 % chez les employés de service à 30,2 % chez les ouvriers.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en retard de 35,8 % sur le secteur « entreprises publiques » dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 55 des 65 emplois repères, regroupant 93 % de l'effectif, affichent ce statut. Les cinq catégories d'emplois présentent un retard de l'administration québécoise, les écarts variant de - 27,5 % à - 47,5 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans chaque catégorie emplois, l'augmentation du retard, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise. De plus, pour les techniciens de l'administration québécoise, l'augmentation du retard s'observe malgré un nombre d'heures de présence au travail moindre.

Le secteur universitaire

Le salaire de l'administration québécoise accuse un retard de 8,4 % par rapport à celui du secteur universitaire dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 44 des 60 emplois repères, regroupant 81 % de l'effectif. Toutes les catégories

d'emplois montrent un retard de l'administration québécoise, avec des écarts variant de - 6,2 % chez les techniciens à - 11,7 % chez les employés de bureau.

La rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 9,5 % sur celle du secteur universitaire dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 46 des 60 emplois repères, comptant 87 % de l'effectif, présentent ce statut. Un retard est constaté dans les cinq catégories d'emplois; les écarts varient de - 5,7 % à - 13,5 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans la catégorie des employés de bureau, l'affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les débours moins élevés pour les avantages sociaux dans ce secteur.

L'administration fédérale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise est en retard face à l'administration fédérale tant sur le plan salarial (- 20,3 %) que sur celui de la rémunération globale (- 21,8 %). Ce statut est observé dans chaque catégorie d'emplois et pour tous les emplois repères comparés. En ce qui concerne les salaires, les retards varient de 19,2 % chez les professionnels à 30,2 % chez les ouvriers. Quant à la rémunération globale, les retards se situent entre 19,6 % et 33,5 %.

Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans chaque catégorie emplois, à l'exception des techniciens, l'accroissement du retard, du salaire à la rémunération globale, est attribuable aux coûts moins élevés des avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, malgré le nombre d'heures de présence au travail moindre.

Les autres salariés québécois syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise est en retard de 18,9 % sur celui des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est observé dans 67 des 76 emplois repères, représentant 87 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois montrent un retard salarial, variant de 7,3 % chez les employés de service à 31,1 % chez les ouvriers.

La rémunération globale de l'administration québécoise affiche un retard de 25,3 % face à celle des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est observé dans 65 des 76 emplois repères, représentant 86 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois présentent un retard; les écarts varient de - 8,9 % chez les employés de service à - 39,6 % chez les ouvriers. Dans l'ensemble et dans quatre catégories d'emplois repères, l'accroissement du retard, du salaire à la rémunération globale, est attribuable aux coûts moins élevés des avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, malgré les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur.

Les autres salariés québécois non syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise est en retard de 3,8 % sur celui des autres salariés québécois non syndiqués. Ce statut est noté dans 36 des 74 emplois repères, représentant 37 % de l'effectif. Un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts allant de - 5,5 % à - 10,2 %. Pour leur part, les employés de service montrent une avance salariale de 14,1 %.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise est en avance de 7,4 % par rapport à celle des autres salariés québécois non syndiqués dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est présent dans 31 des 74 emplois regroupant 65 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois de l'administration québécoise sont en avance, les écarts variant de 3,7 % à 23,0 %. Pour leur part, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des techniciens, des employés de bureau, des employés de service et des ouvriers, l'amélioration de la situation de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur. De plus, pour les techniciens et les employés de service, les coûts d'avantages sociaux plus élevés dans l'administration québécoise s'ajoutent à l'explication.

Le secteur privé syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise est en

retard de 20,3 % sur celui des employés du secteur privé syndiqué. Ce statut est noté dans 48 des 64 emplois repères, regroupant 79 % de l'effectif. Des retards sont notés dans toutes les catégories d'emplois, les écarts se situant entre - 6,1 % et - 36,6 %.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise montre un retard de 20,7 % vis-à-vis de celle du secteur privé syndiqué. Ce statut est constaté dans 43 des 64 emplois repères, regroupant 67 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois présentent un retard, les écarts variant de - 6,5 % à - 36,4 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans chaque catégorie d'emplois, la situation de l'administration québécoise est comparable sur le plan du salaire et sur celui de la rémunération globale.

Le secteur privé non syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 2,8 % sur celui des employés du secteur privé non syndiqué. Ce statut est constaté dans 32 des 73 emplois repères, comptant 30 % de l'effectif. Un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts se situant entre - 4,6 % et - 12,1 %. Quant aux employés de service, ils présentent une avance salariale de 15,5 %.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en avance de 9,4 % sur le secteur privé non syndiqué dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 34 des 73 emplois repères, regroupant 72 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois affichent ce statut; les écarts varient de 5,6 % chez les techniciens à 25,2 % chez les employés de service. Les ouvriers sont à la parité dans les deux secteurs.

Dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, l'amélioration de la situation comparative de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur. Pour l'ensemble des emplois et pour les catégories des techniciens et des employés de service, les coûts des avantages sociaux plus élevés s'ajoutent à l'explication.

Les échelles salariales

Les maximums normaux des échelles salariales des professionnels, des techniciens et des employés de bureau de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux de l'ensemble des autres salariés québécois. Il s'agit du même statut comparatif que celui observé sur le plan salarial dans les trois catégories d'emplois considérées. Chez les professionnels, il n'y a pas de différence significative entre les écarts notés sur le plan du maximum normal et sur celui du salaire. En ce qui concerne les techniciens, le retard du maximum normal est moins important que celui du salaire; chez les employés de bureau, la situation inverse est observée. Tant les techniciens que les employés de bureau sont plus avancés dans leur échelle salariale que l'ensemble des autres salariés québécois.

Les maximums normaux de l'administration québécoise sont en retard vis-à-vis de ceux de tous les autres secteurs étudiés tant chez les professionnels, les techniciens et que chez les employés de bureau. Dans cette dernière catégorie, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan salarial que sur celui du maximum normal dans la comparaison avec 9 des 11 secteurs. Cela s'explique par le fait que les employés de bureau de l'administration québécoise sont plus avancés dans leur échelle que ceux des secteurs concernés, sauf dans la comparaison avec le secteur « entreprises publiques ».

Dans la catégorie des techniciens, la situation comparative de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire par rapport à quatre secteurs, alors que la situation inverse est observée vis-à-vis de cinq autres secteurs. La situation comparative de l'administration québécoise est semblable sur le plan du maximum normal et du salaire dans la comparaison avec les deux secteurs restants. Les techniciens de l'administration québécoise sont plus avancés dans leur échelle que leurs homologues de cinq des secteurs comparés.

Chez les professionnels, la comparaison de la situation de l'administration québécoise sur le plan du maximum normal et sur celui du salaire mène à des constats plus partagés. En effet, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire dans la comparaison

avec quatre secteurs, alors que la situation inverse est observée par rapport à trois autres secteurs. La situation comparative de l'administration québécoise est similaire sur le plan du salaire et du maximum normal dans la comparaison avec les quatre secteurs restants. Les professionnels de l'administration québécoise sont, dans leur échelle salariale, moins avancés que leurs homologues de six secteurs comparés, mais ils sont à un niveau similaire à celui auquel se trouvent les professionnels de cinq secteurs.

Environ 56 % des professionnels, 36 % des techniciens et 39 % des employés de bureau du secteur privé rémunérés selon une échelle salariale bénéficient d'un maximum au mérite. Ces proportions atteignent respectivement 59 %, 46 % et 47 % chez les employés non syndiqués du secteur privé. Par contre, les échelles salariales de l'administration québécoise ne comportent pas de tels maximums.

Les avantages sociaux et les heures chômées payées

Les débours relatifs à l'ensemble des avantages sociaux et des heures chômées payées dans l'administration québécoise (40,7 % du salaire) sont moins élevés que ceux observés chez l'ensemble des autres salariés québécois (43,2 %). Ce constat est également valable par rapport aux employés syndiqués de ce dernier secteur et du secteur privé ainsi que vis-à-vis du regroupement « autre public » et de ses composantes (administrations municipale et fédérale au Québec, universités et « entreprises publiques »). Les coûts varient de 41,2 % à 59,0 % du salaire dans ces ventilations.

Par contre, les débours totaux sont plus élevés dans l'administration québécoise que dans le secteur privé et chez les non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé); les coûts varient de 34,1 % à 37,9 % du salaire dans ces secteurs.

Lorsque seuls les avantages sociaux sont pris en compte, les débours de l'administration québécoise (23,9 %) sont moins élevés que ceux observés dans les secteurs suivants : autres salariés québécois, autres salariés québécois syndiqués, privé syndiqué, « autre public » et ses composantes. Les coûts à ce chapitre représentent de 25,3 % à 41,7 % du salaire dans ces ventilations. Cette situation s'explique par les débours

supérieurs pour les régimes de retraite dans tous ces secteurs, auxquels s'ajoutent les coûts plus élevés pour les régimes d'assurance, sauf dans le secteur universitaire.

Par ailleurs, les débours de l'administration québécoise au chapitre des avantages sociaux sont similaires à ceux du secteur privé. L'administration québécoise dépense toutefois plus que les employeurs des autres salariés québécois non syndiqués et du secteur privé non syndiqué. Cette différence s'explique surtout par les débours plus élevés pour les régimes de retraite et les remboursements de congés de maladie non utilisés dans l'administration québécoise, et ce, malgré des coûts moins élevés pour les assurances dans ce secteur.

Sur le plan des heures chômées payées, l'administration québécoise débourse 16,8 % du salaire, soit un montant supérieur à celui dépensé dans les secteurs suivants : autres salariés québécois, autres salariés québécois non syndiqués, privé (syndiqué ou non) et universitaire. Par contre, il en coûte moins à ce titre dans l'administration québécoise que dans le secteur « autre public » et trois de ses composantes, soit les administrations municipale et fédérale et les « entreprises publiques ». Les coûts de l'administration québécoise sont similaires à ceux notés chez les autres salariés québécois syndiqués.

Les heures de travail

La semaine régulière de travail de l'administration québécoise est de près de 36 heures, soit une heure et demie de moins que celle des autres salariés québécois. La semaine régulière de travail des employés de l'administration québécoise est plus courte que celle de l'ensemble des syndiqués et des non-syndiqués, des secteurs privé (tant syndiqué que non syndiqué) et « autre public », de l'administration fédérale ainsi que du secteur « entreprises publiques ». Elle est toutefois plus longue que celle de l'administration municipale et du secteur universitaire.

Les heures hebdomadaires de présence au travail s'établissent à près de 30 heures dans l'administration québécoise. Elles y sont plus nombreuses que dans l'administration municipale et sont similaires à celles des « entreprises publiques » et du secteur universitaire. Les heures de présence au travail dans l'administration québécoise sont inférieures à celles de tous

les autres secteurs comparés. La différence la plus marquée est observée dans la comparaison avec le secteur privé non syndiqué : elle se chiffre à environ trois heures et demie de présence au travail de moins par semaine dans l'administration québécoise.

L'évolution de la comparaison

Entre 2012 et 2013, la situation comparative de l'administration québécoise est demeurée stable quant au salaire par rapport aux autres salariés québécois, dans l'ensemble des emplois repères. Le même constat est fait dans la comparaison avec le secteur privé, les non-syndiqués (ASQ et secteur privé), les autres salariés québécois syndiqués et le secteur « autre public » et trois de ses composantes, soit l'administration municipale, le secteur universitaire et les « entreprises publiques ».

La situation comparative de l'administration québécoise s'est affaiblie sur le plan salarial par rapport aux employés syndiqués du secteur privé, alors qu'elle s'est améliorée vis-à-vis de l'administration fédérale.

Sur le plan de la rémunération globale, la situation comparative de l'administration québécoise s'est affaiblie entre 2012 et 2013 face à l'ensemble des autres salariés québécois ainsi qu'à six autres secteurs : les employés syndiqués (ASQ et secteur privé) ainsi que le secteur « autre public » et trois de ses composantes, soit les administrations municipale et fédérale et les « entreprises publiques ». Par rapport aux quatre autres secteurs, la situation comparative de l'administration québécoise est demeurée stable.

Lorsque les années 2009 et 2013 sont considérées, la situation comparative du salaire de l'administration québécoise s'est affaiblie face aux autres salariés québécois et à huit autres secteurs : les employés syndiqués (ASQ et secteur privé), les autres salariés québécois non syndiqués ainsi que le secteur « autre public » et ses composantes. Par contre, la situation est demeurée stable vis-à-vis du secteur privé et des non-syndiqués de ce secteur.

Les constats sont les mêmes quant à la rémunération globale, sauf dans la comparaison avec les autres salariés québécois non syndiqués, où la stabilité des écarts est notée pour cette période.

Faible croissance de l'activité économique du Québec

L'économie québécoise n'a progressé que de 0,9 % en 2012. Au premier semestre de 2013, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel du Québec se situe toujours à 0,9 % par rapport à la même période de 2012. L'économie s'est accrue de 0,3 % au premier trimestre 2013; par contre, elle recule de 0,7 % au deuxième trimestre. La baisse de l'investissement en capital fixe, tant des administrations publiques que des entreprises, explique essentiellement le résultat du deuxième trimestre 2013.

La demande intérieure finale diminue de façon notable au deuxième trimestre 2013; cela est attribuable essentiellement au recul de l'investissement en capital fixe. Par contre, les dépenses de consommation finale des ménages progressent, tandis que les dépenses en biens et services des administrations publiques diminuent très faiblement. Le déficit du solde du compte extérieur diminue. Cette amélioration provient principalement du solde du commerce international dont le déficit se réduit.

La demande intérieure progresse lentement

Les dépenses finales des ménages affichent une croissance plus faible en 2012 (+ 1,1 %) par rapport à l'année 2011 (+ 2,1 %). Au cours du premier semestre 2013, les dépenses des ménages augmentent de 1,4 % par rapport à la même période de 2012. Au deuxième trimestre de 2013, les dépenses de consommation finale des ménages augmentent de 0,4 %, après avoir crû de 0,9 % au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des dépenses en biens durables (+ 1,3 %) et de celles en services (+ 0,4 %).

Au 2^e trimestre 2013, les dépenses de consommation finale des administrations publiques (– 0,1 %) diminuent pour un deuxième trimestre d'affilée. Toutefois, elles demeurent plus élevées de 1,3 % lorsque l'on compare le premier semestre de 2013 à celui de 2012. Les dépenses de l'administration fédérale (+ 2,1 %) augmentent après avoir reculé de 0,5 % au premier trimestre, alors que l'administration provinciale restreint ses dépenses (– 1,0 %) pour un deuxième trimestre d'affilée. Les dépenses des administrations locales et des Premières nations croissent de 0,3 % au deuxième trimestre.

L'investissement total en capital fixe des entreprises et des administrations publiques diminue de 4,3 % au deuxième trimestre 2013. L'investissement des entreprises diminue de 3,3 % et celui des administrations publiques, de 7,3 %; cela est en partie attribuable à la grève survenue dans le secteur de la construction au cours des deux dernières semaines de juin. Au cours du premier semestre 2013, les investissements sont en baisse de 1,5 % par rapport au premier semestre 2012. Pour l'année 2012, les investissements affichent une croissance de 4,7 % comparativement à 2,4 % en 2011 et à 6,6 % en 2010.

Le déficit du solde du compte extérieur diminue pour un troisième trimestre de suite. Cette amélioration provient principalement du solde du commerce international dont le déficit diminue, mais aussi du commerce interprovincial dont le surplus s'accroît. Les exportations totales de biens et services (+ 2,7 %) affichent une croissance, après un repli de 0,3 % au premier trimestre. Les importations totales (+ 1,9 %) augmentent à la suite d'une baisse de 0,5 % au premier trimestre. Globalement, au cours du premier semestre 2013, les exportations haussent de 2,6 % par rapport à la même période de 2012, alors que les importations n'augmentent que de 1,7 %.

Le dollar oscille autour de la parité

En 2012, le dollar canadien oscillait autour de la parité avec le dollar américain (100,08 cents). Pour les neuf premiers mois de 2013, il se situe sous la devise américaine à 97,72 cents. Il devrait, selon plusieurs analystes, clôturer l'année en dessous de la parité avec le dollar américain.

L'inflation pour l'année 2012 était de 2,1 % au Québec, alors que pour les neuf premiers mois de 2013 elle se situe à 0,9 % en comparaison avec la même période de 2012. Au cours des neuf premiers mois de 2013, les prix des aliments et ceux reliés à l'énergie ont crû moins fortement qu'en 2012. L'inflation se fixe à 0,4 % au premier trimestre, à 0,3 % au deuxième trimestre et à 0,1 % au troisième trimestre 2013.

Le taux des bons du Trésor à trois mois se situe à 0,98 % pour les neuf premiers mois de 2013 comparativement à 0,95 % pour l'année 2012. Le taux passe de 0,95 % au premier trimestre 2013, à 1,01 % au deuxième et à 0,99 % au troisième.

Les analystes prévoient une inflation plus élevée en 2014 qu'en 2013 et des taux d'intérêt un peu plus élevés en 2014. Le dollar devrait continuer à se situer en dessous du dollar américain.

Croissance de l'emploi pour une deuxième année consécutive

En 2012, l'emploi progresse au Québec (+ 30 800; + 0,8 %) à un rythme légèrement inférieur à celui de 2011 (+ 38 500; + 1,0 %). Les emplois créés sont tous à temps plein (+ 36 700; + 1,1 %) alors que 5 900 emplois à temps partiel ont disparu (- 0,8 %). La hausse de l'emploi en 2012 est attribuable à la fois au secteur des services (+ 18 400; + 0,6 %) et au secteur des biens (+ 12 400; + 1,5 %).

La création d'emplois profite tant aux hommes (+ 15 200) qu'aux femmes (+ 15 600). La grande majorité des emplois créés reviennent aux personnes de 55 ans et plus (+ 25 600). L'emploi est en hausse de 6 000 chez les personnes de 25 à 54 ans et reste stable chez les jeunes de 15 à 24 ans.

Le taux de chômage demeure au même niveau qu'en 2011 (7,8 %). Également, le taux d'emploi et le taux d'activité ont peu changé en 2012, fléchissant de 0,1 point. Ils s'établissent respectivement à 60,0 % et à 65,1 %.

L'emploi est en hausse (+ 56 500; + 1,4 %) alors que le taux de chômage moyen s'établit à 7,7 % pour les neuf premiers mois de 2013. Pour l'ensemble de 2013, les prévisions des analystes en ce qui concerne la croissance de l'emploi se situent entre 0,9 % et 1,2 %; le taux de chômage se fixerait entre 7,6 % et 7,8 %. Pour 2014, les analystes prévoient une croissance de l'emploi un peu plus faible qu'en 2013 et un taux de chômage qui s'établirait entre 7,5 % et 7,6 %.

Les tendances salariales

Croissance réelle positive pour tous les salariés syndiqués en 2013

La croissance moyenne des échelles salariales de l'ensemble des salariés québécois syndiqués indique un gain de pouvoir d'achat de 1, 2 % pour les six premiers mois de 2013.

Une croissance réelle positive est observée dans tous les secteurs analysés. Les gains de pouvoir d'achat varient de 1,1 % dans l'administration québécoise à 1,9 % dans le secteur municipal.

La faible croissance de l'IPC pour les six premiers mois de 2013 (0,7 %) explique en grande partie ces résultats.

Très forte proportion d'augmentations salariales supérieures ou égales au taux d'inflation

En 2013, les salariés syndiqués de l'administration québécoise reçoivent des augmentations de leur structure salariale supérieures ou égales à la croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC); c'était le cas contraire en 2012.

Ce constat est également observé dans trois autres secteurs étudiés : municipal, universitaire et fédéral, alors que la proportion de salariés bénéficiant de ce type d'augmentation en 2013 dans les secteurs privé et « entreprises publiques québécoises » est de 96,1 % et 98,7 % respectivement. En 2012, ces secteurs présentaient des pourcentages plus faibles de salariés recevant des augmentations plus élevées que l'IPC qu'en 2013.

La proportion de salariés syndiqués recevant des augmentations de leur structure salariale inférieures à la croissance de l'IPC est minime en 2013 : 0,4 % dans le secteur privé et 1,3 % dans les entreprises publiques québécoises.

Moins de 1 % de l'ensemble des salariés syndiqués connaissent un gel ou une baisse de salaire; ils proviennent tous du secteur privé.

Ententes dernièrement signées : taux en baisse chez les autres salariés québécois

Les dernières ententes signées donnent une indication de l'évolution salariale à venir. Les conventions collectives visant l'administration québécoise ont été renouvelées en 2011. Ces conventions donnent lieu à un taux d'augmentation moyen de 1,2 % par année (durée de cinq ans).

L'analyse pour 2013 porte sur les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise. Les ententes respectives octroient un taux de croissance inférieur à celui de 2012 (2,0 % contre 2,4 %). Une baisse de la croissance est observée aussi dans tous les secteurs.

Dans les ententes de 2013, 76,7 % de l'ensemble des autres salariés québécois syndiqués reçoivent une augmentation annuelle moyenne égale ou supérieure à 1,5 %. Cette proportion est moins élevée de 8,9 points de pourcentage que celle notée en 2012.

Perspectives : pouvoir d'achat plus élevé en 2013 qu'en 2014

Selon les perspectives salariales établies par l'Institut, les augmentations moyennes des échelles salariales projetées pour l'ensemble des salariés québécois (syndiqués et non syndiqués) sont de 2,0 %, tant en 2013 qu'en 2014.

En 2014, les salariés québécois syndiqués connaîtraient un taux de croissance supérieur à celui de 2013 (2,0 % contre 1,9 %). Cette tendance est également prévue pour l'administration québécoise et les entreprises publiques québécoises.

Pour le secteur privé, la croissance nominale serait identique (2,1 %) pour les deux années, alors que le secteur municipal montrerait une croissance inférieure pour l'an prochain.

L'augmentation moyenne des échelles salariales des salariés non syndiqués, en 2013 serait légèrement plus élevée que celle des syndiqués (2,0 % contre 1,9 %), alors qu'en 2014 les deux valeurs seraient identiques.

En considérant l'inflation, les salariés de tous les secteurs devraient connaître une croissance réelle positive, tant en 2013 qu'en 2014. Cependant, le pouvoir d'achat devrait être plus élevé en 2013 dans chaque secteur en raison d'un taux d'inflation inférieur prévu pour cette année.

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition 2013 du rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*. Le présent document compare la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec celle des autres salariés québécois. Les résultats de la comparaison sont présentés pour l'ensemble des autres salariés québécois, le secteur privé ainsi que les autres secteurs du marché du travail, soit l'ensemble du secteur « autre public », les administrations fédérale et municipale ainsi que les secteurs universitaire et « entreprises publiques ». Des résultats plus détaillés tenant compte du facteur de la syndicalisation sont également fournis pour les secteurs « autres salariés québécois » et privé.

Cette édition contient une présentation sommaire des résultats de même qu'une section faisant état des principales orientations, approches et sources méthodologiques utilisées par l'ISQ. Les résultats détaillés sont, quant à eux, disponibles dans les tableaux figurant tout au long de la série des annexes.

Les tableaux de résultats présentent, pour chacun des secteurs de comparaison, des données concernant les employés rémunérés selon une échelle salariale (les annexes A), les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées (les annexes B) ainsi que la rémunération selon les composantes, calculée selon la méthode des débours (les annexes C à E). Par ailleurs, les résultats de la comparaison sont fournis par emploi repère pour cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers, ainsi que pour l'ensemble des emplois repères.

Les annexes F ont pour objectif de rendre compte de l'évolution des écarts de rémunération. Cette analyse prend en compte les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise et les changements dans les emplois comparés. Les résultats relatifs à l'évolution des écarts salariaux et ceux sur la rémunération globale portent sur une période de deux ans (2012 et 2013) et sur une période de quatre ans (2009 et 2013).

Finalement les annexes G à M exposent la situation et les prévisions économiques pour les principaux indicateurs (les annexes G à I) et fournissent la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales pour les années récentes (les annexes J à M).

Cette partie du document explique, de façon générale, les orientations méthodologiques adoptées par l'Institut dans le cadre de sa comparaison de la rémunération globale et souligne les limites et les contraintes auxquelles il doit faire face. Des renseignements détaillés sur le traitement des données pour chacun des volets de la comparaison sont également présentés. De plus, les événements récents susceptibles d'affecter la comparaison sont exposés.

Les orientations et les approches méthodologiques

Le marché de référence

L'Institut est mandaté pour comparer la rémunération des salariés de l'administration québécoise régis par une convention collective avec la rémunération des autres salariés québécois¹.

L'administration québécoise désigne les salariés de la fonction publique, de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) ainsi que de la santé et des services sociaux, alors que les autres salariés québécois correspondent aux salariés des organisations de 200 employés et plus de la quasi-totalité des secteurs d'activité économique. Sont exclus les secteurs de l'agriculture et des services qui y sont reliés, de l'exploitation forestière et des services forestiers, de la pêche et du piégeage ainsi que de la construction. Les salariés des secteurs comparés peuvent être syndiqués ou non. Ils travaillent dans le secteur privé ou dans le secteur « autre public ». Ce dernier comprend les diverses administrations et entreprises à caractère public non incluses dans l'administration québécoise telles que l'administration municipale (villes de 25 000 habitants et plus), les entreprises publiques des trois paliers gouvernementaux, les universités et l'administration fédérale au Québec.

Le tableau I illustre la segmentation du marché du travail québécois utilisée par l'ISQ pour sa comparaison.

Tableau I
Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison

Administration québécoise	Autres salariés québécois ¹	
	Secteur privé ²	Secteur « autre public »
- Fonction publique - Ministères - Organismes gouvernementaux³ - Fonds spéciaux - Éducation - Commissions scolaires - Cégeps - Santé et services sociaux - Agences de la santé et des services sociaux - Centres hospitaliers - Centres d'hébergement (CHSLD) - Centres de réadaptation - Centres locaux de services communautaires - Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse	- Mines - Manufacturier - Transport et entreposage - Communications - Commerce de gros et de détail - Finance, assurances et immobilier - Services aux entreprises - Hébergement et restauration - Autres services	- Entreprises provinciales (sociétés d'État et autres) - Administration fédérale au Québec - Entreprises fédérales au Québec - Universités - Administrations municipales - Entreprises locales

- La rémunération des autres salariés québécois et celle du secteur privé sont également comparées selon le statut de syndicalisation.
- Sont exclus : l'agriculture et les services relatifs à l'agriculture, l'exploitation forestière et les services forestiers, la pêche et le piégeage ainsi que la construction.
- Ne comprend pas les organismes gouvernementaux à caractère industriel et commercial.

1. Loi sur l'Institut de la statistique du Québec, L.R.Q., c. I-13.011.

La source des données

Les données utilisées pour la comparaison proviennent de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG) réalisée par l'ISQ. L'Institut utilise uniquement cette source de données pour la comparaison des salaires et de la rémunération globale selon la méthode des débours.

L'univers, l'échantillon et le processus de collecte

Dans l'enquête², la population visée est constituée de l'ensemble des entreprises comptant au moins 200 employés dans les différents secteurs du marché du travail. Des données sur les organisations de moindre taille ne sont pas recueillies dans l'ERG. L'administration municipale regroupe, pour sa part, les municipalités de 25 000 habitants et plus. L'Institut utilise la Base de données du registre des entreprises (BDRE) de Statistique Canada afin de construire la base de sondage de l'enquête. En ce qui concerne les municipalités, l'information pertinente est tirée du *Répertoire des municipalités du ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire*.

La sélection de l'échantillon, de type aléatoire, est effectuée à l'intérieur de groupes formés d'entreprises d'une même famille de secteurs d'activité économique et de taille similaire (appelés « strates »). En accordant un poids à chaque entreprise tirée dans une strate en fonction de sa probabilité de sélection, l'Institut s'assure de la représentativité des résultats. L'enquête prévoit également une étape de profilage qui consiste à caractériser l'entreprise en fonction de sa structure organisationnelle et de ses diverses politiques de rémunération. Le profilage permet de découper l'entreprise en unités de collecte pour lesquelles il est logique de recueillir des données sur la rémunération. Dans les entreprises plus complexes (trois unités de collecte et plus), la charge de collecte est diminuée par l'échantillonnage d'unités de collecte.

Le plan d'échantillonnage prévoit un renouvellement des entreprises. Pour ce faire, l'univers est divisé en trois blocs de façon aléatoire. La composition des blocs est semblable en ce qui concerne la répartition des entreprises en termes de taille et de secteurs

d'activité. Lorsqu'une entreprise est introduite dans l'enquête, sa participation est requise pour une durée de trois ans³. Dans le cas des strates recensées, les entreprises recommencent un nouveau cycle de trois ans lorsque le précédent est terminé. Dans les autres strates, la sélection de l'entreprise dans l'échantillon après le cycle de trois ans dépend de la fraction de sondage. Moins la fraction de sondage est élevée, plus le renouvellement de l'échantillon sera important.

Selon le plan d'échantillonnage de l'enquête, les résultats reposent sur les données recueillies auprès de trois groupes de rotation. En ce qui concerne l'ERG 2013, un premier échantillon (groupe de rotation F) a été tiré à l'automne 2010 (pour l'ERG 2011), un deuxième l'a été à l'automne 2011 (groupe de rotation G, pour l'ERG 2012), alors que le troisième groupe de rotation (H) a été introduit à l'automne 2012 (pour l'ERG 2013).

La collecte de données est basée sur la transmission par le répondant d'un fichier complet comportant, pour chacun des employés de l'entreprise, les données sur l'emploi et la rémunération ainsi que sur ses caractéristiques personnelles (sexe, date d'embauche, statut de syndicalisation). À partir du fichier, l'analyse des emplois est réalisée. Une première étape consiste à attribuer à tous ces emplois un code selon la *Classification nationale des professions* (CNP), système de classement des emplois reconnu à l'échelle canadienne. Cela permet tout d'abord une analyse complète et une compréhension élargie de la classification des emplois dans chaque entreprise. De plus, cette codification permet de sélectionner un certain nombre d'unités-emplois susceptibles d'être appariées aux emplois repères de l'enquête. Lorsque, au sein d'une même unité de collecte, on identifie plus de 100 emplois potentiellement appariables, un échantillon est tiré.

2. Le bulletin *Coup d'œil sur l'ERG, édition 2011* présente l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*.

3. Lors de la première année d'enquête, la collecte s'effectue de façon complète (ou « standard »); c'est ce type de collecte qui est détaillé dans les paragraphes qui suivent. En deuxième année, les données sont mises à jour pour une portion d'entreprises et en troisième année, seuls des taux d'augmentation salariale sont recueillis. Pour l'ERG 2013, le processus de collecte de l'année 2 n'a pas été réalisé. Les entreprises qui en étaient en deuxième année de collecte ont été traitées de la même manière que celles en dernière année du cycle.

Le plan de sondage de l'enquête comporte donc trois degrés : entreprise, unité de collecte et emploi. Le poids final associé aux données recueillies pour une unité-emploi est le résultat de la multiplication des poids de ces trois degrés. Un ajustement est effectué afin de tenir compte de la non-réponse.

Par ailleurs, les données portant sur les éléments de rémunération autres que le salaire et les heures de travail sont recueillies à partir de fiches de collecte. Ainsi, pour chacun des avantages sociaux, l'Institut collige les données sur les politiques et les caractéristiques ainsi que sur les taux d'utilisation, ce qui permet de calculer les débours.

Le processus d'appariement des emplois

Sur la base des emplois sélectionnées parmi toutes les unités-emplois potentiellement appariables, un processus d'appariement des emplois est effectué. Celui-ci consiste, à partir de la description des tâches du guide des emplois repères, à identifier les éléments communs des emplois qui peuvent être appariés dans le marché selon la description des tâches qui en est faite. L'appariement s'effectue en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs. Ces critères reposent sur le sommaire ou la description générale de l'emploi, les conditions de pratique, la nature et la complexité des tâches, les niveaux de responsabilité et de surveillance exercée et reçue, le niveau de scolarité et l'expérience exigés. Le processus d'appariement des emplois est essentiel avant d'effectuer toute comparaison salariale pertinente.

Chaque corps d'emploi comporte un ou plusieurs niveaux de complexité ou de responsabilité. La combinaison du corps d'emploi et du niveau définit un emploi repère. Par exemple, le corps d'emploi « Professionnel en communication » comporte trois niveaux de complexité, soit ceux d'entrée et d'apprentissage (niveau 1), de fonctionnement autonome (niveau 2) et de complexité supérieure (niveau 3). Pour ce corps d'emploi, trois emplois repères sont donc présents.

Le cadre conceptuel de la rémunération globale

Le concept de la rémunération globale qui guide les travaux de l'Institut comprend l'ensemble des conditions contractuelles ou statutaires donnant normalement lieu à un engagement monétaire de l'employeur au bénéfice des employés en contrepartie de l'exécution d'un travail pour une période donnée et dans des conditions déterminées⁴.

Cette définition de la rémunération globale est transposée dans une équation qui précise les éléments couverts et se présente comme suit :

Rémunération globale par heure travaillée	=	Rémunération directe Heures régulières	+	Rémunération indirecte - Heures chômées payées
		Rémunération = annuelle Heures de présence au travail		

La rémunération directe comprend, selon le cadre conceptuel élaboré, l'ensemble des sommes versées directement à l'employé, soit principalement le salaire, mais aussi les primes de niveau de complexité supérieure, les indemnités de vie chère, les bonis, les commissions et les divers remboursements reçus⁵.

La rémunération indirecte comporte les sommes versées généralement à des tiers au nom de l'employé pour qu'il bénéficie de certains avantages, comme une prime d'assurance-vie, ou pour satisfaire à une exigence légale, par exemple la contribution au régime d'assurance maladie du Québec. La rémunération annuelle représente la somme de la rémunération directe et de la rémunération indirecte.

4. Voir *Cadre conceptuel de la définition de la rémunération globale*, IRIR, Montréal, septembre 1988.

5. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillie dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, ISQ, Montréal, 2001, 21 p.

Les heures régulières correspondent à la durée habituelle de travail. Les heures chômées payées couvrent les périodes d'absence rémunérées, soit les congés annuels, les congés fériés, les congés de maladie et les autres congés payés. Les heures de présence au travail sont ainsi déterminées en déduisant les heures chômées payées du nombre d'heures annuelles régulières⁶.

Certains éléments couverts par la définition du concept de la rémunération globale de l'ISQ ne sont pas considérés dans le cadre de la présente comparaison. La liste des éléments compris dans la définition de la rémunération globale de l'Institut, dont ceux qui sont traités par la méthode des débours, est présentée au tableau II. Il est à noter que les avantages sociaux comprennent les éléments de la rémunération indirecte et le remboursement de congés de maladie non utilisés.

Les mesures de la rémunération globale

Une fois la rémunération globale bien cernée à l'aide d'une définition et d'une équation, plusieurs méthodes peuvent être retenues pour la mesurer. L'Institut a, dans le passé, utilisé deux méthodes différentes permettant de quantifier la rémunération globale, soit celles des débours de l'employeur et des coûts simulés. Chacune de ces méthodes présente une facette distincte de la rémunération globale. De plus, l'objectif visé, l'horizon couvert et la méthodologie de l'une et de l'autre sont différents. Dans ce rapport, l'Institut a seulement recours à la méthode des débours.

La méthode des débours permet de mesurer les coûts engagés par les employeurs aux fins de rémunération pour une année financière donnée. L'application de cette méthode par l'Institut, compte tenu de son équation de rémunération globale, consiste à ajouter au salaire les débours encourus par les employeurs pour offrir à leurs employés les régimes d'avantages sociaux, tout en considérant les heures de travail et les heures chômées payées.

La méthode des débours comporte toutefois certaines limites. Ainsi, chez deux employeurs offrant à leurs employés des régimes d'assurance-vie identiques, la prime à verser peut varier sensiblement en raison, par exemple, de l'âge des employés. La mesure de la rémunération par la méthode des débours donnerait des résultats différents selon l'âge des employés de chaque employeur. Pourtant, à âge égal, ou sur l'étendue d'une carrière, l'avantage est le même. Plusieurs variables autres que le contenu des régimes peuvent en effet avoir une influence sur les frais encourus, notamment les variables démographiques (l'âge, le sexe, l'ancienneté de la main-d'œuvre, etc.) et les variables économiques (taux d'inflation et d'intérêt, rendement de la caisse de retraite, etc.). Seule la méthode des coûts simulés permet, sous certaines conditions, de limiter l'influence de ces facteurs et ainsi de refléter de façon plus précise les caractéristiques des régimes. L'Institut a d'ailleurs utilisé cette méthode dans le cadre de divers mandats.

6. L'analyse des heures de travail considère les heures régulières, les heures chômées payées et les heures de présence au travail.

Tableau II
Éléments et composantes de la rémunération globale

	Éléments traités par la comparaison (débours)	Éléments non traités par la comparaison
Rémunération directe	- Salaire¹ - Remboursement de congés de maladie non utilisés	- Bonis, commissions et montants forfaitaires² - Primes² - Rémunération pour le temps supplémentaire - Sécurité d'emploi³
Rémunération indirecte	- Régime de retraite - Assurance-salaire - Assurance-invalidité - Assurance-vie - Assurance maladie - Assurance-soins optiques - Assurances-soins dentaires - Compensation pour congés parentaux - Régimes étatiques (RRQ, RAMQ, CSST, AE, AP)	- Autres assurances - Services et gratifications - Sécurité d'emploi³
Heures rémunérées	- Heures régulières de travail	- Heures supplémentaires - Horaire d'été
Heures chômées payées (durée)	- Congés annuels - Congés fériés et mobiles - Congés parentaux - Congés de maladie utilisés - Congés sociaux (deuil, mariage, activités syndicales, etc.)	- Congés de perfectionnement - Périodes de repos et de repas payées

1. Le salaire comprend la somme versée à l'employé incluant celle correspondant aux heures chômées payées.
2. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, ISQ, Montréal, 2001, 21 p. Des données sur la rémunération variable sont recueillies depuis l'ERG 2007.
3. La sécurité d'emploi peut être vue comme faisant partie de la rémunération directe ou de la rémunération indirecte selon les dispositions considérées. Des renseignements supplémentaires sur la sécurité d'emploi sont fournis dans le document *La sécurité d'emploi : mythes et réalités*, IRIR, Montréal, juin 1994, 202 p.

Les salaires et les échelles salariales⁷

La comparaison salariale s'effectue à partir des salaires annuels. Les salaires utilisés incluent les indemnités de vie chère lorsqu'elles sont intégrées aux échelles salariales de même que les primes de niveau de complexité supérieure. La comparaison des salaires s'effectue à partir de la moyenne des taux de salaire versés pour un emploi, une catégorie d'emplois ou un secteur. Les débours pour les salaires constituent un facteur important dans les décisions de rémunération d'un employeur, mais d'autres éléments méritent d'être étudiés. En effet, les résultats de la comparaison des salaires versés dépendent de variables liées à la personne, telles l'ancienneté, l'expérience ou la performance, qui déterminent la place du titulaire dans l'échelle salariale.

Afin de nuancer les résultats de la comparaison des salaires, l'Institut ajoute de l'information sur les échelles salariales des secteurs comparés⁸. Les échelles expriment une partie importante de la politique salariale de l'employeur. Elles représentent le niveau de rémunération offert pour un emploi. Pour des salaires différents, la politique salariale pourrait être similaire puisque les débours peuvent varier en raison de diverses caractéristiques. L'analyse des échelles salariales jette donc un éclairage additionnel sur les résultats de la comparaison des salaires.

Il existe différents types d'échelles salariales : celles avec un minimum et un maximum normal, celles avec un minimum, un maximum normal et un maximum au mérite et, enfin, les échelles salariales avec un minimum et un maximum au mérite. Le maximum normal est un paramètre important; ce taux, accessible à l'employé dont le rendement est satisfaisant, représente

7. Les termes « salaire », « maximum normal », « maximum au mérite », etc. font toujours référence aux salaires moyens déboursés, aux maximums normaux moyens, etc. Afin d'alléger le texte du rapport, l'ISQ s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « moyen ».

8. De l'information supplémentaire sur la comparaison des échelles salariales est fournie dans le document *L'analyse des échelles salariales : document d'orientation*, IRIR, Montréal, octobre 1994, 49 p.

le taux de comparaison du marché. Le maximum au mérite, pour sa part, ne peut être atteint que par les employés qui ont un rendement supérieur. L'Institut privilégie la comparaison des maximums normaux. Les minimums sont inclus dans la banque de données.

La comparaison entre les écarts observés pour les salaires et ceux relatifs aux échelles salariales doit tenir compte de certaines réalités. Pour une même entreprise, l'analyse des échelles porte sur un groupe d'employés qui peut différer de celui sur lequel s'effectue l'analyse des salaires moyens. En effet, les données salariales incluent les employés qui ne sont pas assujettis à une échelle. Une bonne partie des professionnels, des techniciens et des employés de bureau sont rémunérés selon une échelle salariale. Les employés de service et les ouvriers sont généralement rémunérés selon un taux fixe. Les proportions d'employés assujettis à une échelle salariale varient également selon les secteurs et les emplois.

La collecte des données sur les maximums normaux peut occasionner certaines difficultés. Par exemple, dans certains cas, le mode de rémunération apparemment privilégié pour un emploi est une échelle salariale; mais parce qu'il est difficile de déterminer le maximum normal représentatif d'une politique salariale formelle, l'emploi apparié ne sera pas considéré dans les données sur les employés rémunérés selon une échelle salariale.

À l'intérieur d'une entreprise, les emplois appariés à un même corps d'emploi sont mis en relation entre eux selon qu'il s'agit d'une progression de carrière ou d'un régime de postes. Dans le premier cas, les employés progressent d'un emploi à un autre sans changement de poste. Il s'agit d'une progression, plus ou moins automatique, basée sur l'acquisition de compétences, l'ancienneté et/ou le mérite. Dans le second cas, la progression de l'employé implique la disponibilité d'un poste et, conséquemment, un concours visant à le combler. Les deux régimes peuvent être présents dans la même entreprise. En effet, la progression dans les premiers niveaux d'un corps d'emploi est souvent de type progression de carrière, alors que l'accession aux niveaux supérieurs s'effectue selon un régime de postes. L'Institut calcule pour chaque emploi repère un minimum et un maximum reflétant

adéquatement la progression des employés dans leur structure salariale.

Le salaire d'un employé est fonction de son échelle salariale ainsi que de ses caractéristiques individuelles. Celles-ci déterminent sa position dans son échelle. Cette position est évaluée par l'Institut de la façon suivante :

$$\text{Position dans l'échelle} = \frac{\text{Salaire} - \text{Minimum}}{\text{Maximum normal} - \text{Minimum}} \times 100$$

La comparaison des positions dans l'échelle salariale et celle des maximums normaux permettent, dans certains cas, d'expliquer les résultats de la comparaison des salaires.

Par exemple, des débours plus élevés pour les salaires⁹ dans un secteur que dans un autre pourraient être attribuables principalement à un taux du maximum normal plus élevé, à une position moyenne plus élevée dans les échelles salariales ou encore à l'effet conjugué de ces deux facteurs.

Fréquemment utilisés dans la gestion des salaires, les ratios comparatifs sont également présentés dans les annexes A de la banque de données. Ces ratios représentent le salaire divisé par le maximum normal.

Le calcul de l'écart¹⁰ de rémunération entre deux secteurs

L'Institut présente la différence de rémunération entre, d'une part, l'administration québécoise et, d'autre part, les autres salariés québécois ou l'un des

9. Divers facteurs peuvent rendre plus difficile la détermination d'un lien entre la position dans l'échelle, le maximum normal et le salaire. Ces facteurs peuvent être la proportion importante d'employés non rémunérés selon une échelle salariale dans le marché ou la grande différence entre l'étendue de l'échelle salariale de l'administration québécoise et celle du marché.

10. Le terme « écart » fait presque toujours référence à l'écart estimé, c'est-à-dire celui calculé à partir des données de l'échantillon. Afin d'alléger le texte du rapport, l'ISQ s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « estimé ». Les écarts calculés entre l'administration québécoise et l'administration fédérale ne représentent pas des estimations puisque les données sont recensées dans ces deux secteurs.

segments du marché du travail, au moyen d'un écart en pourcentage. L'ISQ exprime la formule de calcul de cet écart de la façon suivante :

$$\text{Écart (\%)} = \frac{\text{Rémunération adm. québ.} - \text{Rémunération marché}}{\text{Rémunération adm. québ.}} \times 100$$

La rémunération de l'administration québécoise est au dénominateur, car cette dernière constitue le secteur de base. Pour les catégories d'emplois et l'ensemble des emplois repères, la rémunération moyenne de chacun des secteurs est calculée en pondérant la rémunération de chaque emploi repère d'une catégorie donnée par l'effectif de l'administration québécoise¹¹. L'utilisation d'une même pondération permet ainsi de comparer, dans chaque regroupement d'emplois repères, la rémunération moyenne des employés de l'administration québécoise avec celle obtenue lorsque les taux moyens de rémunération du secteur concerné sont appliqués à la structure de l'effectif de l'administration québécoise¹². L'écart de rémunération est obtenu en soustrayant la moyenne pondérée de la rémunération du secteur comparé de celle de l'administration québécoise et en divisant le résultat par la moyenne pondérée de la rémunération de l'administration québécoise.

En principe, une valeur de l'écart égale à 0 signifie une égalité des rémunérations. Une valeur négative, par exemple - 3 %, représente pour l'administration québécoise une rémunération inférieure de 3 % à celle du secteur comparé (retard), alors qu'une valeur positive, par exemple 3 %, représente une ré-

munération supérieure de 3 % dans l'administration québécoise (avance). Dans le cas d'un retard, la valeur de l'écart représente le pourcentage qu'il faut ajouter à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir celle du secteur comparé. Dans le cas d'une avance, l'écart représente le pourcentage qu'il faut enlever à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir la rémunération du secteur comparé. Comme les données proviennent d'une enquête basée sur un échantillon, l'interprétation des résultats doit tenir compte de leur précision.

Dans le calcul et l'interprétation de l'écart de rémunération, le secteur de base est toujours l'administration québécoise. Les résultats publiés dans les rapports sur la rémunération des salariés sont tous obtenus dans l'optique d'une comparaison de différents secteurs avec cette administration. Il serait donc incorrect d'un point de vue méthodologique de comparer, par exemple, la rémunération des secteurs privé et « autre public » en ce qui concerne l'ensemble des emplois repères ou les catégories d'emplois. En effet, les écarts de rémunération présentés dans le rapport sont calculés sur la base des emplois repères communs à l'administration québécoise (qui peuvent être différents selon les secteurs de comparaison) et en utilisant la structure de l'effectif de ce même secteur.

Les résultats présentés dans ce rapport portent principalement sur les écarts de salaire, de maximum normal et de rémunération globale¹³. L'écart de salaire, tel qu'il a été défini plus haut, résulte de la comparaison des salaires déboursés. Quant à l'écart de rémunération globale, il est calculé à partir du rapport entre, d'une part, la somme des coûts associés aux salaires et aux avantages sociaux (rémunération annuelle) et, d'autre part, les heures de présence au travail.

11. Des renseignements supplémentaires sur le calcul des écarts relativement aux catégories d'emplois et à l'ensemble des emplois repères sont fournis dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Calculs des indices de rémunération et des coefficients de variation pour les catégories d'emplois et pour l'ensemble des emplois repères*, IRIR, Montréal, mars 1992, 45 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient présentées par des indices plutôt que par des écarts.

12. Les résultats sur les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées exprimés en pourcentage du salaire sont également pondérés selon cette approche, pour l'ensemble des catégories d'emplois. Ainsi, le débours moyen dans chacun des secteurs est calculé en pondérant le débours de chaque catégorie d'emplois par l'effectif de l'administration québécoise.

13. Les écarts du minimum d'échelle et de la rémunération annuelle sont également présentés dans les tableaux et figures, mais ne sont généralement pas mentionnés dans l'analyse.

La précision des résultats

Afin de déterminer la situation comparative de l'administration québécoise en regard des divers écarts de rémunération, l'Institut doit tenir compte d'un risque d'erreur inhérent à toute donnée provenant d'une enquête basée sur un échantillon. Ce risque d'erreur est obtenu à partir d'une mesure de précision appelée écart type. L'écart type est calculé à partir de la variabilité échantillonnale, dont l'utilisation est courante dans l'analyse des résultats de toute enquête basée sur un échantillon.

L'utilisation conjointe de l'écart et de la mesure de précision permet de définir un intervalle dans lequel la valeur de l'écart réel devrait se situer¹⁴. À son tour, cet intervalle permet de déterminer si l'écart est significativement différent de la valeur 0 qui symbolise la parité des deux secteurs comparés. En effet, si la valeur 0 n'est pas comprise dans l'intervalle déterminé pour un écart, l'Institut conclura à l'avance ou au retard de l'administration québécoise. À l'inverse, lorsque la valeur 0 est incluse dans l'intervalle, la parité des secteurs comparés est admise, l'avance ou le retard de l'administration québécoise ne pouvant être confirmé. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'un écart différent de 0 puisse être considéré comme marquant la parité. Cette procédure permettant de déterminer le statut de l'administration québécoise constitue un test statistique.

Certaines sources d'erreurs ne sont pas considérées dans le calcul de la variance des estimations. Il s'agit, entre autres, des sources d'erreurs liées à l'application de taux d'augmentation pour la rémunération des entreprises du groupe de rotation F et du groupe G, ainsi qu'à l'imputation partielle des avantages sociaux.

En outre, comme l'estimation de l'administration québécoise est calculée à partir d'un échantillon d'emplois (à cause de la portion probabiliste du panier), une erreur d'échantillonnage devrait en principe y être associée. Cependant, le fait d'avoir deux échantillons à comparer, l'un dans l'administration

québécoise et l'autre dans le marché de comparaison, oblige à combiner deux variances, ce qui complexifie les calculs. De plus, il est nécessaire d'avoir au moins deux emplois probabilistes dans la catégorie afin de calculer une erreur d'échantillonnage. Or, dans plusieurs catégories et secteurs de comparaison, cette condition n'est pas remplie. Les résultats du rapport de comparaison ne tiennent donc pas compte de la variance due à la portion probabiliste du panier d'emplois repères.

Compte tenu de ces diverses situations, la variance estimée est plus petite que la variance véritable et les intervalles de confiance sont plus courts que ce qu'ils devraient normalement être. Pour atténuer cette situation, l'Institut fixe le seuil de confiance du « test de parité » à 5 %.

En plus de servir à déterminer le statut de l'administration québécoise par rapport au secteur comparé, les mesures de précision interviennent lorsque l'Institut tente d'établir s'il y a des différences significatives entre deux écarts de rémunération présentés dans les sections sur la rémunération globale selon la méthode des débours. En effet, en utilisant les mesures de précision, un test statistique¹⁵ a été développé afin de déterminer si les différences observées entre deux écarts sont significatives et donc attribuables aux éléments de rémunération qui les distinguent. Par exemple, une différence jugée significative entre l'écart salarial et celui de la rémunération annuelle s'explique par des avantages sociaux plus ou moins coûteux dans l'administration québécoise selon le cas. À l'inverse, une différence non significative entre ces mêmes écarts résulte de débours pour les avantages sociaux équivalents dans les deux secteurs de comparaison.

14. Les annexes E de la banque de données fournissent pour chacun des secteurs comparés les intervalles de confiance associés aux écarts salariaux et de rémunération globale.

15. De l'information additionnelle sur le test statistique utilisé par l'Institut est fournie dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Test statistique sur la différence d'indices de rémunération*, IRIR, Montréal, mars 1992, 12 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient exprimées par des indices plutôt que par des écarts.

Le test permettant de vérifier s'il y a une différence significative entre deux écarts repose sur une autre base que celui permettant de déterminer le statut de chacun des écarts. Ainsi, d'une composante à l'autre, le statut de parité peut être constaté pour deux écarts alors qu'il existe une différence significative entre eux; inversement, un changement de statut peut être observé sans qu'il y ait pour autant de différence significative entre les écarts.

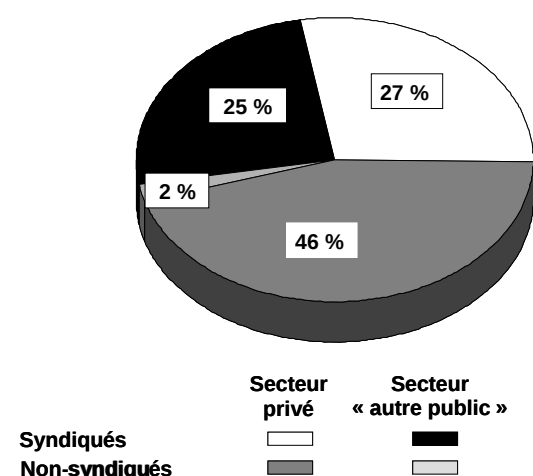
Les secteurs analysés

La comparaison de la rémunération globale effectuée par l'Institut porte sur l'ensemble des secteurs et sous-secteurs du marché du travail. Les résultats de la comparaison 2013 reposent sur les données des entreprises des trois groupes de rotation (F, G et H).

Par ailleurs, tous les emplois repères faisant partie d'une catégorie d'emplois donnée ne se retrouvent pas nécessairement dans chacun des segments du marché du travail. Par exemple, 12 des 15 emplois comparés constituant la catégorie des techniciens ont été appariés dans l'administration municipale.

Figure 1

Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, 2013



Les emplois et les employés couverts par la comparaison

Le processus de sélection des emplois repères

Le projet de sélection des emplois repères a donné naissance au panier d'emplois repères à partir duquel la comparaison de la rémunération des salariés de l'administration québécoise est effectuée¹⁶.

Un groupe de travail formé de représentants des parties patronales et syndicales a eu pour mandat de guider l'Institut dans les choix et les analyses prévus dans son plan d'action. Tous les représentants des parties ont également été consultés sur les principaux choix et orientations recommandés par l'Institut.

Plus précisément, le but visé par la sélection des emplois repères est que la rémunération obtenue à partir du panier d'emplois repères soit la plus proche possible de celle qui aurait été constatée pour l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison. Un panier d'emplois repères peut être qualifié de pertinent s'il satisfait aux deux conditions suivantes : il est *comparable*, c'est-à-dire qu'il est composé d'emplois avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois, et il est *représentatif*, c'est-à-dire que l'utilisation conjointe d'un emploi repère avec d'autres emplois repères du même regroupement (catégorie d'emplois et sous-secteur de l'administration québécoise) donne un bon portrait de la rémunération de ce groupe.

16. Pour plus de renseignements sur le processus de sélection des emplois repères, le lecteur peut consulter les documents *La sélection des emplois repères : nouvelle classification, enjeux et plan d'action* (paru en octobre 2003) et *La sélection des emplois repères : présentation de la structure d'emplois de l'administration québécoise et analyse du panier actuel d'emplois repères avec des critères de représentativité d'ensemble* (paru en décembre 2005), ainsi que les cinq articles parus dans le *Flash-info* (septembre 2003, 2004, 2005, 2006 et février 2007). Toutes ces publications sont disponibles sur le site Web de l'Institut (www.stat.gouv.qc.ca).

Pour satisfaire au premier critère de sélection, soit la comparabilité, tous les emplois de l'administration québécoise ont été étudiés afin de déterminer leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente dans le marché de comparaison. Par exemple, les emplois dont le gouvernement est l'employeur majoritaire et les emplois non facilement identifiables ont été exclus de la population de référence pour la sélection des emplois repères.

Pour satisfaire au second critère de sélection, soit la représentativité, des cibles concernant le nombre d'emplois à retenir ont été établies pour chaque groupe formé d'une catégorie et d'un sous-secteur. Les cibles ont été calculées à partir de la distribution en pourcentage des unités de sélection¹⁷ de l'administration québécoise par catégorie et sous-secteur.

Une fois les cibles définies, l'analyse de représentativité spécifique a permis de déterminer quels emplois devaient faire partie du panier pour chaque catégorie et sous-secteur. À cette fin, l'Institut a retenu une approche hybride. Elle consiste, dans un premier temps, à choisir une portion importante du panier à partir de critères définis au préalable (approche déterministe) et, dans un deuxième temps, à choisir des emplois de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (approche probabiliste). L'approche hybride mise de l'avant par l'Institut garantit la présence d'emplois très populeux couvrant l'ensemble de la courbe salariale, tout en permettant d'inférer les résultats à la population de référence.

Les emplois couverts par la comparaison

Le tableau III présente le panier d'emplois repères. Les emplois choisis y sont listés selon la catégorie à laquelle ils appartiennent; l'information sur l'étape du choix (déterministe ou probabiliste) est également fournie. Le panier d'emplois est composé de 46 emplois comparés, comportant chacun de un à trois niveaux de complexité¹⁸.

La majorité des corps d'emploi sont présents dans les trois sous-secteurs de l'administration québécoise, alors que les autres sont propres à seulement un ou deux de ces sous-secteurs.

17. La notion de « corps d'emploi » présente dans l'administration québécoise mais qui diffère d'un sous-secteur à l'autre a été remplacée par la notion d'« unité de sélection ». Cette nouvelle notion a permis de regrouper dans chacun des sous-secteurs les corps d'emploi d'une même catégorie dont la nature des tâches, le niveau de complexité, le domaine d'activité professionnelle et la rémunération sont similaires.

18. L'emploi « Professionnel en ressources humaines » n'a pas été sélectionné à l'étape de la représentativité spécifique, les emplois non syndiqués de l'administration québécoise étant exclus de l'univers des emplois visés par la comparaison. Cependant, sans être inclus dans les résultats de la comparaison, il demeure enquêté, étant donné l'intérêt suscité par cet emploi auprès des répondants à l'ERG.

Tableau III

Panier des emplois repères par catégorie d'employés

Catégorie	Nom du corps d'emploi	Code d'emplois	Étape du choix ¹
Professionnels	Professionnel en gestion financière	FI	D
	Professionnel en communication	PC	D
	Analyste des procédés administratifs et informaticien	PI	D
	Avocat ou notaire	AN	D
	Biologiste	BI	P
	Ingénieur	IN	D
	Professionnel en sciences physiques	SP	P
Techniciens	Technicien en documentation	TD	D
	Pilote d'aéronefs – avion d'affaires	AV	D
	Pilote d'aéronefs – hélicoptère	PH	D
	Technicien de laboratoire	TL	D
	Technicien en génie	TG	D
	Technicien en administration	TA	D
	Technicien en informatique	TI	D
	Technicien en droit	DR	P
	Technicien en loisir	LO	P
	Technicien en hygiène du travail	TH	P
Assistants-techniciens ² (bureau et paratechnique)	Préposé aux télécommunications	PT	D
	Opérateur de duplicateur offset	OD	D
Personnel de bureau	Personnel de soutien en administration	PS	D
	Personnel de secrétariat	SE	D
	Préposé à la photocopie	PP	P
	Magasinier	MG	D
	Préposé aux renseignements	PR	P
	Téléphoniste-réceptionniste	TR	P
	Acheteur	AC	P
	Préposé à l'admission ³	PA	D
Ouvriers	Menuisier d'entretien	ME	D
	Peintre d'entretien	PE	D
	Ouvrier certifié d'entretien	OCE	D
	Machiniste	MA	P
	Électricien d'entretien	EL	D
	Mécanicien de véhicules motorisés	MV	P
	Ouvrier de voirie	VO	D
	Conducteur de véhicules légers	CR	D
	Conducteur de véhicules lourds	CD	D
	Conducteur d'équipements lourds (introduit en 2009)	CE	D
	Mécanicien d'entretien (millwright)	MI	P
Personnel d'entretien et service	Cuisinier	CU	D
	Préposé à la cuisine et à la cafétéria	CC	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux légers	PER	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux lourds	PED	D
	Gardien	GA	P
	Journalier ou préposé aux terrains	JP	D
	Concierge	CO	D
	Ouvrier d'entretien – maintenance	OM	P
	Préposé à la buanderie	BU	P
	Opérateur de machine à laver la vaisselle ³	OV	P

1. Selon l'approche retenue, une portion importante du panier a été choisie selon l'approche déterministe (emplois identifiés par la lettre D), alors que les autres emplois ont été choisis de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (emplois identifiés par la lettre P).

2. Dans le rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*, les emplois de la catégorie « Assistants-techniciens (bureau et paratechnique) » sont reclassés dans la catégorie « Personnel de bureau » aux fins de la comparaison, étant donné la faible proportion d'unités de sélection représentées par cette catégorie.

3. En raison des changements à la classification des emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux, cet emploi ne génère plus d'appariements dans l'administration québécoise puisqu'il a été regroupé avec d'autres emplois.

Le panier d'emplois repères permet d'atteindre les trois objectifs du projet de sélection : obtenir une meilleure adéquation entre le panier d'emplois repères et l'administration québécoise en termes de répartition des emplois entre les catégories et les sous-secteurs; améliorer quantitativement la couverture en ce qui concerne les corps d'emploi et l'effectif; améliorer la comparabilité du panier d'emplois repères¹⁹.

L'approche déterministe de la sélection des emplois repères a permis d'atteindre le premier objectif. En effet, la distribution observée par catégorie et sous-secteur des emplois repères choisis de façon déterministe et la distribution visée concordent pour chaque regroupement à un emploi repère près. Le panier d'emplois repères remplit également la seconde condition, soit d'améliorer la couverture. En effet, grâce à l'introduction de la partie probabiliste, les résultats de la comparaison portent sur tous les emplois réguliers à temps plein ayant une contrepartie directe et pertinente et non plus exclusivement sur les emplois repères enquêtés. Le nombre d'employés de l'administration québécoise pris en compte est ainsi augmenté. Finalement, l'amélioration de la comparabilité du panier a été obtenue au moyen d'une analyse méticuleuse de tous les emplois de l'administration québécoise et de leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois.

En ce qui concerne les emplois peu présents dans le marché de comparaison, les approches possibles afin d'augmenter les appariements exigent un effort substantiel, alors que ces emplois contribuent très peu à l'estimation d'ensemble. Pour cette raison, l'Institut a recommandé aux représentants des parties d'accepter le fait que certains emplois génèrent moins d'appariements, ce qui a été approuvé.

19. Pour plus de détails, le lecteur peut consulter l'article « Le nouveau panier d'emplois repères », paru dans le *Flash-info* de février 2007. Cet article inclut une comparaison entre les cibles d'emplois repères par regroupement (catégorie/sous-secteur) déterminées à l'étape de la représentativité d'ensemble et le nombre d'emplois du nouveau panier choisis à l'étape déterministe, ainsi qu'entre le nouveau panier d'emplois repères et l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison.

Comme cela a été mentionné, une portion probabiliste a été incorporée lors de la sélection des emplois. Une nouvelle approche est donc introduite pour le calcul des moyennes de catégories et de l'ensemble. À chaque emploi repère est associé le salaire réel correspondant. Dans le cas des emplois choisis dans la partie déterministe, le poids de l'emploi correspond à son propre effectif. Si l'emploi a été choisi à l'étape probabiliste, son poids correspond à son effectif divisé par sa probabilité de sélection. En fait, les emplois choisis à l'étape probabiliste représentent tous les autres emplois non sélectionnés de la catégorie. Leur poids est donc supérieur à leur propre effectif.

L'Institut présente les résultats de sa comparaison de la rémunération pour 77 emplois regroupés en cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers. La différence entre le nombre d'emplois repères couverts par l'enquête (soit 101) et le nombre d'emplois comparés s'explique par le fait que plusieurs emplois repères sont fusionnés avec un autre emploi pour la comparaison (par exemple les niveaux 1 et 2 des emplois de techniciens). De plus, certains emplois n'ont pu être pris en compte puisqu'aucun appariement n'a été réalisé sur le marché du travail.

L'effectif couvert par la comparaison

La population de référence pour la comparaison est constituée des emplois réguliers à temps plein de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché du travail québécois. Le tableau IV montre que ces emplois couvrent 70 502 employés de l'administration québécoise, soit 17,1 % de l'effectif total de ce secteur (excluant les cadres).

Le tableau présente l'effectif exclu de l'univers visé. L'Institut est tenu d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération des salariés régis par une convention collective; le personnel d'encadrement n'est donc pas visé par le mandat de comparaison. Les emplois non syndiqués et les emplois occasionnels ou à temps partiel sont aussi exclus de l'univers visé par la comparaison. En outre, un appariement de qualité implique l'existence d'un point de comparaison direct et pertinent dans le marché des autres salariés québécois. Par consé-

quent, les emplois dits sans contrepartie, c'est-à-dire qui ne répondent pas à ce critère, ne peuvent être enquêtés.

Tableau IV
Population de référence pour la comparaison¹

	Effectif n	Proportion de l'effectif total %
Administration québécoise (excluant les cadres)	411 936	100,0
Emplois non syndiqués ²	- 2 209	0,5
Emplois occasionnels	- 102 891	25,0
Emplois réguliers à temps partiel	- 65 839	16,0
Emplois réguliers à temps plein	240 997	58,5
Emplois sans contrepartie ³	- 170 495	41,4
Emplois réguliers à temps plein avec contrepartie directe et pertinente (visés par la comparaison)	70 502	17,1
Emplois avec contrepartie dans les secteurs non enquêtés ⁴	- 137	0,03
Emplois pouvant faire partie de la comparaison	70 365	17,1

1. Période du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.
2. Les emplois non syndiqués qui font l'objet d'une exclusion sont : conseiller en gestion des ressources humaines, agent du vérificateur général, secrétaire principale, aumônier, médiateur et conciliateur, procureur aux poursuites criminelles et pénales, tous de la fonction publique, et agent de la gestion du personnel, de la santé et services sociaux.
3. Les emplois sans contrepartie sont des emplois qui n'ont pas de comparables directs et pertinents dans le marché des autres salariés québécois ou qui ne sont pas facilement identifiables.
4. Le secteur de l'agriculture et les services qui y sont reliés, le secteur de l'exploitation forestière et des services forestiers, celui de la pêche et du piégeage ainsi que celui de la construction ne sont pas enquêtés dans le cadre de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG).

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération.

Par ailleurs, les emplois se retrouvant presque exclusivement dans les secteurs non enquêtés ne sont pas couverts par la comparaison. En excluant ces derniers emplois, le nombre total d'employés se retrouvant dans des emplois pouvant faire partie de la comparaison est de 70 365.

Le tableau V montre que les emplois repères retenus (70 365 salariés de l'administration québécoise), couvrent 29 % de l'effectif régulier à temps plein de l'administration québécoise. Lorsque seul l'effectif des emplois réguliers à temps plein de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché est pris en compte, l'effectif des emplois repères représente 100 %.

Comme l'indique le tableau V, cette couverture varie selon les catégories d'emplois. Les emplois repères de la catégorie des employés de bureau, des ouvriers et des employés de service représentent une plus grande part de l'effectif total de ces catégories dans l'administration québécoise (au moins 75 %). Les catégories des professionnels et des techniciens ont une couverture moins importante. En effet, l'effectif rattaché aux emplois repères de ces deux catégories couvre respectivement 25 % et 43 % de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise. Un pourcentage élevé indique que la catégorie contient en majorité des emplois avec une contrepartie directe et pertinente. En revanche, un pourcentage faible indique que la catégorie contient des emplois sans comparables sur le marché des autres salariés québécois.

Tableau V
Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise¹, selon les catégories d'emplois

Catégories d'emplois	Effectif emplois repères n	Effectif total adm. québ. n	Effectif couvert par la comparaison %
Professionnels	8 923	36 320	24,6
Techniciens	17 131	39 862	43,0
Employés de bureau ²	27 253	36 567	74,5
Ouvriers	3 735	3 775	98,9
Employés de service	13 323	16 026	83,1
Autres employés ³	...	108 447	...
Total	70 365	240 997	29,2
Emplois sans contrepartie de toutes catégories	...	170 632	...
Emplois pouvant être comparés	70 365	70 365	100,0

1. L'effectif couvre les employés réguliers à temps plein (période du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012).
2. Lorsqu'ils sont appariés à des emplois repères, les corps d'emploi de la catégorie « Assistants techniciens » de l'administration québécoise sont considérés comme faisant partie de la catégorie « Employés de bureau ».
3. Les autres employés comprennent les enseignants, les agents de la paix et toutes les catégories d'infirmières.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération

L'évolution de la rémunération

La comparaison des écarts de l'année en cours par rapport à ceux de l'année précédente est une information intéressante, mais, assez souvent, elle statue à la stabilité des écarts. Cette situation s'explique, d'une part, par le fait que les différences dans les mouvements de rémunération ne sont pas très marquées d'une année à l'autre et, d'autre part, parce que la méthodologie tient compte de la variabilité des résultats.

L'Institut analyse également l'évolution des écarts sur une période un peu plus longue. Cette analyse compare les écarts de 2013 avec ceux de 2009 et utilise la même méthodologie que celle développée pour l'analyse sur deux ans. Une nouvelle série de données sur l'évolution de la rémunération s'est amorcée avec le remaniement de l'ERG à partir du rapport de 2007. Le remaniement a apporté des modifications à l'univers visé, au panier d'emplois repères et à certains éléments méthodologiques : il est donc impossible de mettre en parallèle les données de la nouvelle enquête avec celles de l'ancienne.

Par ailleurs, les résultats sont présentés à partir de 2009, pour permettre la diffusion de tous les secteurs de la comparaison ainsi que l'évolution de la rémunération globale. En effet, en 2007, les résultats de la comparaison reposaient sur les deux tiers de l'échantillon total et la diffusion des résultats n'était possible que pour les grands secteurs de comparaison, soit l'ensemble des autres salariés québécois (ASQ) et les secteurs privé et « autre public », ainsi que selon la syndicalisation pour l'ensemble des ASQ. En ce qui concerne la rémunération globale, les données pour les avantages sociaux étaient visées par l'imputation partielle dans les résultats des rapports 2007 et 2008.

Les changements entre les écarts de rémunération de deux années différentes sont dus à plusieurs facteurs, notamment : les changements dans la population visée par l'enquête, les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise, les changements en termes d'emplois comparés et l'évolution des salaires. Dans le contexte de l'enquête, l'Institut cherche à isoler principalement l'effet de l'évolution des salaires. Pour ce faire, la méthodologie utilisée consiste à comparer les écarts de rémunération de deux années

après avoir éliminé les variations résultant des changements en termes d'emplois comparés et les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise. Les résultats ainsi obtenus sont soumis à un test statistique qui prend en compte la variabilité échantillonnale. Le seuil de signification du test sur la différence des écarts est de 5 %.

Lorsque le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution ne permet pas de détecter de différence entre les deux années de comparaison, on ne peut alors conclure ni à une amélioration ni à un affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise. L'Institut parlera donc de stabilité des écarts. Par ailleurs, il pourrait arriver que chacun des écarts des deux années comparées indique la parité, mais que le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution conclut à une différence significative; dans ces cas, l'Institut parlera de stabilité de la situation comparative.

La rotation de l'échantillon qu'effectue l'Institut permet d'augmenter la précision de l'estimation du changement d'une année à l'autre, par opposition à une estimation qui serait basée sur deux échantillons tirés de manière complètement indépendante. Les calculs menant à la détermination de la variance du changement et à l'application du test statistique tiennent compte du chevauchement des échantillons de 2012 et de 2013 et intègrent leur covariance.

Le traitement et l'analyse des données

La rémunération globale d'un emploi repère peut être calculée pour chacune des entreprises à partir des données brutes de l'ERG. L'Institut dispose ainsi de données confidentielles. Il peut les introduire dans ses calculs, tout en respectant les règles de confidentialité dans la présentation des résultats ou dans leur transmission à des tiers.

Les précisions sur les données et périodes de référence

L'édition 2013 de l'ERG prend en compte les données de 262 entreprises, qui correspondent à 349 unités de collecte²⁰. En ce qui concerne les municipalités, 28 municipalités de 25 000 habitants et plus sont prises en compte.

Les taux pondérés d'admissibilité à l'enquête sont supérieurs à 91,0 % dans chacun des secteurs. Quant au taux de réponse, il est excellent, se situant à 88,8 % pour les entreprises du secteur privé et à 98,6 % dans le secteur « autre public ». Une non-réponse totale au volet sur les avantages sociaux est observée pour moins de 0,5 % des unités de collecte. Pour les unités de collecte répondantes, le taux de réponse varie, selon l'avantage, de 75,6 % à 99,6 %.

Modes de collecte et approche adoptée pour le traitement des données selon le groupe de rotation

Le tableau VI présente les modes de collecte utilisés selon le groupe de rotation. Les données disponibles dans toutes les unités de collecte sont premièrement celles colligées en première année d'enquête. À ce moment, les données recueillies selon le mode de collecte « standard » sont les suivantes : de l'information sur tous les emplois de l'entreprise permettant à l'Institut de les coder selon le système de la CNP; de l'information sur tous les employés de l'entreprise, peu importe leur statut (régulier, temps partiel, etc.); les appariements des emplois de l'entreprise aux emplois repères définis dans l'enquête et servant à la comparaison de la rémunération; les taux de salaire; la présence ou non de tous les avantages sociaux ainsi que les caractéristiques et politiques pour les avantages sociaux colligés.

Les unités de collecte du groupe de rotation H (en première année du cycle de collecte) ont été introduites dans l'enquête en 2013. Pour ces unités, l'analyse complète du dossier a été réalisée selon les processus du mode de collecte « standard ».

Dans le cas des unités de collecte du groupe de rotation G (en deuxième année du cycle de collecte), l'enquête prévoit une mise à jour des taux de salaire. Selon l'orientation de l'enquête, cela consiste à recevoir un nouveau fichier électronique pour certaines des unités de collecte et à mettre à jour les appariements. Comme la présence ou non des avantages sociaux ainsi que les caractéristiques et politiques relatives à ceux-ci ont été recueillies à l'an 1, aucune nouvelle information n'est demandée à ce sujet. Le calcul des coûts est réalisé à partir des nouveaux taux de salaire. Par ailleurs, au cours des dernières années, un nouveau fichier de données a été demandé à environ 20 % des unités de collecte en année 2 du cycle de collecte.

Cette année, le processus de collecte de l'an 2 n'a pas été réalisé puisque les enquêtes précédentes ont démontré que le processus de pairage des fichiers électroniques s'avérait souvent complexe et exigeait beaucoup de temps et de ressources. Par ailleurs, une analyse préliminaire semble indiquer qu'il y a peu de valeur ajoutée à effectuer une mise à jour systématique des emplois appariés plutôt que de recourir à des taux d'augmentation des salaires et des échelles par groupes d'employés ou d'emplois. L'Institut étudiera, au cours de la prochaine année, les critères pertinents à retenir pour effectuer une mise à jour de données qui conviendrait davantage aux besoins de l'ERG sans augmenter le fardeau du répondant.

Les unités de collecte du groupe de rotation F (troisième année du cycle de collecte) ainsi que les unités de collecte du groupe de rotation G ont fait l'objet d'une collecte en mode « allégé ». Pour ces unités de collecte, les taux d'augmentation des salaires et des échelles ont été recueillis pour chacun des modèles d'emplois présents dans l'unité. Ces taux d'augmentation ont été utilisés afin d'ajuster la rémunération des emplois de chacun des modèles. Pour toutes ces unités de collecte, les appariements, l'effectif et les heures de travail ne sont pas mis à jour.

Par ailleurs, dans toutes les unités de collecte (groupes F, G et H), la non-réponse totale et partielle a fait l'objet d'une imputation.

20. Le groupe de rotation F compte 84 entreprises répondantes (118 unités de collecte), le groupe G en contient 89 (112 unités de collecte), et 89 entreprises répondantes sont dans le groupe de rotation H (119 unités de collecte).

Tableau VI

Mode de collecte de chacun des groupes de rotation

Groupe de rotation	ERG 2006 (33,3 % de l'échantillon)	ERG 2007 (66,6 % de l'échantillon)	ERG 2008 (100 % de l'échantillon)	ERG 2009 (100 % de l'échantillon)	ERG 2010 (100 % de l'échantillon)	ERG 2011 (100 % de l'échantillon)	ERG 2012 (100 % de l'échantillon)	ERG 2013 (100 % de l'échantillon)
Groupe A (Bloc 1)	Standard	Mise à jour/allégé	Allégé					
Groupe B (Bloc 2)		Standard	Mise à jour/allégé	Allégé				
Groupe C (Bloc 3)			Standard	Mise à jour/allégé	Allégé			
Groupe D (Bloc 1)				Standard	Mise à jour/allégé	Allégé		
Groupe E (Bloc 2)					Standard	Mise à jour/allégé	Allégé	
Groupe F (Bloc 3)						Standard	Mise à jour/allégé	Allégé
Groupe G (Bloc 1)							Standard	Allégé
Groupe H (Bloc 2)								Standard

Collecte et approche d'imputation des avantages sociaux

Comme cela a été mentionné précédemment, la collecte relative aux avantages sociaux est réalisée en première année d'enquête. Les renseignements ont donc été colligés selon le groupe de rotation à l'ERG 2011, 2012 ou 2013. Les coûts sont calculés à partir des fichiers de rémunération de 2013. Les coûts de tous les avantages sociaux couverts par l'ERG ont pu être recueillis en totalité dans chaque groupe de rotation. En ce qui concerne l'imputation, l'Institut a utilisé une méthode basée sur les moyennes observées dans les secteurs privé ou public, selon le secteur d'appartenance de l'entreprise. Ainsi, la valeur manquante est remplacée par la valeur moyenne d'un groupe de répondants possédant les mêmes caractéristiques que le non-répondant.

Les autres périodes de référence

Les salaires recueillis dans l'ERG 2013 pour tous les secteurs sont ceux en vigueur en 2013, la période de validité des taux devant inclure le 1^{er} avril 2013. Pour l'administration québécoise, les données sur les taux de salaire sont celles en vigueur au 1^{er} avril 2013.

Dans l'administration québécoise, les coûts des assurances collectives, des régimes de retraite ainsi que les

débours liés aux heures chômées payées sont calculés pour la période du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011.

Il est à noter que les débours relatifs aux régimes étatiques sont ajustés selon les dispositions en vigueur pour la période de référence des avantages sociaux. Ainsi, dans l'ERG 2013, des ajustements sur les régimes étatiques ont été effectués sur la base des dispositions en vigueur en 2012 pour les entreprises des groupes de rotation F et G.

En ce qui concerne les heures régulières hebdomadaires de travail pour chacun des emplois repères, les données de l'administration québécoise et des autres secteurs sont celles en vigueur en 2013. Le calcul des heures de présence au travail se base sur les heures régulières de travail spécifiques à chacun des emplois repères.

Les données relatives à l'effectif sont celles en vigueur en 2011, 2012 ou 2013 pour tous les secteurs, sauf pour l'administration québécoise. Dans l'administration québécoise, l'effectif des emplois repères fait référence à la période du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.

Pour ce qui est des autres salariés québécois, les données concernent les employés réguliers à temps plein. Quant aux administrations fédérale et québécoise, ce sont également les employés réguliers à temps plein qui sont pris en compte, mesurés toutefois sous forme d'équivalents à temps complet.

Les poids associés aux emplois repères²¹ sont basés sur l'effectif de l'administration québécoise le plus récent disponible, soit celui de la période de juillet 2011 à juin 2012. Cependant, le choix des emplois repères pour la partie déterministe comme pour la partie probabiliste est basé sur l'effectif de 2003. Comme une probabilité de sélection inversement proportionnelle à l'effectif a été attribuée aux emplois dans la partie probabiliste, le poids dépend de l'effectif de 2003.

Par ailleurs, en 2003, au moment de la sélection des emplois pour la partie probabiliste, l'effectif correspondant à chaque emploi repère était disponible. Or, en 2007, il y a eu des regroupements d'emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux. Du coup, l'effectif de certains emplois repères est maintenant dissout à travers celui des regroupements desquels ils font désormais partie. Compte tenu de cette situation, un ajustement a été appliqué aux poids. Les emplois échantillonnés dans les catégories des professionnels, des techniciens et des ouvriers ont subi des modifications mineures alors que, dans les catégories des employés de bureau et de service, ils ont été affectés par des changements importants.

Les particularités de l'administration québécoise

Les salaires et les échelles salariales

En ce qui concerne la catégorie des professionnels de l'administration québécoise, les données salariales couvrent les trois sous-secteurs pour les niveaux 1 et 2 de l'enquête. Quant au niveau 3, seules les données relatives à la fonction publique sont disponibles. Les données utilisées pour les professionnels tiennent compte des primes versées pour les emplois de niveaux de complexité « expert » et « émérite »²².

Par ailleurs, les maximums des échelles indiqués pour les emplois professionnels de niveau 1 de l'administration québécoise constituent uniquement des maximums d'appariement. Pour l'enquête, les emplois rémunérés selon les échelons 1 à 7 des échelles salariales sont appariés au niveau 1. L'échelon 7 de chacune des échelles fait donc office de maximum pour le niveau 1 de la catégorie. Le 8^e échelon représente le minimum des échelles pour le niveau 2, et le salaire du 18^e échelon correspond au maximum pour ce niveau. Le maximum du niveau 3 correspond, pour l'administration québécoise, au maximum de l'échelle (18^e échelon) majoré de la prime « émérite » (15 %). Le minimum du niveau 3 est déterminé en considérant la restriction du minimum de cinq ans d'expérience pour accéder à une fonction de complexité supérieure. L'échelon qui correspond à ces cinq années est l'échelon 10; le minimum du niveau 3 est donc à l'échelon 10 majoré de la prime de 10 % (« expert »).

Les événements susceptibles d'affecter la comparaison

L'état des conventions collectives dans l'administration québécoise

Les conventions collectives de l'administration québécoise sont d'une durée de cinq ans. Ces conventions prévoient des augmentations salariales constituées de paramètres fixes et de paramètres variant en fonction de la progression de l'économie et de l'inflation. Cette année, les augmentations salariales prises en compte sont de 0,5 % (paramètre variable) applicable le 1^{er} avril 2012 et de 1,75 % (paramètre fixe) applicable au 1^{er} avril 2013. Le paramètre d'augmentation lié à la croissance économique au 1^{er} avril 2012 n'avait pas été pris en compte au moment de la production de l'édition 2012 du rapport. Dans le même esprit, les données diffusées dans le présent rapport ne tiennent pas compte du paramètre d'augmentation variable au 1^{er} avril 2013.

Il faut également souligner que les employés du ministère du Revenu, devenu l'Agence du revenu du Québec (ARQ) le 1^{er} avril 2011, ne font plus partie de la fonction publique puisque cette agence est dotée de son propre mécanisme de négociation collective. Ainsi, les données des employés travaillant pour l'ARQ sont exclues de la comparaison.

21. Voir la page 30 pour plus de détails sur cette question.

22. Voir la section « La classification des emplois de la fonction publique » à la page suivante concernant les emplois de complexité supérieure.

La classification des emplois de la fonction publique

Le 31 juillet 2006, le Conseil du trésor a adopté la *Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois professionnels et la gestion des emplois de complexité supérieure* qui s'applique aux emplois de conseillers en gestion des ressources humaines, ainsi qu'aux emplois de la catégorie du personnel professionnel, à l'exclusion des ingénieurs, des juristes, des dentistes, des médecins, des médiateurs et conciliateurs.

Depuis 2008, les données sur l'effectif fournies par le Conseil du trésor incluent les primes des niveaux « expert » et « émérite », qui s'établissent respectivement à 10 % et 15 %. La directive prévoit qu'un employé désigné pour occuper un emploi de complexité « expert » doit posséder cinq années d'expérience, alors que la désignation à un emploi de complexité « émérite » exige au moins huit années d'expérience.

Une nouvelle classification a été établie pour les ingénieurs et les juristes. Avant la signature de la présente convention collective, la classification des ingénieurs était composée de quatre classes d'emplois, soit les classes 81, 82, 91 et 96. Chacune des classes possédait une échelle salariale distincte constituée de 18 échelons.

La nouvelle convention collective prévoit maintenant une classe d'emplois composée de deux grades, soit le grade stagiaire (classe 4) qui compte 6 échelons et le grade I (classe 0) qui compte 14 échelons. Les ingénieurs non stagiaires ont intégré le grade I sans perte de salaire. Quant aux ingénieurs qui appartenaient aux anciennes classes 91 et 96, ils ont été désignés à des emplois de complexité supérieure et reçoivent respectivement une majoration de 10 % ou de 15 % de l'échelle du grade I.

La progression salariale dans l'échelle du grade stagiaire se fait aux six mois pour les 6 échelons, alors que pour les emplois du grade I, les ingénieurs progressent dans leur échelle salariale aux six mois jusqu'au 4^e échelon. Par la suite, pour les échelons 5 à 14, la progression de salaire est annuelle.

Afin de représenter les niveaux de complexité des emplois repères « Ingénieur 1 » et « Ingénieur 2 », l'Institut a, d'une part, englobé les six échelons du grade de stagiaire au niveau d'entrée et apprentissage (niveau 1) et, d'autre part, coupé l'échelle du grade I entre le quatrième et le cinquième échelon. Les quatre premiers échelons de l'échelle représentent le niveau 1, alors que les échelons 5 à 14 correspondent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Après avoir analysé la *Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois d'ingénieurs et la gestion des emplois de complexité supérieure*, l'Institut a associé les ingénieurs désignés à des emplois de complexité supérieure (anciennes classes 91 et 96) à l'emploi repère de chef d'équipe ou d'expert (Ingénieur 3).

Les juristes de l'état ont également intégré une nouvelle classification. La nouvelle échelle compte 18 échelons, contrairement à 21 dans l'ancienne échelle. Les avocats qui, au moment de l'intégration, étaient aux échelons 17, 18, 19, 20 et 21 de l'ancienne échelle ont intégré le dernier échelon de la nouvelle échelle de traitement, soit l'échelon 18.

La progression salariale se fait de la même manière que pour les emplois repères professionnels (voir plus haut). Ainsi les juristes rattachés aux sept premiers échelons sont appariés au niveau de complexité 1 de l'emploi repère « Avocat et notaire », alors que ceux aux échelons 8 à 18 se retrouvent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Par ailleurs, après deux ans à l'échelon 18, sous réserve d'un rendement satisfaisant, les employés atteignent le niveau de juriste expert et reçoivent 115 % du traitement de l'échelle correspondant à l'échelon 18. Nonobstant ce qui précède, un juriste qui au moment de l'intégration est à l'échelon 21 de l'ancienne échelle accède au niveau d'expert sans période de délai. Celui qui était à l'échelon 20 avant l'intégration devra attendre plutôt un an avant d'atteindre le même niveau de complexité de tâches. Par conséquent, l'Institut associe tous les avocats recevant 115 % du salaire de l'échelon 18 au niveau de chef d'équipe ou d'expert (niveau 3) de l'emploi « Avocat et notaire ».

L'environnement économique et le marché du travail

Les données historiques relatives aux principaux indicateurs économiques du Québec proviennent de l'Institut de la statistique du Québec, de Statistique Canada, de la Banque du Canada et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les prévisions économiques proviennent de quatre organismes : la Banque Royale du Canada (BRC), la Banque de Montréal Groupe financier (BMO), le Mouvement des caisses Desjardins du Québec (Desjardins) et le Conference Board du Canada (CBC).

L'analyse porte essentiellement sur l'environnement économique du Québec, bien qu'elle tienne compte des contextes canadien et international. Les prévisions complètent l'analyse de la situation économique courante en dégagant les principales tendances pour l'année qui se termine et celle qui suit.

Les données trimestrielles de 2013 du produit intérieur brut (PIB) québécois au prix du marché en termes réels et de ses composantes ainsi que les données des années 2010 à 2012 proviennent des *Comptes économiques du Québec* publiés par l'Institut de la statistique du Québec. Quant aux données annuelles du PIB réel antérieures à 2010, elles proviennent généralement de Statistique Canada, de même que certaines autres données.

L'analyse se base la plupart du temps sur les taux de croissance des indicateurs. Pour l'année en cours, les taux de croissance des données trimestrielles sont calculés par rapport au trimestre précédent. L'analyse qui en découle est donc effectuée sur une courte période mettant en évidence les changements conjoncturels récents. Un élément d'analyse de long terme est également présenté pour l'année en cours : les taux de croissance cumulatifs depuis le début de l'année calculés par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ces taux de croissance portent généralement sur le cumul de six, huit ou neuf mois selon la disponibilité des données.

Dans ce rapport, les données du PIB et de ses composantes sont exprimées en termes réels par la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher dont l'année de référence est 2007. Pour chacune des années sauf l'année de base, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux, parce que l'enchaînement a lieu chaque année et non plus seulement dans l'année de base.

La méthode des indices en chaîne est la méthode officielle de déflation adoptée par Statistique Canada pour les *Comptes économiques provinciaux*, et les valeurs obtenues par cette méthode constituent les données officielles du PIB réel et de ses composantes. Antérieurement, l'estimation du PIB et de ses composantes en dollars constants était obtenue par la méthode des indices de prix à pondération fixe.

L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services est utilisé pour obtenir le revenu personnel disponible en termes réels; 2007 est l'année de base. La croissance nominale de la rémunération horaire moyenne est calculée à partir de l'indice à pondération fixe de la rémunération horaire moyenne. L'indice des prix à la consommation (IPC), année de base 2002, est utilisé pour obtenir la rémunération hebdomadaire moyenne et la rémunération horaire moyenne en termes réels.

Les tendances salariales

Les sources de données

Les données relatives aux tendances salariales sont dégagées à partir d'une banque de conventions collectives pour ce qui est des salariés syndiqués et à partir des enquêtes de planification salariale pour ce qui est des salariés non syndiqués.

Dans le premier cas, les données proviennent du dépôt de conventions collectives au ministère du Travail. Ces conventions couvrent les salariés syndiqués appartenant à des unités de négociation de 100 cols bleus et plus, de 50 cols blancs et plus ou à des unités où ces deux critères sont pris en compte simultanément pour les conventions collectives dites « mixtes ». Les conventions de compétence provinciale et fédérale sont considérées.

Les conventions collectives analysées couvrent l'administration québécoise, le secteur privé et le secteur « autre public ». L'administration québécoise fait référence à la fonction publique ainsi qu'aux réseaux de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) et de la santé et des services sociaux²³. Le regroupement « autre public » comprend les secteurs municipal et fédéral ainsi que les entreprises publiques québécoises et les universités. Le secteur municipal inclut les municipalités et les entreprises locales. Pour sa part, le secteur fédéral comprend l'administration fédérale ainsi que les entreprises fédérales au Québec. Un autre regroupement couvre aussi l'ensemble des salariés québécois autres que ceux de l'administration québécoise, soit les « autres salariés québécois ».

23. Pour que le secteur « administration québécoise » soit conforme à la définition de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans le secteur public et parapublic* (L.R.Q. chapitre R-8.2), l'Institut a dû ajuster certaines données du ministère du Travail. Tous les organismes gouvernementaux qui ne font pas partie des régimes de négociation des trois sous-secteurs de l'administration québécoise ont été inclus dans le secteur « entreprises publiques québécoises ». À titre d'exemple, le ministère du Travail considère l'organisme Héma Québec comme faisant partie de l'administration québécoise, alors que l'Institut l'inclut plutôt dans les entreprises publiques québécoises.

Les enquêtes de planification salariale disponibles à l'Institut au moment de la rédaction de ce rapport proviennent du Conference Board du Canada, de Morneau Shepell, de Mercer (Canada) Limitée et du Hay Group. Les résultats de ces enquêtes touchent principalement les salariés québécois non syndiqués du secteur privé, et les répondants sont surtout des moyennes et grandes entreprises. Pour les besoins de ce rapport, les données utilisées ont trait aux augmentations des échelles versées et projetées pour l'ensemble des catégories d'emplois faisant l'objet des travaux de comparaison de l'Institut.

Les mesures de croissance salariale utilisées

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur représente, pour une année précise, l'augmentation des taux de salaire pour les employés syndiqués²⁴. Cet indicateur mesure les taux d'augmentation attribués aux échelles salariales dans toutes les conventions collectives en vigueur sans égard au moment où ces dernières ont été signées.

Pour l'année en cours, les résultats sont toujours préliminaires puisqu'ils couvrent les deux premiers trimestres. Ils se rapportent aux conventions collectives déposées au ministère du Travail, enregistrées dans la banque de données, et ayant une clause salariale en vigueur au 15 décembre. Toutefois, certaines conventions collectives, bien qu'ayant été signées, ne font pas partie de la banque puisqu'elles n'ont pas encore été saisies. Par ailleurs, certaines conventions collectives ne font pas partie de la banque de données du Ministère, ayant expiré avant le 15 décembre²⁵. Dans certains cas, la durée de la clause n'est pas équivalente à celle de la convention. C'est le cas notamment de certaines conventions pour lesquelles les augmentations salariales sont négociées chaque année (il n'y a pas de réouverture des clauses normatives, seulement des clauses pécuniaires). Pour éviter d'alourdir le texte, les termes « durée de la clause salariale » et

24. Il s'agit de la mesure qui se rapproche le plus des augmentations d'échelles relevées par les enquêtes de planification salariale.

25. Les conventions dont la date d'expiration précède le 15 décembre de l'année analysée ne sont pas prises en compte, même si, sur le plan légal, l'employeur doit maintenir les conditions de travail qui y sont prévues (*Code du travail*, L.R.Q., c. C-27, a. 59).

« durée de la convention » sont utilisés en tant que synonymes et réfèrent à la durée de la clause salariale.

Les taux d'augmentation présentés à partir des données des firmes d'experts-conseils sont des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des échelles salariales et des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des salaires versés. Ils donnent une mesure des augmentations salariales octroyées aux salariés non syndiqués.

Le taux de croissance réelle est utilisé pour mesurer les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés, sur la base des augmentations aux structures salariales seulement. La croissance réelle est obtenue à l'aide de l'équation de Fisher :

$\text{Taux de croissance réelle} = \frac{\text{Taux de croissance nominale} + 1}{\text{Taux d'inflation} + 1} - 1$

Cette équation élimine l'effet de l'inflation, et la croissance réelle ainsi obtenue reflète les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés. Par exemple, si la croissance des échelles salariales est supérieure à celle de l'inflation, cela se traduit généralement par un taux réel de croissance positif reflétant le fait que le pouvoir d'achat des salariés québécois augmente. À l'opposé, si le taux réel de croissance des échelles salariales est négatif, les salariés peuvent s'attendre à une perte de leur pouvoir d'achat et s'appauvrir (s'ils ne bénéficient d'aucun autre ajustement salarial ou versement monétaire). En ce qui concerne l'année 2013, la croissance de l'IPC utilisée est celle calculée pour le Québec relativement aux six premiers mois de 2013 par rapport à la même période de l'année précédente. Les données sur l'IPC proviennent de Statistique Canada.

L'Institut a recours à deux indicateurs pour évaluer les taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées. Il s'agit de l'indicateur des taux et de celui des gains. Ces indicateurs sont compilés à l'égard des conventions collectives signées durant l'année, et un taux d'augmentation annuelle moyen est calculé pour la durée de la convention. Ces indicateurs tiennent compte de la durée d'application des augmentations. En général, les clauses salariales des conventions collectives consentent des augmenta-

tions différentes pour chaque année d'application; c'est pourquoi deux méthodes de calcul sont utilisées.

L'indicateur des taux, en ne comparant que le salaire obtenu à la fin de la convention collective nouvellement signée avec celui de la fin de la convention collective précédente, reflète l'évolution des structures salariales. Par contre, l'indicateur des gains permet de considérer dans le calcul des taux d'augmentation le moment où les hausses salariales sont consenties. Il est appelé « croissance des gains » parce qu'il se rapproche plus du gain réalisé par les salariés syndiqués que l'indicateur des taux. L'Institut privilégie la méthode des gains dans ses constats. Les résultats relatifs à la méthode des taux sont présentés en annexe.

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, celui des gains et celui des taux pour les conventions nouvellement signées sont calculés à partir de la classe modale, soit celle qui regroupe le plus grand nombre de salariés. Tous les trois tiennent compte des montants forfaitaires et des divers ajustements salariaux. Le calcul de ces trois indicateurs se fait à partir du maximum des échelles salariales, lorsqu'elles existent, ou du taux unique. Le calcul de ces taux ne prend pas en compte les coûts de système, c'est-à-dire l'augmentation salariale résultant d'une progression dans l'échelle. Il est important de souligner que, pour chacun de ces trois indicateurs, les résultats des années les plus récentes ne sont pas définitifs puisque d'autres ententes peuvent s'ajouter au fichier du ministère du Travail. Cela est particulièrement vrai pour l'année en cours.

Dans le calcul des moyennes des taux d'augmentation des conventions en vigueur, chaque convention se voit attribuer un poids en fonction du nombre de salariés couverts. Le poids accordé correspond au nombre de salariés de l'entente en vigueur pour l'année considérée.

Les perspectives salariales sont établies en utilisant les taux de croissance salariale observés dans les conventions en vigueur pour chacun des secteurs analysés (données préliminaires). Les perspectives pour l'ensemble des salariés syndiqués sont calculées en pondérant le résultat de chaque secteur par son poids estimé en effectif. Le nombre de salariés utilisé dans le calcul du poids représente une moyenne du nombre observé

durant les cinq années les plus récentes pour lesquelles les données sont suffisamment représentatives. Dans le cas des employés non syndiqués, l'Institut utilise les taux d'augmentation prévus dans les enquêtes de planification pour l'ensemble de l'année en cours et pour l'année suivante. En ce qui concerne l'ensemble des salariés québécois, lorsque les données disponibles permettent de l'estimer, le taux d'augmentation est obtenu en pondérant les taux pour les syndiqués et les non-syndiqués par leur poids respectif en effectif sur le marché du travail. À cet effet, le taux de syndicalisation d'assujettissement le plus à jour pour l'ensemble des salariés québécois est celui fourni par Statistique Canada, soit 40 % (juin 2013).

La couverture de l'analyse des conventions

Le tableau VII donne un aperçu du nombre de conventions collectives ainsi que du nombre de salariés syndiqués couverts par la banque du ministère du Travail à la fin du deuxième trimestre de 2013. Il présente, tout d'abord, l'information sur les conventions en vigueur en 2012 et en 2013. Il fournit également la représentativité du nombre de salariés sur lequel sont basés les résultats. Cette donnée est exprimée en pourcentage du nombre moyen de salariés syndiqués des cinq dernières années. D'autres renseignements sont également présentés au tableau VII quant aux ententes nouvellement signées au cours de l'année 2012 et celles signées au cours des six premiers mois de 2013.

Par ailleurs, les conventions de l'administration québécoise prévoient des augmentations salariales constituées de paramètres fixes et de paramètres variables. Les paramètres fixes sont les suivants : augmentations de 0,5 % le 1^{er} avril 2010, de 0,75 % le 1^{er} avril 2011, de 1,0 % le 1^{er} avril 2012, de 1,75 % le 1^{er} avril 2013 et de 2,0 % le 1^{er} avril 2014. En ce qui concerne les paramètres variables, leur application se fait en fonction de l'évolution du produit intérieur brut (PIB) nominal du Québec²⁶ et de l'inflation. En 2012, le taux variable de 0,5 % a été intégré à la croissance générale des échelles salariales. Pour 2013, le paramètre variable n'est pas considéré.

Les données enregistrées au cours de l'année 2013 ne couvrent pas l'ensemble des conventions collectives signées dans l'administration québécoise; 41 conventions de l'administration québécoise ont été déposées et enregistrées jusqu'à maintenant dans la banque du Ministère. Ces conventions regroupent 495 053 salariés, ce qui ne représente pas la totalité des salariés syndiqués dans ce secteur. L'Institut a, d'une part, utilisé dans ses traitements statistiques, pour 2010 à 2013 inclusivement, 517 502 salariés pour le secteur de l'administration québécoise et, d'autre part, appliqué à l'ensemble de ces salariés les paramètres salariaux accordés aux employés de l'administration québécoise. Le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et usuellement présentes dans la banque et dont la taille correspond aux critères définis par le ministère du Travail.

Pour le secteur fédéral, trois sources ont permis le calcul des taux d'augmentation : le site du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCTC), la banque de conventions collectives du ministère du Travail du Québec ainsi que l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG). *Collecte 2013*. En effet, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions collectives auprès du ministère du Travail du Québec et les données disponibles auprès de ce dernier sont incomplètes : selon la banque, 8 conventions collectives seraient en vigueur en 2012 et en 2013. Or, le site du SCTC et les données recueillies dans le cadre de l'ERG 2013 montrent que dans l'administration fédérale, 15 conventions collectives étaient en vigueur au 15 décembre 2012 et 19 le sont au 15 décembre 2013. L'Institut a pu reconstituer le portrait des conventions collectives de l'administration fédérale à l'aide de ces sources de renseignements. Le fichier de rémunération transmis dans le cadre de l'ERG a permis de déterminer l'emploi modal ainsi que l'effectif total de chacune des conventions, et les augmentations ont été calculées à partir des taux applicables aux échelles salariales, récupérés dans les conventions déposées sur le site du SCTC. Même si l'ISQ dispose de certaines données auxiliaires relativement aux croissances salariales dans l'administration fédérale, il n'a pas été possible de les utiliser pour le calcul des taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées,

26. Produit intérieur brut, en termes de dépenses, pour le Québec, aux prix courants.

compte tenu de la complexité des calculs et des délais impartis.

Quant aux perspectives salariales, elles se calculent à partir de la moyenne des salariés couverts entre 2008 et 2012, sauf pour l'administration québécoise. Dans ce secteur, pour les années 2010 et 2012, le nombre

de salariés est établi à partir de ceux couverts par la présente convention collective (517 502), alors que le nombre de salariés couverts entre 2008 et 2009 (508 663) correspond à ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43).

Tableau VII

Nombre de conventions en vigueur et nouvellement signées¹ et de salariés couverts²

Type de croissance	Élément	Unité	Administration québécoise ³	Privé	Ent. publ. québ.	Universitaire	Municipal	Fédéral ⁴	« Autre public »	Ensemble ASQ	Ensemble Québec
2012											
En vigueur	Conventions	n	...	761	56	29	80	19	184	945	...
	Salariés	n	517 502	357 532	38 881	12 881	38 045	32 591	122 398	479 930	997 432
	Représentativité ⁵	%	...	109,0 ⁶	102,1 ⁶	82,3	73,3	77,9	83,0	100,9 ⁶	100,8 ⁶
Selon la date de signature	Conventions	n	0	192	13	5	13	5	37	229	229
	Salariés	n	0	37 750	3 928	2 281	19 361	8 469	34 144	71 894	71 894
2013											
En vigueur	Conventions	n	...	631	47	20	60	20	147	778	...
	Salariés	n	517 502	232 959	34 753	9 144	34 753	38 348	117 084	350 043	867 545
	Représentativité ⁵	%	...	71,0	91,5	58,4	67,0	91,7	79,4	73,6	87,7
Selon la date de signature	Conventions	n	0	50	4	4	4	..	12	62	62
	Salariés	n	0	9 768	1 972	2 079	1 266	..	5 317	15 085	15 085

1. Les données se rapportant aux conventions collectives selon la date de signature excluent les ententes signées pour une première fois puisque aucun taux de croissance salariale ne peut être calculé.
2. Nombre total de salariés couverts par des certificats d'accréditation, sans égard au statut d'emploi et sans référence à la notion d'équivalent à temps complet.
3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011. Afin d'établir ce nombre, l'Institut a retenu les conventions usuellement présentes dans la banque et dont la taille correspond aux critères définis par le ministère du Travail, soit les conventions de 100 cols bleus et plus, de 50 cols blancs et plus ou celles où ces deux critères sont pris en compte simultanément pour les conventions dites « mixtes ».
4. Le nombre de salariés du secteur fédéral est calculé à partir de trois sources : la banque de conventions collectives du ministère du Travail, l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec. Collecte 2013* et le site du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.
5. Ce pourcentage représente la proportion de salariés couverts par les conventions en vigueur pour une année donnée par rapport au nombre de salariés potentiellement couverts par la banque de conventions collectives du ministère du Travail pour la période. Ce dernier nombre représente la moyenne de salariés couverts par une convention en vigueur au cours des cinq années précédant 2012 ou 2013 selon le cas, sauf pour l'administration québécoise. Pour ce dernier secteur, les données en 2012 et 2013 couvrent la totalité de ce secteur.
6. Le pourcentage supérieur à 100 % s'explique par le fait que le nombre de salariés en 2012 et 2013 est supérieur au nombre moyen de salariés couverts entre 2007 et 2011 pour l'année 2012 et entre 2008 et 2012 pour l'année 2013.

Source : Ministère du Travail.

Annexe A-1

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	73	90,7	48 365	59 572	-23,2	38 857	45 302	-16,6	
Professionnel communic. 2	697	96,6	72 666	73 317	-0,9 *	51 133	56 574	-10,6	
Professionnel communic. 3	106	96,1	81 471	93 936	-15,3	62 112	78 069	-25,7	
Professionnel gest. fin. 1	31	73,9	47 064	53 120	-12,9	38 407	40 591	-5,7 *	
Professionnel gest. fin. 2	471	80,5	70 714	74 803	-5,8	49 566	56 472	-13,9	
Professionnel gest. fin. 3	12	92,7	77 782	100 676	-29,4	58 515	74 115	-26,7	
Analyste proc. adm./inform. 1	300	96,4	49 566	64 315	-29,8	39 759	47 380	-19,2	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	76,4	73 417	81 417	-10,9	52 342	58 645	-12,0	
Analyste proc. adm./inform. 3	905	88,0	80 733	99 966	-23,8	61 331	73 682	-20,1	
Ingénieur 1	129	83,7	49 865	64 134	-28,6	43 496	48 668	-11,9	
Ingénieur 2	415	86,9	79 737	89 167	-11,8	55 632	68 592	-23,3	
Ingénieur 3	371	83,1	88 830	110 990	-24,9	53 776	87 652	-63,0	
Professionnel sc. phys. 1	35	73,3	48 963	63 033	-28,7	39 065	50 093	-28,2	
Professionnel sc. phys. 2	398	87,9	77 675	76 531	1,5 *	55 278	60 973	-10,3	
Professionnel sc. phys. 3	107	87,6	81 782	94 061	-15,0	63 036	77 273	-22,6	
Avocat et notaire 1	49	96,1	66 616	83 769	-25,7	52 020	59 753	-14,9	
Avocat et notaire 2	370	92,9	104 741	101 915	2,7 *	67 518	70 248	-4,0	
Biologiste 1	25	95,3	48 963	48 830	0,3 *	39 065	39 425	-0,9 *	
Biologiste 2	118	96,4	74 056	75 920	-2,5	52 250	56 397	-7,9	
Biologiste 3	40	96,9	81 748	99 406	-21,6	62 936	76 523	-21,6	
Moyenne	...	84,9	75 032	83 357	-11,1	53 625	62 090	-15,8	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 506	77,9	48 880	55 030	-12,6	32 602	43 772	-34,3	
Technicien en administration 3	135	79,7	53 328	66 196	-24,1	49 438	52 890	-7,0	
Techn. documentation 1-2	720	83,0	48 909	51 276	-4,8	32 926	39 203	-19,1	
Techn. laboratoire 1-2	1 918	56,7	55 011	54 774	0,4 *	37 717	41 634	-10,4	
Techn. laboratoire 3	460	65,6	57 860	68 191	-17,9	41 104	53 516	-30,2	
Technicien en droit 1-2	360	92,2	47 685	62 115	-30,3	31 796	50 215	-57,9	
Technicien en droit 3	16	100,0	53 328	83 589	-56,7	49 438	66 299	-34,1	
Technicien génie 1-2	1 286	74,8	48 693	70 857	-45,5	34 696	50 456	-45,4	
Technicien génie 3	259	84,5	53 368	81 914	-53,5	49 630	59 321	-19,5	
Techn. informatique 1-2	2 102	78,4	51 250	61 042	-19,1	35 942	43 658	-21,5	
Techn. informatique 3	844	63,7	55 159	76 259	-38,3	40 442	52 559	-30,0	
Technicien en loisir 1-2	469	95,9	48 519	58 309	-20,2	33 909	44 217	-30,4	
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	69,6	48 086	72 642	-51,1	35 138	55 073	-56,7	
Moyenne	...	75,4	50 426	59 761	-18,5	34 921	45 525	-30,4	
Employés de bureau									
Magasinier 1	185	40,0	31 558	39 431	-24,9	29 422	29 893	-1,6 *	
Magasinier 2	914	61,9	36 604	53 331	-45,7	32 006	42 729	-33,5	
Magasinier 3	33	50,6	44 755	62 679	-40,0	36 771	50 547	-37,5	
Op. duplicateur 1-2	86	70,6	35 524	48 861	-37,5	29 422	36 148	-22,9	
Personnel soutien adm. 1	4 139	70,7	35 222	41 085	-16,6	30 857	31 100	-0,8 *	
Personnel soutien adm. 2	8 998	78,5	38 439	44 888	-16,8	32 791	35 658	-8,7	
Personnel soutien adm. 3	3 804	88,5	43 059	50 809	-18,0	36 883	43 898	-19,0	
Personnel secrétariat 1	1 315	82,9	36 812	44 686	-21,4	31 815	34 041	-7,0	
Personnel secrétariat 2	5 287	83,9	40 441	48 024	-18,8	36 179	36 958	-2,2 *	
Préposé aux renseign. 2	612	76,9	42 808	46 641	-9,0	33 860	33 845	0,0 *	
Préposé aux renseign. 3	61	66,9	46 717	54 379	-16,4 *	37 238	40 861	-9,7 *	
Préposé télécomm. 1-2	2	65,4	33 813	47 742	-41,2	31 523	36 344	-15,3	
Téléphoniste-récept. 2	971	55,4	33 202	38 701	-16,6	30 758	30 187	1,9 *	
Acheteur 2	58	63,7	42 808	54 272	-26,8	36 836	40 483	-9,9	
Moyenne	...	77,3	38 656	45 884	-18,7	33 585	36 277	-8,0	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
64,7 *	65,2 *	93,1 *	91,7 *	Professionnels
66,5 *	69,6 *	90,1	93,1	Professionnel communic. 1
80,8	93,7	95,4	98,9	Professionnel communic. 2
60,8	69,4	92,8 *	92,8 *	Professionnel communic. 3
70,0	76,4	91,0	94,2	Professionnel gest. fin. 1
84,7 *	83,9 *	96,2 *	95,8 *	Professionnel gest. fin. 2
62,2	69,9	92,5 *	92,1 *	Professionnel gest. fin. 3
66,1	76,4	90,3	93,4	Analyste proc. adm./inform. 1
88,4	73,0	97,2	92,9	Analyste proc. adm./inform. 2
66,9 *	69,5 *	95,8 *	92,6 *	Analyste proc. adm./inform. 3
74,6 *	69,8 *	92,3 *	93,0 *	Ingénieur 1
95,5	83,0	98,2 *	96,4 *	Ingénieur 2
60,9 *	61,9 *	92,1 *	92,2 *	Ingénieur 3
76,6	85,3	93,2	97,0	Professionnel sc. phys. 1
85,5 *	93,8 *	96,7	98,9	Professionnel sc. phys. 2
67,0	81,2	92,8	94,6	Professionnel sc. phys. 3
68,4	83,7	88,8	94,9	Avocat et notaire 1
59,9	91,0	91,9	98,3	Avocat et notaire 2
65,3	80,9	89,8	95,1	Biologiste 1
82,7	95,6	96,0	99,0	Biologiste 2
				Biologiste 3
71,6	77,2	92,1	94,1	Moyenne
87,0	77,3	95,7 *	95,3 *	Techniciens
93,5	79,8	99,5	95,9	Technicien en administration 1-2
84,6 *	81,4 *	95,0 *	95,6 *	Technicien en administration 3
86,4	78,5	95,7 *	94,8 *	Techn. documentation 1-2
93,1 *	89,3 *	98,0 *	97,7 *	Techn. laboratoire 1-2
76,6 *	75,9 *	92,2	95,4	Techn. laboratoire 3
90,2	77,8	99,3	95,4	Technicien en droit 1-2
78,9	84,9	94,0	95,7	Technicien en droit 3
95,0 *	98,1 *	99,6 *	99,5 *	Technicien génie 1-2
79,3	66,4	93,8	90,5	Technicien génie 3
90,3	63,7	97,4	88,7	Techn. informatique 1-2
86,1 *	82,7 *	95,8 *	95,8 *	Techn. informatique 3
81,6	58,4	95,1 *	89,9 *	Technicien en loisir 1-2
				Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2	76,2	95,4	94,3	Moyenne
96,2 *	88,6 *	99,7 *	97,2 *	Employés de bureau
92,3 *	87,5 *	99,0	97,5	Magasinier 1
84,0 *	44,6 *	97,1 *	89,3 *	Magasinier 2
95,2 *	93,2 *	99,2 *	98,2 *	Magasinier 3
94,9	82,8	99,4	95,8	Op. duplicateur 1-2
93,4	78,9	99,0	95,7	Personnel soutien adm. 1
86,2 *	85,7 *	98,0 *	98,1 *	Personnel soutien adm. 2
93,0	74,8	99,0	94,0	Personnel soutien adm. 3
94,7 *	94,8 *	99,4 *	98,8 *	Personnel secrétariat 1
75,6	63,8	94,9	90,1	Personnel secrétariat 2
92,1 *	76,6 *	98,4	94,2	Préposé aux renseign. 2
100,0	48,0	100,0	87,6	Préposé aux renseign. 3
97,8 *	87,8 *	99,8 *	97,3 *	Préposé télécomm. 1-2
92,7 *	81,0 *	99,0	95,2	Téléphoniste-récept. 2
				Acheteur 2
92,7	84,1	99,0	96,6	Moyenne

Annexe A-2

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
			%	\$		%	\$	%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	73	87,3	48 365	54 907	-13,5	38 857	43 042	-10,8
Professionnel communic. 2	697	95,3	72 666	69 852	3,9 *	51 133	53 701	-5,0 *
Professionnel communic. 3	106	88,5	81 471	99 771	-22,5	62 112	75 704	-21,9
Professionnel gest. fin. 1	31	69,2	47 064	49 754	-5,7 *	38 407	38 810	-1,0 *
Professionnel gest. fin. 2	471	76,4	70 714	72 994	-3,2 *	49 566	56 641	-14,3
Professionnel gest. fin. 3	12	86,8	77 782	103 782	-33,4	58 515	79 214	-35,4
Analyste proc. adm./inform. 1	300	93,9	49 566	61 599	-24,3	39 759	44 331	-11,5
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66,4	73 417	80 234	-9,3	52 342	58 964	-12,7
Analyste proc. adm./inform. 3	905	82,3	80 733	102 491	-27,0	61 331	74 573	-21,6
Ingénieur 1	129	83,2	49 865	63 836	-28,0	43 496	48 390	-11,3
Ingénieur 2	415	83,3	79 737	87 361	-9,6	55 632	66 709	-19,9
Ingénieur 3	371	78,6	88 830	111 070	-25,0	53 776	85 486	-59,0
Professionnel sc. phys. 1	35	69,7	48 963	62 902	-28,5	39 065	50 333	-28,8
Professionnel sc. phys. 2	398	78,6	77 675	70 660	9,0 *	55 278	55 113	0,3 *
Professionnel sc. phys. 3	107	80,4	81 782	88 966	-8,8	63 036	71 324	-13,1
Avocat et notaire 1	49	73,2	66 616	83 904	-26,0	52 020	64 080	-23,2
Avocat et notaire 2	370	88,8	104 741	90 845	13,3	67 518	73 418	-8,7
Biologiste 2	118	83,1	74 056	70 164	5,3	52 250	55 835	-6,9
Moyenne	...	77,4	75 032	81 185	-8,2	53 625	61 299	-14,3
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 506	64,2	48 880	54 143	-10,8	32 602	40 187	-23,3
Technicien en administration 3	135	72,8	53 328	68 920	-29,2	49 438	53 236	-7,7 *
Techn. documentation 1-2	720	68,9	48 909	48 382	1,1 *	32 926	40 215	-22,1 *
Techn. laboratoire 1-2	1 918	39,8	55 011	52 487	4,6 *	37 717	41 109	-9,0 *
Techn. laboratoire 3	460	43,2	57 860	72 070	-24,6 *	41 104	52 957	-28,8 *
Technicien en droit 1-2	360	90,7	47 685	65 490	-37,3	31 796	51 635	-62,4
Technicien en droit 3	16	100,0	53 328	83 589	-56,7	49 438	66 299	-34,1
Technicien génie 1-2	1 286	70,7	48 693	71 324	-46,5	34 696	51 803	-49,3
Technicien génie 3	259	68,4	53 368	86 015	-61,2	49 630	67 345	-35,7
Techn. informatique 1-2	2 102	75,3	51 250	61 753	-20,5	35 942	43 969	-22,3
Techn. informatique 3	844	60,4	55 159	78 825	-42,9	40 442	52 703	-30,3
Technicien en loisir 1-2	469	100,0	48 519	57 233	-18,0 *	33 909	35 213	-3,8 *
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	63,4	48 086	74 114	-54,1	35 138	57 601	-63,9
Moyenne	...	65,1	50 424	59 539	-18,1	34 919	43 969	-25,9
Employés de bureau								
Magasinier 1	185	37,6	31 558	36 944	-17,1	29 422	27 655	6,0 *
Magasinier 2	914	67,4	36 604	55 637	-52,0	32 006	44 296	-38,4
Magasinier 3	33	50,5	44 755	62 227	-39,0	36 771	50 489	-37,3
Personnel soutien adm. 1	4 139	61,1	35 222	40 952	-16,3	30 857	31 122	-0,9 *
Personnel soutien adm. 2	8 998	68,8	38 439	42 513	-10,6	32 791	31 864	2,8 *
Personnel soutien adm. 3	3 804	69,8	43 059	47 642	-10,6	36 883	36 120	2,1 *
Personnel secrétariat 1	1 315	69,1	36 812	43 919	-19,3	31 815	31 834	-0,1 *
Personnel secrétariat 2	5 287	79,1	40 441	46 579	-15,2	36 179	35 960	0,6 *
Préposé aux renseign. 2	612	74,7	42 808	46 447	-8,5 *	33 860	32 983	2,6 *
Préposé télécomm. 1-2	2	67,7	33 813	45 248	-33,8	31 523	35 913	-13,9 *
Téléphoniste-récept. 2	971	47,9	33 202	37 864	-14,0	30 758	28 838	6,2 *
Acheteur 2	58	52,7	42 808	55 979	-30,8	36 836	41 494	-12,6
Moyenne	...	67,8	38 656	44 292	-14,6	33 585	33 552	0,1 *

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
64,7	47,2	93,1	88,6	Professionnels
66,5	55,3	90,1 *	89,7 *	Professionnel communic. 1
80,8 *	95,5 *	95,4 *	98,9 *	Professionnel communic. 2
60,8	70,7	92,8 *	93,6 *	Professionnel communic. 3
70,0	76,4	91,0	94,7	Professionnel gest. fin. 1
84,7 *	78,8 *	96,2 *	95,0 *	Professionnel gest. fin. 2
62,2 *	64,0 *	92,5 *	89,9 *	Professionnel gest. fin. 3
66,1 *	69,9 *	90,3 *	92,0 *	Analyste proc. adm./inform. 1
88,4	64,3	97,2	90,3	Analyste proc. adm./inform. 2
66,9 *	69,9 *	95,8 *	92,7 *	Analyste proc. adm./inform. 3
74,6 *	67,5 *	92,3 *	92,3 *	Ingénieur 1
95,5	80,6	98,2 *	95,5 *	Ingénieur 2
60,9 *	53,2 *	92,1 *	90,7 *	Ingénieur 3
76,6 *	87,4 *	93,2	97,2	Professionnel sc. phys. 1
85,5 *	98,0 *	96,7 *	99,6 *	Professionnel sc. phys. 2
67,0 *	69,5 *	92,8 *	92,8 *	Professionnel sc. phys. 3
68,4	87,1	88,8	97,5	Avocat et notaire 1
65,3	35,5	89,8 *	86,8 *	Avocat et notaire 2
71,6 *	69,6 *	92,1 *	92,5 *	Biologiste 2
				Moyenne
87,0	71,1	95,7	92,5	Techniciens
93,5	75,4	99,5	94,4	Technicien en administration 1-2
84,6 *	69,7 *	95,0 *	94,9 *	Technicien en administration 3
86,4 *	84,8 *	95,7 *	96,7 *	Techn. documentation 1-2
93,1 *	79,7 *	98,0 *	94,6 *	Techn. laboratoire 1-2
76,6 *	73,6 *	92,2 *	94,4 *	Techn. laboratoire 3
90,2	77,8	99,3	95,4	Technicien en droit 1-2
78,9 *	81,5 *	94,0 *	94,9 *	Technicien en droit 3
95,0 *	96,6 *	99,6 *	99,3 *	Technicien génie 1-2
79,3	63,3	93,8	89,5	Technicien génie 3
90,3	62,0	97,4	87,4	Techn. informatique 1-2
86,1	113,5	95,8	105,2	Techn. informatique 3
81,6	48,6	95,1	88,5	Technicien en loisir 1-2
85,2	73,4	95,4	93,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
96,2 *	88,5 *	99,7 *	97,1 *	Employés de bureau
92,3 *	83,4 *	99,0	96,6	Magasinier 1
84,0	36,5	97,1	88,0	Magasinier 2
94,9	80,8	99,4	95,4	Magasinier 3
93,4	73,8	99,0	93,4	Personnel soutien adm. 1
86,2 *	75,9 *	98,0	94,2	Personnel soutien adm. 2
93,0 *	79,4 *	99,0 *	94,3 *	Personnel soutien adm. 3
94,7 *	98,5 *	99,4 *	99,7 *	Personnel secrétariat 1
75,6	58,8	94,9	88,1	Personnel secrétariat 2
100,0	43,4	100,0	88,3	Préposé aux renseign. 2
97,8 *	86,0 *	99,8 *	96,7 *	Préposé télécomm. 1-2
92,7 *	79,3 *	99,0 *	94,7 *	Téléphoniste-récept. 2
92,7	81,4	99,0	95,4	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe A-3

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	73	96,2	48 365	66 452	-37,4	38 857	48 636	-25,2	
Professionnel communic. 2	697	98,1	72 666	77 290	-6,4	51 133	59 867	-17,1	
Professionnel communic. 3	106	100,0	81 471	91 341	-12,1	62 112	79 121	-27,4	
Professionnel gest. fin. 1	31	100,0	47 064	65 903	-40,0	38 407	47 378	-23,4	
Professionnel gest. fin. 2	471	99,8	70 714	81 341	-15,0	49 566	55 861	-12,7	
Professionnel gest. fin. 3	12	99,2	77 782	97 659	-25,6	58 515	69 162	-18,2	
Analyste proc. adm./inform. 1	300	100,0	49 566	67 847	-36,9	39 759	51 345	-29,1	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	99,5	73 417	83 242	-13,4	52 342	58 153	-11,1	
Analyste proc. adm./inform. 3	905	100,0	80 733	95 648	-18,5	61 331	72 157	-17,7	
Ingénieur 1	129	100,0	49 865	72 931	-46,3	43 496	56 953	-30,9	
Ingénieur 2	415	99,8	79 737	94 536	-18,6	55 632	74 208	-33,4	
Ingénieur 3	371	100,0	88 830	110 754	-24,7	53 776	94 034	-74,9	
Professionnel sc. phys. 2	398	99,8	77 675	82 268	-5,9	55 278	66 903	-21,0	
Professionnel sc. phys. 3	107	100,0	81 782	100 734	-23,2	63 036	85 433	-35,5	
Avocat et notaire 1	49	100,0	66 616	83 752	-25,7	52 020	59 217	-13,8	
Avocat et notaire 2	370	96,3	104 741	110 469	-5,5	67 518	67 799	-0,4 *	
Biologiste 2	118	100,0	74 056	77 220	-4,3	52 250	56 524	-8,2	
Biologiste 3	40	100,0	81 748	100 500	-22,9	62 936	77 069	-22,5	
Moyenne	...	99,5	75 032	85 975	-14,6	53 625	63 364	-18,2	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 506	97,2	48 880	55 849	-14,3	32 602	47 117	-44,5	
Technicien en administration 3	135	95,5	53 328	61 405	-15,1	49 438	52 281	-5,8	
Techn. documentation 1-2	720	86,4	48 909	51 838	-6,0	32 926	39 006	-18,5	
Techn. laboratoire 1-2	1 918	98,4	55 011	57 044	-3,7	37 717	42 154	-11,8	
Techn. laboratoire 3	460	98,5	57 860	65 692	-13,5	41 104	53 876	-31,1	
Technicien en droit 1-2	360	93,3	47 685	59 625	-25,0	31 796	49 168	-54,6	
Technicien génie 1-2	1 286	90,8	48 693	69 410	-42,5	34 696	46 277	-33,4	
Technicien génie 3	259	98,9	53 368	79 368	-48,7	49 630	54 338	-9,5	
Techn. informatique 1-2	2 102	93,2	51 250	58 332	-13,8	35 942	42 458	-18,1	
Techn. informatique 3	844	100,0	55 159	59 133	-7,2	40 442	51 596	-27,6	
Technicien en loisir 1-2	469	95,4	48 519	58 453	-20,5	33 909	45 427	-34,0	
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	100,0	48 086	68 084	-41,6	35 138	47 243	-34,4	
Moyenne	...	96,0	50 421	58 687	-16,4	34 903	46 131	-32,2	
Employés de bureau									
Magasinier 1	185	51,9	31 558	48 548	-53,8	29 422	38 097	-29,5	
Magasinier 2	914	54,9	36 604	49 751	-35,9	32 006	40 297	-25,9	
Magasinier 3	33	50,9	44 755	67 626	-51,1	36 771	51 186	-39,2	
Op. duplicateur 1-2	86	88,2	35 524	49 847	-40,3	29 422	36 094	-22,7	
Personnel soutien adm. 1	4 139	93,6	35 222	41 291	-17,2	30 857	31 066	-0,7 *	
Personnel soutien adm. 2	8 998	94,2	38 439	47 667	-24,0	32 791	40 120	-22,3	
Personnel soutien adm. 3	3 804	97,0	43 059	51 835	-20,4	36 883	46 454	-26,0	
Personnel secrétariat 1	1 315	91,7	36 812	45 058	-22,4	31 815	35 111	-10,4	
Personnel secrétariat 2	5 287	91,1	40 441	49 901	-23,4	36 179	38 255	-5,7	
Préposé aux renseign. 2	612	87,2	42 808	47 404	-10,7	33 860	37 222	-9,9	
Préposé aux renseign. 3	61	86,5	46 717	52 240	-11,8	37 238	42 777	-14,9	
Préposé télécomm. 1-2	2	62,3	33 813	51 418	-52,1	31 523	36 979	-17,3	
Téléphoniste-récept. 2	971	85,8	33 202	40 578	-22,2	30 758	33 253	-8,1	
Acheteur 2	58	91,9	42 808	51 771	-20,9	36 836	39 002	-5,9	
Moyenne	...	91,4	38 656	47 387	-22,6	33 585	38 603	-14,9	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
64,7	82,9	93,1	95,4	Professionnels
66,5	84,8	90,1	96,6	Professionnel communic. 1
80,8	92,1	95,4	98,9	Professionnel communic. 2
60,8	66,3	92,8	90,5	Professionnel communic. 3
70,0	76,3	91,0	92,6	Professionnel gest. fin. 1
84,7	88,2	96,2 *	96,5 *	Professionnel gest. fin. 2
62,2	77,8	92,5	94,6	Professionnel gest. fin. 3
66,1	84,9	90,3	95,5	Analyste proc. adm./inform. 1
88,4	90,8	97,2	97,7	Analyste proc. adm./inform. 2
66,9	58,0	95,8	90,8	Analyste proc. adm./inform. 3
74,6	76,6	92,3	95,0	Ingénieur 1
95,5	93,7	98,2	99,0	Ingénieur 2
76,6	83,2	93,2	96,9	Ingénieur 3
85,5	87,5	96,7	98,1	Professionnel sc. phys. 2
67,0	82,4	92,8	94,8	Professionnel sc. phys. 3
68,4	82,6	88,8	93,3	Avocat et notaire 1
65,3	88,0	89,8	96,8	Avocat et notaire 2
82,7	96,4	96,0	99,2	Biologiste 2
				Biologiste 3
71,6	84,8	92,1	95,9	Moyenne
Techniciens				
87,0 *	86,4 *	95,7	97,9	Technicien en administration 1-2
93,5 *	93,3 *	99,5	99,0	Technicien en administration 3
84,6 *	82,9 *	95,0 *	95,8 *	Techn. documentation 1-2
86,4	73,7	95,7	93,1	Techn. laboratoire 1-2
93,1	99,3	98,0	99,9	Techn. laboratoire 3
76,6 *	78,1 *	92,2	96,2	Technicien en droit 1-2
78,9	93,8	94,0	97,9	Technicien génie 1-2
95,0	98,8	99,6 *	99,6 *	Technicien génie 3
79,3 *	79,4 *	93,8 *	94,4 *	Techn. informatique 1-2
90,3 *	103,6 *	97,4	100,5	Techn. informatique 3
86,1	75,7	95,8 *	94,6 *	Technicien en loisir 1-2
81,6 *	82,4 *	95,1 *	94,6 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2 *	85,1 *	95,4	96,7	Moyenne
Employés de bureau				
96,2	89,0	99,7	97,6	Magasinier 1
92,3	95,2	99,0 *	99,1 *	Magasinier 2
84,0	108,0	97,1	101,9	Magasinier 3
95,2 *	88,4 *	99,2 *	96,8 *	Op. duplicateur 1-2
94,9	85,7	99,4	96,5	Personnel soutien adm. 1
93,4	87,3	99,0	98,0	Personnel soutien adm. 2
86,2	92,5	98,0	99,2	Personnel soutien adm. 3
93,0	72,1	99,0	93,8	Personnel secrétariat 1
94,7	90,4	99,4	97,7	Personnel secrétariat 2
75,6	89,7	94,9	97,8	Préposé aux renseign. 2
92,1	99,5	98,4	99,9	Préposé aux renseign. 3
100,0	52,4	100,0	86,6	Préposé télécomm. 1-2
97,8 *	92,8 *	99,8 *	98,7 *	Téléphoniste-récept. 2
92,7	83,8	99,0	96,0	Acheteur 2
92,7	88,4	99,0	97,8	Moyenne

Annexe A-4

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 2	697	85,7	72 666	75 647	-4,1 *	51 133	47 703	6,7	
Professionnel communic. 3	106	100,0	81 471	87 383	-7,3	62 112	65 467	-5,4	
Professionnel gest. fin. 2	471	100,0	70 714	79 788	-12,8	49 566	55 587	-12,1	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	95,4	73 417	80 810	-10,1	52 342	50 680	3,2 *	
Ingénieur 2	415	99,6	79 737	84 194	-5,6	55 632	54 845	1,4 *	
Ingénieur 3	371	100,0	88 830	93 183	-4,9	53 776	77 040	-43,3	
Avocat et notaire 2	370	89,5	104 741	101 330	3,3	67 518	51 743	23,4	
Moyenne	...	96,1	75 048	82 876	-10,4	53 524	54 257	-1,4 *	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 506	89,2	48 880	56 408	-15,4	32 602	42 871	-31,5	
Technicien en administration 3	135	94,3	53 328	67 420	-26,4	49 438	48 824	1,2 *	
Techn. documentation 1-2	720	73,2	48 909	52 518	-7,4	32 926	38 059	-15,6	
Techn. laboratoire 1-2	1 918	93,4	55 011	54 463	1,0	37 717	40 429	-7,2	
Technicien en droit 1-2	360	83,0	47 685	53 497	-12,2	31 796	39 831	-25,3	
Technicien génie 1-2	1 286	74,2	48 693	64 654	-32,8	34 696	47 829	-37,9	
Technicien génie 3	259	73,0	53 368	75 446	-41,4	49 630	54 842	-10,5	
Techn. informatique 1-2	2 102	87,0	51 250	60 841	-18,7	35 942	43 496	-21,0	
Technicien en loisir 1-2	469	95,2	48 519	59 101	-21,8	33 909	46 003	-35,7	
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	100,0	48 086	69 515	-44,6	35 138	48 412	-37,8	
Moyenne	...	86,1	50 419	58 353	-15,7	34 900	43 546	-24,8	
Employés de bureau									
Magasinier 1	185	67,0	31 558	49 134	-55,7	29 422	38 328	-30,3	
Magasinier 2	914	74,2	36 604	50 511	-38,0	32 006	39 189	-22,4	
Personnel soutien adm. 1	4 139	94,2	35 222	41 199	-17,0	30 857	30 231	2,0	
Personnel soutien adm. 2	8 998	80,7	38 439	48 207	-25,4	32 791	34 852	-6,3	
Personnel soutien adm. 3	3 804	73,9	43 059	55 462	-28,8	36 883	40 037	-8,6	
Personnel secrétariat 1	1 315	76,5	36 812	45 460	-23,5	31 815	33 196	-4,3	
Personnel secrétariat 2	5 287	86,4	40 441	48 242	-19,3	36 179	35 623	1,5 *	
Préposé aux renseign. 2	612	94,2	42 808	51 456	-20,2	33 860	38 560	-13,9	
Préposé télécomm. 1-2	2	100,0	33 813	52 922	-56,5	31 523	37 393	-18,6	
Téléphoniste-récept. 2	971	76,7	33 202	39 928	-20,3	30 758	31 066	-1,0 *	
Acheteur 2	58	78,0	42 808	51 132	-19,4	36 836	34 557	6,2 *	
Moyenne	...	82,4	38 656	47 896	-23,9	33 585	35 110	-4,5	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
66,5	84,9	90,1	94,4	Professionnels
80,8 *	79,5 *	95,4 *	94,9 *	Professionnel communic. 2
70,0	82,7	91,0	94,7	Professionnel communic. 3
66,1 *	74,3 *	90,3 *	90,4 *	Professionnel gest. fin. 2
74,6	79,1	92,3 *	92,7 *	Analyste proc. adm./inform. 2
95,5	88,9	98,2 *	98,1 *	Ingénieur 2
68,4	80,5	88,8	90,5	Ingénieur 3
				Avocat et notaire 2
71,5	80,6	92,0 *	93,3 *	Moyenne
				Techniciens
87,0 *	88,8 *	95,7	97,3	Technicien en administration 1-2
93,5 *	92,9 *	99,5	98,0	Technicien en administration 3
84,6 *	88,9 *	95,0 *	96,9 *	Techn. documentation 1-2
86,4 *	88,3 *	95,7	97,0	Techn. laboratoire 1-2
76,6	82,4	92,2	95,5	Technicien en droit 1-2
78,9 *	80,3 *	94,0 *	94,9 *	Technicien génie 1-2
95,0	88,8	99,6	96,9	Technicien génie 3
79,3	95,8	93,8	98,8	Techn. informatique 1-2
86,1	77,1	95,8 *	94,9 *	Technicien en loisir 1-2
81,6 *	80,4 *	95,1	94,1	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2	88,5	95,4	97,1	Moyenne
				Employés de bureau
96,2 *	88,9 *	99,7	97,6	Magasinier 1
92,3 *	93,6 *	99,0 *	98,6 *	Magasinier 2
94,9	84,4	99,4	95,8	Personnel soutien adm. 1
93,4	87,6	99,0	96,6	Personnel soutien adm. 2
86,2	91,9	98,0 *	97,7 *	Personnel soutien adm. 3
93,0	79,3	99,0	94,4	Personnel secrétariat 1
94,7	91,8	99,4	97,9	Personnel secrétariat 2
75,6	88,1	94,9	97,0	Préposé aux renseign. 2
100,0	50,0	100,0	85,3	Préposé télécomm. 1-2
97,8 *	66,1 *	99,8 *	92,5 *	Téléphoniste-récept. 2
92,7	82,4	99,0	94,3	Acheteur 2
92,7	87,5	99,0	96,7	Moyenne

Annexe A-5

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
					Écarts			Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 2	697	99,3	72 666	80 874	-11,3	51 133	55 215	-8,0
Professionnel communic. 3	106	100,0	81 471	98 558	-21,0	62 112	68 464	-10,2
Professionnel gest. fin. 1	31	100,0	47 064	49 944	-6,1	38 407	41 752	-8,7
Professionnel gest. fin. 2	471	99,6	70 714	82 574	-16,8	49 566	54 374	-9,7
Professionnel gest. fin. 3	12	98,2	77 782	99 558	-28,0	58 515	61 536	-5,2
Analyste proc. adm./inform. 1	300	100,0	49 566	67 136	-35,4	39 759	48 844	-22,9
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	99,8	73 417	86 813	-18,2	52 342	55 951	-6,9
Analyste proc. adm./inform. 3	905	100,0	80 733	96 252	-19,2	61 331	64 613	-5,4
Ingénieur 1	129	100,0	49 865	73 785	-48,0	43 496	53 384	-22,7
Ingénieur 2	415	99,8	79 737	95 221	-19,4	55 632	75 085	-35,0
Ingénieur 3	371	100,0	88 830	108 985	-22,7	53 776	92 372	-71,8
Professionnel sc. phys. 2	398	100,0	77 675	85 298	-9,8	55 278	54 726	1,0 *
Avocat et notaire 1	49	100,0	66 616	63 250	5,1	52 020	50 098	3,7
Avocat et notaire 2	370	97,3	104 741	103 971	0,7 *	67 518	56 176	16,8
Moyenne	...	99,7	75 500	87 556	-16,0	53 886	59 344	-10,1
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 506	93,9	48 880	58 094	-18,8	32 602	42 376	-30,0
Technicien en administration 3	135	90,5	53 328	62 589	-17,4	49 438	52 922	-7,0
Techn. documentation 1-2	720	100,0	48 909	50 850	-4,0	32 926	38 157	-15,9
Techn. laboratoire 1-2	1 918	100,0	55 011	61 315	-11,5	37 717	39 451	-4,6
Techn. laboratoire 3	460	100,0	57 860	72 041	-24,5	41 104	62 926	-53,1
Technicien en droit 1-2	360	100,0	47 685	57 661	-20,9	31 796	41 839	-31,6
Technicien génie 1-2	1 286	95,1	48 693	75 701	-55,5	34 696	43 243	-24,6
Techn. informatique 1-2	2 102	95,1	51 250	60 561	-18,2	35 942	46 114	-28,3
Techn. informatique 3	844	100,0	55 159	58 038	-5,2	40 442	44 557	-10,2
Moyenne	...	96,1	50 521	59 995	-18,8	34 890	42 819	-22,7
Employés de bureau								
Magasinier 2	914	80,1	36 604	50 579	-38,2	32 006	40 953	-28,0
Personnel soutien adm. 1	4 139	85,8	35 222	42 982	-22,0	30 857	33 813	-9,6
Personnel soutien adm. 2	8 998	91,5	38 439	50 753	-32,0	32 791	39 672	-21,0
Personnel soutien adm. 3	3 804	93,2	43 059	52 195	-21,2	36 883	42 213	-14,5
Personnel secrétariat 1	1 315	97,1	36 812	46 144	-25,4	31 815	37 475	-17,8
Personnel secrétariat 2	5 287	97,3	40 441	52 482	-29,8	36 179	41 547	-14,8
Préposé aux renseign. 2	612	67,5	42 808	46 691	-9,1	33 860	38 127	-12,6
Téléphoniste-récept. 2	971	93,9	33 202	39 303	-18,4	30 758	32 877	-6,9 *
Moyenne	...	90,6	38 653	49 111	-27,1	33 580	38 998	-16,1

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
66,5	84,9	90,1	95,2	Professionnels
80,8	97,3	95,4	99,2	Professionnel communic. 2
60,8	106,3	92,8	101,0	Professionnel communic. 3
70,0	79,7	91,0 *	93,1 *	Professionnel gest. fin. 1
84,7	95,3	96,2	98,2	Professionnel gest. fin. 2
62,2	76,1	92,5 *	93,5 *	Professionnel gest. fin. 3
66,1	91,9	90,3	97,1	Analyste proc. adm./inform. 1
88,4	x	97,2	x	Analyste proc. adm./inform. 2
66,9	58,9	95,8	88,6	Analyste proc. adm./inform. 3
74,6	72,8	92,3	94,3	Ingénieur 1
95,5 *	95,6 *	98,2	99,3	Ingénieur 2
76,6 *	79,5 *	93,2 *	92,7 *	Ingénieur 3
67,0 *	66,4 *	92,8 *	93,0 *	Professionnel sc. phys. 2
68,4	81,7	88,8	91,6	Professionnel sc. phys. 3
				Avocat et notaire 1
				Avocat et notaire 2
71,8	87,2	92,1	96,0	Moyenne
Techniciens				
87,0 *	85,0 *	95,7 *	95,9 *	Technicien en administration 1-2
93,5 *	94,0 *	99,5 *	99,1 *	Technicien en administration 3
84,6 *	75,2 *	95,0 *	93,8 *	Techn. documentation 1-2
86,4	91,3	95,7	96,9	Techn. documentation 3
93,1	103,7	98,0	100,5	Techn. laboratoire 1-2
76,6	83,2	92,2	95,4	Techn. laboratoire 3
78,9	97,5	94,0	98,9	Technicien en droit 1-2
79,3	86,7	93,8	96,8	Technicien génie 1-2
90,3	117,2	97,4	104,0	Technicien génie 3
				Techn. informatique 1-2
				Techn. informatique 3
85,4	88,1	95,4	96,7	Moyenne
Employés de bureau				
92,3	95,2	99,0 *	99,1 *	Magasinier 2
94,9	100,9	99,4	100,2	Personnel soutien adm. 1
93,4	88,8	99,0	97,6	Personnel soutien adm. 2
86,2	95,6	98,0	99,2	Personnel soutien adm. 3
93,0 *	94,5 *	99,0 *	99,0 *	Personnel secrétariat 1
94,7	98,8	99,4 *	99,7 *	Personnel secrétariat 2
75,6	89,5	94,9	98,1	Préposé aux renseign. 2
97,8 *	68,8 *	99,8 *	94,9 *	Téléphoniste-récept. 2
92,7 *	93,3 *	99,0 *	98,7 *	Moyenne

Annexe A-6

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	73	100,0		48 365	62 221	-28,6	38 857	41 405
Professionnel communic. 2	697	100,0		72 666	77 886	-7,2	51 133	50 818
Professionnel communic. 3	106	100,0		81 471	92 543	-13,6 *	62 112	67 640
Professionnel gest. fin. 1	31	100,0		47 064	64 844	-37,8	38 407	43 680
Professionnel gest. fin. 2	471	100,0		70 714	82 350	-16,5	49 566	52 809
Analyste proc. adm./inform. 1	300	100,0		49 566	58 539	-18,1	39 759	43 925
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	100,0		73 417	81 924	-11,6	52 342	54 375
Analyste proc. adm./inform. 3	905	100,0		80 733	97 607	-20,9	61 331	63 468
Ingénieur 2	415	100,0		79 737	78 133	2,0	55 632	54 510
Professionnel sc. phys. 2	398	100,0		77 675	75 805	2,4 *	55 278	54 968
Avocat et notaire 2	370	100,0		104 741	110 170	-5,2 *	67 518	66 561
Moyenne	...	100,0		75 672	81 517	-7,7	53 789	55 107
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 506	97,7		48 880	52 945	-8,3	32 602	39 418
Technicien en administration 3	135	100,0		53 328	58 633	-9,9	49 438	52 893
Techn. documentation 1-2	720	94,3		48 909	51 009	-4,3	32 926	37 865
Techn. laboratoire 1-2	1 918	98,2		55 011	56 203	-2,2 *	37 717	41 996
Technicien génie 1-2	1 286	99,5		48 693	52 098	-7,0	34 696	39 197
Technicien génie 3	259	100,0		53 368	57 954	-8,6	49 630	53 279
Techn. informatique 1-2	2 102	97,0		51 250	55 938	-9,1	35 942	40 505
Moyenne	...	98,2		50 419	54 411	-7,9	34 900	41 015
Employés de bureau								
Magasinier 2	914	100,0		36 604	41 998	-14,7	32 006	35 744
Personnel soutien adm. 1	4 139	100,0		35 222	40 028	-13,6	30 857	32 273
Personnel soutien adm. 2	8 998	96,2		38 439	44 537	-15,9	32 791	35 837
Personnel soutien adm. 3	3 804	93,4		43 059	44 475	-3,3	36 883	36 273
Personnel secrétariat 1	1 315	99,5		36 812	44 661	-21,3	31 815	35 437
Personnel secrétariat 2	5 287	90,2		40 441	49 032	-21,2	36 179	37 579
Préposé aux renseign. 2	612	97,2		42 808	41 002	4,2	33 860	34 209
Téléphoniste-récept. 2	971	91,7		33 202	41 170	-24,0	30 758	34 701
Moyenne	...	94,7		38 636	44 339	-14,8	33 563	35 569

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	
%		%		
Professionnels				
64,7	97,9	93,1	99,3	Professionnel communic. 1
66,5	82,0	90,1	93,8	Professionnel communic. 2
80,8 *	64,8 *	95,4 *	90,5 *	Professionnel communic. 3
60,8	73,3	92,8 *	91,3 *	Professionnel gest. fin. 1
70,0 *	71,7 *	91,0 *	89,8 *	Professionnel gest. fin. 2
62,2	77,7	92,5 *	94,4 *	Analyste proc. adm./inform. 1
66,1 *	68,9 *	90,3 *	89,5 *	Analyste proc. adm./inform. 2
88,4	64,7	97,2	87,7	Analyste proc. adm./inform. 3
74,6 *	79,1 *	92,3 *	93,7 *	Ingénieur 2
76,6	94,2	93,2	98,4	Professionnel sc. phys. 2
68,4 *	53,3 *	88,8 *	81,5 *	Avocat et notaire 2
71,7 *	74,7 *	91,9 *	91,5 *	Moyenne
Techniciens				
87,0	75,9	95,7	93,8	Technicien en administration 1-2
93,5 *	92,8 *	99,5 *	99,3 *	Technicien en administration 3
84,6	78,2	95,0 *	94,4 *	Techn. documentation 1-2
86,4	64,2	95,7	91,0	Techn. laboratoire 1-2
78,9 *	89,9 *	94,0	97,5	Technicien génie 1-2
95,0 *	90,1 *	99,6	99,2	Technicien génie 3
79,3	65,2	93,8 *	90,4 *	Techn. informatique 1-2
85,2	75,1	95,4	93,8	Moyenne
Employés de bureau				
92,3	97,4	99,0 *	99,6 *	Magasinier 2
94,9	76,3	99,4	95,4	Personnel soutien adm. 1
93,4	75,8	99,0	95,3	Personnel soutien adm. 2
86,2	90,1	98,0 *	98,2 *	Personnel soutien adm. 3
93,0	63,4	99,0	92,4	Personnel secrétariat 1
94,7	78,9	99,4	95,1	Personnel secrétariat 2
75,6	95,0	94,9	99,2	Préposé aux renseign. 2
97,8	119,6	99,8	103,1	Téléphoniste-récept. 2
92,7	81,5	99,0	96,2	Moyenne

Annexe A-7

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ²	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	73	100,0	48 365	57 380	-18,6	38 857	53 232	-37,0	
Professionnel communic. 2	697	100,0	72 666	75 084	-3,3	51 133	69 463	-35,8	
Professionnel communic. 3	106	100,0	81 471	89 541	-9,9	62 112	83 005	-33,6	
Professionnel gest. fin. 1	31	100,0	47 064	67 937	-44,4	38 407	48 441	-26,1	
Professionnel gest. fin. 2	471	100,0	70 714	80 096	-13,3	49 566	59 236	-19,5	
Professionnel gest. fin. 3	12	100,0	77 782	96 267	-23,8	58 515	75 060	-28,3	
Analyste proc. adm./inform. 1	300	100,0	49 566	67 665	-36,5	39 759	52 560	-32,2	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	100,0	73 417	79 552	-8,4	52 342	65 021	-24,2	
Analyste proc. adm./inform. 3	905	100,0	80 733	95 411	-18,2	61 331	76 802	-25,2	
Ingénieur 1	129	100,0	49 865	70 639	-41,7	43 496	61 794	-42,1	
Ingénieur 2	415	100,0	79 737	100 732	-26,3	55 632	85 635	-53,9	
Ingénieur 3	371	100,0	88 830	118 970	-33,9	53 776	101 771	-89,2	
Professionnel sc. phys. 1	35	100,0	48 963	63 516	-29,7	39 065	52 284	-33,8	
Professionnel sc. phys. 2	398	100,0	77 675	82 374	-6,1	55 278	68 208	-23,4	
Professionnel sc. phys. 3	107	100,0	81 782	101 668	-24,3	63 036	86 639	-37,4	
Avocat et notaire 1	49	100,0	66 616	85 373	-28,2	52 020	59 837	-15,0	
Avocat et notaire 2	370	100,0	104 741	118 990	-13,6	67 518	82 907	-22,8	
Biologiste 1	25	100,0	48 963	61 922	-25,4	39 015	50 425	-29,1	
Biologiste 2	118	100,0	74 056	80 775	-9,1	52 250	60 105	-15,0	
Biologiste 3	40	100,0	81 748	94 687	-15,8	62 936	82 399	-30,9	
Moyenne	...	100,0	75 032	85 267	-13,6	53 625	69 553	-29,7	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 506	100,0	48 880	55 743	-14,0	32 602	50 959	-56,3	
Techn. documentation 1-2	720	100,0	48 909	53 282	-8,9	32 926	45 808	-39,1	
Techn. laboratoire 1-2	1 918	100,0	55 011	57 113	-3,8	37 717	46 950	-24,5	
Technicien en droit 1-2	360	100,0	47 685	64 084	-34,4	31 796	56 902	-79,0	
Technicien génie 1-2	1 286	100,0	48 693	67 721	-39,1	34 696	55 646	-60,4	
Technicien génie 3	259	100,0	53 368	78 281	-46,7	49 630	64 567	-30,1	
Pilote d'aéronefs-Hélic. 2	1	100,0	85 453	86 469	-1,2	73 308	77 605	-5,9	
Moyenne	...	100,0	49 882	57 883	-16,0	33 985	51 037	-50,2	
Employés de bureau									
Personnel soutien adm. 1	4 139	100,0	35 222	37 667	-6,9	30 857	35 261	-14,3	
Personnel soutien adm. 2	8 998	100,0	38 439	46 825	-21,8	32 791	43 382	-32,3	
Personnel soutien adm. 3	3 804	100,0	43 059	52 467	-21,8	36 883	48 453	-31,4	
Personnel secrétariat 1	1 315	100,0	36 812	44 689	-21,4	31 815	41 446	-30,3	
Personnel secrétariat 2	5 287	100,0	40 441	47 119	-16,5	36 179	43 381	-19,9	
Acheteur 2	58	100,0	42 808	52 421	-22,5	36 836	40 563	-10,1	
Moyenne	...	95,3	38 853	46 109	-18,7	33 733	42 641	-26,4	

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
64,7	95,5	93,1	99,7	Professionnel communic. 1
66,5	89,8	90,1	99,2	Professionnel communic. 2
80,8	92,6	95,4	99,5	Professionnel communic. 3
60,8	63,3	92,8	89,5	Professionnel gest. fin. 1
70,0	67,8	91,0	91,6	Professionnel gest. fin. 2
84,7	80,7	96,2	95,7	Professionnel gest. fin. 3
62,2	75,8	92,5	94,6	Analyste proc. adm./inform. 1
66,1	85,0	90,3	97,3	Analyste proc. adm./inform. 2
88,4	87,3	97,2	97,5	Analyste proc. adm./inform. 3
66,9	61,9	95,8	95,2	Ingénieur 1
74,6	83,4	92,3	97,5	Ingénieur 2
95,5	90,8	98,2	98,7	Ingénieur 3
60,9	68,9	92,1	94,5	Professionnel sc. phys. 1
76,6	83,5	93,2	97,2	Professionnel sc. phys. 2
85,5	86,9	96,7	98,1	Professionnel sc. phys. 3
67,0	83,4	92,8	95,0	Avocat et notaire 1
68,4	86,6	88,8	95,9	Avocat et notaire 2
59,9	81,8	91,9	96,7	Biologiste 1
65,3	89,1	89,8	97,2	Biologiste 2
82,7	101,5	96,0	100,2	Biologiste 3
71,6	84,7	92,1	97,1	Moyenne
Techniciens				
87,0	92,5	95,7	99,4	Technicien en administration 1-2
84,6	85,5	95,0	98,0	Techn. documentation 1-2
86,4	77,3	95,7	96,0	Techn. laboratoire 1-2
76,6	70,8	92,2	96,7	Technicien en droit 1-2
78,9	91,6	94,0	98,5	Technicien génie 1-2
95,0	92,5	99,6	98,7	Technicien génie 3
0,0	90,0	85,8	99,0	Pilote d'aéronefs-Hélic. 2
85,7	88,8	95,4	98,5	Moyenne
Employés de bureau				
94,9	100,2	99,4	100,0	Personnel soutien adm. 1
93,4	94,3	99,0	99,6	Personnel soutien adm. 2
86,2	92,8	98,0	99,5	Personnel soutien adm. 3
93,0	104,3	99,0	100,3	Personnel secrétariat 1
94,7	93,9	99,4	99,5	Personnel secrétariat 2
92,7	84,0	99,0	96,4	Acheteur 2
92,8	95,5	99,0	99,6	Moyenne

Annexe A-8

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
			%	\$		%	\$	%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	73	95,9	48 365	66 851	-38,2	38 857	49 118	-26,4
Professionnel communic. 2	697	98,8	72 666	77 757	-7,0	51 133	61 281	-19,8
Professionnel communic. 3	106	100,0	81 471	90 781	-11,4	62 112	80 662	-29,9
Professionnel gest. fin. 1	31	100,0	47 064	67 533	-43,5	38 407	48 167	-25,4
Professionnel gest. fin. 2	471	100,0	70 714	81 027	-14,6	49 566	56 512	-14,0
Professionnel gest. fin. 3	12	100,0	77 782	100 754	-29,5	58 515	72 433	-23,8
Analyste proc. adm./inform. 1	300	97,1	49 566	68 495	-38,2	39 759	51 591	-29,8
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	99,1	73 417	82 927	-13,0	52 342	58 132	-11,1
Analyste proc. adm./inform. 3	905	100,0	80 733	96 156	-19,1	61 331	72 455	-18,1
Ingénieur 1	129	100,0	49 865	72 095	-44,6	43 496	56 759	-30,5
Ingénieur 2	415	98,5	79 737	94 364	-18,3	55 632	73 964	-33,0
Ingénieur 3	371	90,3	88 830	111 557	-25,6	53 776	93 887	-74,6
Professionnel sc. phys. 2	398	100,0	77 675	82 303	-6,0	55 278	67 032	-21,3
Professionnel sc. phys. 3	107	100,0	81 782	101 033	-23,5	63 036	85 928	-36,3
Avocat et notaire 1	49	100,0	66 616	85 049	-27,7	52 020	60 309	-15,9
Avocat et notaire 2	370	97,7	104 741	104 618	0,1 *	67 518	69 167	-2,4 *
Biologiste 2	118	100,0	74 056	77 425	-4,5	52 250	56 704	-8,5
Moyenne	...	98,9	75 032	85 740	-14,3	53 625	63 641	-18,7
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 506	89,8	48 880	55 878	-14,3	32 602	46 503	-42,6
Technicien en administration 3	135	93,0	53 328	58 690	-10,1	49 438	50 084	-1,3 *
Techn. documentation 1-2	720	84,8	48 909	51 863	-6,0	32 926	39 265	-19,3
Techn. laboratoire 1-2	1 918	60,2	55 011	57 575	-4,7	37 717	42 966	-13,9
Techn. laboratoire 3	460	96,8	57 860	65 692	-13,5	41 104	53 876	-31,1
Technicien en droit 1-2	360	94,0	47 685	61 094	-28,1	31 796	50 284	-58,1
Technicien génie 1-2	1 286	74,9	48 693	72 089	-48,0	34 696	47 337	-36,4
Technicien génie 3	259	98,7	53 368	79 522	-49,0	49 630	54 646	-10,1
Techn. informatique 1-2	2 102	92,8	51 250	58 597	-14,3	35 942	42 929	-19,4
Techn. informatique 3	844	100,0	55 159	71 681	-30,0	40 442	60 418	-49,4
Technicien en loisir 1-2	469	95,1	48 519	57 691	-18,9	33 909	44 680	-31,8
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	69,2	48 086	73 547	-52,9	35 138	53 102	-51,1
Moyenne	...	85,8	50 422	59 831	-18,7	34 904	46 768	-34,0
Employés de bureau								
Magasinier 1	185	35,1	31 558	42 889	-35,9	29 422	32 164	-9,3 *
Magasinier 2	914	67,4	36 604	54 397	-48,6	32 006	43 822	-36,9
Op. duplicateur 1-2	86	65,2	35 524	49 847	-40,3	29 422	36 094	-22,7
Personnel soutien adm. 1	4 139	86,1	35 222	42 584	-20,9	30 857	32 382	-4,9 *
Personnel soutien adm. 2	8 998	87,2	38 439	47 579	-23,8	32 791	39 339	-20,0
Personnel soutien adm. 3	3 804	94,1	43 059	51 363	-19,3	36 883	45 852	-24,3
Personnel secrétariat 1	1 315	89,5	36 812	45 386	-23,3	31 815	35 211	-10,7
Personnel secrétariat 2	5 287	90,4	40 441	48 698	-20,4	36 179	37 428	-3,5 *
Préposé aux renseign. 2	612	94,4	42 808	52 123	-21,8	33 860	37 082	-9,5
Préposé aux renseign. 3	61	84,2	46 717	59 468	-27,3	37 238	39 601	-6,3 *
Préposé télécomm. 1-2	2	54,5	33 813	49 869	-47,5	31 523	36 128	-14,6
Téléphoniste-récept. 2	971	85,1	33 202	40 377	-21,6	30 758	32 441	-5,5 *
Acheteur 2	58	90,3	42 808	53 817	-25,7	36 836	38 572	-4,7
Moyenne	...	87,7	38 656	47 517	-22,9	33 585	38 334	-14,1

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
64,7	81,8	93,1	95,2	Professionnel communic. 1
66,5	84,9	90,1	96,8	Professionnel communic. 2
80,8	x	95,4	x	Professionnel communic. 3
60,8	63,6	92,8	89,6	Professionnel gest. fin. 1
70,0	79,4	91,0	93,8	Professionnel gest. fin. 2
84,7	88,8	96,2	96,8	Professionnel gest. fin. 3
62,2	76,8	92,5	94,3	Analyste proc. adm./inform. 1
66,1	87,0	90,3	96,1	Analyste proc. adm./inform. 2
88,4	91,9	97,2	98,0	Analyste proc. adm./inform. 3
66,9	55,0	95,8	90,4	Ingénieur 1
74,6 *	74,9 *	92,3	94,6	Ingénieur 2
95,5	90,9	98,2 *	98,6 *	Ingénieur 3
76,6	83,0	93,2	96,9	Professionnel sc. phys. 2
85,5	87,3	96,7	98,1	Professionnel sc. phys. 3
67,0	79,7	92,8 *	94,1 *	Avocat et notaire 1
68,4	82,3	88,8	94,0	Avocat et notaire 2
65,3	88,2	89,8	96,8	Biologiste 2
71,6	85,7	92,1	96,3	Moyenne
Techniciens				
87,0 *	87,4 *	95,7	97,9	Technicien en administration 1-2
93,5 *	87,2 *	99,5	98,1	Technicien en administration 3
84,6 *	83,4 *	95,0 *	96,0 *	Techn. documentation 1-2
86,4	82,5	95,7 *	95,6 *	Techn. laboratoire 1-2
93,1	99,3	98,0	99,9	Techn. laboratoire 3
76,6 *	83,6 *	92,2	97,1	Technicien en droit 1-2
78,9	88,7	94,0	96,1	Technicien génie 1-2
95,0	98,8	99,6 *	99,6 *	Technicien génie 3
79,3 *	76,5 *	93,8 *	93,7 *	Techn. informatique 1-2
90,3 *	91,4 *	97,4 *	98,6 *	Techn. informatique 3
86,1	76,5	95,8 *	94,7 *	Technicien en loisir 1-2
81,6 *	76,3 *	95,1 *	93,4 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2 *	85,1 *	95,4	96,7	Moyenne
Employés de bureau				
96,2	83,2	99,7	95,8	Magasinier 1
92,3 *	89,8 *	99,0 *	98,0 *	Magasinier 2
95,2 *	88,4 *	99,2 *	96,8 *	Op. duplicateur 1-2
94,9	84,3	99,4	96,2	Personnel soutien adm. 1
93,4	86,1	99,0	97,6	Personnel soutien adm. 2
86,2	91,5	98,0	99,1	Personnel soutien adm. 3
93,0	72,1	99,0	93,7	Personnel secrétariat 1
94,7	92,3	99,4	98,2	Personnel secrétariat 2
75,6	63,2	94,9	89,4	Préposé aux renseign. 2
92,1	98,8	98,4	99,6	Préposé aux renseign. 3
100,0	55,9	100,0	87,9	Préposé télécomm. 1-2
97,8 *	100,3 *	99,8 *	100,1 *	Téléphoniste-récept. 2
92,7 *	90,7 *	99,0	97,4	Acheteur 2
92,7	87,6	99,0	97,5	Moyenne

Annexe A-9

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	73	87,8	48 365	55 149	-14,0	38 857	42 983	-10,6
Professionnel communic. 2	697	95,0	72 666	70 003	3,7 *	51 133	53 059	-3,8 *
Professionnel communic. 3	106	89,8	81 471	99 679	-22,3	62 112	73 349	-18,1
Professionnel gest. fin. 1	31	70,0	47 064	50 012	-6,3 *	38 407	38 963	-1,4 *
Professionnel gest. fin. 2	471	77,1	70 714	73 389	-3,8 *	49 566	56 463	-13,9
Professionnel gest. fin. 3	12	86,2	77 782	100 596	-29,3	58 515	75 856	-29,6
Analyste proc. adm./inform. 1	300	96,0	49 566	61 332	-23,7	39 759	44 374	-11,6
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	67,8	73 417	80 576	-9,8	52 342	58 930	-12,6
Analyste proc. adm./inform. 3	905	82,4	80 733	102 144	-26,5	61 331	74 383	-21,3
Ingénieur 1	129	83,2	49 865	63 806	-28,0	43 496	48 338	-11,1
Ingénieur 2	415	83,2	79 737	87 179	-9,3	55 632	66 544	-19,6
Ingénieur 3	371	80,2	88 830	110 724	-24,6	53 776	84 727	-57,6
Professionnel sc. phys. 1	35	71,5	48 963	62 986	-28,6	39 065	49 881	-27,7
Professionnel sc. phys. 2	398	78,7	77 675	70 739	8,9 *	55 278	55 100	0,3 *
Professionnel sc. phys. 3	107	80,6	81 782	88 912	-8,7	63 036	71 166	-12,9
Avocat et notaire 1	49	70,0	66 616	71 434	-7,2	52 020	54 393	-4,6
Avocat et notaire 2	370	86,1	104 741	97 556	6,9	67 518	71 991	-6,6
Biologiste 2	118	85,1	74 056	70 439	4,9	52 250	55 280	-5,8
Moyenne	...	78,4	75 032	81 672	-8,8	53 625	61 108	-14,0
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 506	66,6	48 880	53 936	-10,3	32 602	40 286	-23,6
Technicien en administration 3	135	76,5	53 328	68 386	-28,2	49 438	53 708	-8,6
Techn. documentation 1-2	720	75,4	48 909	48 604	0,6 *	32 926	38 921	-18,2
Techn. laboratoire 1-2	1 918	53,9	55 011	52 214	5,1 *	37 717	40 416	-7,2 *
Techn. laboratoire 3	460	43,8	57 860	72 070	-24,6 *	41 104	52 957	-28,8 *
Technicien en droit 1-2	360	89,2	47 685	63 928	-34,1	31 796	50 093	-57,5
Technicien génie 1-2	1 286	74,6	48 693	69 508	-42,7	34 696	53 868	-55,3
Technicien génie 3	259	68,1	53 368	85 898	-61,0	49 630	67 106	-35,2
Techn. informatique 1-2	2 102	71,8	51 250	62 516	-22,0	35 942	44 091	-22,7
Techn. informatique 3	844	57,8	55 159	77 539	-40,6	40 442	50 361	-24,5
Technicien en loisir 1-2	469	100,0	48 519	61 342	-26,4	33 909	41 941	-23,7 *
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	69,8	48 086	72 345	-50,4	35 138	55 719	-58,6
Moyenne	...	68,0	50 424	59 369	-17,7	34 919	44 091	-26,3
Employés de bureau								
Magasinier 1	185	56,3	31 558	32 251	-2,2 *	29 422	25 177	14,4
Magasinier 2	914	37,6	36 604	44 985	-22,9	32 006	34 177	-6,8 *
Magasinier 3	33	44,9	44 755	63 139	-41,1	36 771	50 468	-37,3
Personnel soutien adm. 1	4 139	59,3	35 222	39 468	-12,1	30 857	29 716	3,7 *
Personnel soutien adm. 2	8 998	71,1	38 439	42 048	-9,4	32 791	31 796	3,0 *
Personnel soutien adm. 3	3 804	72,3	43 059	48 713	-13,1	36 883	36 636	0,7 *
Personnel secrétariat 1	1 315	70,3	36 812	42 999	-16,8	31 815	31 221	1,9 *
Personnel secrétariat 2	5 287	80,0	40 441	47 559	-17,6	36 179	36 634	-1,3 *
Préposé aux renseign. 2	612	61,0	42 808	38 929	9,1	33 860	29 290	13,5
Préposé aux renseign. 3	61	60,9	46 717	51 910	-11,1 *	37 238	41 472	-11,4 *
Préposé télécomm. 1-2	2	78,7	33 813	45 935	-35,9	31 523	36 527	-15,9 *
Téléphoniste-récept. 2	971	44,1	33 202	37 453	-12,8	30 758	28 536	7,2 *
Acheteur 2	58	48,4	42 808	54 758	-27,9	36 836	42 525	-15,4
Moyenne	...	67,7	38 656	43 585	-12,8	33 585	33 016	1,7 *

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
64,7	50,5	93,1	89,1	Professionnel communic. 1
66,5	58,5	90,1 *	89,9 *	Professionnel communic. 2
80,8 *	84,5 *	95,4 *	95,9 *	Professionnel communic. 3
60,8	71,5	92,8 *	93,7 *	Professionnel gest. fin. 1
70,0	75,4	91,0	94,3	Professionnel gest. fin. 2
84,7 *	78,2 *	96,2 *	94,6 *	Professionnel gest. fin. 3
62,2 *	64,9 *	92,5 *	90,3 *	Analyste proc. adm./inform. 1
66,1 *	69,6 *	90,3 *	91,8 *	Analyste proc. adm./inform. 2
88,4	63,8	97,2	90,2	Analyste proc. adm./inform. 3
66,9 *	70,1 *	95,8 *	92,7 *	Ingénieur 1
74,6 *	67,9 *	92,3 *	92,4 *	Ingénieur 2
95,5	80,5	98,2 *	95,4 *	Ingénieur 3
60,9 *	61,4 *	92,1 *	92,0 *	Professionnel sc. phys. 1
76,6 *	87,5 *	93,2	97,2	Professionnel sc. phys. 2
85,5 *	98,0 *	96,7 *	99,6 *	Professionnel sc. phys. 3
67,0	102,5	92,8	100,6	Avocat et notaire 1
68,4	86,9	88,8	96,6	Avocat et notaire 2
65,3	44,6	89,8 *	88,1 *	Biologiste 2
71,6 *	70,1 *	92,1 *	92,5 *	Moyenne
Techniciens				
87,0	68,2	95,7	91,9	Technicien en administration 1-2
93,5 *	78,6 *	99,5	95,4	Technicien en administration 3
84,6 *	69,9 *	95,0 *	94,0 *	Techn. documentation 1-2
86,4	74,0	95,7 *	94,1 *	Techn. laboratoire 1-2
93,1 *	79,7 *	98,0 *	94,6 *	Techn. laboratoire 3
76,6	65,3	92,2 *	92,5 *	Technicien en droit 1-2
78,9 *	78,3 *	94,0 *	95,1 *	Technicien génie 1-2
95,0 *	96,8 *	99,6 *	99,3 *	Technicien génie 3
79,3	61,1	93,8	88,7	Techn. informatique 1-2
90,3	60,5	97,4	86,2	Techn. informatique 3
86,1 *	102,8 *	95,8 *	100,9 *	Technicien en loisir 1-2
81,6	51,2	95,1 *	88,8 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2	69,9	95,4	92,3	Moyenne
Employés de bureau				
96,2 *	105,7 *	99,7 *	101,2 *	Magasinier 1
92,3 *	70,2 *	99,0 *	92,8 *	Magasinier 2
84,0	29,4	97,1	85,8	Magasinier 3
94,9 *	81,1 *	99,4	95,3	Personnel soutien adm. 1
93,4	72,8	99,0	93,4	Personnel soutien adm. 2
86,2 *	75,7 *	98,0	94,0	Personnel soutien adm. 3
93,0 *	80,6 *	99,0 *	94,7 *	Personnel secrétariat 1
94,7 *	96,6 *	99,4 *	99,2 *	Personnel secrétariat 2
75,6	65,2	94,9	91,4	Préposé aux renseign. 2
92,1	56,2	98,4	91,2	Préposé aux renseign. 3
100,0	38,1	100,0	87,3	Préposé télécomm. 1-2
97,8 *	79,6 *	99,8 *	95,1 *	Téléphoniste-récept. 2
92,7	68,2	99,0	92,9	Acheteur 2
92,7	80,3	99,0	95,2	Moyenne

Annexe A-10

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2013

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		%	\$	%	\$	%		
Professionnels								
Professionnel communic. 2	697	100,0	72 666	83 765	-15,3	51 133	64 791	-26,7
Professionnel gest. fin. 2	471	100,0	70 714	80 565	-13,9	49 566	61 942	-25,0
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	93,1	73 417	81 892	-11,5	52 342	59 063	-12,8
Ingénieur 2	415	90,4	79 737	92 034	-15,4	55 632	69 929	-25,7
Moyenne	...	92,7	75 558	86 841	-14,9	53 710	65 348	-21,7
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 506	66,5	48 880	57 511	-17,7	32 602	40 890	-25,4
Techn. laboratoire 1-2	1 918	12,3	55 011	67 736	-23,1 *	37 717	53 589	-42,1 *
Technicien en droit 1-2	360	100,0	47 685	70 359	-47,5	31 796	55 968	-76,0
Technicien génie 1-2	1 286	65,2	48 693	74 281	-52,6	34 696	48 332	-39,3
Technicien génie 3	259	92,3	53 368	80 348	-50,6	49 630	69 681	-40,4
Techn. informatique 1-2	2 102	93,3	51 250	59 200	-15,5	35 942	43 407	-20,8
Moyenne	...	64,9	50 420	64 145	-27,2	34 902	47 844	-37,1
Employés de bureau								
Magasinier 1	185	30,9	31 558	40 254	-27,6	29 422	29 497	-0,3 *
Magasinier 2	914	81,2	36 604	58 032	-58,5	32 006	46 579	-45,5
Personnel soutien adm. 1	4 139	69,7	35 222	46 162	-31,1	30 857	36 137	-17,1
Personnel soutien adm. 2	8 998	61,6	38 439	46 521	-21,0	32 791	33 463	-2,1 *
Personnel soutien adm. 3	3 804	66,9	43 059	44 517	-3,4 *	36 883	36 152	2,0
Personnel secrétariat 1	1 315	74,3	36 812	47 735	-29,7	31 815	35 722	-12,3 *
Personnel secrétariat 2	5 287	97,5	40 441	46 959	-16,1	36 179	35 573	1,7 *
Préposé aux renseign. 2	612	97,8	42 808	54 386	-27,0	33 860	36 999	-9,3
Téléphoniste-récept. 2	971	87,6	33 202	39 765	-19,8 *	30 758	30 984	-0,7 *
Acheteur 2	58	85,0	42 808	61 308	-43,2	36 836	36 997	-0,4 *
Moyenne	...	73,9	38 644	46 727	-20,9	33 567	35 250	-5,0 *

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
66,5 *	70,4 *	90,1	93,3	Professionnel communic. 2
70,0	83,5	91,0	96,2	Professionnel gest. fin. 2
66,1 *	71,7 *	90,3 *	92,1 *	Analyste proc. adm./inform. 2
74,6 *	66,0 *	92,3 *	91,8 *	Ingénieur 2
71,5 *	76,7 *	91,9	94,1	Moyenne
Techniciens				
87,0 *	85,4 *	95,7 *	95,8 *	Technicien en administration 1-2
86,4	97,6	95,7	99,5	Techn. laboratoire 1-2
76,6	112,0	92,2	102,5	Technicien en droit 1-2
78,9	84,8	94,0 *	94,7 *	Technicien génie 1-2
95,0	82,6	99,6	97,7	Technicien génie 3
79,3	69,9	93,8 *	92,0 *	Techn. informatique 1-2
85,2 *	84,3 *	95,4 *	96,0 *	Moyenne
Employés de bureau				
96,2	80,7	99,7	94,9	Magasinier 1
92,3 *	86,3 *	99,0	97,3	Magasinier 2
94,9	82,4	99,4	96,2	Personnel soutien adm. 1
93,4	82,9	99,0	95,2	Personnel soutien adm. 2
86,2 *	84,5 *	98,0	97,1	Personnel soutien adm. 3
93,0 *	78,5 *	99,0 *	94,6 *	Personnel secrétariat 1
94,7 *	98,6 *	99,4 *	99,7 *	Personnel secrétariat 2
75,6	55,4	94,9	85,7	Préposé aux renseign. 2
97,8 *	110,1 *	99,8 *	102,2 *	Téléphoniste-récept. 2
92,7 *	103,9 *	99,0 *	101,5 *	Acheteur 2
92,7	87,1	99,0	96,7	Moyenne

Annexe A-11

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
					Écarts			Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 2	697	94,8	72 666	68 504	5,7 *	51 133	52 627	-2,9 *
Professionnel communic. 3	106	87,0	81 471	99 538	-22,2	62 112	75 838	-22,1
Professionnel gest. fin. 2	471	75,9	70 714	72 766	-2,9 *	49 566	56 481	-14,0
Professionnel gest. fin. 3	12	85,2	77 782	100 640	-29,4	58 515	77 288	-32,1
Analyste proc. adm./inform. 1	300	95,7	49 566	61 366	-23,8	39 759	44 131	-11,0
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	65,8	73 417	80 173	-9,2	52 342	58 961	-12,6
Analyste proc. adm./inform. 3	905	81,8	80 733	102 424	-26,9	61 331	74 449	-21,4
Ingénieur 1	129	83,1	49 865	63 782	-27,9	43 496	48 317	-11,1
Ingénieur 2	415	83,0	79 737	87 103	-9,2	55 632	66 532	-19,6
Ingénieur 3	371	79,9	88 830	110 667	-24,6	53 776	84 902	-57,9
Avocat et notaire 1	49	53,5	66 616	74 527	-11,9	52 020	54 439	-4,6
Avocat et notaire 2	370	83,7	104 741	96 692	7,7	67 518	73 571	-9,0
Moyenne	...	76,8	75 032	81 186	-8,2	53 625	61 099	-13,9
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 506	63,5	48 880	53 224	-8,9	32 602	39 997	-22,7
Technicien en administration 3	135	72,7	53 328	69 028	-29,4	49 438	53 339	-7,9 *
Techn. documentation 1-2	720	66,5	48 909	45 842	6,3	32 926	36 833	-11,9
Techn. laboratoire 1-2	1 918	50,6	55 011	51 035	7,2 *	37 717	39 922	-5,8 *
Technicien en droit 1-2	360	88,7	47 685	64 372	-35,0	31 796	50 640	-59,3
Technicien génie 1-2	1 286	74,5	48 693	69 546	-42,8	34 696	53 886	-55,3
Technicien génie 3	259	67,6	53 368	86 262	-61,6	49 630	67 244	-35,5
Techn. informatique 1-2	2 102	70,9	51 250	62 596	-22,1	35 942	44 152	-22,8
Techn. informatique 3	844	57,7	55 159	77 668	-40,8	40 442	50 335	-24,5
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	68,9	48 086	72 693	-51,2	35 138	56 190	-59,9
Moyenne	...	65,7	50 424	58 789	-16,6	34 919	43 599	-24,9
Employés de bureau								
Magasinier 1	185	55,6	31 558	32 049	-1,6 *	29 422	24 929	15,3
Magasinier 2	914	38,4	36 604	45 044	-23,1	32 006	34 200	-6,9 *
Magasinier 3	33	44,1	44 755	62 813	-40,4	36 771	50 372	-37,0
Personnel soutien adm. 1	4 139	59,0	35 222	39 441	-12,0	30 857	29 667	3,9 *
Personnel soutien adm. 2	8 998	70,1	38 439	41 855	-8,9	32 791	31 603	3,6
Personnel soutien adm. 3	3 804	70,6	43 059	48 500	-12,6	36 883	36 112	2,1 *
Personnel secrétariat 1	1 315	67,9	36 812	42 992	-16,8	31 815	30 889	2,9 *
Personnel secrétariat 2	5 287	77,4	40 441	46 533	-15,1	36 179	36 006	0,5 *
Préposé aux renseign. 2	612	60,7	42 808	38 715	9,6	33 860	29 071	14,1
Préposé télécomm. 1-2	2	78,7	33 813	45 935	-35,9	31 523	36 527	-15,9 *
Téléphoniste-récept. 2	971	41,5	33 202	37 201	-12,0 *	30 758	28 103	8,6 *
Acheteur 2	58	48,4	42 808	54 758	-27,9	36 836	42 525	-15,4
Moyenne	...	66,3	38 656	43 269	-11,9	33 585	32 705	2,6

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
66,5	53,5	90,1 *	89,2 *	Professionnel communic. 2
80,8 *	83,1 *	95,4 *	96,0 *	Professionnel communic. 3
70,0	76,1	91,0	94,7	Professionnel gest. fin. 2
84,7 *	76,9 *	96,2 *	94,6 *	Professionnel gest. fin. 3
62,2 *	64,7 *	92,5 *	90,1 *	Analyste proc. adm./inform. 1
66,1 *	69,8 *	90,3 *	92,0 *	Analyste proc. adm./inform. 2
88,4	63,0	97,2	89,9	Analyste proc. adm./inform. 3
66,9 *	70,1 *	95,8 *	92,8 *	Ingénieur 1
74,6 *	67,6 *	92,3 *	92,4 *	Ingénieur 2
95,5	80,1	98,2 *	95,4 *	Ingénieur 3
67,0	132,1	92,8	108,7	Avocat et notaire 1
68,4	87,5	88,8	97,0	Avocat et notaire 2
71,6 *	69,5 *	92,1 *	92,5 *	Moyenne
Techniciens				
87,0	66,2	95,7	91,6	Technicien en administration 1-2
93,5 *	75,9 *	99,5	94,5	Technicien en administration 3
84,6	61,7	95,0 *	92,5 *	Techn. documentation 1-2
86,4 *	83,3 *	95,7 *	96,4 *	Techn. laboratoire 1-2
76,6	64,4	92,2 *	92,4 *	Technicien en droit 1-2
78,9 *	78,2 *	94,0 *	95,1 *	Technicien génie 1-2
95,0 *	97,0 *	99,6 *	99,3 *	Technicien génie 3
79,3	61,4	93,8	88,8	Techn. informatique 1-2
90,3	60,5	97,4	86,1	Techn. informatique 3
81,6	49,6	95,1 *	88,6 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2	70,1	95,4	92,5	Moyenne
Employés de bureau				
96,2 *	105,8 *	99,7 *	101,3 *	Magasinier 1
92,3 *	70,0 *	99,0 *	92,8 *	Magasinier 2
84,0	24,2	97,1	85,0	Magasinier 3
94,9 *	80,4 *	99,4	95,1	Personnel soutien adm. 1
93,4	71,9	99,0	93,1	Personnel soutien adm. 2
86,2 *	74,3 *	98,0	93,5	Personnel soutien adm. 3
93,0 *	79,6 *	99,0 *	94,3 *	Personnel secrétariat 1
94,7 *	98,5 *	99,4 *	99,7 *	Personnel secrétariat 2
75,6	64,8	94,9	91,2	Préposé aux renseign. 2
100,0	38,1	100,0	87,3	Préposé télécomm. 1-2
97,8 *	77,9 *	99,8 *	94,6 *	Téléphoniste-récept. 2
92,7	68,2	99,0	92,9	Acheteur 2
92,7	79,8	99,0	95,0	Moyenne

Annexe B-1

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2013

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,52	0,14	1,06	0,28	1,01	0,32	1,11	0,43	0,79	0,45	0,97	0,32
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60	11,65	6,60	11,32	6,60	11,21	6,60 *	7,89 *	6,60	16,06	6,60	10,92
Assurance-vie	0,08	0,22	0,03	0,23	0,03	0,24	0,03	0,20	0,03	0,26	0,04	0,23
Assurance maladie	0,12	1,66	0,10	1,79	0,17	1,91	0,21	1,80	0,16	1,64	0,15	1,81
Assurance-soins dentaires	0,00	1,01	0,00	0,91	0,00	0,94	0,00	0,62	0,00	0,74	0,00	0,87
Assurance-soins optiques	0,00	0,11	0,00	0,12	0,00	0,12	0,00	0,09	0,00	0,11	0,00	0,11
Assurance-salaire	1,69	0,71	2,95	0,94	3,75	1,00	4,80	0,90	3,32	1,35	3,38	0,95
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,86	0,10	0,92	0,19	0,96	0,36	0,47	0,26	0,87	0,18	0,84
Total partiel des assurances ¹	1,90	4,57	3,18	4,92	4,14	5,18	5,40	4,07	3,77	4,98	3,84	4,82
Compensation pour congés parentaux	0,37 *	0,36 *	0,38	0,38 *	0,20	0,42	0,06	0,13	0,02 *	0,03 *	0,23	0,33
Assurance parentale du Québec	0,70	0,64	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,76	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,39	3,05	4,56	4,06	4,56	4,49	4,54	4,42	4,62	4,01	4,41	4,16
Assurance-emploi	1,10	1,03	1,53	1,41	1,64 *	1,64 *	1,64	1,74	1,63	1,43	1,54	1,51
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,98	0,84	1,31	1,27 *	1,28 *	1,25 *	1,50	2,16	1,30	2,15	1,29	1,42
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,43	9,82	12,45	11,76	12,52	12,42	12,72	13,36	12,60 *	12,62 *	12,28	12,12
Total rémunération indirecte ¹	19,31	26,40	22,61	28,38	23,46	29,23	24,78 *	25,45 *	22,99	33,69	22,95	28,18
Total des avantages sociaux¹	19,83	26,55	23,67	28,67	24,47	29,54	25,89 *	25,88 *	23,78	34,14	23,92	28,50
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25	7,32	8,41	7,50	8,44	7,55	8,82	7,80	8,58 *	8,42 *	8,49	7,60
Congés fériés et mobiles	4,91 *	4,90 *	4,91 *	4,98 *	4,89	4,97	4,91	4,45	4,90 *	4,87 *	4,90 *	4,86 *
Congés de maladie utilisés	4,35	1,88	3,06	1,64	2,58	1,86	2,00	1,44	3,18	1,65	2,84	1,72
Congés parentaux	0,01	0,03	0,01	0,04	0,00	0,02	0,01	0,06	0,01 *	0,15 *	0,01	0,04
Congés sociaux	0,23	0,57	0,53	0,48	0,47 *	0,49 *	0,93	0,41	0,73	0,55	0,55	0,49
Total des heures chômées payées¹	17,75	14,69	16,92	14,65	16,39	14,89	16,67	14,16	17,39	15,64	16,80	14,71
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,59	41,24	40,59 *	43,31	40,87	44,43	42,56	40,04	41,17	49,78	40,72	43,21

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-2

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé, en 2013

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,52	0,10	1,06	0,20	1,01	0,21	1,11	0,31	0,86	0,25	0,97	0,21
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60 *	7,48 *	6,60 *	7,94	6,60 *	6,70 *	6,60 *	7,04 *	6,60	10,72	6,60 *	7,36 *
Assurance-vie	0,08	0,28	0,03	0,28	0,03	0,28	0,03	0,20	0,03	0,30	0,04	0,26
Assurance maladie	0,12	1,80	0,10	1,94	0,17	2,02	0,21	1,82	0,17	1,85	0,16	1,93
Assurance-soins dentaires	0,00	0,88	0,00	0,90	0,00	0,97	0,00	0,61	0,00	0,94	0,00	0,87
Assurance-soins optiques	0,00	0,16	0,00	0,17	0,00	0,18	0,00	0,11	0,00	0,18	0,00	0,16
Assurance-salaire	1,69	0,93	2,95	1,06	3,75	1,07	4,80	0,81	3,49	1,15	3,38	1,01
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,62	0,10	0,66	0,19	0,72	0,36 *	0,35 *	0,29	0,55	0,18	0,61
Total partiel des assurances ¹	1,90	4,66	3,18	5,02	4,14	5,24	5,40	3,91	3,98	4,97	3,85	4,85
Compensation pour congés parentaux	0,37	0,09	0,38	0,13	0,20	0,13	0,06	0,01	0,02	0,00	0,23	0,10
Assurance parentale du Québec	0,70	0,66	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,75	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,39	3,20	4,56	4,04	4,56	4,46	4,54	4,39	4,62	3,87	4,41	4,16
Assurance-emploi	1,10 *	1,07 *	1,53	1,41	1,64 *	1,65 *	1,64	1,76	1,63	1,39	1,54 *	1,53 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,98	0,86	1,31 *	1,39 *	1,28 *	1,31 *	1,50	2,27	1,33	2,31	1,30	1,50
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,43	10,05	12,45	11,86	12,52 *	12,46 *	12,72	13,47	12,63 *	12,58 *	12,28 *	12,20 *
Total rémunération indirecte ¹	19,31	22,28	22,61 *	24,95 *	23,46	24,53	24,78 *	24,42 *	23,22	28,27	22,96	24,51
Total des avantages sociaux¹	19,83	22,38	23,67 *	25,15 *	24,47 *	24,74 *	25,89 *	24,74 *	24,08	28,52	23,94 *	24,72 *
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25	6,85	8,41	7,30	8,44	7,09	8,82	7,86	8,60 *	8,35 *	8,49	7,32
Congés fériés et mobiles	4,91	4,69	4,91	4,68	4,89	4,60	4,91	4,30	4,90	4,68	4,90	4,58
Congés de maladie utilisés	4,35	0,94	3,06	0,94	2,58	0,95	2,00	1,18	2,59	0,88	2,81	0,99
Congés parentaux	0,01	0,03	0,01	0,06	0,00	0,03	0,01	0,07	0,01 *	0,22 *	0,01	0,06
Congés sociaux	0,23 *	0,20 *	0,53	0,24	0,47	0,20	0,93	0,29	0,77	0,33	0,56	0,24
Total des heures chômées payées¹	17,75	12,73	16,92	13,22	16,39	12,88	16,67	13,70	16,86	14,47	16,77	13,18
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,59	35,10	40,59	38,38	40,87	37,62	42,56	38,44	40,95 *	42,99 *	40,71	37,90

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-3

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « autre public », en 2013
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,52	0,25	1,06	0,42	1,01	0,52	1,11	0,66	0,79 *	0,63 *	0,97	0,49
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60	19,10	6,60	16,04	6,60	17,80	6,60	12,00	6,60	21,25	6,60	16,62
Assurance-vie	0,08	0,16	0,03	0,15	0,03	0,19	0,03	0,18	0,03	0,22	0,04	0,18
Assurance maladie	0,12	1,42	0,10	1,57	0,17	1,61	0,21	2,10	0,16	1,32	0,15	1,65
Assurance-soins dentaires	0,00	1,15	0,00	0,80	0,00	0,79	0,00	1,01	0,00	0,49	0,00	0,86
Assurance-soins optiques	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,05	0,00	0,02	0,00	0,03
Assurance-salaire	1,69	0,43	2,95	0,68	3,75	1,03	4,80	1,25	3,32	1,36	3,47	0,93
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,12	0,10	1,18	0,19	1,20	0,36	0,95	0,26	0,97	0,18	1,13
Total partiel des assurances ¹	1,90	4,32	3,19	4,42	4,14	4,85	5,40 *	5,54 *	3,77	4,37	3,84	4,78
Compensation pour congés parentaux	0,37	0,71	0,38	0,73	0,20	0,73	0,06	1,41	0,02	0,05	0,23	0,82
Assurance parentale du Québec	0,70	0,62	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,39	2,86	4,57	4,08	4,56	4,53	4,54 *	4,55 *	4,62	4,18	4,41	4,19
Assurance-emploi	1,10	0,97	1,53	1,40	1,64 *	1,64 *	1,64 *	1,64 *	1,63	1,46	1,54	1,49
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,98	0,83	1,31	1,11	1,28	1,24	1,50	1,13	1,30	1,71	1,29	1,16
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,43	9,54	12,45	11,61	12,52	12,45	12,72	12,36	12,60	12,40	12,28	11,86
Total rémunération indirecte ¹	19,31	33,67	22,61	32,81	23,46	35,83	24,78	31,32	22,99	38,07	22,95	34,09
Total des avantages sociaux¹	19,83	33,92	23,67	33,23	24,47	36,35	25,89	31,98	23,78	38,70	23,92	34,58
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25	8,08	8,41	8,10	8,44	8,30	8,82	8,33	8,58 *	8,52 *	8,49	8,24
Congés fériés et mobiles	4,91	5,22	4,91	5,44	4,89	5,51	4,91	5,20	4,90 *	4,98 *	4,90	5,37
Congés de maladie utilisés	4,35	3,33	3,05	2,75	2,58	2,92	2,00	2,80	3,18	2,49	2,84 *	2,89 *
Congés parentaux	0,01	0,02	0,01	0,02	0,00	0,01	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23	1,07	0,53	0,82	0,47	0,78	0,93	1,08	0,73 *	0,74 *	0,55	0,88
Total des heures chômées payées¹	17,75 *	17,73 *	16,91	17,12	16,39	17,53	16,67	17,42	17,39 *	16,76 *	16,80	17,39
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,59	51,65	40,59	50,35	40,87	53,88	42,56	49,40	41,17	55,46	40,72	51,97

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-4

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration municipale, en 2013
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,54	2,20	1,06	1,20	1,01 *	1,13 *	0,87	1,22	0,79 *	0,80 *	0,93	1,28
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60	23,61	6,60	25,94	6,60	22,11	6,59	16,59	6,60	22,92	6,60	22,90
Assurance-vie	0,08	0,32	0,03	0,18	0,03	0,19	0,03	0,19	0,03	0,10	0,04	0,20
Assurance maladie	0,12	1,57	0,10	0,94	0,17	1,35	0,16	1,87	0,16	0,94	0,14	1,29
Assurance-soins dentaires	0,00	0,76	0,00	0,16	0,00	0,24	0,00	0,43	0,00	0,15	0,00	0,30
Assurance-soins optiques	0,00	0,08	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,05	0,00	0,02	0,00	0,03
Assurance-salaire	1,70	1,36	2,95	1,65	3,75	1,77	4,83	1,52	3,32	1,47	3,33	1,64
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,02	0,10	1,17	0,19	1,11	0,42	1,13	0,26	1,34	0,17	1,13
Total partiel des assurances ¹	1,92	5,10	3,19	4,11	4,14	4,68	5,44 *	5,19 *	3,77 *	4,03 *	3,67	4,59
Compensation pour congés parentaux	0,38	0,12	0,38	0,26	0,20	0,26	0,04 *	0,07 *	0,02 *	0,03 *	0,24	0,21
Assurance parentale du Québec	0,71	0,66	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,43	3,06	4,57	4,09	4,56	4,52	4,53	4,59	4,62	4,25	4,41	4,20
Assurance-emploi	1,11	0,99	1,53	1,49	1,64 *	1,66 *	1,64 *	1,62 *	1,63	1,59	1,54 *	1,52 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,98	1,98	1,31	2,01	1,28	2,04	1,24	1,96	1,30	1,99	1,25	2,01
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,50	10,95	12,45	12,63	12,52	13,27	12,45	13,22	12,60	12,87	12,23	12,75
Total rémunération indirecte ¹	19,39	39,78	22,62	42,94	23,46	40,31	24,53	35,07	22,99	39,84	22,75	40,45
Total des avantages sociaux¹	19,93	41,98	23,67	44,15	24,47	41,44	25,40	36,29	23,78	40,64	23,68	41,73
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25	8,59	8,41	8,57	8,44	8,91	8,56	8,92	8,58 *	8,50 *	8,43	8,75
Congés fériés et mobiles	4,91	7,04	4,91	6,45	4,89	6,11	4,83	5,75	4,90	5,51	4,90	6,26
Congés de maladie utilisés	4,30	1,28	3,05	1,98	2,58	1,90	1,85 *	1,90 *	3,18	2,00	2,91	1,84
Congés parentaux	0,01	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,01 *	0,01 *	0,01	0,00	0,01	0,00
Congés sociaux	0,23	0,31	0,53	0,37	0,47	0,40	0,74	0,64	0,73 *	0,68 *	0,50	0,42
Total des heures chômées payées¹	17,71	17,23	16,91	17,37	16,39	17,31	15,98	17,21	17,39	16,68	16,74	17,27
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,64	59,21	40,59	61,51	40,87	58,75	41,38	53,50	41,17	57,32	40,42	59,00

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-5

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2013 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,53	0,25	1,02	0,55	1,02	0,62	1,10	0,77	0,86	0,63	0,96	0,58
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60	26,39	6,60	17,67	6,60	20,30	6,60	15,33	6,60	22,84	6,60	19,65
Assurance-vie	0,08	0,29	0,03	0,28	0,03	0,34	0,03	0,33	0,03	0,36	0,04	0,32
Assurance maladie	0,12	1,23	0,10	1,67	0,17	1,74	0,21	2,12	0,17	1,81	0,15	1,73
Assurance-soins dentaires	0,12	0,39	0,00	0,58	0,00	0,67	0,00	0,95	0,00	0,78	0,00	0,67
Assurance-soins optiques	0,00	0,01	0,00	0,02	0,00	0,03	0,00	0,04	0,00	0,04	0,00	0,03
Assurance-salaire	1,69	0,73	2,91	0,99	3,75	1,45	4,80	1,72	3,49	1,43	3,47	1,30
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,25	0,10	0,31	0,19	0,34	0,36	0,27	0,29	0,44	0,18	0,31
Total partiel des assurances ¹	1,90	2,90	3,15	3,85	4,14	4,56	5,40 *	5,44 *	3,98	4,86	3,84	4,36
Compensation pour congés parentaux	0,37	0,34	0,38 *	0,38 *	0,20	0,43	0,06	0,43	0,02	0,05	0,23	0,39
Assurance parentale du Québec	0,70	0,61	0,78	0,76	0,78 *	0,78 *	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,37	2,81	4,56	3,95	4,56	4,43	4,54	4,50	4,62	4,04	4,41	4,10
Assurance-emploi	1,09	0,92	1,53	1,31	1,64	1,53	1,64	1,60	1,63	1,34	1,54	1,40
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,98	0,86	1,30	1,15	1,28 *	1,28 *	1,49	1,29	1,33	1,66	1,29	1,21
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,40	9,47	12,43	11,43	12,53	12,28	12,71	12,42	12,63	12,09	12,27	11,73
Total rémunération indirecte ¹	19,27	39,10	22,56	33,33	23,47	37,58	24,77	33,62	23,22	39,84	22,94	36,13
Total des avantages sociaux¹	19,80	39,35	23,59	33,89	24,48	38,19	25,87	34,39	24,08	40,47	23,90	36,71
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25 *	8,27 *	8,40	8,22	8,45	8,65	8,81 *	8,68 *	8,60	9,24	8,49 *	8,53 *
Congés fériés et mobiles	4,91	5,04	4,91 *	4,93 *	4,89 *	4,87 *	4,91 *	4,85 *	4,90	4,46	4,90 *	4,88 *
Congés de maladie utilisés	4,34	3,22	3,12 *	3,18 *	2,57	3,70	2,00	2,24	2,59 *	2,92 *	2,82	3,20
Congés parentaux	0,01	0,03	0,01	0,03	0,00	0,02	0,01	0,03	0,01	0,04	0,01	0,03
Congés sociaux	0,23	0,53	0,52 *	0,49 *	0,47	0,56	0,92 *	0,89 *	0,77 *	0,73 *	0,55	0,61
Total des heures chômées payées¹	17,75	17,09	16,96 *	16,84 *	16,38	17,80	16,65 *	16,71 *	16,86 *	17,39 *	16,77	17,25
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,54	56,43	40,54	50,73	40,87	55,99	42,52	51,10	40,95	57,86	40,67	53,97

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-6

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur universitaire, en 2013

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,55	0,00	1,06	0,12	1,02	0,14	1,18	0,40	0,87	0,10	0,98	0,14
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60	9,16	6,60	9,73	6,60	9,68	6,60	9,87	6,60	11,82	6,60	9,74
Assurance-vie	0,08	0,23	0,03	0,23	0,03	0,21	0,03	0,32	0,03	0,18	0,04	0,23
Assurance maladie	0,12	1,31	0,10	1,53	0,17	1,52	0,23	1,84	0,17	1,39	0,15	1,53
Assurance-soins dentaires	0,00	0,33	0,00	0,18	0,00	0,18	0,00	0,27	0,00	0,08	0,00	0,21
Assurance-soins optiques	0,00	0,03	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,02
Assurance-salaire	1,71	0,42	2,95	0,34	3,75	0,36	4,79	0,90	3,49	0,59	3,38	0,44
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,41	0,10	1,01	0,19	1,02	0,33	2,30	0,28	1,49	0,17	1,12
Total partiel des assurances ¹	1,92	2,74	3,19 *	3,31 *	4,15	3,31	5,39 *	5,65 *	3,97 *	3,73 *	3,74	3,55
Compensation pour congés parentaux	0,38 *	0,41 *	0,38	0,42	0,20	0,49	0,06	0,09	0,02	0,05	0,24	0,39
Assurance parentale du Québec	0,70	0,67	0,78 *	0,78 *	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78 *	0,78 *	0,77	0,77
Régime de rentes du Québec	3,36	3,16	4,57	4,37	4,56	4,59	4,53	4,55	4,62	4,56	4,40	4,33
Assurance-emploi	1,09	1,02	1,53	1,43	1,64	1,60	1,64	1,63	1,63	1,48	1,53	1,48
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,99	0,54	1,31	0,63	1,28	0,62	1,57	0,60	1,34	0,63	1,29	0,61
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,40	9,65	12,45	11,48	12,53	11,85	12,78	11,82	12,63	11,71	12,26	11,45
Total rémunération indirecte ¹	19,29	21,96	22,62	24,94	23,47	25,33	24,83	27,43	23,22	27,31	22,84	25,13
Total des avantages sociaux¹	19,84	21,96	23,67	25,06	24,48	25,47	26,01	27,83	24,09	27,41	23,82	25,28
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25	9,01	8,41	8,68	8,44	8,66	8,90	8,38	8,61 *	8,81 *	8,48	8,69
Congés fériés et mobiles	4,91	5,64	4,91	5,61	4,89	5,58	4,94	5,69	4,90	5,58	4,91	5,61
Congés de maladie utilisés	4,30	1,13	3,05	1,22	2,57	1,28	2,06	1,57	2,67	1,40	2,87	1,29
Congés parentaux	0,01	0,02	0,01	0,02	0,00	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23	0,28	0,53	0,31	0,47	0,27	0,97	0,18	0,77	0,41	0,53	0,27
Total des heures chômées payées¹	17,70	16,09	16,91	15,83	16,38	15,81	16,88	15,84	16,96	16,23	16,79	15,87
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,54	38,05	40,59 *	40,89 *	40,87 *	41,27 *	42,88	43,66	41,05	43,63	40,61	41,15

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-7

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2013
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,52	0,00	1,02	0,00	1,02	0,00	1,10	0,00	0,78	0,00	0,95	0,00
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60	12,49	6,61	11,39	6,60	10,93	6,60	10,94	6,60	11,40	6,60	11,27
Assurance-vie	0,08	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,04	0,00
Assurance maladie	0,12	1,55	0,10	2,00	0,17	2,13	0,21	2,45	0,16	2,45	0,16	2,09
Assurance-soins dentaires	0,00	1,96	0,00	1,96	0,00	1,96	0,00	1,96	0,00	1,96	0,00	1,96
Assurance-soins optiques	0,00	0,04	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,07	0,00	0,07	0,00	0,06
Assurance-salaire	1,69	0,00	2,92	0,00	3,72	0,00	4,82	0,00	3,38	0,00	3,42	0,00
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,97	0,09	1,97	0,20	1,97	0,36	1,97	0,27	1,97	0,18	1,97
Total partiel des assurances ²	1,90	5,52	3,14	5,98	4,12	6,12	5,42	6,44	3,84	6,44	3,85	6,08
Compensation pour congés parentaux	0,37	1,14	0,44	1,78	0,20	1,81	0,07	4,18	0,02	0,22	0,24	2,13
Assurance parentale du Québec	0,70	0,63	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,39	2,86	4,59	4,12	4,57	4,60	4,53	4,57	4,62	4,10	4,39	4,22
Assurance-emploi	1,10	1,01	1,54	1,45	1,64	1,72	1,64	1,74	1,63	1,46	1,54	1,56
Assurance maladie du Québec	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26
CSST	0,98	0,70	1,32	0,70	1,28	0,70	1,49	0,70	1,29	0,70	1,29	0,70
Total partiel des régimes étatiques ²	10,43	9,45	12,50	11,30	12,52	12,06	12,70	12,05	12,59	11,30	12,25	11,49
Total rémunération indirecte ²	19,31	28,59	22,69	30,44	23,44	30,92	24,79	33,61	23,04	29,36	22,94	30,98
Total des avantages sociaux²	19,83	28,59	23,71	30,44	24,45	30,92	25,89	33,61	23,82	29,36	23,89	30,98
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25	7,63	8,41	7,39	8,44	7,32	8,81	7,35	8,56	7,35	8,49	7,39
Congés fériés et mobiles	4,91	4,98	4,91	4,98	4,89	4,98	4,91	4,98	4,90	4,98	4,90	4,98
Congés de maladie utilisés	4,35	4,13	3,31	4,15	2,48	4,15	1,98	4,24	3,11	4,24	2,84	4,17
Congés parentaux	0,01	0,02	0,01	0,02	0,00	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23	1,71	0,51	1,72	0,48	1,72	0,92	1,75	0,72	1,75	0,55	1,72
Total des heures chômées payées²	17,75	18,47	17,15	18,26	16,30	18,19	16,63	18,34	17,29	18,34	16,79	18,28
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées²	37,59	47,06	40,86	48,70	40,75	49,11	42,52	51,95	41,12	47,70	40,68	49,26

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

Annexe B-8

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2013

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,52	0,28	1,06	0,41	1,01	0,48	1,11	0,47	0,79	0,45	0,97	0,43
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60	19,21	6,60	16,22	6,60	16,25	6,60	9,14	6,60	17,48	6,60	15,33
Assurance-vie	0,08	0,17	0,03	0,22	0,03	0,24	0,03	0,22	0,03	0,27	0,04	0,22
Assurance maladie	0,12	1,52	0,10	1,82	0,17	1,82	0,21	1,90	0,16	1,69	0,15	1,79
Assurance-soins dentaires	0,00	1,23	0,00	0,98	0,00	0,92	0,00	0,59	0,00	0,76	0,00	0,90
Assurance-soins optiques	0,00	0,04	0,00	0,08	0,00	0,08	0,00	0,10	0,00	0,10	0,00	0,08
Assurance-salaire	1,69	0,49	2,95	0,34	3,75	1,14	4,80	1,11	3,32	1,41	3,38	1,03
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,21	0,10	1,21	0,19	1,12	0,36 *	0,46 *	0,26	0,84	0,18	1,01
Total partiel des assurances ¹	1,90	4,67	3,19	5,29	4,14	5,32	5,40	4,37	3,77	5,08	3,84	5,04
Compensation pour congés parentaux	0,37	0,70	0,38	0,60	0,20	0,62	0,06	0,24	0,02	0,03	0,23	0,52
Assurance parentale du Québec	0,70	0,62	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,76	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,39	2,85	4,57	3,99	4,56	4,50	4,54	4,41	4,62	3,97	4,41	4,12
Assurance-emploi	1,10	0,97	1,53	1,38	1,64	1,62	1,64	1,69	1,63	1,41	1,54	1,48
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,98	0,83	1,31	1,18	1,28 *	1,29 *	1,50	2,07	1,30	2,09	1,29	1,39
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,43	9,53	12,45	11,57	12,52 *	12,45 *	12,72	13,21	12,60 *	12,49 *	12,28	12,01
Total rémunération indirecte ¹	19,31	34,11	22,61	33,68	23,46	34,63	24,78	26,96	22,99	35,08	22,95	32,91
Total des avantages sociaux¹	19,83	34,39	23,67	34,09	24,47	35,11	25,89	27,43	23,78	35,53	23,92	33,34
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25	8,01	8,41 *	8,14 *	8,44	8,23	8,82 *	8,48 *	8,58 *	8,69 *	8,49	8,25
Congés fériés et mobiles	4,91	5,26	4,91	5,25	4,89	5,39	4,91	4,73	4,90 *	4,89 *	4,90	5,19
Congés de maladie utilisés	4,35	3,30	3,05	2,32	2,58 *	2,63 *	2,00	1,68	3,18	1,76	2,84	2,41
Congés parentaux	0,01	0,02	0,01	0,07	0,00	0,02	0,01	0,07	0,01 *	0,17 *	0,01	0,05
Congés sociaux	0,23	1,11	0,53	0,75	0,47	0,71	0,93	0,55	0,73	0,59	0,55	0,73
Total des heures chômées payées¹	17,75 *	17,69 *	16,91	16,53	16,39	16,98	16,67	15,51	17,39	16,10	16,80 *	16,63 *
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,59	52,08	40,59	50,62	40,87	52,09	42,56 *	42,94 *	41,17	51,63	40,72	49,97

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-9

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2013 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,52	0,10	1,06	0,17	1,01	0,18	1,11	0,36	0,83	0,43	0,97	0,22
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60	7,68	6,60	6,41 *	6,60	5,90	6,60	3,82	6,60	4,10	6,60	5,77
Assurance-vie	0,08	0,26	0,03	0,24	0,03	0,25	0,03	0,14	0,03	0,19	0,04	0,23
Assurance maladie	0,12	1,73	0,10	1,82	0,17	1,90	0,21	1,55	0,17	1,46	0,15	1,77
Assurance-soins dentaires	0,00	0,83	0,00	0,82	0,00	0,90	0,00	0,72	0,00	0,74	0,00	0,83
Assurance-soins optiques	0,00	0,15	0,00	0,16	0,00	0,16	0,00	0,12	0,00	0,21	0,00	0,15
Assurance-salaire	1,69	0,86	2,95	0,92	3,75	0,91	4,80	0,47	3,44	0,85	3,48	0,82
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,59	0,10	0,61	0,19	0,71	0,36 *	0,52 *	0,28	0,86	0,18	0,64
Total partiel des assurances ¹	1,90	4,41	3,18	4,58	4,14	4,82	5,40	3,52	3,91 *	4,31 *	3,85	4,44
Compensation pour congés parentaux	0,37	0,12	0,38	0,13	0,20	0,14	0,06	0,02	0,02 *	0,02 *	0,23	0,11
Assurance parentale du Québec	0,70	0,66	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,39	3,19	4,56	4,09	4,56	4,49	4,54	4,44	4,62	4,35	4,41	4,21
Assurance-emploi	1,10 *	1,06 *	1,53	1,43	1,64 *	1,68 *	1,64	1,83	1,64 *	1,63 *	1,54 *	1,56 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,98	0,87	1,31 *	1,38 *	1,28 *	1,25 *	1,50	1,99	1,32	2,58	1,29	1,44
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,43	10,04	12,45	11,91	12,52 *	12,46 *	12,72	13,30	12,61	13,60	12,28 *	12,23 *
Total rémunération indirecte ¹	19,31	22,25	22,61	23,03 *	23,46 *	23,32 *	24,78	20,66	23,14 *	22,03 *	22,96 *	22,55 *
Total des avantages sociaux¹	19,83	22,34	23,67	23,20 *	24,47	23,51	25,89	21,02	23,97	22,46	23,93	22,76
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25	6,92	8,41	6,95	8,44	6,86	8,82	6,21	8,58	6,69	8,49	6,76
Congés fériés et mobiles	4,91	4,67	4,91	4,68	4,89	4,54	4,91	3,99	4,90	4,66	4,90	4,49
Congés de maladie utilisés	4,35	1,02	3,06	0,94	2,58	0,94	2,00	1,16	2,78	0,74	2,82	0,98
Congés parentaux	0,01	0,03	0,01	0,03	0,00	0,02	0,01	0,01	0,01	0,02	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23 *	0,20 *	0,53	0,19	0,47	0,17	0,93	0,10	0,75	0,16	0,56	0,17
Total des heures chômées payées¹	17,75	12,85	16,92	12,78	16,39	12,53	16,67	11,47	17,02	12,26	16,78	12,42
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,59	35,20	40,59	35,98	40,87	36,04	42,56	32,50	40,99	34,73	40,71	35,18

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-10

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2013
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,50 *	0,60 *	1,06	0,39	1,02	0,33	1,11	0,35	0,86	0,27	0,98	0,37
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60	19,11	6,60	16,22	6,60	11,35	6,60 *	8,49 *	6,60	12,72	6,60	12,91
Assurance-vie	0,08	0,45	0,03	0,38	0,03	0,38	0,03	0,23	0,03	0,32	0,04	0,35
Assurance maladie	0,12	2,56	0,10	2,29	0,17	2,43	0,21	1,98	0,17	1,95	0,16	2,29
Assurance-soins dentaires	0,00	1,09	0,00	1,09	0,00	1,21	0,00	0,55	0,00	1,01	0,00	1,03
Assurance-soins optiques	0,00	0,15	0,00	0,17	0,00	0,22	0,00	0,13	0,00	0,17	0,00	0,18
Assurance-salaire	1,68	1,24	2,95	0,34	3,75	1,67	4,80	1,10	3,49	1,26	3,38	1,45
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,02	0,10	0,88	0,19	0,69	0,36 *	0,31 *	0,29	0,52	0,19	0,69
Total partiel des assurances ¹	1,89	6,50	3,19	6,30	4,15	6,60	5,40	4,29	3,98	5,23	3,90	6,00
Compensation pour congés parentaux	0,38	0,13	0,38	0,20	0,20 *	0,17 *	0,06	0,01	0,02	0,00	0,23	0,13
Assurance parentale du Québec	0,70	0,62	0,78	0,75	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,74	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,37	2,90	4,57	3,84	4,56	4,39	4,54	4,36	4,62	3,76	4,43	4,06
Assurance-emploi	1,09	0,99	1,53	1,32	1,64	1,55	1,64	1,70	1,63	1,34	1,55	1,45
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,97	0,63	1,31 *	1,34 *	1,28 *	1,49 *	1,50	2,25	1,33	2,26	1,30	1,55
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,39	9,40	12,45	11,50	12,52 *	12,48 *	12,72	13,35	12,63 *	12,36 *	12,32	12,07
Total rémunération indirecte ¹	19,26	35,13	22,61	34,22	23,47	30,60	24,78 *	26,14 *	23,22	30,32	23,05	31,11
Total des avantages sociaux¹	19,76	35,73	23,67	34,61	24,48	30,92	25,89 *	26,48 *	24,08	30,59	24,03	31,48
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25 *	8,18 *	8,41 *	8,67 *	8,44 *	8,22 *	8,82 *	8,78 *	8,60 *	8,85 *	8,50 *	8,47 *
Congés fériés et mobiles	4,91	5,50	4,91 *	4,96 *	4,89 *	5,05 *	4,91	4,58	4,90	4,71	4,90 *	4,97 *
Congés de maladie utilisés	4,36	0,79	3,05	1,20	2,57	1,24	2,00	1,34	2,59	0,96	2,77	1,19
Congés parentaux	0,01 *	0,02 *	0,01	0,17	0,00	0,05	0,01	0,09	0,01 *	0,27 *	0,01	0,10
Congés sociaux	0,22	0,36	0,53	0,39	0,47	0,35	0,93	0,40	0,77	0,38	0,56	0,37
Total des heures chômées payées¹	17,76	14,85	16,91	15,38	16,38	14,92	16,67	15,19	16,86	15,17	16,74	15,09
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,52	50,58	40,59	50,00	40,86	45,84	42,56 *	41,68 *	40,95	45,76	40,77	46,57

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-11

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2013 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,52	0,06	1,06	0,15	1,01	0,16	1,11	0,27	0,85	0,21	0,97	0,17
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,60 *	6,67 *	6,60	5,64	6,60	5,39	6,60	3,19	6,59	2,86	6,60	5,08
Assurance-vie	0,08	0,26	0,03	0,24	0,03	0,25	0,03	0,15	0,03	0,21	0,04	0,23
Assurance maladie	0,12	1,75	0,10	1,83	0,17	1,89	0,21	1,47	0,17	1,38	0,16	1,76
Assurance-soins dentaires	0,00	0,87	0,00	0,86	0,00	0,91	0,00	0,75	0,00	0,73	0,00	0,85
Assurance-soins optiques	0,00	0,16	0,00	0,17	0,00	0,16	0,00	0,13	0,00	0,21	0,00	0,16
Assurance-salaire	1,69	0,90	2,95	0,92	3,75	0,90	4,80	0,41	3,49	0,73	3,48	0,80
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,59	0,10	0,60	0,19	0,71	0,36 *	0,41 *	0,29	0,73	0,18	0,61
Total partiel des assurances ¹	1,90	4,53	3,18	4,62	4,14	4,83	5,40	3,32	3,98 *	4,00 *	3,85	4,41
Compensation pour congés parentaux	0,37	0,09	0,38	0,10	0,20	0,12	0,06	0,01	0,02	0,00	0,23	0,08
Assurance parentale du Québec	0,70	0,66	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,39	3,21	4,56	4,10	4,56	4,49	4,54	4,43	4,62	4,35	4,41	4,22
Assurance-emploi	1,10 *	1,07 *	1,53	1,44	1,64 *	1,68 *	1,64	1,84	1,64 *	1,65 *	1,54 *	1,57 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,98	0,86	1,31 *	1,41 *	1,28 *	1,26 *	1,50	2,03	1,33	2,60	1,30	1,45
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,43	10,07	12,45	11,97	12,52 *	12,48 *	12,72	13,35	12,62	13,64	12,28 *	12,26 *
Total rémunération indirecte ¹	19,31	21,37	22,61	22,33 *	23,46 *	22,82 *	24,78	19,86	23,22	20,51	22,96	21,84
Total des avantages sociaux¹	19,83	21,43	23,67	22,48	24,47	22,97	25,89	20,13	24,07	20,72	23,94	22,01
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25	6,75	8,41	6,84	8,44	6,75	8,82	5,99	8,59	6,40	8,49	6,61
Congés fériés et mobiles	4,91	4,60	4,91	4,60	4,89	4,49	4,91	3,89	4,90	4,48	4,90	4,42
Congés de maladie utilisés	4,35	0,94	3,06	0,88	2,58	0,89	2,00	1,13	2,59	0,70	2,81	0,93
Congés parentaux	0,01	0,04	0,01	0,03	0,00	0,02	0,01	0,01	0,01	0,02	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23 *	0,20 *	0,53	0,18	0,47	0,16	0,93	0,08	0,76	0,11	0,56	0,15
Total des heures chômées payées¹	17,75	12,52	16,92	12,53	16,39	12,31	16,67	11,11	16,84	11,72	16,77	12,13
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,59	33,95	40,59	35,01	40,87	35,29	42,56	31,23	40,91	32,44	40,70	34,14

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	73	45 012	53 581	-19,0	285	351	45 297	53 933	-19,1	9 949	16 803
Professionnel communic. 2	697	65 458	67 959	-3,8 *	458	94	65 915	68 053	-3,2 *	13 158	18 306
Professionnel communic. 3	106	77 745	92 790	-19,4	93	116	77 839	92 906	-19,4	14 286	28 336
Professionnel gest. fin. 1	31	43 667	48 720	-11,6	504	4	44 171	48 724	-10,3	10 000	11 322
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	69 432	-7,9	977	97	65 338	69 529	-6,4	13 625	16 047
Professionnel gest. fin. 3	12	74 827	96 009	-28,3	90	125	74 917	96 134	-28,3	13 793	29 377
Analyste proc. adm./inform. 1	300	45 859	59 133	-28,9	141	71	46 001	59 204	-28,7	9 647	16 375
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	72 923	-10,0	362	90	66 626	73 013	-9,6	12 939	18 989
Analyste proc. adm./inform. 3	905	78 480	93 306	-18,9	176	62	78 656	93 368	-18,7	14 315	23 263
Ingénieur 1	129	47 753	58 426	-22,3	57	13	47 811	58 439	-22,2	9 769	14 356
Ingénieur 2	415	73 607	82 206	-11,7	112	71	73 718	82 277	-11,6	13 535	23 665
Ingénieur 3	371	87 241	107 578	-23,3	105	50	87 345	107 628	-23,2	15 306	29 070
Professionnel sc. phys. 1	35	45 095	55 912	-24,0	434	45	45 530	55 957	-22,9	10 118	13 832
Professionnel sc. phys. 2	398	72 428	72 014	0,6 *	995	135	73 422	72 149	1,7 *	14 327	17 774
Professionnel sc. phys. 3	107	79 071	92 795	-17,4	95	237	79 166	93 031	-17,5	14 332	19 968
Avocat et notaire 1	49	61 807	78 091	-26,3	117	88	61 923	78 178	-26,3	12 203	22 233
Avocat et notaire 2	370	92 980	96 212	-3,5 *	604	296	93 584	96 508	-3,1 *	16 848	28 091
Avocat et notaire 3	239	121 169	119 247	1,6	145	385	121 314	119 632	1,4 *	20 136	38 897
Biologiste 1	25	44 996	47 812	-6,3	54	101	45 050	47 914	-6,4	9 392	8 982
Biologiste 2	118	66 483	71 038	-6,9	80	146	66 563	71 184	-6,9	12 659	19 370
Biologiste 3	40	78 486	97 682	-24,5	94	214	78 580	97 896	-24,6	14 158	31 914
Moyenne	...	70 517	78 124	-10,8	359	113	70 875	78 237	-10,4	13 494	20 765
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	51 337	-9,8	462	106	47 221	51 443	-8,9	10 679	14 459
Technicien en administration 3	135	53 075	61 703	-16,3	58	129	53 134	61 832	-16,4	11 345	14 443
Techn. documentation 1-2	720	46 441	48 641	-4,7	330	318	46 771	48 960	-4,7	10 486	16 024
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	50 859	3,4 *	963	130	53 629	50 989	4,9 *	12 089	14 110
Techn. laboratoire 3	460	56 709	57 457	-1,3 *	1 039	266	57 748	57 723	0,0 *	12 714	13 764
Technicien en droit 1-2	360	43 970	58 726	-33,6	48	203	44 018	58 929	-33,9	9 606	17 509
Technicien en droit 3	16	52 948	79 755	-50,6	58	0	53 006	79 755	-50,5	11 314	14 823
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	67 004	-46,3	315	193	46 107	67 197	-45,7	10 117	21 311
Technicien génie 3	259	53 180	81 193	-52,7	58	30	53 239	81 223	-52,6	11 190	26 622
Techn. informatique 1-2	2 102	48 085	52 489	-9,2	378	80	48 463	52 569	-8,5	10 638	13 083
Techn. informatique 3	844	53 726	64 065	-19,2	619	76	54 345	64 141	-18,0	11 699	13 430
Technicien en loisir 1-2	469	46 489	55 446	-19,3	573	708	47 062	56 154	-19,3	10 724	24 389
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	45 710	64 935	-42,1	873	198	46 583	65 133	-39,8	10 863	17 503
Moyenne	...	48 134	54 785	-13,8	515	154	48 649	54 939	-12,9	10 881	15 560
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	14	31 796	36 251	-14,0 *	13	85	31 809	36 335	-14,2 *	7 052	9 294
Magasinier 1	230	32 684	43 199	-32,2	320	77	33 004	43 276	-31,1	7 680	12 692
Magasinier 2	914	36 248	50 198	-38,5	448	333	36 696	50 531	-37,7	8 571	16 978
Magasinier 3	33	43 476	48 492	-11,5 *	231	98	43 707	48 590	-11,2 *	9 713	11 614
Op. duplicateur 1-2	86	35 232	48 925	-38,9	224	40	35 456	48 965	-38,1	8 281	15 988
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	37 610	-7,6	518	200	35 486	37 810	-6,5	8 505	11 711
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	42 311	-11,2	438	78	38 502	42 388	-10,1	8 977	12 642
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	49 368	-17,0	532	83	42 739	49 451	-15,7	9 844	13 807
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	41 557	-14,0	194	179	36 654	41 736	-13,9	8 405	11 239
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	46 613	-15,9	145	190	40 360	46 803	-16,0	9 113	13 564
Préposé aux renseign. 2	612	40 627	41 146	-1,3 *	41	194	40 668	41 341	-1,7 *	9 146	11 889
Préposé aux renseign. 3	61	45 964	53 638	-16,7 *	46	155	46 010	53 793	-16,9 *	10 360	14 730
Téléphoniste-récept. 2	971	33 149	35 030	-5,7 *	518	80	33 667	35 109	-4,3 *	8 182	8 393
Acheteur 2	58	42 374	50 823	-19,9	237	137	42 611	50 960	-19,6	9 541	13 118
Moyenne	...	38 253	43 403	-13,5	381	136	38 635	43 539	-12,7	8 963	12 683

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
55 246	70 736	-28,0	1 506,6	1 643,5	-9,1	36,67	43,04	-17,4	Professionnel communic. 1
79 073	86 359	-9,2 *	1 513,4	1 602,0	-5,9	52,25	53,91	-3,2 *	Professionnel communic. 2
92 125	121 242	-31,6	1 484,8	1 602,6	-7,9	62,04	75,65	-21,9	Professionnel communic. 3
54 171	60 046	-10,8	1 520,3	1 744,3	-14,7	35,63	34,42	3,4 *	Professionnel gest. fin. 1
78 963	85 576	-8,4	1 542,5	1 700,2	-10,2	51,19	50,33	1,7 *	Professionnel gest. fin. 2
88 710	125 511	-41,5	1 484,8	1 614,1	-8,7	59,74	77,76	-30,2	Professionnel gest. fin. 3
55 648	75 579	-35,8	1 492,1	1 629,9	-9,2	37,30	46,37	-24,3	Analyste proc. adm./inform. 1
79 566	92 003	-15,6	1 503,9	1 662,6	-10,6	52,91	55,34	-4,6 *	Analyste proc. adm./inform. 2
92 971	116 631	-25,4	1 488,7	1 647,9	-10,7	62,45	70,78	-13,3	Analyste proc. adm./inform. 3
57 580	72 796	-26,4	1 484,8	1 775,2	-19,6	38,78	41,01	-5,7	Ingénieur 1
87 254	105 942	-21,4	1 489,6	1 722,6	-15,6	58,57	61,50	-5,0	Ingénieur 2
102 651	136 698	-33,2	1 484,8	1 699,4	-14,4	69,13	80,44	-16,4	Ingénieur 3
55 648	69 788	-25,4	1 514,3	1 789,6	-18,2	36,75	39,00	-6,1 *	Professionnel sc. phys. 1
87 750	89 922	-2,5 *	1 527,5	1 674,5	-9,6	57,45	53,70	6,5	Professionnel sc. phys. 2
93 497	113 000	-20,9	1 484,8	1 648,9	-11,0	62,97	68,53	-8,8	Professionnel sc. phys. 3
74 127	100 411	-35,5	1 487,6	1 605,2	-7,9	49,83	62,55	-25,5	Avocat et notaire 1
110 431	124 599	-12,8	1 503,3	1 623,3	-8,0	73,46	76,76	-4,5	Avocat et notaire 2
141 450	158 529	-12,1	1 484,8	1 600,5	-7,8	95,26	99,05	-4,0 *	Avocat et notaire 3
54 442	56 896	-4,5	1 484,8	1 731,4	-16,6	36,67	32,86	10,4	Biologiste 1
79 221	90 554	-14,3	1 484,8	1 619,3	-9,1	53,35	55,92	-4,8 *	Biologiste 2
92 738	129 810	-40,0	1 484,8	1 578,6	-6,3	62,46	82,23	-31,7	Biologiste 3
84 369	99 002	-17,3	1 501,8	1 656,9	-10,3	56,21	59,85	-6,5	Moyenne
Techniciens									
57 900	65 901	-13,8	1 510,5	1 648,2	-9,1	38,33	39,98	-4,3	Technicien en administration 1-2
64 478	76 275	-18,3	1 473,1	1 672,2	-13,5	43,77	45,61	-4,2 *	Technicien en administration 3
57 257	64 984	-13,5	1 535,5	1 522,9	0,8 *	37,29	42,67	-14,4	Techn. documentation 1-2
65 717	65 099	0,9 *	1 532,5	1 680,5	-9,7	42,88	38,74	9,7	Techn. laboratoire 1-2
70 462	71 487	-1,5 *	1 532,9	1 649,9	-7,6	45,97	43,33	5,7 *	Techn. laboratoire 3
53 624	76 438	-42,5	1 473,1	1 598,4	-8,5	36,40	47,82	-31,4	Technicien en droit 1-2
64 321	94 579	-47,0	1 473,1	1 579,7	-7,2	43,66	59,87	-37,1	Technicien en droit 3
56 224	88 508	-57,4	1 525,5	1 721,2	-12,8	36,86	51,42	-39,5	Technicien génie 1-2
64 429	107 845	-67,4	1 473,1	1 631,2	-10,7	43,74	66,11	-51,2	Technicien génie 3
59 101	65 652	-11,1	1 520,0	1 693,6	-11,4	38,88	38,77	0,3 *	Techn. informatique 1-2
66 044	77 572	-17,5	1 535,3	1 723,8	-12,3	43,02	45,00	-4,6 *	Techn. informatique 3
57 786	80 543	-39,4	1 543,2	1 548,2	-0,3 *	37,45	52,02	-38,9	Technicien en loisir 1-2
57 446	82 636	-43,9	1 535,8	1 751,0	-14,0	37,40	47,19	-26,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
59 530	70 499	-18,4	1 518,6	1 660,1	-9,3	39,20	42,47	-8,4	Moyenne
Employés de bureau									
38 861	45 630	-17,4 *	1 476,6	1 611,1	-9,1	26,32	28,32	-7,6 *	Préposé photocopie 2
40 684	55 968	-37,6	1 547,5	1 760,4	-13,8	26,29	31,79	-20,9	Magasinier 1
45 267	67 508	-49,1	1 538,7	1 702,7	-10,7	29,42	39,65	-34,8	Magasinier 2
53 420	60 204	-12,7 *	1 554,8	1 819,5	-17,0	34,36	33,09	3,7 *	Magasinier 3
43 738	64 953	-48,5	1 541,5	1 634,5	-6,0	28,37	39,74	-40,1	Op. duplicateur 1-2
43 991	49 522	-12,6	1 533,5	1 655,6	-8,0	28,69	29,91	-4,3 *	Personnel soutien adm. 1
47 480	55 031	-15,9	1 527,7	1 639,2	-7,3	31,08	33,57	-8,0	Personnel soutien adm. 2
52 583	63 258	-20,3	1 535,5	1 620,6	-5,5	34,24	39,03	-14,0	Personnel soutien adm. 3
45 059	52 975	-17,6	1 548,5	1 581,9	-2,2	29,10	33,49	-15,1	Personnel secrétariat 1
49 473	60 367	-22,0	1 515,6	1 604,8	-5,9	32,64	37,62	-15,2	Personnel secrétariat 2
49 814	53 230	-6,9	1 469,2	1 689,4	-15,0	33,90	31,51	7,1	Préposé aux renseign. 2
56 370	68 523	-21,6 *	1 469,2	1 598,0	-8,8	38,37	42,88	-11,8 *	Préposé aux renseign. 3
41 849	43 503	-4,0 *	1 531,8	1 700,6	-11,0	27,32	25,58	6,4 *	Téléphoniste-récept. 2
52 152	64 078	-22,9	1 553,6	1 717,0	-10,5	33,57	37,32	-11,2	Acheteur 2
47 598	56 222	-18,1	1 528,4	1 639,0	-7,2	31,15	34,34	-10,3	Moyenne

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	622	36 089	28 434	21,2	472	25	36 561	28 459	22,2	9 031	5 919
Concierge	2 184	37 671	47 034	-24,9	223	150	37 894	47 184	-24,5	9 142	17 310
Cuisinier 1	11	39 873	32 001	19,7	235	93	40 108	32 094	20,0	9 607	6 167
Cuisinier 2	934	41 713	40 005	4,1 *	518	179	42 231	40 184	4,8 *	10 095	9 409
Cuisinier 3	23	43 371	47 670	-9,9	184	95	43 555	47 765	-9,7	9 696	11 641
Gardien 2	307	34 163	32 964	3,5	363	201	34 527	33 166	3,9	8 330	5 372
Journalier/préposé terr. 2	1 441	34 130	42 838	-25,5	241	358	34 371	43 196	-25,7	8 264	13 466
Préposé cuisine/café. 2	2 457	35 859	27 187	24,2	464	68	36 323	27 255	25,0	8 976	5 992
Préposé entretien lourd 2	1 056	33 363	31 846	4,5 *	437	143	33 800	31 989	5,4 *	8 466	5 731
Ouvrier entret. mainten. 2	413	37 676	49 881	-32,4	493	146	38 169	50 028	-31,1	9 323	15 615
Préposé entretien léger 2	3 536	35 021	31 049	11,3	457	168	35 478	31 217	12,0	8 808	6 671
Moyenne	...	36 050	35 938	0,3 *	399	159	36 449	36 096	1,0 *	8 929	9 590
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	126	36 660	45 639	-24,5	384	66	37 044	45 704	-23,4	8 908	15 209
Conducteur véh. lourds 2	265	39 876	47 312	-18,7	214	131	40 090	47 444	-18,3	9 020	10 925
Électricien entretien 2	343	45 996	64 618	-40,5	359	129	46 355	64 747	-39,7	10 548	25 482
Électricien entretien 3	78	48 224	64 653	-34,1	573	53	48 797	64 706	-32,6	11 281	20 883
Mécanicien véh. motor. 1	21	42 746	47 228	-10,5 *	181	293	42 927	47 521	-10,7 *	9 445	13 614
Mécanicien véh. motor. 2	88	45 373	58 319	-28,5	105	328	45 478	58 647	-29,0	9 689	18 595
Mécanicien entret. Millwright 2	245	45 438	58 998	-29,8	590	64	46 028	59 061	-28,3	10 877	19 979
Menuisier entretien 2	308	43 839	52 494	-19,7	483	667	44 322	53 161	-19,9	10 413	17 996
Ouvrier de voirie 2	108	37 045	47 107	-27,2	48	399	37 093	47 506	-28,1	7 664	19 549
Ouvrier cert. entretien 2	914	43 354	59 080	-36,3	339	304	43 694	59 384	-35,9	10 063	19 377
Peintre entretien 2	122	40 237	53 402	-32,7	396	423	40 633	53 825	-32,5	9 621	16 694
Machiniste 2	46	45 373	52 881	-16,5	396	130	45 769	53 011	-15,8	10 592	12 270
Conducteur d'équip. lourds 2	45	41 713	52 193	-25,1	54	407	41 767	52 601	-25,9	8 651	21 736
Moyenne	...	43 708	56 023	-28,2	347	248	44 055	56 271	-27,7	10 047	18 960
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 622	49 834	-11,7	413	147	45 035	49 981	-11,0	10 055	14 156

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
45 592	34 378	24,6	1 674,9	1 861,4	-11,1	27,22	18,47	32,2	Préposé buanderie 2
47 035	64 494	-37,1	1 715,1	1 718,1	-0,2 *	27,42	37,54	-36,9	Concierge
49 715	38 261	23,0	1 715,2	1 807,4	-5,4 *	28,99	21,17	27,0	Cuisinier 1
52 326	49 593	5,2 *	1 671,4	1 739,9	-4,1	31,31	28,50	9,0 *	Cuisinier 2
53 251	59 405	-11,6	1 657,2	1 762,8	-6,4	32,13	33,70	-4,9 *	Cuisinier 3
42 857	38 538	10,1	1 676,1	1 872,7	-11,7	25,57	20,58	19,5	Gardien 2
42 635	56 662	-32,9	1 706,6	1 725,3	-1,1	24,98	32,84	-31,5	Journalier/préposé terr. 2
45 299	33 248	26,6	1 674,2	1 831,5	-9,4	27,06	18,15	32,9	Préposé cuisine/café. 2
42 266	37 720	10,8	1 674,9	1 677,8	-0,2 *	25,24	22,48	10,9	Préposé entretien lourd 2
47 492	65 643	-38,2	1 674,6	1 741,9	-4,0	28,36	37,68	-32,9	Ouvrier entret. mainten. 2
44 287	37 888	14,4	1 675,1	1 696,0	-1,2 *	26,44	22,34	15,5	Préposé entretien léger 2
45 378	45 686	-0,7 *	1 684,6	1 744,0	-3,5	26,94	26,30	2,4 *	Moyenne
Ouvriers									
45 952	60 913	-32,6	1 680,9	1 763,0	-4,9	27,34	34,55	-26,4	Conducteur véh. légers 2
49 110	58 369	-18,9	1 640,9	2 019,3	-23,1	29,93	28,91	3,4 *	Conducteur véh. lourds 2
56 904	90 229	-58,6	1 696,0	1 737,4	-2,4	33,55	51,93	-54,8	Électricien entretien 2
60 079	85 589	-42,5	1 664,0	1 711,0	-2,8	36,11	50,02	-38,5	Électricien entretien 3
52 372	61 134	-16,7 *	1 642,2	1 856,4	-13,0	31,89	32,93	-3,3 *	Mécanicien véh. motor. 1
55 167	77 242	-40,0	1 614,0	1 775,4	-10,0	34,18	43,51	-27,3	Mécanicien véh. motor. 2
56 905	79 040	-38,9	1 675,6	1 761,4	-5,1	33,96	44,87	-32,1	Mécanicien entret. Millwright 2
54 734	71 157	-30,0	1 685,1	1 733,7	-2,9	32,48	41,04	-26,4	Menuisier entretien 2
44 758	67 055	-49,8	1 568,8	1 676,1	-6,8	28,53	40,01	-40,2	Ouvrier de voirie 2
53 757	78 761	-46,5	1 702,7	1 702,8	0,0 *	31,57	46,25	-46,5	Ouvrier cert. entretien 2
50 254	70 519	-40,3	1 693,2	1 714,6	-1,3	29,68	41,13	-38,6	Peintre entretien 2
56 361	65 281	-15,8 *	1 699,4	1 784,5	-5,0	33,17	36,58	-10,3 *	Machiniste 2
50 418	74 337	-47,4	1 568,8	1 637,3	-4,4	32,14	45,40	-41,3	Conducteur d'équip. lourds 2
54 102	75 231	-39,1	1 670,3	1 742,8	-4,3	32,40	43,48	-34,2	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
55 091	64 137	-16,4	1 559,7	1 671,8	-7,2	35,55	38,52	-8,3	Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	73	45 012	47 832	-6,3	285	6	45 297	47 838	-5,6	9 949	12 405
Professionnel communic. 2	697	65 458	62 454	4,6 *	458	87	65 915	62 541	5,1 *	13 158	14 745
Professionnel communic. 3	106	77 745	97 591	-25,5	93	251	77 839	97 842	-25,7	14 286	28 680
Professionnel gest. fin. 1	31	43 667	46 734	-7,0 *	504	3	44 171	46 737	-5,8 *	10 000	10 043
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	68 188	-5,9	977	30	65 338	68 218	-4,4	13 625	14 194
Professionnel gest. fin. 3	12	74 827	97 627	-30,5	90	147	74 917	97 774	-30,5	13 793	23 418
Analyste proc. adm./inform. 1	300	45 859	55 492	-21,0	141	4	46 001	55 495	-20,6	9 647	13 964
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	70 120	-5,8	362	30	66 626	70 150	-5,3	12 939	15 080
Analyste proc. adm./inform. 3	905	78 480	93 218	-18,8	176	51	78 656	93 269	-18,6	14 315	19 327
Ingénieur 1	129	47 753	58 209	-21,9	57	12	47 811	58 221	-21,8	9 769	14 154
Ingénieur 2	415	73 607	80 091	-8,8	112	5	73 718	80 096	-8,7	13 535	20 109
Ingénieur 3	371	87 241	107 013	-22,7	105	24	87 345	107 037	-22,5	15 306	24 870
Professionnel sc. phys. 1	35	45 095	54 861	-21,7	434	51	45 530	54 911	-20,6	10 118	13 412
Professionnel sc. phys. 2	398	72 428	66 062	8,8	995	197	73 422	66 259	9,8	14 327	13 544
Professionnel sc. phys. 3	107	79 071	89 260	-12,9	95	362	79 166	89 622	-13,2	14 332	15 383
Avocat et notaire 1	49	61 807	70 194	-13,6	117	422	61 923	70 616	-14,0	12 203	21 839
Avocat et notaire 2	370	92 980	88 471	4,8 *	604	42	93 584	88 513	5,4 *	16 848	26 822
Avocat et notaire 3	239	121 169	118 462	2,2 *	145	739	121 314	119 201	1,7 *	20 136	34 844
Biologiste 1	25	44 996	46 879	-4,2	54	65	45 050	46 944	-4,2	9 392	8 158
Biologiste 2	118	66 483	57 399	13,7	80	76	66 563	57 475	13,7	12 659	10 768
Moyenne	...	70 517	74 521	-5,7	359	79	70 875	74 601	-5,3	13 494	16 747
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	49 024	-4,8	462	76	47 221	49 100	-4,0 *	10 679	12 145
Technicien en administration 3	135	53 075	62 007	-16,8	58	38	53 134	62 046	-16,8	11 345	12 771
Techn. documentation 1-2	720	46 441	47 435	-2,1 *	330	184	46 771	47 619	-1,8 *	10 486	15 178
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	49 906	5,2 *	963	125	53 629	50 031	6,7 *	12 089	13 276
Techn. laboratoire 3	460	56 709	51 937	8,4 *	1 039	402	57 748	52 339	9,4 *	12 714	9 905
Technicien en droit 1-2	360	43 970	61 287	-39,4	48	142	44 018	61 429	-39,6	9 606	15 623
Technicien en droit 3	16	52 948	79 755	-50,6	58	0	53 006	79 755	-50,5	11 314	14 823
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	66 937	-46,2	315	163	46 107	67 100	-45,5	10 117	19 525
Technicien génie 3	259	53 180	83 743	-57,5	58	39	53 239	83 782	-57,4	11 190	18 922
Techn. informatique 1-2	2 102	48 085	51 994	-8,1	378	40	48 463	52 034	-7,4	10 638	12 304
Techn. informatique 3	844	53 726	64 487	-20,0	619	76	54 345	64 563	-18,8	11 699	13 375
Technicien en loisir 1-2	469	46 489	60 198	-29,5 *	573	339	47 062	60 538	-28,6 *	10 724	11 849
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	45 710	65 041	-42,3	873	49	46 583	65 090	-39,7	10 863	17 485
Moyenne	...	48 132	53 728	-11,6	515	108	48 648	53 835	-10,7	10 881	13 390
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	14	31 796	35 747	-12,4 *	13	69	31 809	35 816	-12,6 *	7 052	9 082
Magasinier 1	230	32 684	42 519	-30,1	320	34	33 004	42 552	-28,9	7 680	12 306
Magasinier 2	914	36 248	50 262	-38,7	448	447	36 696	50 710	-38,2	8 571	15 479
Magasinier 3	33	43 476	47 155	-8,5 *	231	100	43 707	47 254	-8,1 *	9 713	11 094
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	36 724	-5,0 *	518	92	35 486	36 816	-3,7 *	8 505	9 126
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	39 630	-4,1	438	64	38 502	39 694	-3,1 *	8 977	10 145
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	45 252	-7,2	532	89	42 739	45 341	-6,1 *	9 844	9 487
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	40 457	-11,0	194	93	36 654	40 550	-10,6	8 405	9 774
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	45 324	-12,7	145	70	40 360	45 394	-12,5	9 113	11 033
Préposé aux renseign. 2	612	40 627	40 109	1,3 *	41	127	40 668	40 235	1,1 *	9 146	10 076
Préposé aux renseign. 3	61	45 964	54 492	-18,6 *	46	42	46 010	54 533	-18,5 *	10 360	14 474
Téléphoniste-récept. 2	971	33 149	33 859	-2,1 *	518	53	33 667	33 912	-0,7 *	8 182	7 585
Acheteur 2	58	42 374	51 196	-20,8	237	97	42 611	51 293	-20,4	9 541	12 628
Moyenne	...	38 253	41 424	-8,3	381	87	38 635	41 511	-7,4	8 963	10 158

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
55 246	60 243	-9,0	1 506,6	1 697,1	-12,6	36,67	35,50	3,2 *	Professionnels
79 073	77 286	2,3 *	1 513,4	1 632,5	-7,9	52,25	47,34	9,4	Professionnel communic. 1
92 125	126 522	-37,3	1 484,8	1 642,8	-10,6	62,04	77,02	-24,1	Professionnel communic. 2
54 171	56 780	-4,8 *	1 520,3	1 771,9	-16,5	35,63	32,05	10,1	Professionnel communic. 3
78 963	82 413	-4,4	1 542,5	1 732,4	-12,3	51,19	47,57	7,1	Professionnel gest. fin. 1
88 710	121 192	-36,6	1 484,8	1 665,8	-12,2	59,74	72,75	-21,8	Professionnel gest. fin. 2
55 648	69 459	-24,8	1 492,1	1 663,9	-11,5	37,30	41,75	-11,9	Professionnel gest. fin. 3
79 566	85 231	-7,1	1 503,9	1 715,9	-14,1	52,91	49,67	6,1	Analyste proc. adm./inform. 1
92 971	112 596	-21,1	1 488,7	1 689,3	-13,5	62,45	66,65	-6,7	Analyste proc. adm./inform. 2
57 580	72 376	-25,7	1 484,8	1 780,9	-19,9	38,78	40,64	-4,8	Analyste proc. adm./inform. 3
87 254	100 205	-14,8	1 489,6	1 776,3	-19,2	58,57	56,41	3,7	Ingénieur 1
102 651	131 907	-28,5	1 484,8	1 746,1	-17,6	69,13	75,54	-9,3	Ingénieur 2
55 648	68 324	-22,8	1 514,3	1 819,5	-20,2	36,75	37,55	-2,2 *	Ingénieur 3
87 750	79 803	9,1	1 527,5	1 737,9	-13,8	57,45	45,92	20,1	Professionnel sc. phys. 1
93 497	105 005	-12,3	1 484,8	1 685,0	-13,5	62,97	62,32	1,0 *	Professionnel sc. phys. 2
74 127	92 455	-24,7	1 487,6	1 685,1	-13,3	49,83	54,87	-10,1 *	Professionnel sc. phys. 3
110 431	115 334	-4,4	1 503,3	1 696,9	-12,9	73,46	67,97	7,5	Avocat et notaire 1
141 450	154 045	-8,9	1 484,8	1 636,5	-10,2	95,26	94,13	1,2 *	Avocat et notaire 2
54 442	55 103	-1,2 *	1 484,8	1 741,3	-17,3	36,67	31,64	13,7	Avocat et notaire 3
79 221	68 243	13,9	1 484,8	1 751,9	-18,0	53,35	38,95	27,0	Biologiste 1
84 369	91 348	-8,3	1 501,8	1 711,0	-13,9	56,21	53,47	4,9	Biologiste 2
									Moyenne
57 900	61 245	-5,8	1 510,5	1 705,5	-12,9	38,33	35,91	6,3	Techniciens
64 478	74 816	-16,0	1 473,1	1 729,0	-17,4	43,77	43,27	1,1 *	Technicien en administration 1-2
57 257	62 798	-9,7 *	1 535,5	1 571,7	-2,4 *	37,29	39,95	-7,2 *	Technicien en administration 3
65 717	63 308	3,7 *	1 532,5	1 729,5	-12,9	42,88	36,60	14,6	Techn. documentation 1-2
70 462	62 244	11,7 *	1 532,9	1 706,3	-11,3	45,97	36,48	20,6 *	Techn. laboratoire 1-2
53 624	77 053	-43,7	1 473,1	1 658,6	-12,6	36,40	46,46	-27,6	Techn. laboratoire 3
64 321	94 579	-47,0	1 473,1	1 579,7	-7,2	43,66	59,87	-37,1	Technicien en droit 1-2
56 224	86 625	-54,1	1 525,5	1 767,2	-15,8	36,86	49,02	-33,0	Technicien en droit 3
64 429	102 704	-59,4	1 473,1	1 743,4	-18,4	43,74	58,91	-34,7	Technicien génie 1-2
59 101	64 338	-8,9	1 520,0	1 726,6	-13,6	38,88	37,26	4,2 *	Technicien génie 3
66 044	77 938	-18,0	1 535,3	1 740,0	-13,3	43,02	44,79	-4,1 *	Techn. informatique 1-2
57 786	72 387	-25,3 *	1 543,2	1 641,6	-6,4 *	37,45	44,10	-17,8 *	Techn. informatique 3
57 446	82 574	-43,7	1 535,8	1 804,2	-17,5	37,40	45,77	-22,4	Technicien en loisir 1-2
59 528	67 225	-12,9	1 518,6	1 712,4	-12,8	39,20	39,23	-0,1 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
									Moyenne
38 861	44 898	-15,5 *	1 476,6	1 629,3	-10,3	26,32	27,56	-4,7 *	Employés de bureau
40 684	54 858	-34,8	1 547,5	1 786,7	-15,5	26,29	30,70	-16,8	Préposé photocopie 2
45 267	66 188	-46,2	1 538,7	1 774,6	-15,3	29,42	37,30	-26,8 *	Magasinier 1
53 420	58 348	-9,2 *	1 554,8	1 835,4	-18,0	34,36	31,79	7,5 *	Magasinier 2
43 991	45 942	-4,4 *	1 533,5	1 724,0	-12,4	28,69	26,65	7,1	Magasinier 3
47 480	49 839	-5,0	1 527,7	1 704,3	-11,6	31,08	29,24	5,9	Personnel soutien adm. 1
52 583	54 828	-4,3 *	1 535,5	1 708,0	-11,2	34,24	32,10	6,3 *	Personnel soutien adm. 2
45 059	50 324	-11,7	1 548,5	1 705,8	-10,2	29,10	29,50	-1,4 *	Personnel soutien adm. 3
49 473	56 427	-14,1	1 515,6	1 673,6	-10,4	32,64	33,72	-3,3 *	Personnel secrétariat 1
49 814	50 312	-1,0 *	1 469,2	1 724,5	-17,4	33,90	29,18	13,9	Personnel secrétariat 2
56 370	69 007	-22,4 *	1 469,2	1 644,6	-11,9	38,37	41,96	-9,4 *	Préposé aux renseign. 2
41 849	41 498	0,8 *	1 531,8	1 739,5	-13,6	27,32	23,86	12,7	Préposé aux renseign. 3
52 152	63 921	-22,6	1 553,6	1 775,3	-14,3	33,57	36,00	-7,3 *	Téléphoniste-récept. 2
47 598	51 670	-8,6	1 528,4	1 708,8	-11,8	31,15	30,25	2,9 *	Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ. \$	
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts		
		\$		%	\$		\$		%		
Employés de service											
Préposé buanderie 2	622	36 089	28 027	22,3	472	25	36 561	28 052	23,3	9 031	5 740
Concierge	2 184	37 671	47 161	-25,2	223	13	37 894	47 174	-24,5	9 142	17 668
Cuisinier 1	11	39 873	31 041	22,1	235	94	40 108	31 135	22,4	9 607	5 620
Cuisinier 2	934	41 713	38 281	8,2 *	518	155	42 231	38 436	9,0 *	10 095	8 483
Cuisinier 3	23	43 371	44 028	-1,5 *	184	47	43 555	44 075	-1,2 *	9 696	9 759
Gardien 2	307	34 163	32 433	5,1	363	197	34 527	32 629	5,5	8 330	4 980
Journalier/préposé terr. 2	1 441	34 130	38 175	-11,9	241	122	34 371	38 296	-11,4	8 264	10 032
Préposé cuisine/cafét. 2	2 457	35 859	26 607	25,8	464	67	36 323	26 675	26,6	8 976	5 652
Préposé entretien lourd 2	1 056	33 363	30 969	7,2	437	135	33 800	31 103	8,0	8 466	5 100
Ouvrier entret. mainten. 2	413	37 676	49 539	-31,5 *	493	90	38 169	49 629	-30,0 *	9 323	15 335
Préposé entretien léger 2	3 536	35 021	30 565	12,7	457	158	35 478	30 723	13,4	8 808	6 395
Moyenne	...	36 050	34 971	3,0 *	399	102	36 449	35 073	3,8 *	8 929	8 990
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	126	36 660	42 994	-17,3	384	64	37 044	43 058	-16,2	8 908	11 744
Conducteur véh. lourds 2	265	39 876	47 079	-18,1	214	105	40 090	47 184	-17,7	9 020	10 400
Électricien entretien 2	343	45 996	66 691	-45,0	359	62	46 355	66 753	-44,0	10 548	24 914
Électricien entretien 3	78	48 224	67 582	-40,1	573	68	48 797	67 650	-38,6	11 281	22 649
Mécanicien véh. motor. 1	21	42 746	44 390	-3,8 *	181	167	42 927	44 557	-3,8 *	9 445	11 402
Mécanicien véh. motor. 2	88	45 373	58 654	-29,3	105	90	45 478	58 744	-29,2	9 689	15 649
Mécanicien entret. Millwright 2	245	45 438	59 033	-29,9	590	63	46 028	59 096	-28,4	10 877	19 848
Menuisier entretien 2	308	43 839	49 403	-12,7 *	483	485	44 322	49 889	-12,6 *	10 413	13 702
Ouvrier cert. entretien 2	914	43 354	60 126	-38,7	339	108	43 694	60 234	-37,9	10 063	14 946
Machiniste 2	46	45 373	56 170	-23,8	396	177	45 769	56 347	-23,1	10 592	14 386
Conducteur d'équip. lourds 2	45	41 713	53 424	-28,1	54	93	41 767	53 516	-28,1	8 651	15 372
Moyenne	...	43 797	57 084	-30,3	378	136	44 176	57 219	-29,5	10 170	16 286
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 631	48 180	-8,0	415	96	45 046	48 277	-7,2	10 061	11 862

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
45 592	33 792	25,9	1 674,9	1 864,0	-11,3	27,22	18,13	33,4	Employés de service
47 035	64 842	-37,9	1 715,1	1 726,3	-0,6 *	27,42	37,56	-37,0	Préposé buanderie 2
49 715	36 755	26,1	1 715,2	1 815,3	-5,8	28,99	20,25	30,1	Concierger
52 326	46 919	10,3 *	1 671,4	1 771,8	-6,0	31,31	26,48	15,4	Cuisinier 1
53 251	53 834	-1,1 *	1 657,2	1 816,6	-9,6	32,13	29,63	7,8 *	Cuisinier 2
42 857	37 610	12,2	1 676,1	1 879,1	-12,1	25,57	20,01	21,7	Cuisinier 3
42 635	48 328	-13,4 *	1 706,6	1 759,0	-3,1	24,98	27,48	-10,0 *	Gardien 2
45 299	32 327	28,6	1 674,2	1 837,7	-9,8	27,06	17,59	35,0	Journalier/préposé terr. 2
42 266	36 203	14,3	1 674,9	1 679,3	-0,3 *	25,24	21,56	14,6	Préposé cuisine/café. 2
47 492	64 964	-36,8 *	1 674,6	1 771,7	-5,8	28,36	36,67	-29,3 *	Préposé entretien lourd 2
44 287	37 118	16,2	1 675,1	1 708,4	-2,0 *	26,44	21,73	17,8	Ouvrier entret. mainten. 2
45 378	44 063	2,9 *	1 684,6	1 757,8	-4,3	26,94	25,15	6,6 *	Préposé entretien léger 2
45 952	54 801	-19,3	1 680,9	1 824,4	-8,5	27,34	30,04	-9,9	Moyenne
49 110	57 584	-17,3	1 640,9	2 052,5	-25,1	29,93	28,06	6,3 *	Ouvriers
56 904	91 667	-61,1	1 696,0	1 770,2	-4,4	33,55	51,78	-54,3	Conducteur véh. légers 2
60 079	90 299	-50,3	1 664,0	1 724,4	-3,6	36,11	52,37	-45,0	Conducteur véh. lourds 2
52 372	55 959	-6,8 *	1 642,2	1 869,1	-13,8	31,89	29,94	6,1 *	Électricien entretien 2
55 167	74 393	-34,9	1 614,0	1 852,9	-14,8	34,18	40,15	-17,5	Électricien entretien 3
56 905	78 944	-38,7	1 675,6	1 764,0	-5,3	33,96	44,75	-31,8	Mécanicien véh. motor. 1
54 734	63 590	-16,2 *	1 685,1	1 804,8	-7,1	32,48	35,24	-8,5 *	Mécanicien véh. motor. 2
53 757	75 181	-39,9	1 702,7	1 759,7	-3,3	31,57	42,72	-35,3	Mécanicien entret. Millwright 2
56 361	70 733	-25,5	1 699,4	1 758,9	-3,5	33,17	40,21	-21,3	Menuisier entretien 2
50 418	68 888	-36,6	1 568,8	1 788,5	-14,0	32,14	38,52	-19,9	Ouvrier cert. entretien 2
54 345	73 505	-35,3	1 681,0	1 795,7	-6,8	32,33	41,14	-27,2	Machiniste 2
55 107	60 139	-9,1	1 559,7	1 723,5	-10,5	35,57	34,96	1,7 *	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	73	45 012	62 921	-39,8	285	911	45 297	63 832	-40,9	9 949	23 947
Professionnel communic. 2	697	65 458	74 459	-13,8	458	102	65 915	74 561	-13,1	13 158	22 512
Professionnel communic. 3	106	77 745	90 376	-16,2	93	48	77 839	90 424	-16,2	14 286	28 163
Professionnel gest. fin. 1	31	43 667	59 653	-36,6	504	8	44 171	59 661	-35,1	10 000	18 366
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	75 308	-17,0	977	411	65 338	75 719	-15,9	13 625	24 803
Professionnel gest. fin. 3	12	74 827	94 211	-25,9	90	101	74 917	94 313	-25,9	13 793	35 994
Analyste proc. adm./inform. 1	300	45 859	64 178	-39,9	141	164	46 001	64 342	-39,9	9 647	19 715
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	79 399	-19,8	362	229	66 626	79 629	-19,5	12 939	28 022
Analyste proc. adm./inform. 3	905	78 480	93 488	-19,1	176	86	78 656	93 574	-19,0	14 315	31 443
Ingénieur 1	129	47 753	66 215	-38,7	57	58	47 811	66 273	-38,6	9 769	21 623
Ingénieur 2	415	73 607	89 766	-22,0	112	305	73 718	90 071	-22,2	13 535	36 373
Ingénieur 3	371	87 241	109 692	-25,7	105	148	87 345	109 840	-25,8	15 306	44 807
Professionnel sc. phys. 2	398	72 428	79 660	-10,0	995	55	73 422	79 715	-8,6	14 327	23 206
Professionnel sc. phys. 3	107	79 071	98 828	-25,0	95	23	79 166	98 850	-24,9	14 332	27 796
Avocat et notaire 1	49	61 807	79 426	-28,5	117	31	61 923	79 458	-28,3	12 203	22 299
Avocat et notaire 2	370	92 980	102 697	-10,5	604	509	93 584	103 206	-10,3	16 848	29 155
Avocat et notaire 3	239	121 169	120 099	0,9	145	0	121 314	120 099	1,0	20 136	43 300
Biologiste 2	118	66 483	74 745	-12,4	80	165	66 563	74 910	-12,5	12 659	21 708
Biologiste 3	40	78 486	99 658	-27,0	94	224	78 580	99 882	-27,1	14 158	34 749
Moyenne	...	70 517	83 474	-18,4	359	204	70 875	83 678	-18,1	13 494	28 225
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	54 606	-16,8	462	148	47 221	54 754	-16,0	10 679	17 730
Technicien en administration 3	135	53 075	60 999	-14,9	58	339	53 134	61 339	-15,4	11 345	18 303
Techn. documentation 1-2	720	46 441	48 935	-5,4	330	351	46 771	49 286	-5,4	10 486	16 230
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	53 197	-1,0	963	144	53 629	53 341	0,5 *	12 089	16 154
Techn. laboratoire 3	460	56 709	65 559	-15,6	1 039	66	57 748	65 625	-13,6	12 714	19 428
Technicien en droit 1-2	360	43 970	56 782	-29,1	48	249	44 018	57 031	-29,6	9 606	18 941
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	67 273	-46,9	315	313	46 107	67 585	-46,6	10 117	28 431
Technicien génie 3	259	53 180	78 903	-48,4	58	22	53 239	78 924	-48,2	11 190	33 539
Techn. informatique 1-2	2 102	48 085	54 853	-14,1	378	270	48 463	55 123	-13,7	10 638	16 808
Techn. informatique 3	844	53 726	59 407	-10,6	619	72	54 345	59 480	-9,4	11 699	14 049
Technicien en loisir 1-2	469	46 489	54 836	-18,0	573	755	47 062	55 592	-18,1	10 724	25 997
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	45 710	64 419	-40,9	873	927	46 583	65 346	-40,3	10 863	17 592
Moyenne	...	48 127	56 622	-17,7	516	237	48 643	56 860	-16,9	10 880	18 653
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	14	31 796	37 597	-18,2	13	128	31 809	37 725	-18,6	7 052	9 861
Magasinier 1	230	32 684	46 640	-42,7	320	296	33 004	46 936	-42,2	7 680	14 643
Magasinier 2	914	36 248	50 116	-38,3	448	188	36 696	50 304	-37,1	8 571	18 875
Magasinier 3	33	43 476	63 258	-45,5	231	85	43 707	63 343	-44,9	9 713	17 352
Op. duplicateur 1-2	86	35 232	47 008	-33,4	224	64	35 456	47 072	-32,8	8 281	15 205
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	39 710	-13,6	518	457	35 486	40 166	-13,2	8 505	17 834
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	46 624	-22,5	438	100	38 502	46 725	-21,4	8 977	16 662
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	51 247	-21,4	532	81	42 739	51 327	-20,1	9 844	15 780
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	42 266	-15,9	194	234	36 654	42 500	-15,9	8 405	12 181
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	48 541	-20,7	145	369	40 360	48 910	-21,2	9 113	17 348
Préposé aux renseign. 2	612	40 627	45 895	-13,0	41	504	40 668	46 399	-14,1	9 146	20 184
Préposé aux renseign. 3	61	45 964	51 686	-12,4	46	414	46 010	52 100	-13,2	10 360	15 315
Téléphoniste-récept. 2	971	33 149	39 794	-20,0	518	188	33 667	39 982	-18,8	8 182	11 682
Acheteur 2	58	42 374	49 871	-17,7	237	239	42 611	50 110	-17,6	9 541	14 371
Moyenne	...	38 253	46 219	-20,8	381	232	38 635	46 451	-20,2	8 963	16 461

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
									Professionnels
55 246	87 779	-58,9	1 506,6	1 556,5	-3,3	36,67	56,39	-53,8	Professionnel communic. 1
79 073	97 073	-22,8	1 513,4	1 565,9	-3,5	52,25	61,99	-18,7	Professionnel communic. 2
92 125	118 587	-28,7	1 484,8	1 582,4	-6,6	62,04	74,94	-20,8	Professionnel communic. 3
54 171	78 026	-44,0	1 520,3	1 592,5	-4,8	35,63	49,00	-37,5	Professionnel gest. fin. 1
78 963	100 521	-27,3	1 542,5	1 548,2	-0,4 *	51,19	64,93	-26,8	Professionnel gest. fin. 2
88 710	130 307	-46,9	1 484,8	1 556,6	-4,8	59,74	83,71	-40,1	Professionnel gest. fin. 3
55 648	84 057	-51,1	1 492,1	1 582,9	-6,1	37,30	53,10	-42,4	Analyste proc. adm./inform. 1
79 566	107 651	-35,3	1 503,9	1 539,2	-2,3	52,91	69,94	-32,2	Analyste proc. adm./inform. 2
92 971	125 018	-34,5	1 488,7	1 561,9	-4,9	62,45	80,04	-28,2	Analyste proc. adm./inform. 3
57 580	87 895	-52,6	1 484,8	1 573,8	-6,0	38,78	55,85	-44,0	Ingénieur 1
87 254	126 444	-44,9	1 489,6	1 530,8	-2,8	58,57	82,60	-41,0	Ingénieur 2
102 651	154 647	-50,7	1 484,8	1 524,1	-2,6	69,13	1,47	-46,8	Ingénieur 3
87 750	102 921	-17,3	1 527,5	1 593,0	-4,3	57,45	64,61	-12,5	Professionnel sc. phys. 2
93 497	126 646	-35,5	1 484,8	1 587,1	-6,9	62,97	79,80	-26,7	Professionnel sc. phys. 3
74 127	101 757	-37,3	1 487,6	1 591,7	-7,0	49,83	63,93	-28,3	Avocat et notaire 1
110 431	132 361	-19,9	1 503,3	1 561,5	-3,9	73,46	84,76	-15,4	Avocat et notaire 2
141 450	163 399	-15,5	1 484,8	1 561,4	-5,2	95,26	4,65	-9,9	Avocat et notaire 3
79 221	96 617	-22,0	1 484,8	1 583,2	-6,6	53,35	61,02	-14,4	Biologiste 2
92 738	134 630	-45,2	1 484,8	1 554,8	-4,7	62,46	86,59	-38,6	Biologiste 3
84 369	111 903	-32,6	1 501,8	1 554,8	-3,5	56,21	72,03	-28,1	Moyenne
									Techniciens
57 900	72 484	-25,2	1 510,5	1 567,1	-3,7	38,33	46,25	-20,7	Technicien en administration 1-2
64 478	79 642	-23,5	1 473,1	1 541,0	-4,6	43,77	51,68	-18,1	Technicien en administration 3
57 257	65 517	-14,4	1 535,5	1 511,0	1,6	37,29	43,36	-16,3	Techn. documentation 1-2
65 717	69 495	-5,7	1 532,5	1 560,3	-1,8	42,88	44,54	-3,9	Techn. laboratoire 1-2
70 462	85 053	-20,7	1 532,9	1 567,2	-2,2	45,97	54,27	-18,1	Techn. laboratoire 3
53 624	75 972	-41,7	1 473,1	1 552,6	-5,4	36,40	48,93	-34,4	Technicien en droit 1-2
56 224	96 017	-70,8	1 525,5	1 538,0	-0,8	36,86	62,43	-69,4	Technicien génie 1-2
64 429	112 463	-74,6	1 473,1	1 530,5	-3,9	43,74	73,48	-68,0	Technicien génie 3
59 101	71 931	-21,7	1 520,0	1 535,7	-1,0	38,88	46,84	-20,5	Techn. informatique 1-2
66 044	73 528	-11,3	1 535,3	1 545,2	-0,6 *	43,02	47,58	-10,6	Techn. informatique 3
57 786	81 589	-41,2	1 543,2	1 536,2	0,5 *	37,45	53,11	-41,8	Technicien en loisir 1-2
57 446	82 938	-44,4	1 535,8	1 491,0	2,9	37,40	55,63	-48,7	Techn. hygiène du trav. 1-2
59 523	75 513	-26,9	1 518,6	1 551,3	-2,1	39,19	48,71	-24,3	Moyenne
									Employés de bureau
38 861	47 586	-22,5	1 476,6	1 562,5	-5,8	26,32	30,46	-15,7	Préposé photocopie 2
40 684	61 579	-51,4	1 547,5	1 627,9	-5,2	26,29	37,83	-43,9	Magasinier 1
45 267	69 179	-52,8	1 538,7	1 611,6	-4,7	29,42	42,93	-45,9	Magasinier 2
53 420	80 694	-51,1	1 554,8	1 644,1	-5,7	34,36	49,08	-42,9	Magasinier 3
43 738	62 277	-42,4	1 541,5	1 604,1	-4,1 *	28,37	38,82	-36,8	Op. duplicateur 1-2
43 991	58 000	-31,8	1 533,5	1 493,5	2,6	28,69	38,83	-35,4	Personnel soutien adm. 1
47 480	63 387	-33,5	1 527,7	1 534,6	-0,4	31,08	41,31	-32,9	Personnel soutien adm. 2
52 583	67 107	-27,6	1 535,5	1 580,6	-2,9	34,24	42,46	-24,0	Personnel soutien adm. 3
45 059	54 681	-21,4	1 548,5	1 502,2	3,0	29,10	36,40	-25,1	Personnel secrétariat 1
49 473	66 258	-33,9	1 515,6	1 502,1	0,9	32,64	44,11	-35,1	Personnel secrétariat 2
49 814	66 583	-33,7	1 469,2	1 529,2	-4,1	33,90	43,54	-28,4	Préposé aux renseign. 2
56 370	67 415	-19,6	1 469,2	1 491,4	-1,5	38,37	45,20	-17,8	Préposé aux renseign. 3
41 849	51 665	-23,5	1 531,8	1 542,3	-0,7 *	27,32	33,50	-22,6	Téléphoniste-récept. 2
52 152	64 481	-23,6	1 553,6	1 567,9	-0,9 *	33,57	41,12	-22,5	Acheteur 2
47 598	62 912	-32,2	1 528,4	1 532,1	-0,2	31,15	41,06	-31,8	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge	2 184	37 671	46 713	-24,0	223	498	37 894	47 211	-24,6	9 142	16 405
Cuisinier 2	934	41 713	43 756	-4,9 *	518	231	42 231	43 987	-4,2 *	10 095	11 424
Cuisinier 3	23	43 371	53 438	-23,2	184	171	43 555	53 608	-23,1	9 696	14 620
Gardien 2	307	34 163	51 348	-50,3	363	366	34 527	51 714	-49,8	8 330	18 923
Journalier/préposé terr. 2	1 441	34 130	45 435	-33,1	241	490	34 371	45 925	-33,6	8 264	15 378
Préposé cuisine/café. 2	2 457	35 859	39 910	-11,3	464	81	36 323	39 992	-10,1	8 976	13 449
Préposé entretien lourd 2	1 056	33 363	43 309	-29,8	437	251	33 800	43 560	-28,9	8 466	13 970
Ouvrier entret. mainten. 2	413	37 676	50 927	-35,2	493	318	38 169	51 245	-34,3	9 323	16 473
Préposé entretien léger 2	3 536	35 021	36 381	-3,9	457	270	35 478	36 651	-3,3	8 808	9 703
Moyenne	...	36 050	42 772	-18,6	399	284	36 449	43 056	-18,1	8 929	13 507
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	126	36 660	49 993	-36,4	384	69	37 044	50 062	-35,1	8 908	20 913
Conducteur véh. lourds 2	265	39 876	49 609	-24,4	214	394	40 090	50 003	-24,7	9 020	16 090
Électricien entretien 2	343	45 996	58 937	-28,1	359	314	46 355	59 251	-27,8	10 548	27 037
Électricien entretien 3	78	48 224	62 712	-30,0	573	43	48 797	62 755	-28,6	11 281	19 713
Mécanicien véh. motor. 1	21	42 746	54 606	-27,7	181	619	42 927	55 225	-28,6	9 445	19 365
Mécanicien véh. motor. 2	88	45 373	57 997	-27,8	105	557	45 478	58 554	-28,8	9 689	21 431
Mécanicien entret. Millwright 2	245	45 438	57 805	-27,2	590	107	46 028	57 912	-25,8	10 877	24 331
Menuisier entretien 2	308	43 839	54 611	-24,6	483	792	44 322	55 403	-25,0	10 413	20 937
Ouvrier de voirie 2	108	37 045	47 107	-27,2	48	399	37 093	47 506	-28,1	7 664	19 549
Ouvrier cert. entretien 2	914	43 354	58 080	-34,0	339	491	43 694	58 570	-34,0	10 063	23 618
Peintre entretien 2	122	40 237	53 036	-31,8	396	503	40 633	53 539	-31,8	9 621	16 661
Conducteur d'équip. lourds 2	45	41 713	51 872	-24,4	54	489	41 767	52 362	-25,4	8 651	23 398
Moyenne	...	43 708	54 600	-24,9	347	351	44 055	54 951	-24,7	10 047	21 119
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 620	53 267	-19,4	413	246	45 032	53 513	-18,8	10 055	18 174

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Employés de service
47 035	63 616	-35,3	1 715,1	1 697,5	1,0 *	27,42	37,48	-36,7	Concierge
52 326	55 411	-5,9 *	1 671,4	1 670,5	0,1 *	31,31	33,17	-6,0	Cuisinier 2
53 251	68 228	-28,1	1 657,2	1 677,5	-1,2 *	32,13	40,67	-26,6	Cuisinier 3
42 857	70 637	-64,8	1 676,1	1 649,8	1,6 *	25,57	42,82	-67,4	Gardien 2
42 635	61 303	-43,8	1 706,6	1 706,5	0,0 *	24,98	35,92	-43,8	Journalier/préposé terr. 2
45 299	53 440	-18,0	1 674,2	1 695,8	-1,3	27,06	31,51	-16,5	Préposé cuisine/café. 2
42 266	57 530	-36,1	1 674,9	1 658,3	1,0 *	25,24	34,69	-37,5	Préposé entretien lourd 2
47 492	67 718	-42,6	1 674,6	1 651,0	1,4 *	28,36	41,02	-44,6	Ouvrier entret. mainten. 2
44 287	46 354	-4,7	1 675,1	1 559,8	6,9	26,44	29,72	-12,4	Préposé entretien léger 2
45 378	56 563	-24,6	1 684,6	1 653,2	1,9	26,94	34,13	-26,7	Moyenne
									Ouvriers
45 952	70 975	-54,5	1 680,9	1 661,8	1,1	27,34	42,71	-56,2	Conducteur véh. légers 2
49 110	66 093	-34,6	1 640,9	1 692,6	-3,2	29,93	39,05	-30,5	Conducteur véh. lourds 2
56 904	86 288	-51,6	1 696,0	1 647,4	2,9	33,55	52,38	-56,1	Électricien entretien 2
60 079	82 468	-37,3	1 664,0	1 702,1	-2,3	36,11	48,45	-34,2	Électricien entretien 3
52 372	74 589	-42,4	1 642,2	1 823,3	-11,0	31,89	40,91	-28,3	Mécanicien véh. motor. 1
55 167	79 985	-45,0	1 614,0	1 700,8	-5,4	34,18	47,03	-37,6	Mécanicien véh. motor. 2
56 905	82 243	-44,5	1 675,6	1 672,9	0,2 *	33,96	49,16	-44,8	Mécanicien entret. Millwright 2
54 734	76 340	-39,5	1 685,1	1 685,0	0,0 *	32,48	45,31	-39,5	Menuisier entretien 2
44 758	67 055	-49,8	1 568,8	1 676,1	-6,8	28,53	40,01	-40,2	Ouvrier de voirie 2
53 757	82 189	-52,9	1 702,7	1 648,4	3,2 *	31,57	49,86	-57,9	Ouvrier cert. entretien 2
50 254	70 200	-39,7	1 693,2	1 715,9	-1,3	29,68	40,91	-37,8	Peintre entretien 2
50 418	75 760	-50,3	1 568,8	1 597,8	-1,8	32,14	47,42	-47,5	Conducteur d'équip. lourds 2
54 102	76 070	-40,6	1 670,3	1 681,2	-0,7 *	32,40	45,57	-40,6	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
55 087	71 687	-30,1	1 559,8	1 570,5	-0,7	35,55	45,77	-28,8	Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 2	697	65 458	69 931	-6,8	458	366	65 915	70 297	-6,6	13 158	22 431
Professionnel communic. 3	106	77 745	82 889	-6,6	93	1 474	77 839	84 363	-8,4	14 286	23 942
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	75 590	-17,4	977	1 512	65 338	77 102	-18,0	13 625	27 405
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	72 752	-9,8	362	1 804	66 626	74 556	-11,9	12 939	30 133
Ingénieur 2	415	73 607	78 109	-6,1	112	1 793	73 718	79 902	-8,4	13 535	31 093
Ingénieur 3	371	87 241	91 397	-4,8	105	2 250	87 345	93 647	-7,2	15 306	37 214
Professionnel sc. phys. 2	398	72 428	74 330	-2,6	995	1 856	73 422	76 186	-3,8	14 327	31 614
Avocat et notaire 2	370	92 980	91 327	1,8 *	604	1 517	93 584	92 844	0,8 *	16 848	33 428
Moyenne	...	69 074	76 997	-11,5	369	1 694	69 444	78 691	-13,3	13 312	30 585
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	54 381	-16,3	462	589	47 221	54 970	-16,4	10 679	23 464
Technicien en administration 3	135	53 075	65 799	-24,0	58	493	53 134	66 292	-24,8	11 345	23 601
Techn. documentation 1-2	720	46 441	48 800	-5,1	330	765	46 771	49 564	-6,0	10 486	20 132
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	53 084	-0,8	963	755	53 629	53 840	-0,4	12 089	28 283
Technicien en droit 1-2	360	43 970	50 747	-15,4	48	555	44 018	51 302	-16,5	9 606	21 654
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	60 967	-33,1	315	619	46 107	61 586	-33,6	10 117	25 911
Technicien génie 3	259	53 180	70 388	-32,4	58	102	53 239	70 490	-32,4	11 190	23 284
Techn. informatique 1-2	2 102	48 085	58 731	-22,1	378	480	48 463	59 210	-22,2	10 638	23 868
Technicien en loisir 1-2	469	46 489	55 584	-19,6	573	792	47 062	56 376	-19,8	10 724	26 982
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	45 710	65 384	-43,0	873	1 046	46 583	66 430	-42,6	10 863	18 278
Moyenne	...	48 126	56 230	-16,8	516	677	48 641	56 907	-17,0	10 880	24 007
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	14	31 796	40 482	-27,3	13	925	31 809	41 407	-30,2	7 052	12 537
Magasinier 1	230	32 684	47 580	-45,6	320	407	33 004	47 988	-45,4	7 680	15 235
Magasinier 2	914	36 248	50 034	-38,0	448	590	36 696	50 624	-38,0	8 571	15 741
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	39 330	-12,5	518	573	35 486	39 903	-12,4	8 505	20 377
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	45 839	-20,4	438	446	38 502	46 285	-20,2	8 977	16 260
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	51 816	-22,8	532	649	42 739	52 466	-22,8	9 844	20 136
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	42 678	-17,1	194	542	36 654	43 220	-17,9	8 405	14 357
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	47 012	-16,9	145	462	40 360	47 474	-17,6	9 113	20 906
Préposé aux renseign. 2	612	40 627	49 621	-22,1	41	783	40 668	50 404	-23,9	9 146	29 479
Téléphoniste-récept. 2	971	33 149	37 092	-11,9	518	345	33 667	37 437	-11,2	8 182	13 008
Acheteur 2	58	42 374	49 038	-15,7	237	984	42 611	50 022	-17,4	9 541	13 634
Moyenne	...	38 253	45 718	-19,5	381	513	38 635	46 231	-19,7	8 963	18 331

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
79 073	92 728	-17,3	1 513,4	1 527,5	-0,9	52,25	60,71	-16,2	Professionnels
92 125	108 305	-17,6	1 484,8	1 541,2	-3,8	62,04	70,27	-13,3	Professionnel communic. 2
78 963	104 507	-32,3	1 542,5	1 494,0	3,1	51,19	69,95	-36,6	Professionnel communic. 3
79 566	104 689	-31,6	1 503,9	1 493,7	0,7 *	52,91	70,09	-32,5	Professionnel gest. fin. 2
87 254	110 995	-27,2	1 489,6	1 536,0	-3,1	58,57	72,26	-23,4	Analyste proc. adm./inform. 2
102 651	130 861	-27,5	1 484,8	1 526,0	-2,8	69,13	85,75	-24,0	Ingénieur 2
87 750	107 800	-22,8	1 527,5	1 525,8	0,1	57,45	70,65	-23,0	Ingénieur 3
110 431	126 272	-14,3	1 503,3	1 512,4	-0,6	73,46	83,49	-13,7	Professionnel sc. phys. 2
									Avocat et notaire 2
82 756	109 276	-32,0	1 502,5	1 503,3	-0,1 *	55,09	72,79	-32,1	Moyenne
									Techniciens
57 900	78 434	-35,5	1 510,5	1 480,0	2,0	38,33	53,00	-38,3	Technicien en administration 1-2
64 478	89 893	-39,4	1 473,1	1 490,2	-1,2	43,77	60,32	-37,8	Technicien en administration 3
57 257	69 696	-21,7	1 535,5	1 457,9	5,1	37,29	47,81	-28,2	Techn. documentation 1-2
65 717	82 122	-25,0	1 532,5	1 531,9	0,0 *	42,88	53,61	-25,0	Techn. laboratoire 1-2
53 624	72 956	-36,1	1 473,1	1 488,7	-1,1	36,40	49,01	-34,6	Technicien en droit 1-2
56 224	87 497	-55,6	1 525,5	1 538,9	-0,9	36,86	56,86	-54,3	Technicien génie 1-2
64 429	93 774	-45,5	1 473,1	1 571,6	-6,7	43,74	59,67	-36,4	Technicien génie 3
59 101	83 079	-40,6	1 520,0	1 498,5	1,4 *	38,88	55,44	-42,6	Techn. informatique 1-2
57 786	83 358	-44,3	1 543,2	1 533,9	0,6 *	37,45	54,35	-45,1	Technicien en loisir 1-2
57 446	84 708	-47,5	1 535,8	1 484,5	3,3	37,40	57,06	-52,5	Techn. hygiène du trav. 1-2
59 521	80 914	-35,9	1 518,6	1 502,4	1,1	39,19	53,87	-37,5	Moyenne
									Employés de bureau
38 861	53 943	-38,8	1 476,6	1 424,0	3,6 *	26,32	37,88	-43,9	Préposé photocopie 2
40 684	63 223	-55,4	1 547,5	1 606,2	-3,8 *	26,29	39,36	-49,7	Magasinier 1
45 267	66 364	-46,6	1 538,7	1 631,6	-6,0	29,42	40,67	-38,3	Magasinier 2
43 991	60 280	-37,0	1 533,5	1 469,1	4,2	28,69	41,03	-43,0	Personnel soutien adm. 1
47 480	62 545	-31,7	1 527,7	1 494,0	2,2	31,08	41,86	-34,7	Personnel soutien adm. 2
52 583	72 602	-38,1	1 535,5	1 471,0	4,2	34,24	49,36	-44,1	Personnel soutien adm. 3
45 059	57 577	-27,8	1 548,5	1 456,8	5,9	29,10	39,52	-35,8	Personnel secrétariat 1
49 473	68 380	-38,2	1 515,6	1 484,9	2,0	32,64	46,05	-41,1	Personnel secrétariat 2
49 814	79 882	-60,4	1 469,2	1 474,0	-0,3 *	33,90	54,19	-59,8	Préposé aux renseign. 2
41 849	50 445	-20,5	1 531,8	1 514,4	1,1 *	27,32	33,31	-21,9	Téléphoniste-récept. 2
52 152	63 656	-22,1	1 553,6	1 497,0	3,6	33,57	42,52	-26,7	Acheteur 2
47 598	64 562	-35,6	1 528,4	1 490,4	2,5	31,15	43,35	-39,2	Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge	2 184	37 671	46 564	-23,6	223	555	37 894	47 119	-24,3	9 142	15 194
Journalier/préposé terr. 2	1 441	34 130	48 236	-41,3	241	602	34 371	48 838	-42,1	8 264	17 587
Préposé entretien lourd 2	1 056	33 363	45 144	-35,3	437	673	33 800	45 817	-35,6	8 466	15 258
Ouvrier entret. mainten. 2	413	37 676	52 379	-39,0	493	487	38 169	52 866	-38,5	9 323	18 338
Moyenne	...	35 803	47 449	-32,5	310	576	36 112	48 026	-33,0	8 777	16 642
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	265	39 876	50 468	-26,6	214	847	40 090	51 315	-28,0	9 020	16 833
Électricien entretien 2	343	45 996	59 728	-29,9	359	376	46 355	60 104	-29,7	10 548	30 335
Mécanicien véh. motor. 2	88	45 373	55 873	-23,1	105	391	45 478	56 264	-23,7	9 689	21 884
Mécanicien entret. Millwright 2	245	45 438	57 154	-25,8	590	385	46 028	57 538	-25,0	10 877	17 266
Menuisier entretien 2	308	43 839	54 528	-24,4	483	1 018	44 322	55 546	-25,3	10 413	22 912
Ouvrier cert. entretien 2	914	43 354	56 400	-30,1	339	402	43 694	56 803	-30,0	10 063	25 843
Peintre entretien 2	122	40 237	52 801	-31,2	396	474	40 633	53 275	-31,1	9 621	17 251
Conducteur d'équip. lourds 2	45	41 713	51 884	-24,4	54	502	41 767	52 385	-25,4	8 651	23 501
Moyenne	...	43 708	54 073	-23,7	347	439	44 055	54 511	-23,7	10 047	21 924
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	45 254	53 516	-18,3	408	720	45 662	54 236	-18,8	10 128	21 615

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
47 035	62 313	-32,5	1 715,1	1 686,9	1,6	27,42	36,94	-34,7	Employés de service
42 635	66 425	-55,8	1 706,6	1 694,7	0,7 *	24,98	39,19	-56,9	Concierge
42 266	61 074	-44,5	1 674,9	1 657,1	1,1 *	25,24	36,86	-46,1	Journalier/préposé terr. 2
47 492	71 203	-49,9	1 674,6	1 637,2	2,2 *	28,36	43,49	-53,4	Préposé entretien lourd 2
									Ouvrier entret. mainten. 2
44 889	64 668	-44,1	1 698,2	1 671,2	1,6	26,43	38,73	-46,5	Moyenne
									Ouvriers
49 110	68 148	-38,8	1 640,9	1 661,2	-1,2 *	29,93	41,02	-37,1	Conducteur véh. lourds 2
56 904	90 440	-58,9	1 696,0	1 576,0	7,1	33,55	57,39	-71,0	Électricien entretien 2
55 167	78 148	-41,7	1 614,0	1 684,0	-4,3	34,18	46,41	-35,8	Mécanicien véh. motor. 2
56 905	74 805	-31,5	1 675,6	1 755,3	-4,8	33,96	42,62	-25,5	Mécanicien entret. Millwright 2
54 734	78 457	-43,3	1 685,1	1 678,1	0,4 *	32,48	46,75	-43,9	Menuisier entretien 2
53 757	82 645	-53,7	1 702,7	1 605,2	5,7	31,57	51,49	-63,1	Ouvrier cert. entretien 2
50 254	70 525	-40,3	1 693,2	1 704,9	-0,7 *	29,68	41,37	-39,4	Peintre entretien 2
50 418	75 887	-50,5	1 568,8	1 596,6	-1,8	32,14	47,53	-47,9	Conducteur d'équip. lourds 2
54 102	76 435	-41,3	1 670,3	1 666,0	0,3 *	32,40	46,33	-43,0	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
55 791	75 851	-36,0	1 546,4	1 522,6	1,5	36,25	49,99	-37,9	Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 2	697	65 458	77 152	-17,9	458	212	65 915	77 364	-17,4	13 158	27 451
Professionnel communic. 3	106	77 745	97 743	-25,7	93	33	77 839	97 775	-25,6	14 286	38 530
Professionnel gest. fin. 1	31	43 667	50 458	-15,6	504	14	44 171	50 472	-14,3	10 000	22 281
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	76 855	-19,4	977	362	65 338	77 217	-18,2	13 625	28 407
Professionnel gest. fin. 3	12	74 827	97 532	-30,3	90	13	74 917	97 545	-30,2	13 793	48 360
Analyste proc. adm./inform. 1	300	45 859	62 765	-36,9	141	39	46 001	62 804	-36,5	9 647	20 814
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	84 286	-27,2	362	166	66 626	84 452	-26,8	12 939	36 031
Analyste proc. adm./inform. 3	905	78 480	94 778	-20,8	176	198	78 656	94 976	-20,7	14 315	40 852
Ingénieur 1	129	47 753	65 394	-36,9	57	32	47 811	65 426	-36,8	9 769	22 867
Ingénieur 2	415	73 607	89 727	-21,9	112	30	73 718	89 757	-21,8	13 535	43 387
Ingénieur 3	371	87 241	108 252	-24,1	105	6	87 345	108 258	-23,9	15 306	53 241
Professionnel sc. phys. 2	398	72 428	79 034	-9,1	995	8	73 422	79 042	-7,7	14 327	26 333
Avocat et notaire 1	49	61 807	58 826	4,8	117	566	61 923	59 392	4,1	12 203	13 726
Avocat et notaire 2	370	92 980	95 840	-3,1	604	288	93 584	96 129	-2,7	16 848	20 862
Moyenne	...	70 961	84 784	-19,5	362	196	71 323	84 980	-19,1	13 561	33 561
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	55 789	-19,3	462	344	47 221	56 133	-18,9	10 679	19 284
Technicien en administration 3	135	53 075	62 435	-17,6	58	588	53 134	63 023	-18,6	11 345	21 688
Techn. documentation 1-2	720	46 441	47 704	-2,7 *	330	59	46 771	47 763	-2,1 *	10 486	13 420
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	59 413	-12,8	963	347	53 629	59 761	-11,4	12 089	21 782
Techn. laboratoire 3	460	56 709	72 378	-27,6	1 039	45	57 748	72 423	-25,4	12 714	23 966
Technicien en droit 1-2	360	43 970	55 002	-25,1	48	331	44 018	55 333	-25,7	9 606	12 518
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	74 265	-62,2	315	300	46 107	74 564	-61,7	10 117	36 149
Techn. informatique 1-2	2 102	48 085	58 549	-21,8	378	491	48 463	59 040	-21,8	10 638	15 579
Techn. informatique 3	844	53 726	60 355	-12,3	619	61	54 345	60 416	-11,2	11 699	14 532
Moyenne	...	48 231	58 109	-20,5	500	316	48 731	58 425	-19,9	10 881	19 757
Employés de bureau											
Magasinier 2	914	36 248	51 051	-40,8	448	264	36 696	51 315	-39,8	8 571	22 011
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	42 621	-21,9	518	294	35 486	42 914	-20,9	8 505	13 745
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	49 476	-30,0	438	103	38 502	49 579	-28,8	8 977	24 082
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	51 054	-21,0	532	421	42 739	51 475	-20,4	9 844	15 680
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	45 683	-25,3	194	371	36 654	46 054	-25,6	8 405	12 147
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	52 216	-29,8	145	504	40 360	52 719	-30,6	9 113	18 179
Préposé aux renseign. 2	612	40 627	44 589	-9,8	41	349	40 668	44 938	-10,5	9 146	13 141
Téléphoniste-récept. 2	971	33 149	37 615	-13,5	518	343	33 667	37 958	-12,7	8 182	10 622
Moyenne	...	38 248	48 132	-25,8	384	296	38 632	48 428	-25,4	8 964	18 237

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
79 073	104 814	-32,6	1 513,4	1 552,2	-2,6	52,25	67,53	-29,2	Professionnels
92 125	136 305	-48,0	1 484,8	1 525,5	-2,7	62,04	89,35	-44,0	Professionnel communic. 2
54 171	72 753	-34,3	1 520,3	1 603,5	-5,5	35,63	45,37	-27,3	Professionnel communic. 3
78 963	105 625	-33,8	1 542,5	1 543,9	-0,1 *	51,19	68,41	-33,6	Professionnel gest. fin. 1
88 710	145 905	-64,5	1 484,8	1 514,8	-2,0	59,74	96,32	-61,2	Professionnel gest. fin. 2
55 648	83 618	-50,3	1 492,1	1 594,3	-6,9	37,30	52,45	-40,6	Professionnel gest. fin. 3
79 566	120 483	-51,4	1 503,9	1 521,5	-1,2	52,91	79,19	-49,7	Analyste proc. adm./inform. 1
92 971	135 827	-46,1	1 488,7	1 516,2	-1,8	62,45	89,58	-43,4	Analyste proc. adm./inform. 2
57 580	88 292	-53,3	1 484,8	1 545,4	-4,1	38,78	57,13	-47,3	Analyste proc. adm./inform. 3
87 254	133 144	-52,6	1 489,6	1 494,1	-0,3 *	58,57	89,11	-52,1	Ingénieur 1
102 651	161 498	-57,3	1 484,8	1 482,3	0,2 *	69,13	8,95	-57,6	Ingénieur 2
87 750	105 375	-20,1	1 527,5	1 509,4	1,2	57,45	69,81	-21,5	Ingénieur 3
74 127	73 118	1,4 *	1 487,6	1 559,8	-4,9	49,83	46,88	5,9	Professionnel sc. phys. 2
110 431	116 991	-5,9	1 503,3	1 561,3	-3,9	73,46	74,93	-2,0 *	Avocat et notaire 1
									Avocat et notaire 2
84 884	118 541	-39,6	1 501,9	1 525,3	-1,6	56,55	77,87	-37,7	Moyenne
									Techniciens
57 900	75 418	-30,3	1 510,5	1 554,9	-2,9	38,33	48,50	-26,5	Technicien en administration 1-2
64 478	84 711	-31,4	1 473,1	1 592,7	-8,1	43,77	53,19	-21,5	Technicien en administration 3
57 257	61 183	-6,9 *	1 535,5	1 551,4	-1,0 *	37,29	39,44	-5,8 *	Techn. documentation 1-2
65 717	81 543	-24,1	1 532,5	1 512,3	1,3	42,88	53,92	-25,7	Techn. laboratoire 1-2
70 462	96 389	-36,8	1 532,9	1 416,5	7,6	45,97	68,04	-48,0	Techn. laboratoire 3
53 624	67 851	-26,5	1 473,1	1 538,7	-4,5	36,40	44,10	-21,1	Technicien en droit 1-2
56 224	110 714	-96,9	1 525,5	1 510,0	1,0	36,86	73,32	-98,9	Technicien génie 1-2
59 101	74 620	-26,3	1 520,0	1 554,4	-2,3	38,88	48,00	-23,5	Techn. informatique 1-2
66 044	74 947	-13,5	1 535,3	1 578,6	-2,8	43,02	47,48	-10,4	Techn. informatique 3
59 612	78 182	-31,2	1 517,9	1 544,9	-1,8	39,27	50,77	-29,3	Moyenne
									Employés de bureau
45 267	73 326	-62,0	1 538,7	1 560,7	-1,4 *	29,42	46,98	-59,7	Magasinier 2
43 991	56 659	-28,8	1 533,5	1 571,5	-2,5	28,69	36,06	-25,7	Personnel soutien adm. 1
47 480	73 661	-55,1	1 527,7	1 454,7	4,8	31,08	50,63	-62,9	Personnel soutien adm. 2
52 583	67 155	-27,7	1 535,5	1 537,6	-0,1 *	34,24	43,68	-27,5	Personnel soutien adm. 3
45 059	58 202	-29,2	1 548,5	1 555,6	-0,5 *	29,10	37,41	-28,6	Personnel secrétariat 1
49 473	70 898	-43,3	1 515,6	1 505,8	0,6 *	32,64	47,08	-44,2	Personnel secrétariat 2
49 814	58 080	-16,6	1 469,2	1 622,4	-10,4	33,90	35,80	-5,6	Préposé aux renseign. 2
41 849	48 580	-16,1	1 531,8	1 700,6	-11,0	27,32	28,57	-4,6 *	Téléphoniste-récept. 2
47 596	66 665	-40,1	1 527,6	1 522,2	0,4 *	31,16	44,07	-41,4	Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Employés de service											
Cuisinier 2	934	41 713	40 029	4,0 *	518	356	42 231	40 385	4,4 *	10 095	9 742
Gardien 2	307	34 163	52 707	-54,3	363	361	34 527	53 068	-53,7	8 330	19 132
Journalier/préposé terr. 2	1 441	34 130	40 499	-18,7	241	452	34 371	40 951	-19,1	8 264	12 053
Ouvrier entret. mainten. 2	413	37 676	53 582	-42,2	493	247	38 169	53 829	-41,0	9 323	16 862
Moyenne	...	36 044	42 546	-18,0	396	323	36 440	42 869	-17,6	8 923	14 762
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	265	39 876	49 586	-24,4	214	206	40 090	49 792	-24,2	9 020	15 981
Électricien entretien 2	343	45 996	60 878	-32,4	359	366	46 355	61 244	-32,1	10 548	28 018
Mécanicien véh. motor. 1	21	42 746	52 568	-23,0	181	643	42 927	53 211	-24,0	9 445	19 000
Mécanicien véh. motor. 2	88	45 373	59 384	-30,9	105	759	45 478	60 143	-32,2	9 689	21 730
Ouvrier cert. entretien 2	914	43 354	59 201	-36,6	339	547	43 694	59 748	-36,7	10 063	23 783
Moyenne	...	43 797	57 008	-30,2	378	353	44 176	57 361	-29,8	10 170	23 026
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 714	54 638	-22,2	411	296	45 124	54 934	-21,7	10 067	20 162

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
52 326	50 127	4,2 *	1 671,4	1 653,7	1,1 *	31,31	30,31	3,2 *	Employés de service
42 857	72 201	-68,5	1 676,1	1 651,5	1,5 *	25,57	43,72	-71,0	Cuisinier 2
42 635	53 004	-24,3	1 706,6	1 742,0	-2,1	24,98	30,43	-21,8	Gardien 2
47 492	70 691	-48,8	1 674,6	1 695,2	-1,2 *	28,36	41,70	-47,0	Journalier/préposé terr. 2
									Ouvrier entret. mainten. 2
45 363	57 631	-27,0	1 685,1	1 667,5	1,0	26,92	34,33	-27,5	Moyenne
									Ouvriers
49 110	65 773	-33,9	1 640,9	1 710,3	-4,2	29,93	38,46	-28,5	Conducteur véh. lourds 2
56 904	89 262	-56,9	1 696,0	1 804,9	-6,4	33,55	49,45	-47,4	Électricien entretien 2
52 372	72 211	-37,9	1 642,2	1 851,9	-12,8	31,89	38,99	-22,3	Mécanicien véh. motor. 1
55 167	81 873	-48,4	1 614,0	1 712,5	-6,1	34,18	47,81	-39,9	Mécanicien véh. motor. 2
53 757	83 531	-55,4	1 702,7	1 657,2	2,7 *	31,57	50,41	-59,7	Ouvrier cert. entretien 2
54 345	80 387	-47,9	1 681,0	1 692,1	-0,7 *	32,33	47,68	-47,5	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
55 191	75 095	-36,1	1 558,8	1 563,5	-0,3 *	35,64	48,39	-35,8	Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	73	45 012	61 793	-37,3	285	0	45 297	61 793	-36,4	9 949	14 366
Professionnel communic. 2	697	65 458	73 021	-11,6	458	0	65 915	73 021	-10,8	13 158	15 662
Professionnel communic. 3	106	77 745	83 772	-7,8 *	93	0	77 839	83 772	-7,6 *	14 286	18 316
Professionnel gest. fin. 1	31	43 667	59 192	-35,6	504	0	44 171	59 192	-34,0	10 000	14 866
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	73 976	-14,9	977	0	65 338	73 976	-13,2	13 625	16 945
Analyste proc. adm./inform. 1	300	45 859	55 278	-20,5	141	0	46 001	55 278	-20,2	9 647	13 832
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	73 359	-10,7	362	0	66 626	73 359	-10,1	12 939	15 894
Analyste proc. adm./inform. 3	905	78 480	85 563	-9,0	176	0	78 656	85 563	-8,8	14 315	19 034
Ingénieur 2	415	73 607	73 196	0,6 *	112	0	73 718	73 196	0,7 *	13 535	15 997
Professionnel sc. phys. 2	398	72 428	74 594	-3,0 *	995	0	73 422	74 594	-1,6 *	14 327	16 856
Avocat et notaire 2	370	92 980	89 795	3,4 *	604	0	93 584	89 795	4,0 *	16 848	18 880
Moyenne	...	71 071	75 579	-6,3	374	0	71 445	75 579	-5,8	13 595	16 517
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	49 734	-6,4	462	82	47 221	49 815	-5,5	10 679	12 955
Technicien en administration 3	135	53 075	58 221	-9,7	58	85	53 134	58 306	-9,7	11 345	13 763
Techn. documentation 1-2	720	46 441	48 348	-4,1	330	59	46 771	48 407	-3,5	10 486	12 696
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	51 222	2,7	963	45	53 629	51 267	4,4	12 089	12 969
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	50 762	-10,9	315	99	46 107	50 861	-10,3	10 117	12 369
Technicien génie 3	259	53 180	57 490	-8,1	58	86	53 239	57 576	-8,1	11 190	12 884
Techn. informatique 1-2	2 102	48 085	50 755	-5,6 *	378	41	48 463	50 796	-4,8 *	10 638	12 201
Moyenne	...	48 126	51 105	-6,2	516	60	48 641	51 165	-5,2	10 880	12 740
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	14	31 796	37 955	-19,4	13	33	31 809	37 989	-19,4	7 052	10 375
Magasinier 2	914	36 248	41 833	-15,4	448	32	36 696	41 865	-14,1	8 571	10 894
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	38 187	-9,2	518	47	35 486	38 234	-7,7	8 505	9 496
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	42 429	-11,5	438	23	38 502	42 452	-10,3	8 977	10 645
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	43 950	-4,1	532	98	42 739	44 047	-3,1	9 844	11 108
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	41 288	-13,2	194	26	36 654	41 315	-12,7	8 405	10 879
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	46 587	-15,8	145	107	40 360	46 695	-15,7	9 113	11 830
Préposé aux renseign. 2	612	40 627	40 771	-0,4 *	41	186	40 668	40 957	-0,7 *	9 146	11 705
Téléphoniste-récept. 2	971	33 149	42 151	-27,2	518	47	33 667	42 198	-25,3	8 182	10 815
Moyenne	...	38 233	42 708	-11,7	383	59	38 616	42 767	-10,7	8 961	10 818

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
55 246	76 159	-37,9	1 506,6	1 490,4	1,1 *	36,67	51,10	-39,4	Professionnels
79 073	88 682	-12,2	1 513,4	1 527,7	-0,9	52,25	58,05	-11,1	Professionnel communic. 1
92 125	102 088	-10,8 *	1 484,8	1 541,8	-3,8	62,04	66,21	-6,7 *	Professionnel communic. 2
54 171	74 058	-36,7	1 520,3	1 523,2	-0,2 *	35,63	48,62	-36,4	Professionnel communic. 3
78 963	90 921	-15,1	1 542,5	1 511,5	2,0	51,19	60,15	-17,5	Professionnel gest. fin. 1
55 648	69 111	-24,2	1 492,1	1 536,3	-3,0	37,30	44,99	-20,6	Professionnel gest. fin. 2
79 566	89 253	-12,2	1 503,9	1 508,5	-0,3 *	52,91	59,17	-11,8	Analyste proc. adm./inform. 1
92 971	104 597	-12,5	1 488,7	1 502,2	-0,9 *	62,45	69,63	-11,5	Analyste proc. adm./inform. 2
87 254	89 193	-2,2 *	1 489,6	1 537,3	-3,2	58,57	58,02	0,9 *	Analyste proc. adm./inform. 3
87 750	91 451	-4,2 *	1 527,5	1 530,3	-0,2 *	57,45	59,76	-4,0 *	Ingénieur 2
110 431	108 674	1,6 *	1 503,3	1 529,8	-1,8	73,46	71,04	3,3 *	Professionnel sc. phys. 2
									Avocat et notaire 2
85 040	92 096	-8,3	1 502,6	1 518,9	-1,1	56,63	60,66	-7,1	Moyenne
57 900	62 770	-8,4	1 510,5	1 524,7	-0,9	38,33	41,17	-7,4	Techniciens
64 478	72 068	-11,8	1 473,1	1 515,7	-2,9	43,77	47,55	-8,6	Technicien en administration 1-2
57 257	61 104	-6,7	1 535,5	1 533,4	0,1 *	37,29	39,85	-6,9	Technicien en administration 3
65 717	64 236	2,3	1 532,5	1 569,1	-2,4	42,88	40,94	4,5	Techn. documentation 1-2
56 224	63 230	-12,5	1 525,5	1 568,1	-2,8	36,86	40,32	-9,4	Techn. laboratoire 1-2
64 429	70 460	-9,4	1 473,1	1 559,6	-5,9	43,74	45,18	-3,3	Technicien génie 1-2
59 101	62 997	-6,6 *	1 520,0	1 555,6	-2,3	38,88	40,50	-4,2 *	Technicien génie 3
59 521	63 905	-7,4	1 518,6	1 542,4	-1,6	39,19	41,43	-5,7	Techn. informatique 1-2
									Moyenne
38 861	48 363	-24,5	1 476,6	1 579,5	-7,0	26,32	30,62	-16,3	Employés de bureau
45 267	52 759	-16,6	1 538,7	1 556,9	-1,2 *	29,42	33,89	-15,2	Préposé photocopie 2
43 991	47 730	-8,5	1 533,5	1 525,5	0,5	28,69	31,29	-9,1	Magasinier 2
47 480	53 096	-11,8	1 527,7	1 528,3	0,0 *	31,08	34,74	-11,8	Personnel soutien adm. 1
52 583	55 156	-4,9	1 535,5	1 531,1	0,3	34,24	36,02	-5,2	Personnel soutien adm. 2
45 059	52 194	-15,8	1 548,5	1 517,0	2,0	29,10	34,41	-18,2	Personnel soutien adm. 3
49 473	58 525	-18,3	1 515,6	1 518,4	-0,2 *	32,64	38,54	-18,1	Personnel secrétariat 1
49 814	52 662	-5,7	1 469,2	1 521,4	-3,5	33,90	34,61	-2,1 *	Personnel secrétariat 2
41 849	53 013	-26,7	1 531,8	1 542,1	-0,7	27,32	34,38	-25,8	Préposé aux renseignements 2
47 577	53 585	-12,6	1 527,6	1 527,9	0,0 *	31,15	35,07	-12,6	Téléphoniste-récept. 2
									Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Employés de service											
Gardien 2	307	34 163	49 503	-44,9	363	270	34 527	49 774	-44,2	8 330	13 566
Préposé entretien lourd 2	1 056	33 363	39 048	-17,0	437	155	33 800	39 202	-16,0	8 466	11 857
Ouvrier entret. mainten. 2	413	37 676	38 982	-3,5	493	35	38 169	39 017	-2,2	9 323	9 935
Moyenne	...	35 665	37 991	-6,5	422	148	36 087	38 140	-5,7	8 849	10 360
Ouvriers											
Électricien entretien 2	343	45 996	48 146	-4,7 *	359	48	46 355	48 193	-4,0 *	10 548	12 483
Menuisier entretien 2	308	43 839	51 153	-16,7	483	235	44 322	51 388	-15,9	10 413	14 549
Ouvrier cert. entretien 2	914	43 354	47 963	-10,6	339	0	43 694	47 963	-9,8	10 063	13 431
Peintre entretien 2	122	40 237	44 754	-11,2	396	80	40 633	44 835	-10,3	9 621	13 073
Moyenne	...	43 591	47 424	-8,8	379	45	43 971	47 469	-8,0	10 122	12 993
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	45 185	48 961	-8,4	422	62	45 607	49 023	-7,5	10 133	12 135

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
42 857	63 339	-47,8	1 676,1	1 710,4	-2,0	25,57	37,03	-44,8	Employés de service
42 266	51 059	-20,8	1 674,9	1 672,5	0,1 *	25,24	30,53	-21,0	Gardien 2
47 492	48 952	-3,1	1 674,6	1 562,2	6,7	28,36	31,34	-10,5	Préposé entretien lourd 2
									Ouvrier entret. mainten. 2
44 936	48 499	-7,9	1 680,3	1 611,0	4,1	26,75	30,04	-12,3	Moyenne
									Ouvriers
56 904	60 676	-6,6 *	1 696,0	1 635,4	3,6 *	33,55	37,10	-10,6	Électricien entretien 2
54 734	65 937	-20,5	1 685,1	1 685,2	0,0 *	32,48	39,13	-20,5	Menuisier entretien 2
53 757	61 394	-14,2	1 702,7	1 674,5	1,7	31,57	36,66	-16,1	Ouvrier cert. entretien 2
50 254	57 907	-15,2	1 693,2	1 672,8	1,2	29,68	34,62	-16,6	Peintre entretien 2
54 092	60 462	-11,8	1 679,1	1 650,3	1,7	32,22	36,56	-13,5	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
55 740	61 158	-9,7	1 548,1	1 546,7	0,1 *	36,20	39,62	-9,5	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	73	45 012	57 194	-27,1	285	0	45 297	57 194	-26,3	9 949	17 131
Professionnel communic. 2	697	65 458	74 510	-13,8	458	0	65 915	74 510	-13,0	13 158	22 093
Professionnel communic. 3	106	77 745	89 059	-14,6	93	0	77 839	89 059	-14,4	14 286	26 095
Professionnel gest. fin. 1	31	43 667	60 775	-39,2	504	0	44 171	60 775	-37,6	10 000	18 170
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	73 386	-14,0	977	0	65 338	73 386	-12,3	13 625	20 904
Professionnel gest. fin. 3	12	74 827	92 169	-23,2	90	0	74 917	92 169	-23,0	13 793	26 478
Analyste proc. adm./inform. 1	300	45 859	64 011	-39,6	141	0	46 001	64 011	-39,2	9 647	18 526
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	77 371	-16,8	362	0	66 626	77 371	-16,1	12 939	22 242
Analyste proc. adm./inform. 3	905	78 480	93 042	-18,6	176	0	78 656	93 042	-18,3	14 315	26 383
Ingénieur 1	129	47 753	67 265	-40,9	57	0	47 811	67 265	-40,7	9 769	19 420
Ingénieur 2	415	73 607	98 230	-33,5	112	0	73 718	98 230	-33,3	13 535	27 286
Ingénieur 3	371	87 241	117 390	-34,6	105	0	87 345	117 390	-34,4	15 306	32 007
Professionnel sc. phys. 1	35	45 095	60 027	-33,1	434	0	45 530	60 027	-31,8	10 118	17 295
Professionnel sc. phys. 2	398	72 428	80 039	-10,5	995	0	73 422	80 039	-9,0	14 327	23 071
Professionnel sc. phys. 3	107	79 071	99 703	-26,1	95	0	79 166	99 703	-25,9	14 332	28 145
Avocat et notaire 1	49	61 807	81 146	-31,3	117	0	61 923	81 146	-31,0	12 203	22 731
Avocat et notaire 2	370	92 980	114 156	-22,8	604	0	93 584	114 156	-22,0	16 848	31 183
Avocat et notaire 3	239	121 169	130 283	-7,5	145	0	121 314	130 283	-7,4	20 136	35 159
Biologiste 2	118	66 483	78 519	-18,1	80	0	66 563	78 519	-18,0	12 659	22 645
Biologiste 3	40	78 486	94 875	-20,9	94	0	78 580	94 875	-20,7	14 158	26 948
Moyenne	...	70 517	84 085	-19,2	359	0	70 875	84 085	-18,6	13 494	23 955
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	55 385	-18,4	462	0	47 221	55 385	-17,3	10 679	16 939
Techn. documentation 1-2	720	46 441	52 199	-12,4	330	0	46 771	52 199	-11,6	10 486	15 680
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	54 807	-4,1	963	0	53 629	54 807	-2,2	12 089	16 862
Technicien en droit 1-2	360	43 970	61 990	-41,0	48	0	44 018	61 990	-40,8	9 606	18 160
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	66 708	-45,7	315	0	46 107	66 708	-44,7	10 117	20 126
Technicien génie 3	259	53 180	77 251	-45,3	58	0	53 239	77 251	-45,1	11 190	22 081
Moyenne	...	47 602	57 024	-19,8	494	0	48 095	57 024	-18,6	10 801	17 346
Employés de bureau											
Magasinier 1	230	32 684	45 831	-40,2	320	0	33 004	45 831	-38,9	7 680	14 124
Magasinier 2	914	36 248	49 863	-37,6	448	0	36 696	49 863	-35,9	8 571	15 386
Magasinier 3	33	43 476	57 362	-31,9	231	0	43 707	57 362	-31,2	9 713	17 344
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	37 673	-7,7	518	0	35 486	37 673	-6,2	8 505	11 756
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	46 630	-22,5	438	0	38 502	46 630	-21,1	8 977	14 347
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	52 179	-23,6	532	0	42 739	52 179	-22,1	9 844	15 978
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	44 829	-23,0	194	0	36 654	44 829	-22,3	8 405	14 019
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	46 889	-16,6	145	0	40 360	46 889	-16,2	9 113	14 598
Acheteur 2	58	42 374	50 528	-19,2	237	0	42 611	50 528	-18,6	9 541	15 094
Moyenne	...	38 472	46 091	-19,8	388	0	38 860	46 091	-18,6	9 007	14 244

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
55 246	74 326	-34,5	1 506,6	1 601,0	-6,3	36,67	46,43	-26,6	Professionnels
79 073	96 602	-22,2	1 513,4	1 601,0	-5,8	52,25	60,34	-15,5	Professionnel communic. 1
92 125	115 154	-25,0	1 484,8	1 601,0	-7,8	62,04	71,93	-15,9	Professionnel communic. 2
54 171	78 945	-45,7	1 520,3	1 598,3	-5,1	35,63	49,39	-38,6	Professionnel communic. 3
78 963	94 290	-19,4	1 542,5	1 598,2	-3,6	51,19	59,00	-15,2	Professionnel gest. fin. 1
88 710	118 647	-33,7	1 484,8	1 598,0	-7,6	59,74	74,25	-24,3	Professionnel gest. fin. 2
55 648	82 537	-48,3	1 492,1	1 591,3	-6,7	37,30	51,87	-39,1	Professionnel gest. fin. 3
79 566	99 613	-25,2	1 503,9	1 591,3	-5,8	52,91	62,60	-18,3	Analyste proc. adm./inform. 1
92 971	119 425	-28,5	1 488,7	1 591,2	-6,9	62,45	75,05	-20,2	Analyste proc. adm./inform. 2
57 580	86 685	-50,5	1 484,8	1 600,6	-7,8	38,78	54,16	-39,7	Analyste proc. adm./inform. 3
87 254	125 516	-43,9	1 489,6	1 600,6	-7,4	58,57	78,42	-33,9	Ingénieur 1
102 651	149 398	-45,5	1 484,8	1 600,6	-7,8	69,13	93,34	-35,0	Ingénieur 2
55 648	77 321	-38,9	1 514,3	1 600,0	-5,7	36,75	48,33	-31,5	Ingénieur 3
87 750	103 110	-17,5	1 527,5	1 600,0	-4,8	57,45	64,44	-12,2	Professionnel sc. phys. 1
93 497	127 848	-36,7	1 484,8	1 600,0	-7,8	62,97	79,90	-26,9	Professionnel sc. phys. 2
74 127	103 877	-40,1	1 487,6	1 594,7	-7,2	49,83	65,14	-30,7	Professionnel sc. phys. 3
110 431	145 339	-31,6	1 503,3	1 594,7	-6,1	73,46	91,14	-24,1	Avocat et notaire 1
141 450	165 442	-17,0	1 484,8	1 594,7	-7,4	95,26	3,74	-8,9	Avocat et notaire 2
79 221	101 164	-27,7	1 484,8	1 600,0	-7,8	53,35	63,23	-18,5	Avocat et notaire 3
92 738	121 823	-31,4	1 484,8	1 600,0	-7,8	62,46	76,14	-21,9	Biologiste 2
									Biologiste 3
84 369	108 040	-28,1	1 501,8	1 595,3	-6,2	56,21	67,72	-20,5	Moyenne
57 900	72 323	-24,9	1 510,5	1 601,0	-6,0	38,33	45,18	-17,9	Techniciens
57 257	67 879	-18,6	1 535,5	1 606,2	-4,6	37,29	42,26	-13,3	Technicien en administration 1-2
65 717	71 668	-9,1	1 532,5	1 593,7	-4,0	42,88	44,97	-4,9	Techn. documentation 1-2
53 624	80 150	-49,5	1 473,1	1 606,2	-9,0	36,40	49,90	-37,1	Techn. laboratoire 1-2
56 224	86 834	-54,4	1 525,5	1 594,6	-4,5	36,86	54,45	-47,7	Technicien en droit 1-2
64 429	99 332	-54,2	1 473,1	1 596,7	-8,4	43,74	62,21	-42,2	Technicien génie 1-2
									Technicien génie 3
58 896	74 370	-26,3	1 514,8	1 599,6	-5,6	38,87	46,50	-19,6	Moyenne
40 684	59 955	-47,4	1 547,5	1 704,4	-10,1	26,29	35,18	-33,8	Employés de bureau
45 267	65 249	-44,1	1 538,7	1 704,4	-10,8	29,42	38,28	-30,1	Magasinier 1
53 420	74 706	-39,8	1 554,8	1 704,4	-9,6	34,36	43,83	-27,6	Magasinier 2
43 991	49 429	-12,4	1 533,5	1 601,0	-4,4	28,69	30,87	-7,6	Magasinier 3
47 480	60 977	-28,4	1 527,7	1 601,0	-4,8	31,08	38,09	-22,6	Personnel soutien adm. 1
52 583	68 157	-29,6	1 535,5	1 601,0	-4,3	34,24	42,57	-24,3	Personnel soutien adm. 2
45 059	58 848	-30,6	1 548,5	1 601,0	-3,4	29,10	36,76	-26,3	Personnel soutien adm. 3
49 473	61 487	-24,3	1 515,6	1 601,0	-5,6	32,64	38,41	-17,7	Personnel secrétariat 1
52 152	65 622	-25,8	1 553,6	1 592,9	-2,5	33,57	41,20	-22,7	Personnel secrétariat 2
									Acheteur 2
47 867	60 335	-26,0	1 529,2	1 605,8	-5,0	31,31	37,57	-20,0	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	622	36 089	53 479	-48,2	472	0	36 561	53 479	-46,3	9 031	16 888
Cuisinier 1	11	39 873	53 679	-34,6	235	0	40 108	53 679	-33,8	9 607	16 958
Cuisinier 2	934	41 713	54 543	-30,8	518	0	42 231	54 543	-29,2	10 095	17 090
Cuisinier 3	23	43 371	58 208	-34,2	184	0	43 555	58 208	-33,6	9 696	17 294
Journalier/préposé terr. 2	1 441	34 130	43 468	-27,4	241	0	34 371	43 468	-26,5	8 264	12 843
Préposé cuisine/café. 2	2 457	35 859	40 188	-12,1	464	0	36 323	40 188	-10,6	8 976	14 160
Préposé entretien lourd 2	1 056	33 363	49 678	-48,9	437	0	33 800	49 678	-47,0	8 466	16 707
Préposé entretien léger 2	3 536	35 021	39 068	-11,6	457	0	35 478	39 068	-10,1	8 808	12 725
Moyenne	...	35 997	43 871	-21,9	394	0	36 392	43 871	-20,6	8 919	14 734
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	126	36 660	45 113	-23,1	384	0	37 044	45 113	-21,8	8 908	14 029
Conducteur véh. lourds 2	265	39 876	47 710	-19,6	214	0	40 090	47 710	-19,0	9 020	14 082
Électricien entretien 2	343	45 996	62 387	-35,6	359	0	46 355	62 387	-34,6	10 548	18 102
Électricien entretien 3	78	48 224	65 114	-35,0	573	0	48 797	65 114	-33,4	11 281	18 992
Mécanicien véh. motor. 1	21	42 746	57 338	-34,1	181	0	42 927	57 338	-33,6	9 445	17 086
Mécanicien véh. motor. 2	88	45 373	59 715	-31,6	105	0	45 478	59 715	-31,3	9 689	17 414
Menuisier entretien 2	308	43 839	59 738	-36,3	483	0	44 322	59 738	-34,8	10 413	17 484
Machiniste 2	46	45 373	56 850	-25,3	396	0	45 769	56 850	-24,2	10 592	16 594
Conducteur d'équip. lourds 2	45	41 713	49 890	-19,6	54	0	41 767	49 890	-19,4	8 651	14 693
Moyenne	...	43 574	56 754	-30,2	341	0	43 916	56 754	-29,2	10 034	16 641
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 725	53 822	-20,3	405	0	45 129	53 822	-19,3	10 049	16 486

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
4. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
5. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
									Employés de service
45 592	70 367	-54,3	1 674,9	1 704,4	-1,8	27,22	41,29	-51,7	Préposé buanderie 2
49 715	70 637	-42,1	1 715,2	1 704,4	0,6	28,99	41,44	-43,0	Cuisinier 1
52 326	71 632	-36,9	1 671,4	1 704,4	-2,0	31,31	42,03	-34,2	Cuisinier 2
53 251	75 503	-41,8	1 657,2	1 704,4	-2,8	32,13	44,30	-37,9	Cuisinier 3
42 635	56 311	-32,1	1 706,6	1 700,7	0,3	24,98	33,11	-32,5	Journalier/préposé terr. 2
45 299	54 349	-20,0	1 674,2	1 704,4	-1,8	27,06	31,89	-17,9	Préposé cuisine/café. 2
42 266	66 385	-57,1	1 674,9	1 597,9	4,6	25,24	41,55	-64,6	Préposé entretien lourd 2
44 287	51 793	-16,9	1 675,1	1 704,4	-1,7	26,44	30,39	-14,9	Préposé entretien léger 2
45 311	58 605	-29,3	1 685,5	1 694,8	-0,6	26,89	34,62	-28,8	Moyenne
									Ouvriers
45 952	59 142	-28,7	1 680,9	1 704,4	-1,4	27,34	34,70	-26,9	Conducteur véh. légers 2
49 110	61 792	-25,8	1 640,9	1 704,4	-3,9	29,93	36,26	-21,1	Conducteur véh. lourds 2
56 904	80 489	-41,4	1 696,0	1 704,4	-0,5	33,55	47,22	-40,8	Électricien entretien 2
60 079	84 106	-40,0	1 664,0	1 704,4	-2,4	36,11	49,35	-36,7	Électricien entretien 3
52 372	74 423	-42,1	1 642,2	1 704,4	-3,8	31,89	43,67	-36,9	Mécanicien véh. motor. 1
55 167	77 128	-39,8	1 614,0	1 704,4	-5,6	34,18	45,25	-32,4	Mécanicien véh. motor. 2
54 734	77 222	-41,1	1 685,1	1 704,4	-1,1	32,48	45,31	-39,5	Menuisier entretien 2
56 361	73 444	-30,3	1 699,4	1 704,4	-0,3	33,17	43,09	-29,9	Machiniste 2
50 418	64 583	-28,1	1 568,8	1 704,4	-8,6	32,14	37,89	-17,9	Conducteur d'équip. lourds 2
53 949	73 395	-36,0	1 672,3	1 704,4	-1,9	32,26	43,06	-33,5	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
55 179	70 308	-27,4	1 558,7	1 624,3	-4,2	35,65	43,42	-21,8	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	73	45 012	63 093	-40,2	285	972	45 297	64 064	-41,4	9 949	24 572
Professionnel communic. 2	697	65 458	75 032	-14,6	458	149	65 915	75 181	-14,1	13 158	23 482
Professionnel communic. 3	106	77 745	91 469	-17,7	93	102	77 839	91 571	-17,6	14 286	27 864
Professionnel gest. fin. 1	31	43 667	60 490	-38,5	504	9	44 171	60 499	-37,0	10 000	17 987
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	75 974	-18,0	977	472	65 338	76 446	-17,0	13 625	25 392
Professionnel gest. fin. 3	12	74 827	97 577	-30,4	90	261	74 917	97 838	-30,6	13 793	36 315
Analyste proc. adm./inform. 1	300	45 859	64 369	-40,4	141	165	46 001	64 534	-40,3	9 647	19 568
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	79 573	-20,1	362	256	66 626	79 830	-19,8	12 939	28 860
Analyste proc. adm./inform. 3	905	78 480	94 242	-20,1	176	162	78 656	94 403	-20,0	14 315	32 417
Ingénieur 1	129	47 753	65 195	-36,5	57	65	47 811	65 260	-36,5	9 769	21 874
Ingénieur 2	415	73 607	89 231	-21,2	112	240	73 718	89 471	-21,4	13 535	35 321
Ingénieur 3	371	87 241	111 473	-27,8	105	98	87 345	111 571	-27,7	15 306	40 553
Professionnel sc. phys. 2	398	72 428	79 713	-10,1	995	52	73 422	79 765	-8,6	14 327	23 245
Professionnel sc. phys. 3	107	79 071	99 108	-25,3	95	23	79 166	99 131	-25,2	14 332	27 952
Avocat et notaire 1	49	61 807	80 022	-29,5	117	76	61 923	80 098	-29,4	12 203	23 110
Avocat et notaire 2	370	92 980	98 103	-5,5 *	604	387	93 584	98 490	-5,2 *	16 848	31 113
Avocat et notaire 3	239	121 169	125 234	-3,4	145	741	121 314	125 975	-3,8	20 136	40 538
Biologiste 2	118	66 483	74 985	-12,8	80	142	66 563	75 127	-12,9	12 659	21 942
Moyenne	...	70 517	83 724	-18,7	359	234	70 875	83 958	-18,5	13 494	28 607
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	54 693	-17,0	462	166	47 221	54 858	-16,2	10 679	17 823
Technicien en administration 3	135	53 075	57 822	-8,9	58	268	53 134	58 091	-9,3	11 345	16 045
Techn. documentation 1-2	720	46 441	49 216	-6,0	330	345	46 771	49 561	-6,0	10 486	16 562
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	56 762	-7,8	963	86	53 629	56 848	-6,0	12 089	18 824
Techn. laboratoire 3	460	56 709	66 024	-16,4	1 039	38	57 748	66 062	-14,4	12 714	19 800
Technicien en droit 1-2	360	43 970	58 696	-33,5	48	318	44 018	59 014	-34,1	9 606	20 209
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	68 764	-50,2	315	322	46 107	69 086	-49,8	10 117	25 527
Technicien génie 3	259	53 180	79 045	-48,6	58	29	53 239	79 073	-48,5	11 190	33 573
Techn. informatique 1-2	2 102	48 085	54 602	-13,6	378	194	48 463	54 796	-13,1	10 638	17 238
Techn. informatique 3	844	53 726	70 711	-31,6	619	469	54 345	71 179	-31,0	11 699	21 628
Technicien en loisir 1-2	469	46 489	54 197	-16,6	573	772	47 062	54 969	-16,8	10 724	26 603
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	45 710	70 409	-54,0	873	633	46 583	71 042	-52,5	10 863	24 744
Moyenne	...	48 128	57 977	-20,5	516	238	48 644	58 216	-19,7	10 880	19 566
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	14	31 796	41 194	-29,6	13	247	31 809	41 441	-30,3	7 052	12 790
Magasinier 1	230	32 684	46 278	-41,6	320	88	33 004	46 366	-40,5	7 680	14 349
Magasinier 2	914	36 248	51 926	-43,3	448	386	36 696	52 312	-42,6	8 571	18 672
Magasinier 3	33	43 476	59 379	-36,6	231	411	43 707	59 790	-36,8	9 713	21 627
Op. duplicateur 1-2	86	35 232	49 273	-39,9	224	47	35 456	49 320	-39,1	8 281	16 937
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	41 079	-17,5	518	354	35 486	41 433	-16,8	8 505	16 741
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	46 612	-22,5	438	105	38 502	46 717	-21,3	8 977	16 290
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	51 010	-20,9	532	68	42 739	51 078	-19,5	9 844	15 504
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	42 454	-16,4	194	233	36 654	42 687	-16,5	8 405	12 405
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	47 668	-18,5	145	372	40 360	48 041	-19,0	9 113	17 239
Préposé aux renseign. 2	612	40 627	46 484	-14,4	41	388	40 668	46 872	-15,3	9 146	15 460
Préposé aux renseign. 3	61	45 964	57 518	-25,1	46	337	46 010	57 854	-25,7	10 360	16 069
Téléphoniste-récept. 2	971	33 149	40 560	-22,4	518	156	33 667	40 716	-20,9	8 182	11 192
Acheteur 2	58	42 374	52 752	-24,5	237	219	42 611	52 970	-24,3	9 541	15 174
Moyenne	...	38 253	46 390	-21,3	381	218	38 635	46 608	-20,6	8 963	16 016

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
55 246	88 636	-60,4	1 506,6	1 562,3	-3,7	36,67	56,74	-54,7	Professionnels
79 073	98 663	-24,8	1 513,4	1 566,9	-3,5	52,25	62,97	-20,5	Professionnel communic. 1
92 125	119 435	-29,6	1 484,8	1 584,2	-6,7	62,04	75,39	-21,5	Professionnel communic. 2
54 171	78 486	-44,9	1 520,3	1 596,3	-5,0	35,63	49,17	-38,0	Professionnel communic. 3
78 963	101 838	-29,0	1 542,5	1 563,3	-1,4	51,19	65,14	-27,2	Professionnel gest. fin. 1
88 710	134 154	-51,2	1 484,8	1 556,3	-4,8	59,74	86,20	-44,3	Professionnel gest. fin. 2
55 648	84 102	-51,1	1 492,1	1 594,0	-6,8	37,30	52,76	-41,5	Professionnel gest. fin. 3
79 566	108 689	-36,6	1 503,9	1 546,9	-2,9	52,91	70,26	-32,8	Analyste proc. adm./inform. 1
92 971	126 820	-36,4	1 488,7	1 560,0	-4,8	62,45	81,30	-30,2	Analyste proc. adm./inform. 2
57 580	87 134	-51,3	1 484,8	1 597,9	-7,6	38,78	54,53	-40,6	Analyste proc. adm./inform. 3
87 254	124 792	-43,0	1 489,6	1 550,5	-4,1	58,57	80,49	-37,4	Ingénieur 1
102 651	152 124	-48,2	1 484,8	1 578,7	-6,3	69,13	96,36	-39,4	Ingénieur 2
87 750	103 010	-17,4	1 527,5	1 593,0	-4,3	57,45	64,66	-12,6	Ingénieur 3
93 497	127 083	-35,9	1 484,8	1 588,1	-7,0	62,97	80,02	-27,1	Professionnel sc. phys. 2
74 127	103 209	-39,2	1 487,6	1 590,9	-6,9	49,83	64,88	-30,2	Professionnel sc. phys. 3
110 431	129 603	-17,4	1 503,3	1 604,0	-6,7	73,46	80,80	-10,0	Avocat et notaire 1
141 450	166 513	-17,7	1 484,8	1 567,4	-5,6	95,26	6,23	-11,5	Avocat et notaire 2
79 221	97 069	-22,5	1 484,8	1 585,3	-6,8	53,35	61,23	-14,8	Avocat et notaire 3
84 369	112 565	-33,4	1 501,8	1 564,6	-4,2	56,21	71,96	-28,0	Biologiste 2
57 900	72 681	-25,5	1 510,5	1 585,1	-4,9	38,33	45,85	-19,6	Moyenne
64 478	74 136	-15,0	1 473,1	1 526,3	-3,6	43,77	48,57	-11,0	Techniciens
57 257	66 123	-15,5	1 535,5	1 505,7	1,9	37,29	43,92	-17,8	Technicien en administration 1-2
65 717	75 671	-15,1	1 532,5	1 643,0	-7,2	42,88	46,06	-7,4	Technicien en administration 3
70 462	85 861	-21,9	1 532,9	1 562,4	-1,9	45,97	54,95	-19,6	Techn. documentation 1-2
53 624	79 223	-47,7	1 473,1	1 552,9	-5,4	36,40	51,02	-40,1	Techn. laboratoire 1-2
56 224	94 613	-68,3	1 525,5	1 671,5	-9,6	36,86	56,60	-53,6	Techn. laboratoire 3
64 429	112 647	-74,8	1 473,1	1 533,9	-4,1	43,74	73,44	-67,9	Technicien en droit 1-2
59 101	72 035	-21,9	1 520,0	1 612,6	-6,1	38,88	44,67	-14,9	Technicien génie 1-2
66 044	92 808	-40,5	1 535,3	1 634,6	-6,5	43,02	56,78	-32,0	Technicien génie 3
57 786	81 572	-41,2	1 543,2	1 536,5	0,4 *	37,45	53,09	-41,8	Techn. informatique 1-2
57 446	95 786	-66,7	1 535,8	1 574,8	-2,5 *	37,40	60,82	-62,6	Techn. informatique 3
59 524	77 782	-30,7	1 518,6	1 595,5	-5,1	39,19	48,74	-24,4	Technicien en loisir 1-2
38 861	54 230	-39,6	1 476,6	1 550,0	-5,0	26,32	34,99	-32,9	Techn. hygiène du trav. 1-2
40 684	60 714	-49,2	1 547,5	1 738,2	-12,3	26,29	34,93	-32,9	Moyenne
45 267	70 983	-56,8	1 538,7	1 677,8	-9,0	29,42	42,31	-43,8	Employés de bureau
53 420	81 417	-52,4	1 554,8	1 789,6	-15,1	34,36	45,49	-32,4	Préposé photocopie 2
43 738	66 257	-51,5	1 541,5	1 629,2	-5,7	28,37	40,67	-43,3	Magasinier 1
43 991	58 174	-32,2	1 533,5	1 544,0	-0,7 *	28,69	37,68	-31,3	Magasinier 2
47 480	63 007	-32,7	1 527,7	1 556,0	-1,9	31,08	40,49	-30,3	Magasinier 3
52 583	66 582	-26,6	1 535,5	1 583,3	-3,1	34,24	42,05	-22,8	Op. duplicateur 1-2
45 059	55 091	-22,3	1 548,5	1 508,8	2,6	29,10	36,51	-25,5	Personnel soutien adm. 1
49 473	65 279	-31,9	1 515,6	1 509,0	0,4 *	32,64	43,26	-32,5	Personnel soutien adm. 2
49 814	62 331	-25,1	1 469,2	1 621,9	-10,4	33,90	38,43	-13,3	Personnel soutien adm. 3
56 370	73 923	-31,1	1 469,2	1 556,0	-5,9	38,37	47,51	-23,8	Personnel secrétariat 1
41 849	51 908	-24,0	1 531,8	1 568,8	-2,4	27,32	33,09	-21,1	Personnel secrétariat 2
52 152	68 144	-30,7	1 553,6	1 600,0	-3,0	33,57	42,59	-26,9	Préposé aux renseign. 2
47 598	62 623	-31,6	1 528,4	1 556,0	-1,8	31,15	40,25	-29,2	Préposé aux renseign. 3
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	622	36 089	45 669	-26,5 *	472	112	36 561	45 781	-25,2 *	9 031	12 673
Concierge	2 184	37 671	50 819	-34,9	223	146	37 894	50 966	-34,5	9 142	20 619
Cuisinier 1	11	39 873	32 507	18,5	235	98	40 108	32 605	18,7	9 607	6 190
Cuisinier 2	934	41 713	43 993	-5,5 *	518	191	42 231	44 185	-4,6 *	10 095	10 702
Cuisinier 3	23	43 371	49 845	-14,9	184	153	43 555	49 998	-14,8	9 696	12 741
Gardien 2	307	34 163	32 868	3,8	363	212	34 527	33 079	4,2	8 330	5 342
Journalier/préposé terr. 2	1 441	34 130	43 626	-27,8	241	375	34 371	44 001	-28,0	8 264	14 057
Préposé cuisine/café. 2	2 457	35 859	28 224	21,3	464	87	36 323	28 312	22,1	8 976	6 297
Préposé entretien lourd 2	1 056	33 363	31 403	5,9	437	141	33 800	31 544	6,7	8 466	5 425
Ouvrier entret. mainten. 2	413	37 676	56 860	-50,9	493	164	38 169	57 024	-49,4	9 323	20 645
Préposé entretien léger 2	3 536	35 021	32 616	6,9	457	197	35 478	32 814	7,5	8 808	7 196
Moyenne	...	36 050	38 696	-7,3	399	177	36 449	38 873	-6,7	8 929	11 059
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	126	36 660	48 318	-31,8	384	71	37 044	48 390	-30,6	8 908	16 853
Conducteur véh. lourds 2	265	39 876	49 481	-24,1	214	169	40 090	49 650	-23,8	9 020	12 188
Électricien entretien 2	343	45 996	65 343	-42,1	359	138	46 355	65 482	-41,3	10 548	27 424
Électricien entretien 3	78	48 224	64 653	-34,1	573	53	48 797	64 706	-32,6	11 281	20 883
Mécanicien véh. motor. 1	21	42 746	52 158	-22,0	181	431	42 927	52 588	-22,5	9 445	16 481
Mécanicien véh. motor. 2	88	45 373	59 777	-31,7	105	391	45 478	60 168	-32,3	9 689	20 379
Mécanicien entret. Millwright 2	245	45 438	61 437	-35,2	590	45	46 028	61 482	-33,6	10 877	22 606
Menuisier entretien 2	308	43 839	54 723	-24,8	483	591	44 322	55 313	-24,8	10 413	20 165
Ouvrier de voirie 2	108	37 045	47 096	-27,1	48	377	37 093	47 474	-28,0	7 664	19 577
Ouvrier cert. entretien 2	914	43 354	59 948	-38,3	339	318	43 694	60 266	-37,9	10 063	20 040
Peintre entretien 2	122	40 237	54 178	-34,6	396	443	40 633	54 621	-34,4	9 621	17 332
Machiniste 2	46	45 373	53 537	-18,0	396	147	45 769	53 684	-17,3	10 592	12 657
Conducteur d'équip. lourds 2	45	41 713	52 367	-25,5	54	377	41 767	52 744	-26,3	8 651	22 069
Moyenne	...	43 708	57 306	-31,1	347	253	44 055	57 560	-30,7	10 047	20 187
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 620	53 066	-18,9	413	219	45 033	53 286	-18,3	10 055	17 759

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
45 592	58 454	-28,2 *	1 674,9	1 686,0	-0,7 *	27,22	34,67	-27,4 *	Employés de service
47 035	71 585	-52,2	1 715,1	1 696,0	1,1	27,42	42,21	-53,9	Préposé buanderie 2
49 715	38 796	22,0	1 715,2	1 821,2	-6,2	28,99	21,30	26,5	Concierge
52 326	54 886	-4,9 *	1 671,4	1 714,8	-2,6 *	31,31	32,01	-2,2 *	Cuisinier 1
53 251	62 739	-17,8	1 657,2	1 676,0	-1,1 *	32,13	37,43	-16,5	Cuisinier 2
42 857	38 422	10,3	1 676,1	1 874,1	-11,8	25,57	20,50	19,8	Cuisinier 3
42 635	58 058	-36,2	1 706,6	1 725,8	-1,1	24,98	33,64	-34,7	Gardien 2
45 299	34 609	23,6	1 674,2	1 802,0	-7,6	27,06	19,21	29,0	Journalier/préposé terr. 2
42 266	36 969	12,5	1 674,9	1 659,4	0,9 *	25,24	22,28	11,7	Préposé cuisine/café. 2
47 492	77 669	-63,5	1 674,6	1 684,3	-0,6 *	28,36	46,11	-62,6	Préposé entretien lourd 2
44 287	40 010	9,7	1 675,1	1 648,5	1,6 *	26,44	24,27	8,2	Ouvrier entret. mainten. 2
45 378	49 932	-10,0	1 684,6	1 707,6	-1,4 *	26,94	29,33	-8,9	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
45 952	65 243	-42,0	1 680,9	1 751,3	-4,2	27,34	37,25	-36,3	Ouvriers
49 110	61 838	-25,9	1 640,9	1 964,6	-19,7	29,93	31,48	-5,2 *	Conducteur véh. légers 2
56 904	92 906	-63,3	1 696,0	1 717,7	-1,3 *	33,55	54,09	-61,2	Conducteur véh. lourds 2
60 079	85 589	-42,5	1 664,0	1 711,0	-2,8	36,11	50,02	-38,5	Électricien entretien 2
52 372	69 069	-31,9	1 642,2	1 830,6	-11,5	31,89	37,73	-18,3 *	Électricien entretien 3
55 167	80 548	-46,0	1 614,0	1 745,0	-8,1	34,18	46,16	-35,1	Mécanicien véh. motor. 1
56 905	84 088	-47,8	1 675,6	1 745,4	-4,2	33,96	48,18	-41,9	Mécanicien véh. motor. 2
54 734	75 478	-37,9	1 685,1	1 712,3	-1,6 *	32,48	44,08	-35,7	Mécanicien entret. Millwright 2
44 758	67 051	-49,8	1 568,8	1 675,3	-6,8	28,53	40,02	-40,3	Menuisier entretien 2
53 757	80 306	-49,4	1 702,7	1 698,4	0,3 *	31,57	47,28	-49,8	Ouvrier de voirie 2
50 254	71 953	-43,2	1 693,2	1 717,0	-1,4	29,68	41,91	-41,2	Ouvrier cert. entretien 2
56 361	66 340	-17,7 *	1 699,4	1 779,6	-4,7	33,17	37,28	-12,4 *	Peintre entretien 2
50 418	74 813	-48,4	1 568,8	1 630,7	-3,9	32,14	45,88	-42,8	Machiniste 2
54 102	77 747	-43,7	1 670,3	1 729,2	-3,5	32,40	45,22	-39,6	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
55 088	71 045	-29,0	1 559,8	1 604,6	-2,9	35,55	44,53	-25,3	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	73	45 012	48 291	-7,3	285	6	45 297	48 298	-6,6	9 949	12 482
Professionnel communic. 2	697	65 458	62 882	3,9 *	458	54	65 915	62 936	4,5 *	13 158	14 591
Professionnel communic. 3	106	77 745	94 950	-22,1	93	139	77 839	95 089	-22,2	14 286	29 108
Professionnel gest. fin. 1	31	43 667	46 948	-7,5	504	3	44 171	46 952	-6,3 *	10 000	10 319
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	68 286	-6,1	977	31	65 338	68 318	-4,6	13 625	14 411
Professionnel gest. fin. 3	12	74 827	94 610	-26,4	90	5	74 917	94 615	-26,3	13 793	23 190
Analyste proc. adm./inform. 1	300	45 859	55 440	-20,9	141	4	46 001	55 445	-20,5	9 647	14 122
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	70 392	-6,2	362	27	66 626	70 419	-5,7	12 939	15 233
Analyste proc. adm./inform. 3	905	78 480	92 865	-18,3	176	15	78 656	92 881	-18,1	14 315	18 951
Ingénieur 1	129	47 753	58 197	-21,9	57	11	47 811	58 208	-21,7	9 769	14 102
Ingénieur 2	415	73 607	79 945	-8,6	112	16	73 718	79 961	-8,5	13 535	19 913
Ingénieur 3	371	87 241	105 955	-21,5	105	30	87 345	105 985	-21,3	15 306	24 288
Professionnel sc. phys. 1	35	45 095	55 628	-23,4	434	48	45 530	55 676	-22,3	10 118	13 593
Professionnel sc. phys. 2	398	72 428	66 141	8,7	995	198	73 422	66 339	9,6	14 327	13 600
Professionnel sc. phys. 3	107	79 071	89 205	-12,8	95	358	79 166	89 563	-13,1	14 332	15 429
Avocat et notaire 1	49	61 807	65 074	-5,3 *	117	166	61 923	65 240	-5,4 *	12 203	16 316
Avocat et notaire 2	370	92 980	93 524	-0,6 *	604	167	93 584	93 691	-0,1 *	16 848	23 799
Avocat et notaire 3	239	121 169	112 778	6,9	145	0	121 314	112 778	7,0	20 136	37 124
Biologiste 1	25	44 996	46 879	-4,2	54	65	45 050	46 944	-4,2	9 392	8 158
Biologiste 2	118	66 483	58 794	11,6	80	159	66 563	58 953	11,4	12 659	11 393
Biologiste 3	40	78 486	90 948	-15,9	94	721	78 580	91 669	-16,7	14 158	16 769
Moyenne	...	70 517	74 783	-6,0	359	71	70 875	74 853	-5,6	13 494	16 768
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	48 161	-3,0 *	462	50	47 221	48 210	-2,1 *	10 679	11 275
Technicien en administration 3	135	53 075	62 634	-18,0	58	96	53 134	62 730	-18,1	11 345	14 059
Techn. documentation 1-2	720	46 441	46 316	0,3 *	330	208	46 771	46 524	0,5 *	10 486	13 847
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	46 032	12,6	963	167	53 629	46 199	13,9	12 089	10 255
Techn. laboratoire 3	460	56 709	51 446	9,3 *	1 039	426	57 748	51 872	10,2 *	12 714	9 529
Technicien en droit 1-2	360	43 970	58 778	-33,7	48	10	44 018	58 787	-33,6	9 606	12 961
Technicien en droit 3	16	52 948	79 755	-50,6	58	0	53 006	79 755	-50,5	11 314	14 823
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	65 087	-42,1	315	52	46 107	65 139	-41,3	10 117	16 716
Technicien génie 3	259	53 180	83 661	-57,3	58	31	53 239	83 692	-57,2	11 190	18 638
Techn. informatique 1-2	2 102	48 085	51 518	-7,1	378	27	48 463	51 545	-6,4	10 638	11 173
Techn. informatique 3	844	53 726	62 991	-17,2	619	12	54 345	63 003	-15,9	11 699	12 105
Technicien en loisir 1-2	469	46 489	61 892	-33,1	573	377	47 062	62 269	-32,3	10 724	12 960
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	45 710	63 124	-38,1	873	54	46 583	63 178	-35,6	10 863	15 107
Moyenne	...	48 132	52 509	-9,1	515	88	48 648	52 597	-8,1	10 881	12 071
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	14	31 796	33 759	-6,2 *	13	4	31 809	33 763	-6,1 *	7 052	7 533
Magasinier 1	230	32 684	32 954	-0,8 *	320	40	33 004	32 994	0,0 *	7 680	7 178
Magasinier 2	914	36 248	42 659	-17,7	448	102	36 696	42 761	-16,5	8 571	9 589
Magasinier 3	33	43 476	45 624	-4,9 *	231	16	43 707	45 640	-4,4 *	9 713	8 976
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	35 033	-0,2 *	518	86	35 486	35 119	1,0 *	8 505	7 974
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	38 632	-1,5 *	438	54	38 502	38 686	-0,5 *	8 977	9 523
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	44 673	-5,8	532	126	42 739	44 799	-4,8 *	9 844	8 959
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	39 860	-9,3	194	77	36 654	39 936	-9,0	8 405	9 031
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	45 969	-14,3	145	78	40 360	46 048	-14,1	9 113	11 320
Préposé aux renseign. 2	612	40 627	36 296	10,7	41	18	40 668	36 314	10,7	9 146	8 644
Préposé aux renseign. 3	61	45 964	52 276	-13,7 *	46	91	46 010	52 367	-13,8 *	10 360	14 260
Téléphoniste-récept. 2	971	33 149	32 929	0,7 *	518	50	33 667	32 979	2,0 *	8 182	7 330
Acheteur 2	58	42 374	49 718	-17,3	237	90	42 611	49 808	-16,9	9 541	11 940
Moyenne	...	38 253	40 343	-5,5	381	75	38 635	40 418	-4,6	8 963	9 403

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
Professionnels									
55 246	60 779	-10,0	1 506,6	1 688,8	-12,1	36,67	35,99	1,9 *	Professionnel communic. 1
79 073	77 528	2,0 *	1 513,4	1 627,1	-7,5	52,25	47,65	8,8	Professionnel communic. 2
92 125	124 197	-34,8	1 484,8	1 632,9	-10,0	62,04	76,06	-22,6	Professionnel communic. 3
54 171	57 271	-5,7 *	1 520,3	1 766,6	-16,2	35,63	32,42	9,0	Professionnel gest. fin. 1
78 963	82 729	-4,8	1 542,5	1 724,2	-11,8	51,19	47,98	6,3	Professionnel gest. fin. 2
88 710	117 805	-32,8	1 484,8	1 665,7	-12,2	59,74	70,72	-18,4	Professionnel gest. fin. 3
55 648	69 567	-25,0	1 492,1	1 655,2	-10,9	37,30	42,03	-12,7	Analyste proc. adm./inform. 1
79 566	85 652	-7,7	1 503,9	1 706,6	-13,5	52,91	50,19	5,1 *	Analyste proc. adm./inform. 2
92 971	111 832	-20,3	1 488,7	1 689,3	-13,5	62,45	66,20	-6,0	Analyste proc. adm./inform. 3
57 580	72 310	-25,6	1 484,8	1 781,3	-20,0	38,78	40,60	-4,7	Ingénieur 1
87 254	99 874	-14,5	1 489,6	1 778,0	-19,4	58,57	56,17	4,1	Ingénieur 2
102 651	130 273	-26,9	1 484,8	1 749,6	-17,8	69,13	74,46	-7,7	Ingénieur 3
55 648	69 268	-24,5	1 514,3	1 802,6	-19,0	36,75	38,43	-4,6 *	Professionnel sc. phys. 1
87 750	79 939	8,9	1 527,5	1 736,6	-13,7	57,45	46,03	19,9	Professionnel sc. phys. 2
93 497	104 993	-12,3	1 484,8	1 683,4	-13,4	62,97	62,37	1,0 *	Professionnel sc. phys. 3
74 127	81 556	-10,0	1 487,6	1 701,5	-14,4	49,83	47,93	3,8 *	Avocat et notaire 1
110 431	117 490	-6,4	1 503,3	1 650,7	-9,8	73,46	71,18	3,1	Avocat et notaire 2
141 450	149 903	-6,0	1 484,8	1 636,2	-10,2	95,26	91,61	3,8	Avocat et notaire 3
54 442	55 103	-1,2 *	1 484,8	1 741,3	-17,3	36,67	31,64	13,7	Biologiste 1
79 221	70 346	11,2	1 484,8	1 724,8	-16,2	53,35	40,79	23,6	Biologiste 2
92 738	108 438	-16,9	1 484,8	1 618,1	-9,0	62,46	67,02	-7,3 *	Biologiste 3
84 369	91 621	-8,6	1 501,8	1 700,6	-13,2	56,21	53,96	4,0	Moyenne
Techniciens									
57 900	59 486	-2,7 *	1 510,5	1 707,8	-13,1	38,33	34,83	9,1	Technicien en administration 1-2
64 478	76 788	-19,1	1 473,1	1 707,2	-15,9	43,77	44,98	-2,8 *	Technicien en administration 3
57 257	60 371	-5,4 *	1 535,5	1 592,5	-3,7	37,29	37,91	-1,7 *	Techn. documentation 1-2
65 717	56 454	14,1	1 532,5	1 711,2	-11,7	42,88	32,99	23,1	Techn. laboratoire 1-2
70 462	61 401	12,9 *	1 532,9	1 711,3	-11,6	45,97	35,88	21,9 *	Techn. laboratoire 3
53 624	71 749	-33,8	1 473,1	1 675,0	-13,7	36,40	42,84	-17,7	Technicien en droit 1-2
64 321	94 579	-47,0	1 473,1	1 579,7	-7,2	43,66	59,87	-37,1	Technicien en droit 3
56 224	81 855	-45,6	1 525,5	1 775,4	-16,4	36,86	46,10	-25,1	Technicien génie 1-2
64 429	102 330	-58,8	1 473,1	1 743,0	-18,3	43,74	58,71	-34,2	Technicien génie 3
59 101	62 718	-6,1	1 520,0	1 730,8	-13,9	38,88	36,24	6,8	Techn. informatique 1-2
66 044	75 107	-13,7	1 535,3	1 738,2	-13,2	43,02	43,21	-0,4 *	Techn. informatique 3
57 786	75 230	-30,2	1 543,2	1 608,6	-4,2 *	37,45	46,77	-24,9 *	Technicien en loisir 1-2
57 446	78 285	-36,3	1 535,8	1 809,2	-17,8	37,40	43,27	-15,7	Techn. hygiène du trav. 1-2
59 528	64 669	-8,6	1 518,6	1 712,5	-12,8	39,20	37,74	3,7	Moyenne
Employés de bureau									
38 861	41 296	-6,3 *	1 476,6	1 641,9	-11,2	26,32	25,15	4,4 *	Préposé photocopie 2
40 684	40 172	1,3 *	1 547,5	1 834,4	-18,5	26,29	21,90	16,7	Magasinier 1
45 267	52 349	-15,6	1 538,7	1 811,1	-17,7	29,42	28,91	1,7 *	Magasinier 2
53 420	54 617	-2,2 *	1 554,8	1 827,4	-17,5	34,36	29,89	13,0 *	Magasinier 3
43 991	43 093	2,0 *	1 533,5	1 738,5	-13,4	28,69	24,79	13,6	Personnel soutien adm. 1
47 480	48 209	-1,5 *	1 527,7	1 710,4	-12,0	31,08	28,19	9,3	Personnel soutien adm. 2
52 583	53 758	-2,2 *	1 535,5	1 727,2	-12,5	34,24	31,12	9,1	Personnel soutien adm. 3
45 059	48 967	-8,7	1 548,5	1 720,4	-11,1	29,10	28,46	2,2 *	Personnel secrétariat 1
49 473	57 367	-16,0	1 515,6	1 663,4	-9,7	32,64	34,49	-5,7	Personnel secrétariat 2
49 814	44 958	9,7	1 469,2	1 750,8	-19,2	33,90	25,68	24,3	Préposé aux renseign. 2
56 370	66 627	-18,2 *	1 469,2	1 612,8	-9,8	38,37	41,31	-7,7 *	Préposé aux renseign. 3
41 849	40 309	3,7 *	1 531,8	1 750,7	-14,3	27,32	23,02	15,7	Téléphoniste-récept. 2
52 152	61 748	-18,4	1 553,6	1 784,1	-14,8	33,57	34,61	-3,1 *	Acheteur 2
47 598	49 821	-4,7	1 528,4	1 717,2	-12,3	31,15	29,06	6,7	Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Employés de service											
Concierge	2 184	37 671	35 584	5,5 *	223	163	37 894	35 747	5,7 *	9 142	7 298
Cuisinier 1	11	39 873	27 711	30,5	235	50	40 108	27 761	30,8	9 607	5 965
Cuisinier 2	934	41 713	31 491	24,5	518	153	42 231	31 644	25,1	10 095	6 649
Cuisinier 3	23	43 371	44 649	-2,9 *	184	14	43 555	44 663	-2,5 *	9 696	10 113
Gardien 2	307	34 163	34 010	0,4 *	363	92	34 527	34 102	1,2 *	8 330	5 694
Préposé cuisine/café. 2	2 457	35 859	26 425	26,3	464	54	36 323	26 479	27,1	8 976	5 768
Préposé entretien lourd 2	1 056	33 363	35 464	-6,3 *	437	160	33 800	35 624	-5,4 *	8 466	8 230
Ouvrier entret. mainten. 2	413	37 676	37 934	-0,7 *	493	116	38 169	38 050	0,3 *	9 323	7 003
Préposé entretien léger 2	3 536	35 021	27 182	22,4	457	95	35 478	27 277	23,1	8 808	5 374
Moyenne	...	36 050	30 980	14,1	399	115	36 449	31 095	14,7	8 929	6 402
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	126	36 660	31 020	15,4	384	35	37 044	31 055	16,2	8 908	6 240
Conducteur véh. lourds 2	265	39 876	41 815	-4,9 *	214	35	40 090	41 851	-4,4 *	9 020	7 724
Électricien entretien 2	343	45 996	60 248	-31,0	359	76	46 355	60 323	-30,1	10 548	13 787
Mécanicien véh. motor. 2	88	45 373	52 924	-16,6	105	96	45 478	53 020	-16,6	9 689	11 991
Mécanicien entret. Millwright 2	245	45 438	50 288	-10,7 *	590	131	46 028	50 419	-9,5 *	10 877	10 598
Menuisier entretien 2	308	43 839	47 047	-7,3 *	483	854	44 322	47 901	-8,1 *	10 413	12 696
Ouvrier cert. entretien 2	914	43 354	46 336	-6,9 *	339	97	43 694	46 433	-6,3 *	10 063	9 643
Machiniste 2	46	45 373	48 335	-6,5	396	9	45 769	48 345	-5,6 *	10 592	9 592
Conducteur d'équip. lourds 2	45	41 713	48 920	-17,3 *	54	978	41 767	49 898	-19,5 *	8 651	15 453
Moyenne	...	43 482	47 936	-10,2	363	206	43 845	48 142	-9,8	10 065	10 605
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 615	46 295	-3,8	414	92	45 029	46 386	-3,0	10 056	10 481

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
47 035	43 045	8,5 *	1 715,1	1 785,0	-4,1	27,42	24,11	12,1	Employés de service
49 715	33 726	32,2	1 715,2	1 689,9	1,5 *	28,99	19,96	31,1	Concierge
52 326	38 293	26,8	1 671,4	1 793,4	-7,3	31,31	21,35	31,8	Cuisinier 1
53 251	54 777	-2,9 *	1 657,2	1 883,2	-13,6	32,13	29,09	9,5	Cuisinier 2
42 857	39 796	7,1 *	1 676,1	1 856,8	-10,8	25,57	21,43	16,2	Cuisinier 3
45 299	32 247	28,8	1 674,2	1 853,1	-10,7	27,06	17,40	35,7	Gardien 2
42 266	43 854	-3,8 *	1 674,9	1 827,9	-9,1	25,24	23,99	4,9 *	Préposé cuisine/café. 2
47 492	45 054	5,1 *	1 674,6	1 840,6	-9,9	28,36	24,48	13,7	Préposé entretien lourd 2
44 287	32 650	26,3	1 675,1	1 813,5	-8,3	26,44	18,00	31,9	Ouvrier entret. mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
45 378	37 497	17,4	1 684,6	1 811,2	-7,5	26,94	20,75	23,0	Moyenne
									Ouvriers
45 952	37 295	18,8	1 680,9	1 826,9	-8,7	27,34	20,41	25,3	Conducteur véh. légers 2
49 110	49 574	-0,9 *	1 640,9	2 157,9	-31,5	29,93	22,97	23,2	Conducteur véh. lourds 2
56 904	74 110	-30,2	1 696,0	1 856,0	-9,4	33,55	39,93	-19,0	Électricien entretien 2
55 167	65 011	-17,8	1 614,0	1 888,0	-17,0	34,18	34,43	-0,7 *	Mécanicien véh. motor. 2
56 905	61 017	-7,2 *	1 675,6	1 818,2	-8,5	33,96	33,56	1,2 *	Mécanicien entret. Millwright 2
54 734	60 598	-10,7 *	1 685,1	1 786,0	-6,0	32,48	33,93	-4,5 *	Menuisier entretien 2
53 757	56 076	-4,3 *	1 702,7	1 767,0	-3,8	31,57	31,73	-0,5 *	Ouvrier cert. entretien 2
56 361	57 937	-2,8 *	1 699,4	1 818,8	-7,0	33,17	31,85	4,0 *	Machiniste 2
50 418	65 351	-29,6	1 568,8	1 761,7	-12,3	32,14	37,10	-15,4 *	Conducteur d'équip. lourds 2
53 910	58 747	-9,0	1 677,8	1 828,7	-9,0	32,12	32,26	-0,4 *	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
55 085	56 868	-3,2	1 559,6	1 737,2	-11,4	35,56	32,93	7,4	Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 2	697	65 458	78 149	-19,4	458	815	65 915	78 963	-19,8	13 158	31 708
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	77 491	-20,4	977	530	65 338	78 021	-19,4	13 625	28 780
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	74 488	-12,4	362	348	66 626	74 836	-12,3	12 939	24 823
Ingénieur 2	415	73 607	84 886	-15,3	112	0	73 718	84 886	-15,1	13 535	24 910
Moyenne	...	71 193	83 162	-16,8	345	529	71 538	83 691	-17,0	13 587	29 234
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	55 068	-17,8	462	235	47 221	55 304	-17,1	10 679	18 020
Techn. documentation 1-2	720	46 441	56 287	-21,2	330	84	46 771	56 371	-20,5	10 486	23 336
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	60 424	-14,7	963	10	53 629	60 435	-12,7	12 089	21 388
Technicien en droit 1-2	360	43 970	72 086	-63,9	48	797	44 018	72 883	-65,6	9 606	28 432
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	69 601	-52,0	315	332	46 107	69 934	-51,7	10 117	23 667
Technicien génie 3	259	53 180	78 717	-48,0	58	514	53 239	79 232	-48,8	11 190	28 323
Techn. informatique 1-2	2 102	48 085	54 111	-12,5	378	105	48 463	54 215	-11,9	10 638	17 360
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	45 710	78 409	-71,5	873	0	46 583	78 409	-68,3	10 863	34 298
Moyenne	...	48 127	60 548	-25,8	516	246	48 642	60 794	-25,0	10 880	20 951
Employés de bureau											
Magasinier 1	230	32 684	46 146	-41,2	320	31	33 004	46 178	-39,9	7 680	14 246
Magasinier 2	914	36 248	54 020	-49,0	448	634	36 696	54 654	-48,9	8 571	18 425
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	44 114	-26,2	518	116	35 486	44 230	-24,6	8 505	14 447
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	46 233	-21,5	438	160	38 502	46 394	-20,5	8 977	14 473
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	48 648	-15,3 *	532	48	42 739	48 695	-13,9 *	9 844	12 463
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	44 024	-20,7	194	184	36 654	44 208	-20,6	8 405	14 162
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	46 901	-16,6	145	139	40 360	47 040	-16,6	9 113	14 597
Préposé aux renseign. 2	612	40 627	46 709	-15,0	41	313	40 668	47 022	-15,6	9 146	12 644
Téléphoniste-récept. 2	971	33 149	41 572	-25,4	518	141	33 667	41 714	-23,9	8 182	11 056
Acheteur 2	58	42 374	62 508	-47,5	237	149	42 611	62 657	-47,0	9 541	17 892
Moyenne	...	38 239	46 577	-21,8	383	155	38 622	46 731	-21,0	8 962	14 254

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
79 073	110 671	-40,0	1 513,4	1 574,0	-4,0	52,25	70,31	-34,6	Professionnels
78 963	106 801	-35,3	1 542,5	1 631,7	-5,8	51,19	65,45	-27,9	Professionnel communic. 2
79 566	99 659	-25,3	1 503,9	1 656,8	-10,2	52,91	60,15	-13,7 *	Professionnel gest. fin. 2
87 254	109 796	-25,8	1 489,6	1 713,9	-15,1	58,57	64,06	-9,4	Analyste proc. adm./inform. 2
85 125	112 925	-32,7	1 501,7	1 640,0	-9,2	56,72	69,34	-22,2	Ingénieur 2
									Moyenne
57 900	73 323	-26,6	1 510,5	1 637,5	-8,4	38,33	44,78	-16,8	Techniciens
57 257	79 707	-39,2	1 535,5	1 478,3	3,7 *	37,29	53,92	-44,6	Technicien en administration 1-2
65 717	81 823	-24,5	1 532,5	1 738,0	-13,4	42,88	47,08	-9,8 *	Techn. documentation 1-2
53 624	101 315	-88,9	1 473,1	1 551,8	-5,3	36,40	65,29	-79,3	Techn. laboratoire 1-2
56 224	93 601	-66,5	1 525,5	1 751,4	-14,8	36,86	53,44	-45,0	Technicien en droit 1-2
64 429	107 555	-66,9	1 473,1	1 701,6	-15,5	43,74	63,21	-44,5	Technicien génie 1-2
59 101	71 575	-21,1	1 520,0	1 680,7	-10,6	38,88	42,59	-9,5	Technicien génie 3
57 446	112 706	-96,2	1 535,8	1 719,5	-12,0	37,40	65,55	-75,2	Techn. informatique 1-2
59 523	81 745	-37,3	1 518,6	1 661,1	-9,4	39,19	49,21	-25,6	Techn. hygiène du trav. 1-2
									Moyenne
40 684	60 423	-48,5	1 547,5	1 767,0	-14,2	26,29	34,20	-30,1	Employés de bureau
45 267	73 079	-61,4	1 538,7	1 756,0	-14,1	29,42	41,62	-41,5	Magasinier 1
43 991	58 676	-33,4	1 533,5	1 653,7	-7,8	28,69	35,48	-23,7	Magasinier 2
47 480	60 867	-28,2	1 527,7	1 644,8	-7,7	31,08	37,00	-19,1	Personnel soutien adm. 1
52 583	61 159	-16,3 *	1 535,5	1 603,0	-4,4 *	34,24	38,15	-11,4 *	Personnel soutien adm. 2
45 059	58 371	-29,5	1 548,5	1 577,3	-1,9 *	29,10	37,01	-27,2	Personnel soutien adm. 3
49 473	61 637	-24,6	1 515,6	1 584,8	-4,6	32,64	38,89	-19,1	Personnel secrétariat 1
49 814	59 666	-19,8	1 469,2	1 674,6	-14,0	33,90	35,63	-5,1 *	Personnel secrétariat 2
41 849	52 769	-26,1	1 531,8	1 626,0	-6,1	27,32	32,45	-18,8 *	Préposé aux renseign. 2
52 152	80 549	-54,4	1 553,6	1 708,6	-10,0	33,57	47,14	-40,4	Téléphoniste-récept. 2
47 584	60 985	-28,2	1 527,6	1 630,1	-6,7	31,16	37,42	-20,1	Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge	2 184	37 671	52 901	-40,4	223	15	37 894	52 916	-39,6	9 142	22 872
Cuisinier 1	11	39 873	31 466	21,1	235	99	40 108	31 565	21,3	9 607	5 576
Cuisinier 2	934	41 713	44 197	-6,0 *	518	157	42 231	44 354	-5,0 *	10 095	10 080
Gardien 2	307	34 163	32 324	5,4	363	207	34 527	32 531	5,8	8 330	4 931
Journalier/préposé terr. 2	1 441	34 130	39 548	-15,9	241	118	34 371	39 666	-15,4	8 264	10 985
Préposé cuisine/café. 2	2 457	35 859	26 883	25,0	464	88	36 323	26 971	25,7	8 976	5 477
Préposé entretien lourd 2	1 056	33 363	30 478	8,6	437	137	33 800	30 615	9,4	8 466	4 762
Ouvrier entret. mainten. 2	413	37 676	60 510	-60,6	493	63	38 169	60 573	-58,7	9 323	22 908
Préposé entretien léger 2	3 536	35 021	32 117	8,3	457	188	35 478	32 305	8,9	8 808	6 864
Moyenne	...	36 050	38 242	-6,1	399	118	36 449	38 360	-5,2	8 929	10 820
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	126	36 660	47 024	-28,3	384	73	37 044	47 097	-27,1	8 908	13 583
Conducteur véh. lourds 2	265	39 876	49 465	-24,0	214	139	40 090	49 604	-23,7	9 020	11 626
Électricien entretien 2	343	45 996	68 246	-48,4	359	59	46 355	68 304	-47,3	10 548	27 599
Mécanicien véh. motor. 1	21	42 746	50 433	-18,0 *	181	298	42 927	50 731	-18,2 *	9 445	14 450
Mécanicien véh. motor. 2	88	45 373	62 894	-38,6	105	125	45 478	63 019	-38,6	9 689	18 506
Mécanicien entret. Millwright 2	245	45 438	61 578	-35,5	590	43	46 028	61 620	-33,9	10 877	22 539
Menuisier entretien 2	308	43 839	54 863	-25,1 *	483	613	44 322	55 476	-25,2 *	10 413	18 155
Ouvrier cert. entretien 2	914	43 354	62 193	-43,5	339	110	43 694	62 303	-42,6	10 063	15 741
Machiniste 2	46	45 373	57 797	-27,4	396	212	45 769	58 008	-26,7	10 592	15 382
Conducteur d'équip. lourds 2	45	41 713	54 413	-30,4	54	98	41 767	54 511	-30,5	8 651	16 003
Moyenne	...	43 797	59 816	-36,6	378	154	44 176	59 971	-35,8	10 170	18 274
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 096	53 027	-20,3	415	211	44 511	53 237	-19,6	9 991	17 066

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
47 035	75 788	-61,1	1 715,1	1 692,8	1,3	27,42	44,77	-63,3	Employés de service
49 715	37 141	25,3	1 715,2	1 831,2	-6,8	28,99	20,28	30,0	Concierge
52 326	54 434	-4,0 *	1 671,4	1 753,0	-4,9	31,31	31,05	0,8 *	Cuisinier 1
42 857	37 462	12,6	1 676,1	1 880,8	-12,2	25,57	19,92	22,1	Cuisinier 2
42 635	50 651	-18,8 *	1 706,6	1 767,1	-3,5	24,98	28,66	-14,7 *	Gardien 2
45 299	32 448	28,4	1 674,2	1 814,2	-8,4	27,06	17,89	33,9	Journalier/préposé terr. 2
42 266	35 377	16,3	1 674,9	1 659,8	0,9 *	25,24	21,31	15,5	Préposé cuisine/café. 2
47 492	83 481	-75,8	1 674,6	1 705,5	-1,8 *	28,36	48,95	-72,6	Préposé entretien lourd 2
44 287	39 169	11,6	1 675,1	1 660,2	0,9 *	26,44	23,59	10,8	Ouvrier entret. mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
45 378	49 181	-8,4	1 684,6	1 720,8	-2,1	26,94	28,69	-6,5	Moyenne
									Ouvriers
45 952	60 680	-32,1	1 680,9	1 822,7	-8,4	27,34	33,29	-21,8	Conducteur véh. légers 2
49 110	61 230	-24,7	1 640,9	2 004,1	-22,1	29,93	30,55	-2,1 *	Conducteur véh. lourds 2
56 904	95 904	-68,5	1 696,0	1 749,5	-3,2	33,55	54,82	-63,4	Électricien entretien 2
52 372	65 181	-24,5 *	1 642,2	1 835,7	-11,8	31,89	35,51	-11,3 *	Mécanicien véh. motor. 1
55 167	81 525	-47,8	1 614,0	1 824,1	-13,0	34,18	44,69	-30,8	Mécanicien véh. motor. 2
56 905	84 160	-47,9	1 675,6	1 748,2	-4,3	33,96	48,14	-41,7	Mécanicien entret. Millwright 2
54 734	73 632	-34,5 *	1 685,1	1 787,8	-6,1	32,48	41,19	-26,8 *	Menuisier entretien 2
53 757	78 044	-45,2	1 702,7	1 758,6	-3,3	31,57	44,38	-40,6	Ouvrier cert. entretien 2
56 361	73 390	-30,2	1 699,4	1 746,4	-2,8 *	33,17	42,02	-26,7	Machiniste 2
50 418	70 514	-39,9	1 568,8	1 781,7	-13,6	32,14	39,58	-23,1	Conducteur d'équip. lourds 2
54 345	78 245	-44,0	1 681,0	1 782,3	-6,0	32,33	44,09	-36,4	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
54 503	70 303	-29,0	1 560,8	1 664,2	-6,6	35,14	42,42	-20,7	Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts		
										\$	%
Professionnels											
Professionnel communic. 2	697	65 458	61 013	6,8	458	20	65 915	61 033	7,4	13 158	13 186
Professionnel communic. 3	106	77 745	94 717	-21,8	93	83	77 839	94 800	-21,8	14 286	26 628
Professionnel gest. fin. 2	471	64 362	67 976	-5,6	977	19	65 338	67 994	-4,1	13 625	13 861
Professionnel gest. fin. 3	12	74 827	94 661	-26,5	90	0	74 917	94 661	-26,4	13 793	20 997
Analyste proc. adm./inform. 1	300	45 859	55 346	-20,7	141	4	46 001	55 350	-20,3	9 647	13 799
Analyste proc. adm./inform. 2	3 245	66 264	70 008	-5,6	362	22	66 626	70 030	-5,1	12 939	14 830
Analyste proc. adm./inform. 3	905	78 480	92 876	-18,3	176	13	78 656	92 889	-18,1	14 315	18 741
Ingénieur 1	129	47 753	58 187	-21,8	57	10	47 811	58 197	-21,7	9 769	14 092
Ingénieur 2	415	73 607	79 849	-8,5	112	6	73 718	79 854	-8,3	13 535	19 866
Ingénieur 3	371	87 241	105 885	-21,4	105	27	87 345	105 912	-21,3	15 306	24 186
Avocat et notaire 1	49	61 807	66 241	-7,2 *	117	0	61 923	66 241	-7,0 *	12 203	14 925
Avocat et notaire 2	370	92 980	92 770	0,2 *	604	39	93 584	92 809	0,8 *	16 848	22 135
Avocat et notaire 3	239	121 169	116 293	4,0 *	145	0	121 314	116 293	4,1 *	20 136	25 858
Moyenne	...	70 517	74 319	-5,4	359	42	70 875	74 361	-4,9	13 494	15 910
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 506	46 759	47 469	-1,5 *	462	36	47 221	47 505	-0,6 *	10 679	10 633
Technicien en administration 3	135	53 075	62 132	-17,1	58	39	53 134	62 172	-17,0	11 345	12 498
Techn. documentation 1-2	720	46 441	44 353	4,5 *	330	219	46 771	44 572	4,7 *	10 486	12 338
Techn. laboratoire 1-2	1 918	52 665	45 777	13,1	963	170	53 629	45 947	14,3	12 089	10 092
Techn. laboratoire 3	460	56 709	51 338	9,5 *	1 039	411	57 748	51 749	10,4 *	12 714	9 398
Technicien en droit 1-2	360	43 970	59 087	-34,4	48	9	44 018	59 095	-34,3	9 606	13 014
Technicien génie 1-2	1 286	45 792	65 109	-42,2	315	47	46 107	65 155	-41,3	10 117	16 683
Technicien génie 3	259	53 180	83 903	-57,8	58	24	53 239	83 927	-57,6	11 190	18 623
Techn. informatique 1-2	2 102	48 085	51 471	-7,0	378	24	48 463	51 495	-6,3	10 638	11 054
Techn. informatique 3	844	53 726	63 009	-17,3	619	11	54 345	63 020	-16,0	11 699	12 103
Techn. hygiène du trav. 1-2	179	45 710	63 199	-38,3	873	56	46 583	63 254	-35,8	10 863	15 168
Moyenne	...	48 132	52 140	-8,3	515	76	48 648	52 217	-7,3	10 881	11 628
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	14	31 796	33 730	-6,1 *	13	3	31 809	33 732	-6,0 *	7 052	7 505
Magasinier 1	230	32 684	32 852	-0,5 *	320	40	33 004	32 892	0,3 *	7 680	7 137
Magasinier 2	914	36 248	42 404	-17,0	448	57	36 696	42 461	-15,7	8 571	9 317
Magasinier 3	33	43 476	45 131	-3,8 *	231	7	43 707	45 139	-3,3 *	9 713	8 790
Personnel soutien adm. 1	4 168	34 969	34 910	0,2 *	518	86	35 486	34 995	1,4 *	8 505	7 820
Personnel soutien adm. 2	8 998	38 064	38 403	-0,9 *	438	46	38 502	38 448	0,1 *	8 977	9 340
Personnel soutien adm. 3	3 804	42 208	44 285	-4,9 *	532	101	42 739	44 386	-3,9 *	9 844	8 640
Personnel secrétariat 1	1 315	36 460	39 664	-8,8	194	73	36 654	39 736	-8,4 *	8 405	8 799
Personnel secrétariat 2	5 287	40 216	45 175	-12,3	145	64	40 360	45 238	-12,1	9 113	10 695
Préposé aux renseign. 2	612	40 627	36 120	11,1	41	14	40 668	36 134	11,1	9 146	8 525
Préposé aux renseign. 3	61	45 964	52 096	-13,3 *	46	36	46 010	52 132	-13,3 *	10 360	13 224
Téléphoniste-récept. 2	971	33 149	32 607	1,6 *	518	39	33 667	32 646	3,0 *	8 182	7 022
Acheteur 2	58	42 374	49 718	-17,3	237	90	42 611	49 808	-16,9	9 541	11 940
Moyenne	...	38 253	40 001	-4,6	381	63	38 635	40 064	-3,7	8 963	9 112

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
79 073	74 219	6,1 *	1 513,4	1 637,9	-8,2	52,25	45,31	13,3	Professionnels
92 125	121 428	-31,8	1 484,8	1 661,0	-11,9	62,04	73,11	-17,8	Professionnel communic. 2
78 963	81 855	-3,7 *	1 542,5	1 734,7	-12,5	51,19	47,19	7,8	Professionnel communic. 3
88 710	115 658	-30,4	1 484,8	1 680,2	-13,2	59,74	68,84	-15,2	Professionnel gest. fin. 2
55 648	69 149	-24,3	1 492,1	1 659,6	-11,2	37,30	41,67	-11,7	Professionnel gest. fin. 3
79 566	84 860	-6,7	1 503,9	1 717,5	-14,2	52,91	49,41	6,6	Analyste proc. adm./inform. 1
92 971	111 630	-20,1	1 488,7	1 693,8	-13,8	62,45	65,91	-5,5	Analyste proc. adm./inform. 2
57 580	72 289	-25,5	1 484,8	1 781,2	-20,0	38,78	40,59	-4,7	Analyste proc. adm./inform. 3
87 254	99 721	-14,3	1 489,6	1 779,4	-19,5	58,57	56,04	4,3	Ingénieur 1
102 651	130 098	-26,7	1 484,8	1 750,2	-17,9	69,13	74,33	-7,5	Ingénieur 2
74 127	81 166	-9,5 *	1 487,6	1 771,7	-19,1	49,83	45,81	8,1 *	Ingénieur 3
110 431	114 944	-4,1	1 503,3	1 682,3	-11,9	73,46	68,33	7,0	Avocat et notaire 1
141 450	142 151	-0,5 *	1 484,8	1 717,3	-15,7	95,26	82,77	13,1	Avocat et notaire 2
									Avocat et notaire 3
84 369	90 272	-7,0	1 501,8	1 715,0	-14,2	56,21	52,66	6,3	Moyenne
57 900	58 138	-0,4 *	1 510,5	1 723,0	-14,1	38,33	33,74	12,0	Techniciens
64 478	74 669	-15,8	1 473,1	1 728,4	-17,3	43,77	43,20	1,3 *	Technicien en administration 1-2
57 257	56 910	0,6 *	1 535,5	1 604,3	-4,5 *	37,29	35,47	4,9 *	Technicien en administration 3
65 717	56 039	14,7	1 532,5	1 726,2	-12,6	42,88	32,46	24,3	Techn. documentation 1-2
70 462	61 147	13,2 *	1 532,9	1 710,4	-11,6	45,97	35,75	22,2 *	Techn. laboratoire 1-2
53 624	72 109	-34,5	1 473,1	1 680,4	-14,1	36,40	42,91	-17,9	Techn. laboratoire 3
56 224	81 838	-45,6	1 525,5	1 778,0	-16,6	36,86	46,03	-24,9	Technicien en droit 1-2
64 429	102 550	-59,2	1 473,1	1 744,7	-18,4	43,74	58,78	-34,4	Technicien génie 1-2
59 101	62 549	-5,8	1 520,0	1 738,0	-14,3	38,88	35,99	7,4	Technicien génie 3
66 044	75 123	-13,7	1 535,3	1 739,0	-13,3	43,02	43,20	-0,4 *	Techn. informatique 1-2
57 446	78 422	-36,5	1 535,8	1 815,8	-18,2	37,40	43,19	-15,5	Techn. informatique 3
59 528	63 844	-7,3	1 518,6	1 724,6	-13,6	39,20	37,00	5,6	Techn. hygiène du trav. 1-2
									Moyenne
38 861	41 237	-6,1 *	1 476,6	1 642,3	-11,2	26,32	25,11	4,6 *	Employés de bureau
40 684	40 029	1,6 *	1 547,5	1 839,1	-18,8	26,29	21,77	17,2	Préposé photocopie 2
45 267	51 778	-14,4	1 538,7	1 813,5	-17,9	29,42	28,55	2,9 *	Magasinier 1
53 420	53 929	-1,0 *	1 554,8	1 832,3	-17,8	34,36	29,43	14,3 *	Magasinier 2
43 991	42 815	2,7 *	1 533,5	1 741,2	-13,5	28,69	24,59	14,3	Magasinier 3
47 480	47 788	-0,6 *	1 527,7	1 715,3	-12,3	31,08	27,86	10,4	Personnel soutien adm. 1
52 583	53 026	-0,8 *	1 535,5	1 737,9	-13,2	34,24	30,51	10,9	Personnel soutien adm. 2
45 059	48 535	-7,7 *	1 548,5	1 734,3	-12,0	29,10	27,98	3,8 *	Personnel soutien adm. 3
49 473	55 933	-13,1	1 515,6	1 682,0	-11,0	32,64	33,25	-1,9 *	Personnel secrétariat 1
49 814	44 659	10,3	1 469,2	1 754,6	-19,4	33,90	25,45	24,9	Personnel secrétariat 2
56 370	65 355	-15,9 *	1 469,2	1 640,1	-11,6	38,37	39,85	-3,9 *	Préposé aux renseign. 2
41 849	39 667	5,2 *	1 531,8	1 757,9	-14,8	27,32	22,56	17,4	Préposé aux renseign. 3
52 152	61 748	-18,4	1 553,6	1 784,1	-14,8	33,57	34,61	-3,1 *	Téléphoniste-récept. 2
47 598	49 177	-3,3	1 528,4	1 725,6	-12,9	31,15	28,53	8,4	Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge	2 184	37 671	34 289	9,0	223	9	37 894	34 298	9,5	9 142	6 000
Cuisinier 1	11	39 873	27 711	30,5	235	50	40 108	27 761	30,8	9 607	5 965
Cuisinier 2	934	41 713	31 491	24,5	518	153	42 231	31 644	25,1	10 095	6 649
Cuisinier 3	23	43 371	44 649	-2,9 *	184	14	43 555	44 663	-2,5 *	9 696	10 113
Gardien 2	307	34 163	33 606	1,6 *	363	84	34 527	33 690	2,4 *	8 330	5 511
Préposé cuisine/café. 2	2 457	35 859	26 425	26,3	464	54	36 323	26 479	27,1	8 976	5 768
Préposé entretien lourd 2	1 056	33 363	34 941	-4,7 *	437	114	33 800	35 056	-3,7 *	8 466	7 837
Ouvrier entret. mainten. 2	413	37 676	37 328	0,9 *	493	120	38 169	37 448	1,9 *	9 323	6 905
Préposé entretien léger 2	3 536	35 021	27 182	22,4	457	95	35 478	27 277	23,1	8 808	5 374
Moyenne	...	36 050	30 463	15,5	399	81	36 449	30 544	16,2	8 929	6 023
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	126	36 660	30 623	16,5	384	35	37 044	30 659	17,2	8 908	6 100
Conducteur véh. lourds 2	265	39 876	41 776	-4,8 *	214	29	40 090	41 805	-4,3 *	9 020	7 676
Électricien entretien 2	343	45 996	60 248	-31,0	359	76	46 355	60 323	-30,1	10 548	13 787
Mécanicien véh. motor. 2	88	45 373	52 796	-16,4	105	42	45 478	52 838	-16,2 *	9 689	11 702
Mécanicien entret. Millwright 2	245	45 438	50 288	-10,7 *	590	131	46 028	50 419	-9,5 *	10 877	10 598
Menuisier entretien 2	308	43 839	42 065	4,0 *	483	313	44 322	42 378	4,4 *	10 413	7 716
Ouvrier cert. entretien 2	914	43 354	46 336	-6,9 *	339	97	43 694	46 433	-6,3 *	10 063	9 643
Machiniste 2	46	45 373	48 335	-6,5	396	9	45 769	48 345	-5,6 *	10 592	9 592
Moyenne	...	43 693	47 389	-8,5	374	98	44 067	47 487	-7,8	10 143	9 782
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	44 627	45 885	-2,8	414	69	45 041	45 954	-2,0	10 060	10 039

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Employés de service
47 035	40 298	14,3	1 715,1	1 801,2	-5,0	27,42	22,37	18,4	Concierge
49 715	33 726	32,2	1 715,2	1 689,9	1,5 *	28,99	19,96	31,1	Cuisinier 1
52 326	38 293	26,8	1 671,4	1 793,4	-7,3	31,31	21,35	31,8	Cuisinier 2
53 251	54 777	-2,9 *	1 657,2	1 883,2	-13,6	32,13	29,09	9,5	Cuisinier 3
42 857	39 201	8,5	1 676,1	1 860,5	-11,0	25,57	21,07	17,6	Gardien 2
45 299	32 247	28,8	1 674,2	1 853,1	-10,7	27,06	17,40	35,7	Préposé cuisine/café. 2
42 266	42 893	-1,5 *	1 674,9	1 837,2	-9,7	25,24	23,35	7,5 *	Préposé entretien lourd 2
47 492	44 354	6,6 *	1 674,6	1 845,3	-10,2	28,36	24,04	15,2	Ouvrier entret. mainten. 2
44 287	32 650	26,3	1 675,1	1 813,5	-8,3	26,44	18,00	31,9	Préposé entretien léger 2
45 378	36 567	19,4	1 684,6	1 815,7	-7,8	26,94	20,16	25,2	Moyenne
									Ouvriers
45 952	36 758	20,0	1 680,9	1 829,6	-8,8	27,34	20,09	26,5	Conducteur véh. légers 2
49 110	49 481	-0,8 *	1 640,9	2 160,1	-31,6	29,93	22,91	23,5	Conducteur véh. lourds 2
56 904	74 110	-30,2	1 696,0	1 856,0	-9,4	33,55	39,93	-19,0	Électricien entretien 2
55 167	64 540	-17,0 *	1 614,0	1 892,6	-17,3	34,18	34,10	0,2 *	Mécanicien véh. motor. 2
56 905	61 017	-7,2 *	1 675,6	1 818,2	-8,5	33,96	33,56	1,2 *	Mécanicien entret. Millwright 2
54 734	50 094	8,5 *	1 685,1	1 827,6	-8,5	32,48	27,41	15,6 *	Menuisier entretien 2
53 757	56 076	-4,3 *	1 702,7	1 767,0	-3,8	31,57	31,73	-0,5 *	Ouvrier cert. entretien 2
56 361	57 937	-2,8 *	1 699,4	1 818,8	-7,0	33,17	31,85	4,0 *	Machiniste 2
54 210	57 270	-5,6 *	1 681,4	1 838,2	-9,3	32,24	31,27	3,0 *	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
55 101	55 993	-1,6 *	1 559,6	1 746,5	-12,0	35,57	32,22	9,4	Moyenne

Annexe D-1

Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, selon le nombre d'emplois, en 2013

Secteurs	Nombre d'emplois repères utilisés		Distribution des emplois repères selon le statut					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	77	77	6	10	14	22	57	45
Privé	74	74	8	24	21	28	45	22
« Autre public »	75	75	2	1	2	0	71	74
Administration municipale	65	65	2	1	1	0	62	64
« Entreprises publiques »	65	65	3	4	5	6	57	55
Universitaire	60	60	7	6	9	8	44	46
Administration fédérale	56	56	0	0	0	0	56	56
Autres salariés québécois syndiqués	76	76	5	5	4	6	67	65
Autres salariés québécois non syndiqués	74	74	12	31	26	28	36	15
Privé syndiqué	64	64	7	6	9	15	48	43
Privé non syndiqué	73	73	14	34	27	26	32	13

Annexe D-2

Distribution de l'effectif utilisé pour l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, selon le pourcentage de l'effectif, en 2013

Secteurs	% de l'effectif utilisé		Distribution en % selon le statut ¹					
	Salaires	Rémunération globale	Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
			Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	100	100	10	16	12	23	78	61
Privé	100	100	13	57	19	29	68	14
« Autre public »	100	100	1	1	1	0	98	99
Administration municipale	100	100	1	1	1	0	99	99
« Entreprises publiques »	100	100	1	2	3	5	95	93
Universitaire	100	100	11	6	7	7	81	87
Administration fédérale	100	100	0	0	0	0	100	100
Autres salariés québécois syndiqués	100	100	10	10	3	3	87	86
Autres salariés québécois non syndiqués	100	100	16	65	47	20	37	15
Privé syndiqué	100	100	12	11	10	22	79	67
Privé non syndiqué	100	100	22	72	47	21	30	7

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

Annexe E-1

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-19,0	(-26,4 ; -11,7)	-17,4	(-28,2 ; -6,5)
Professionnel communic. 2	PC2	-3,8 *	(-10,3 ; 2,6)	-3,2 *	(-11,7 ; 5,3)
Professionnel communic. 3	PC3	-19,4	(-23,8 ; -14,9)	-21,9	(-28,0 ; -15,9)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-11,6	(-18,2 ; -5,0)	3,4 *	(-4,2 ; 10,9)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-7,9	(-10,9 ; -4,9)	1,7 *	(-2,5 ; 5,9)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-28,3	(-33,9 ; -22,7)	-30,2	(-38,1 ; -22,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-28,9	(-35,0 ; -22,9)	-24,3	(-31,8 ; -16,9)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-10,0	(-13,8 ; -6,3)	-4,6 *	(-10,6 ; 1,5)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-18,9	(-21,8 ; -16,0)	-13,3	(-17,3 ; -9,4)
Ingénieur 1	IN1	-22,3	(-25,1 ; -19,6)	-5,7	(-8,9 ; -2,6)
Ingénieur 2	IN2	-11,7	(-13,9 ; -9,4)	-5,0	(-8,0 ; -2,0)
Ingénieur 3	IN3	-23,3	(-26,1 ; -20,5)	-16,4	(-21,5 ; -11,2)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	-24,0	(-35,0 ; -13,0)	-6,1 *	(-18,9 ; 6,6)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	0,6 *	(-4,8 ; 6,0)	6,5	(0,3 ; 12,8)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-17,4	(-23,3 ; -11,4)	-8,8	(-15,7 ; -2,0)
Avocat et notaire 1	AN1	-26,3	(-27,9 ; -24,8)	-25,5	(-28,1 ; -23,0)
Avocat et notaire 2	AN2	-3,5 *	(-8,3 ; 1,4)	-4,5	(-8,4 ; -0,6)
Avocat et notaire 3	AN3	1,6	(0,0 ; 3,2)	-4,0 *	(-8,4 ; 0,5)
Biologiste 1	BI1	-6,3	(-8,8 ; -3,7)	10,4	(7,3 ; 13,5)
Biologiste 2	BI2	-6,9	(-10,3 ; -3,4)	-4,8 *	(-9,8 ; 0,2)
Biologiste 3	BI3	-24,5	(-26,1 ; -22,8)	-31,7	(-36,7 ; -26,6)
Moyenne		-10,8	(-12,5 ; -9,1)	-6,5	(-9,2 ; -3,8)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-9,8	(-12,5 ; -7,1)	-4,3	(-8,1 ; -0,5)
Technicien en administration 3	TA3	-16,3	(-23,0 ; -9,5)	-4,2 *	(-11,6 ; 3,2)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-4,7	(-8,2 ; -1,3)	-14,4	(-19,5 ; -9,4)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	3,4 *	(-3,3 ; 10,2)	9,7	(1,4 ; 17,9)
Techn. laboratoire 3	TL3	-1,3 *	(-22,2 ; 19,6)	5,7 *	(-20,4 ; 31,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-33,6	(-38,9 ; -28,2)	-31,4	(-37,7 ; -25,0)
Technicien en droit 3	DR3	-50,6	(-58,7 ; -42,6)	-37,1	(-42,3 ; -31,9)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-46,3	(-52,5 ; -40,1)	-39,5	(-44,5 ; -34,5)
Technicien génie 3	TG3	-52,7	(-57,2 ; -48,1)	-51,2	(-58,0 ; -44,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-9,2	(-13,1 ; -5,2)	0,3 *	(-4,4 ; 5,0)
Techn. informatique 3	TI3	-19,2	(-26,5 ; -12,0)	-4,6 *	(-13,9 ; 4,7)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-19,3	(-31,0 ; -7,5)	-38,9	(-68,9 ; -8,9)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-42,1	(-52,2 ; -31,9)	-26,2	(-36,9 ; -15,4)
Moyenne		-13,8	(-16,1 ; -11,6)	-8,4	(-11,4 ; -5,3)
Employés de bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-14,0 *	(-32,0 ; 4,0)	-7,6 *	(-30,5 ; 15,3)
Magasinier 1	MG1	-32,2	(-42,0 ; -22,4)	-20,9	(-33,4 ; -8,5)
Magasinier 2	MG2	-38,5	(-49,6 ; -27,4)	-34,8	(-48,9 ; -20,6)
Magasinier 3	MG3	-11,5 *	(-31,5 ; 8,4)	3,7 *	(-17,1 ; 24,5)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	-38,9	(-51,0 ; -26,7)	-40,1	(-58,7 ; -21,4)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-7,6	(-11,5 ; -3,6)	-4,3 *	(-9,1 ; 0,5)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-11,2	(-13,0 ; -9,3)	-8,0	(-10,5 ; -5,5)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-17,0	(-19,3 ; -14,6)	-14,0	(-16,9 ; -11,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	-14,0	(-17,2 ; -10,8)	-15,1	(-20,2 ; -10,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	-15,9	(-18,7 ; -13,1)	-15,2	(-19,3 ; -11,1)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-1,3 *	(-5,6 ; 3,0)	7,1	(2,7 ; 11,5)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-16,7 *	(-35,4 ; 2,0)	-11,8 *	(-33,0 ; 9,5)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-5,7 *	(-13,9 ; 2,6)	6,4 *	(-3,7 ; 16,5)
Acheteur 2	AC2	-19,9	(-25,1 ; -14,8)	-11,2	(-20,0 ; -2,4)
Moyenne		-13,5	(-15,0 ; -11,9)	-10,3	(-12,3 ; -8,3)

Annexe E-1

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	21,2	(14,1 ; 28,3)	32,2	(23,9 ; 40,4)
Concierge	CO2	-24,9	(-39,0 ; -10,7)	-36,9	(-61,2 ; -12,5)
Cuisinier 1	CU1	19,7	(8,4 ; 31,1)	27,0	(10,6 ; 43,3)
Cuisinier 2	CU2	4,1 *	(-4,4 ; 12,6)	9,0 *	(-0,3 ; 18,2)
Cuisinier 3	CU3	-9,9	(-17,7 ; -2,1)	-4,9 *	(-13,3 ; 3,6)
Gardien 2	GA2	3,5	(1,8 ; 5,2)	19,5	(17,4 ; 21,6)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-25,5	(-32,1 ; -18,9)	-31,5	(-42,2 ; -20,7)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	24,2	(15,0 ; 33,3)	32,9	(23,1 ; 42,7)
Préposé entretien lourd 2	PED2	4,5 *	(-1,6 ; 10,6)	10,9	(3,6 ; 18,2)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	-32,4	(-56,4 ; -8,4)	-32,9	(-65,6 ; -0,1)
Préposé entretien léger 2	PER2	11,3	(6,0 ; 16,7)	15,5	(8,4 ; 22,7)
Moyenne		0,3 *	(-4,1 ; 4,7)	2,4 *	(-4,0 ; 8,8)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-24,5	(-29,7 ; -19,2)	-26,4	(-32,4 ; -20,3)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-18,7	(-25,5 ; -11,8)	3,4 *	(-9,9 ; 16,8)
Électricien entretien 2	EL2	-40,5	(-51,5 ; -29,5)	-54,8	(-70,7 ; -38,8)
Électricien entretien 3	EL3	-34,1	(-38,2 ; -30,0)	-38,5	(-44,8 ; -32,3)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-10,5 *	(-28,9 ; 7,9)	-3,3 *	(-27,2 ; 20,7)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-28,5	(-33,3 ; -23,8)	-27,3	(-31,9 ; -22,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-29,8	(-37,5 ; -22,2)	-32,1	(-44,8 ; -19,5)
Menuisier entretien 2	ME2	-19,7	(-28,0 ; -11,5)	-26,4	(-39,8 ; -12,9)
Ouvrier de voirie 2	VO2	-27,2	(-29,6 ; -24,7)	-40,2	(-42,1 ; -38,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-36,3	(-43,5 ; -29,1)	-46,5	(-56,3 ; -36,7)
Peintre entretien 2	PE2	-32,7	(-42,1 ; -23,4)	-38,6	(-50,4 ; -26,7)
Machiniste 2	MA2	-16,5	(-31,4 ; -1,7)	-10,3 *	(-26,8 ; 6,2)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-25,1	(-28,3 ; -22,0)	-41,3	(-46,7 ; -35,8)
Moyenne		-28,2	(-32,4 ; -23,9)	-34,2	(-40,0 ; -28,4)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-11,7	(-13,0 ; -10,3)	-8,3	(-10,2 ; -6,5)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-6,3	(-11,2 ; -1,3)	3,2 *	(-2,6 ; 9,0)
Professionnel communic. 2	PC2	4,6 *	(-2,7 ; 11,8)	9,4	(0,1 ; 18,7)
Professionnel communic. 3	PC3	-25,5	(-37,9 ; -13,1)	-24,1	(-41,4 ; -6,9)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-7,0 *	(-14,4 ; 0,3)	10,1	(2,2 ; 17,9)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-5,9	(-9,4 ; -2,5)	7,1	(2,8 ; 11,4)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-30,5	(-40,8 ; -20,1)	-21,8	(-36,3 ; -7,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-21,0	(-30,4 ; -11,6)	-11,9	(-22,9 ; -1,0)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-5,8	(-10,3 ; -1,3)	6,1	(0,5 ; 11,8)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-18,8	(-23,1 ; -14,4)	-6,7	(-11,7 ; -1,8)
Ingénieur 1	IN1	-21,9	(-24,7 ; -19,0)	-4,8	(-8,0 ; -1,6)
Ingénieur 2	IN2	-8,8	(-11,5 ; -6,1)	3,7	(1,3 ; 6,1)
Ingénieur 3	IN3	-22,7	(-26,2 ; -19,1)	-9,3	(-13,3 ; -5,3)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	-21,7	(-33,2 ; -10,1)	-2,2 *	(-14,7 ; 10,3)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	8,8	(1,8 ; 15,8)	20,1	(13,8 ; 26,4)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-12,9	(-19,4 ; -6,4)	1,0 *	(-2,2 ; 4,2)
Avocat et notaire 1	AN1	-13,6	(-22,8 ; -4,4)	-10,1 *	(-32,1 ; 11,9)
Avocat et notaire 2	AN2	4,8 *	(-1,4 ; 11,1)	7,5	(5,2 ; 9,7)
Avocat et notaire 3	AN3	2,2 *	(-1,0 ; 5,5)	1,2 *	(-10,8 ; 13,2)
Biologiste 1	BI1	-4,2	(-5,7 ; -2,7)	13,7	(12,4 ; 15,0)
Biologiste 2	BI2	13,7	(4,5 ; 22,9)	27,0	(19,1 ; 34,9)
Moyenne		-5,7	(-7,9 ; -3,5)	4,9	(1,8 ; 7,9)
Moyenne					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-4,8	(-9,0 ; -0,7)	6,3	(0,9 ; 11,8)
Technicien en administration 3	TA3	-16,8	(-26,4 ; -7,2)	1,1 *	(-8,3 ; 10,5)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-2,1 *	(-16,0 ; 11,7)	-7,2 *	(-26,8 ; 12,5)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	5,2 *	(-3,8 ; 14,2)	14,6	(4,6 ; 24,7)
Techn. laboratoire 3	TL3	8,4 *	(-18,1 ; 34,9)	20,6 *	(-8,3 ; 49,6)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-39,4	(-48,9 ; -29,8)	-27,6	(-42,5 ; -12,7)
Technicien en droit 3	DR3	-50,6	(-58,7 ; -42,6)	-37,1	(-42,3 ; -31,9)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-46,2	(-54,0 ; -38,4)	-33,0	(-40,6 ; -25,4)
Technicien génie 3	TG3	-57,5	(-66,8 ; -48,2)	-34,7	(-43,6 ; -25,8)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-8,1	(-12,4 ; -3,8)	4,2 *	(-0,6 ; 8,9)
Techn. informatique 3	TI3	-20,0	(-28,1 ; -12,0)	-4,1 *	(-14,1 ; 5,9)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-29,5 *	(-62,0 ; 3,0)	-17,8 *	(-38,9 ; 3,4)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-42,3	(-54,5 ; -30,1)	-22,4	(-34,6 ; -10,1)
Moyenne		-11,6	(-15,0 ; -8,2)	-0,1 *	(-4,1 ; 3,9)
Employés de bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-12,4 *	(-36,4 ; 11,5)	-4,7 *	(-34,7 ; 25,3)
Magasinier 1	MG1	-30,1	(-41,2 ; -19,0)	-16,8	(-30,2 ; -3,3)
Magasinier 2	MG2	-38,7	(-58,3 ; -19,0)	-26,8 *	(-54,4 ; 0,9)
Magasinier 3	MG3	-8,5 *	(-28,5 ; 11,6)	7,5 *	(-12,7 ; 27,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-5,0 *	(-10,7 ; 0,7)	7,1	(1,2 ; 13,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-4,1	(-7,4 ; -0,8)	5,9	(1,6 ; 10,2)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-7,2	(-14,3 ; -0,1)	6,3 *	(-0,9 ; 13,4)
Personnel secrétariat 1	SE1	-11,0	(-18,8 ; -3,2)	-1,4 *	(-10,9 ; 8,2)
Personnel secrétariat 2	SE2	-12,7	(-16,2 ; -9,2)	-3,3 *	(-7,6 ; 1,0)
Préposé aux renseign. 2	PR2	1,3 *	(-4,2 ; 6,7)	13,9	(8,4 ; 19,5)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-18,6 *	(-46,0 ; 8,9)	-9,4 *	(-37,9 ; 19,2)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-2,1 *	(-11,8 ; 7,5)	12,7	(1,8 ; 23,6)
Acheteur 2	AC2	-20,8	(-27,9 ; -13,7)	-7,3 *	(-19,2 ; 4,7)
Moyenne		-8,3	(-11,1 ; -5,4)	2,9 *	(-0,4 ; 6,1)

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	22,3	(16,9 ; 27,8)	33,4	(27,0 ; 39,8)
Concierge	CO2	-25,2	(-44,7 ; -5,6)	-37,0	(-70,7 ; -3,2)
Cuisinier 1	CU1	22,1	(12,0 ; 32,3)	30,1	(15,8 ; 44,5)
Cuisinier 2	CU2	8,2 *	(-3,7 ; 20,2)	15,4	(3,2 ; 27,6)
Cuisinier 3	CU3	-1,5 *	(-14,0 ; 11,0)	7,8 *	(-2,1 ; 17,6)
Gardien 2	GA2	5,1	(4,1 ; 6,0)	21,7	(20,5 ; 22,9)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-11,9	(-23,1 ; -0,6)	-10,0 *	(-27,4 ; 7,4)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	25,8	(16,3 ; 35,3)	35,0	(25,0 ; 45,0)
Préposé entretien lourd 2	PED2	7,2	(3,2 ; 11,1)	14,6	(10,3 ; 18,9)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	-31,5 *	(-63,5 ; 0,5)	-29,3 *	(-73,2 ; 14,6)
Préposé entretien léger 2	PER2	12,7	(6,6 ; 18,9)	17,8	(9,4 ; 26,3)
Moyenne		3,0 *	(-2,8 ; 8,8)	6,6 *	(-1,8 ; 15,1)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-17,3	(-28,9 ; -5,7)	-9,9	(-19,2 ; -0,5)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-18,1	(-25,6 ; -10,5)	6,3 *	(-7,8 ; 20,3)
Électricien entretien 2	EL2	-45,0	(-58,6 ; -31,4)	-54,3	(-75,6 ; -33,0)
Électricien entretien 3	EL3	-40,1	(-46,1 ; -34,1)	-45,0	(-55,6 ; -34,5)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-3,8 *	(-26,4 ; 18,7)	6,1 *	(-22,3 ; 34,5)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-29,3	(-38,6 ; -20,0)	-17,5	(-27,6 ; -7,4)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-29,9	(-37,8 ; -22,0)	-31,8	(-44,9 ; -18,7)
Menuisier entretien 2	ME2	-12,7 *	(-30,8 ; 5,4)	-8,5 *	(-33,3 ; 16,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-38,7	(-52,7 ; -24,7)	-35,3	(-53,6 ; -17,1)
Machiniste 2	MA2	-23,8	(-41,2 ; -6,4)	-21,3	(-39,4 ; -3,2)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-28,1	(-43,5 ; -12,6)	-19,9	(-37,4 ; -2,3)
Moyenne		-30,3	(-37,6 ; -23,0)	-27,2	(-37,5 ; -17,0)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-8,0	(-10,0 ; -5,9)	1,7 *	(-1,0 ; 4,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-39,8	(-42,1 ; -37,4)	-53,8	(-58,1 ; -49,4)
Professionnel communic. 2	PC2	-13,8	(-14,4 ; -13,1)	-18,7	(-19,4 ; -17,9)
Professionnel communic. 3	PC3	-16,2	(-16,8 ; -15,7)	-20,8	(-21,4 ; -20,2)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-36,6	(-38,2 ; -35,0)	-37,5	(-38,2 ; -36,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-17,0	(-18,5 ; -15,5)	-26,8	(-29,4 ; -24,3)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-25,9	(-27,7 ; -24,2)	-40,1	(-43,8 ; -36,4)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-39,9	(-40,8 ; -39,1)	-42,4	(-43,4 ; -41,4)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-19,8	(-22,9 ; -16,8)	-32,2	(-37,7 ; -26,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-19,1	(-19,4 ; -18,8)	-28,2	(-28,8 ; -27,5)
Ingénieur 1	IN1	-38,7	(-41,6 ; -35,7)	-44,0	(-49,7 ; -38,3)
Ingénieur 2	IN2	-22,0	(-23,1 ; -20,8)	-41,0	(-42,9 ; -39,1)
Ingénieur 3	IN3	-25,7	(-27,3 ; -24,2)	-46,8	(-52,9 ; -40,6)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-10,0	(-10,2 ; -9,8)	-12,5	(-12,8 ; -12,1)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-25,0	(-25,7 ; -24,2)	-26,7	(-27,3 ; -26,1)
Avocat et notaire 1	AN1	-28,5	(-29,3 ; -27,8)	-28,3	(-29,0 ; -27,6)
Avocat et notaire 2	AN2	-10,5	(-11,7 ; -9,2)	-15,4	(-17,7 ; -13,1)
Avocat et notaire 3	AN3	0,9	(0,4 ; 1,4)	-9,9	(-10,7 ; -9,0)
Biologiste 2	BI2	-12,4	(-12,8 ; -12,0)	-14,4	(-14,7 ; -14,0)
Biologiste 3	BI3	-27,0	(-27,9 ; -26,0)	-38,6	(-41,8 ; -35,5)
Moyenne		-18,4	(-19,4 ; -17,3)	-28,1	(-30,1 ; -26,2)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-16,8	(-17,3 ; -16,3)	-20,7	(-21,4 ; -20,0)
Technicien en administration 3	TA3	-14,9	(-18,6 ; -11,2)	-18,1	(-22,9 ; -13,3)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-5,4	(-7,7 ; -3,1)	-16,3	(-19,2 ; -13,3)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-1,0	(-1,5 ; -0,5)	-3,9	(-4,5 ; -3,2)
Techn. laboratoire 3	TL3	-15,6	(-17,4 ; -13,8)	-18,1	(-20,3 ; -15,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-29,1	(-30,3 ; -28,0)	-34,4	(-35,7 ; -33,1)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-46,9	(-49,3 ; -44,5)	-69,4	(-73,5 ; -65,3)
Technicien génie 3	TG3	-48,4	(-49,2 ; -47,6)	-68,0	(-69,5 ; -66,6)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-14,1	(-22,5 ; -5,7)	-20,5	(-31,2 ; -9,7)
Techn. informatique 3	TI3	-10,6	(-11,8 ; -9,3)	-10,6	(-11,8 ; -9,5)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-18,0	(-31,2 ; -4,7)	-41,8	(-73,4 ; -10,3)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-40,9	(-43,5 ; -38,3)	-48,7	(-52,3 ; -45,2)
Moyenne		-17,7	(-18,9 ; -16,4)	-24,3	(-26,2 ; -22,4)
Employés de bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-18,2	(-27,1 ; -9,4)	-15,7	(-22,6 ; -8,8)
Magasinier 1	MG1	-42,7	(-55,3 ; -30,1)	-43,9	(-59,9 ; -27,8)
Magasinier 2	MG2	-38,3	(-40,7 ; -35,9)	-45,9	(-57,1 ; -34,8)
Magasinier 3	MG3	-45,5	(-50,5 ; -40,5)	-42,9	(-47,5 ; -38,2)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	-33,4	(-49,8 ; -17,1)	-36,8	(-63,3 ; -10,3)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-13,6	(-14,8 ; -12,4)	-35,4	(-37,1 ; -33,6)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-22,5	(-23,2 ; -21,8)	-32,9	(-34,3 ; -31,5)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-21,4	(-22,4 ; -20,5)	-24,0	(-25,2 ; -22,8)
Personnel secrétariat 1	SE1	-15,9	(-16,7 ; -15,1)	-25,1	(-26,4 ; -23,8)
Personnel secrétariat 2	SE2	-20,7	(-23,7 ; -17,7)	-35,1	(-37,3 ; -32,9)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-13,0	(-15,1 ; -10,9)	-28,4	(-33,1 ; -23,7)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-12,4	(-15,1 ; -9,8)	-17,8	(-26,8 ; -8,8)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-20,0	(-24,5 ; -15,6)	-22,6	(-26,4 ; -18,8)
Acheteur 2	AC2	-17,7	(-19,5 ; -15,8)	-22,5	(-23,8 ; -21,2)
Moyenne		-20,8	(-21,6 ; -20,1)	-31,8	(-32,6 ; -31,0)

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Concierge	CO2	-24,0	(-26,9 ; -21,1)	-36,7	(-40,7 ; -32,6)
Cuisinier 2	CU2	-4,9 *	(-13,4 ; 3,6)	-6,0	(-11,1 ; -0,8)
Cuisinier 3	CU3	-23,2	(-29,3 ; -17,1)	-26,6	(-32,3 ; -20,9)
Gardien 2	GA2	-50,3	(-54,2 ; -46,4)	-67,4	(-75,3 ; -59,6)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-33,1	(-37,6 ; -28,6)	-43,8	(-50,4 ; -37,2)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	-11,3	(-11,3 ; -11,3)	-16,5	(-16,5 ; -16,5)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-29,8	(-33,4 ; -26,2)	-37,5	(-43,5 ; -31,4)
Ouvrier entret. Maint. 2	OM2	-35,2	(-41,8 ; -28,5)	-44,6	(-52,5 ; -36,8)
Préposé entretien léger 2	PER2	-3,9	(-5,1 ; -2,7)	-12,4	(-13,6 ; -11,2)
Moyenne		-18,6	(-19,8 ; -17,5)	-26,7	(-28,0 ; -25,4)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-36,4	(-38,7 ; -34,1)	-56,2	(-59,5 ; -52,9)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-24,4	(-25,5 ; -23,4)	-30,5	(-32,1 ; -28,9)
Électricien entretien 2	EL2	-28,1	(-30,9 ; -25,4)	-56,1	(-64,6 ; -47,6)
Électricien entretien 3	EL3	-30,0	(-33,1 ; -27,0)	-34,2	(-40,9 ; -27,4)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-27,7	(-32,9 ; -22,6)	-28,3	(-38,2 ; -18,4)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-27,8	(-29,8 ; -25,9)	-37,6	(-41,1 ; -34,0)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-27,2	(-30,2 ; -24,2)	-44,8	(-57,4 ; -32,1)
Menuisier entretien 2	ME2	-24,6	(-26,9 ; -22,2)	-39,5	(-44,6 ; -34,3)
Ouvrier de voirie 2	VO2	-27,2	(-29,6 ; -24,7)	-40,2	(-42,1 ; -38,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-34,0	(-38,3 ; -29,6)	-57,9	(-72,5 ; -43,3)
Peintre entretien 2	PE2	-31,8	(-35,1 ; -28,5)	-37,8	(-41,0 ; -34,7)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-24,4	(-25,1 ; -23,6)	-47,5	(-49,5 ; -45,6)
Moyenne		-24,9	(-26,2 ; -23,7)	-40,6	(-44,8 ; -36,5)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-19,4	(-19,9 ; -18,9)	-28,8	(-29,5 ; -28,0)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 2	PC2	-6,8	(-11,9 ; -1,8)	-16,2	(-20,0 ; -12,4)
Professionnel communic. 3	PC3	-6,6	(-9,5 ; -3,7)	-13,3	(-16,7 ; -9,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-17,4	(-20,1 ; -14,8)	-36,6	(-43,2 ; -30,1)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-9,8	(-18,4 ; -1,1)	-32,5	(-40,3 ; -24,7)
Ingénieur 2	IN2	-6,1	(-7,1 ; -5,2)	-23,4	(-25,5 ; -21,2)
Ingénieur 3	IN3	-4,8	(-5,8 ; -3,7)	-24,0	(-26,5 ; -21,6)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-2,6	(-2,6 ; -2,6)	-23,0	(-23,0 ; -23,0)
Avocat et notaire 2	AN2	1,8 *	(-0,6 ; 4,1)	-13,7	(-15,8 ; -11,6)
Moyenne		-11,5	(-14,7 ; -8,2)	-32,1	(-35,1 ; -29,1)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-16,3	(-18,3 ; -14,3)	-38,3	(-40,1 ; -36,4)
Technicien en administration 3	TA3	-24,0	(-25,9 ; -22,0)	-37,8	(-39,7 ; -35,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-5,1	(-9,8 ; -0,3)	-28,2	(-34,1 ; -22,3)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-0,8	(-1,1 ; -0,5)	-25,0	(-27,4 ; -22,6)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-15,4	(-16,5 ; -14,4)	-34,6	(-37,3 ; -32,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-33,1	(-35,3 ; -31,0)	-54,3	(-56,6 ; -52,0)
Technicien génie 3	TG3	-32,4	(-37,8 ; -26,9)	-36,4	(-45,6 ; -27,2)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-22,1	(-35,2 ; -9,1)	-42,6	(-51,5 ; -33,7)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-19,6	(-32,4 ; -6,8)	-45,1	(-75,7 ; -14,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-43,0	(-45,8 ; -40,3)	-52,5	(-56,2 ; -48,9)
Moyenne		-16,8	(-18,8 ; -14,9)	-37,5	(-39,5 ; -35,5)
Employés de bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-27,3	(-37,0 ; -17,7)	-43,9	(-46,3 ; -41,6)
Magasinier 1	MG1	-45,6	(-61,8 ; -29,3)	-49,7	(-70,5 ; -29,0)
Magasinier 2	MG2	-38,0	(-40,6 ; -35,4)	-38,3	(-41,0 ; -35,5)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-12,5	(-13,6 ; -11,4)	-43,0	(-44,7 ; -41,4)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-20,4	(-22,9 ; -18,0)	-34,7	(-37,7 ; -31,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-22,8	(-27,6 ; -17,9)	-44,1	(-47,7 ; -40,5)
Personnel secrétariat 1	SE1	-17,1	(-18,9 ; -15,2)	-35,8	(-38,2 ; -33,4)
Personnel secrétariat 2	SE2	-16,9	(-18,4 ; -15,4)	-41,1	(-43,1 ; -39,1)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-22,1	(-23,0 ; -21,3)	-59,8	(-62,0 ; -57,7)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-11,9	(-17,8 ; -6,0)	-21,9	(-27,7 ; -16,1)
Acheteur 2	AC2	-15,7	(-22,5 ; -8,9)	-26,7	(-31,7 ; -21,7)
Moyenne		-19,5	(-20,7 ; -18,3)	-39,2	(-40,5 ; -37,8)

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Concierge	CO2	-23,6	(-26,8 ; -20,4)	-34,7	(-37,7 ; -31,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-41,3	(-43,5 ; -39,1)	-56,9	(-60,8 ; -53,0)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-35,3	(-38,4 ; -32,2)	-46,1	(-50,6 ; -41,5)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	-39,0	(-46,3 ; -31,7)	-53,4	(-66,1 ; -40,6)
Moyenne		-32,5	(-34,5 ; -30,6)	-46,5	(-49,4 ; -43,6)
Ouvriers					
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-26,6	(-29,1 ; -24,1)	-37,1	(-40,5 ; -33,6)
Électricien entretien 2	EL2	-29,9	(-31,6 ; -28,1)	-71,0	(-81,9 ; -60,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-23,1	(-26,0 ; -20,3)	-35,8	(-44,0 ; -27,6)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-25,8	(-32,0 ; -19,5)	-25,5	(-30,8 ; -20,2)
Menuisier entretien 2	ME2	-24,4	(-26,9 ; -21,8)	-43,9	(-50,8 ; -37,0)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-30,1	(-31,1 ; -29,1)	-63,1	(-69,7 ; -56,4)
Peintre entretien 2	PE2	-31,2	(-34,8 ; -27,6)	-39,4	(-42,3 ; -36,5)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-24,4	(-25,1 ; -23,6)	-47,9	(-49,9 ; -45,9)
Moyenne		-23,7	(-24,8 ; -22,6)	-43,0	(-45,4 ; -40,6)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne	..	-18,3	(-19,3 ; -17,2)	-37,9	(-39,1 ; -36,8)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 2	PC2	-17,9	(-19,5 ; -16,2)	-29,2	(-32,4 ; -26,0)
Professionnel communic. 3	PC3	-25,7	(-25,7 ; -25,7)	-44,0	(-44,0 ; -44,0)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-15,6	(-19,3 ; -11,8)	-27,3	(-31,8 ; -22,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-19,4	(-23,0 ; -15,8)	-33,6	(-40,9 ; -26,4)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-30,3	(-33,6 ; -27,1)	-61,2	(-66,6 ; -55,9)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-36,9	(-45,1 ; -28,6)	-40,6	(-50,5 ; -30,7)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-27,2	(-31,7 ; -22,7)	-49,7	(-58,6 ; -40,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-20,8	(-21,7 ; -19,8)	-43,4	(-47,7 ; -39,2)
Ingénieur 1	IN1	-36,9	(-41,3 ; -32,6)	-47,3	(-58,6 ; -36,0)
Ingénieur 2	IN2	-21,9	(-23,8 ; -20,0)	-52,1	(-55,4 ; -48,8)
Ingénieur 3	IN3	-24,1	(-26,3 ; -21,9)	-57,6	(-63,4 ; -51,8)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-9,1	(-11,5 ; -6,7)	-21,5	(-28,7 ; -14,4)
Avocat et notaire 1	AN1	4,8	(2,3 ; 7,4)	5,9	(2,7 ; 9,1)
Avocat et notaire 2	AN2	-3,1	(-5,0 ; -1,1)	-2,0 *	(-6,1 ; 2,1)
Moyenne		-19,5	(-21,1 ; -17,9)	-37,7	(-41,0 ; -34,4)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-19,3	(-20,9 ; -17,7)	-26,5	(-29,6 ; -23,5)
Technicien en administration 3	TA3	-17,6	(-24,1 ; -11,1)	-21,5	(-31,2 ; -11,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-2,7 *	(-9,9 ; 4,5)	-5,8 *	(-16,6 ; 5,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-12,8	(-13,7 ; -11,9)	-25,7	(-26,3 ; -25,2)
Techn. laboratoire 3	TL3	-27,6	(-33,8 ; -21,4)	-48,0	(-59,6 ; -36,5)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-25,1	(-29,4 ; -20,7)	-21,1	(-26,2 ; -16,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-62,2	(-64,8 ; -59,5)	-98,9	(-105,2 ; -92,7)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-21,8	(-25,6 ; -17,9)	-23,5	(-27,9 ; -19,0)
Techn. informatique 3	TI3	-12,3	(-14,2 ; -10,5)	-10,4	(-11,8 ; -8,9)
Moyenne		-20,5	(-21,5 ; -19,5)	-29,3	(-31,1 ; -27,5)
Employés de bureau					
Magasinier 2	MG2	-40,8	(-45,9 ; -35,8)	-59,7	(-89,8 ; -29,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-21,9	(-25,8 ; -17,9)	-25,7	(-29,9 ; -21,4)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-30,0	(-31,6 ; -28,3)	-62,9	(-68,4 ; -57,5)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-21,0	(-27,9 ; -14,0)	-27,5	(-38,6 ; -16,5)
Personnel secrétariat 1	SE1	-25,3	(-28,1 ; -22,5)	-28,6	(-32,2 ; -25,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	-29,8	(-35,1 ; -24,6)	-44,2	(-48,7 ; -39,8)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-9,8	(-12,6 ; -7,0)	-5,6	(-8,4 ; -2,7)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-13,5	(-23,3 ; -3,6)	-4,6 *	(-9,5 ; 0,4)
Moyenne		-25,8	(-27,6 ; -24,0)	-41,4	(-44,4 ; -38,5)

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Cuisinier 2	CU2	4,0 *	(-4,8 ; 12,9)	3,2 *	(-0,1 ; 6,5)
Gardien 2	GA2	-54,3	(-58,6 ; -50,0)	-71,0	(-83,1 ; -58,8)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-18,7	(-32,1 ; -5,2)	-21,8	(-38,7 ; -4,9)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	-42,2	(-52,1 ; -32,4)	-47,0	(-58,3 ; -35,7)
Moyenne		-18,0	(-21,2 ; -14,9)	-27,5	(-31,8 ; -23,2)
Ouvriers					
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-24,4	(-24,7 ; -24,1)	-28,5	(-28,8 ; -28,1)
Électricien entretien 2	EL2	-32,4	(-32,6 ; -32,1)	-47,4	(-48,0 ; -46,8)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-23,0	(-25,3 ; -20,7)	-22,3	(-29,0 ; -15,5)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-30,9	(-31,9 ; -29,8)	-39,9	(-40,6 ; -39,1)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-36,6	(-40,2 ; -32,9)	-59,7	(-80,2 ; -39,1)
Moyenne		-30,2	(-31,2 ; -29,1)	-47,5	(-53,3 ; -41,7)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-22,2	(-23,1 ; -21,3)	-35,8	(-37,4 ; -34,2)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-37,3	(-41,1 ; -33,5)	-39,4	(-47,2 ; -31,5)
Professionnel communic. 2	PC2	-11,6	(-13,3 ; -9,8)	-11,1	(-13,1 ; -9,1)
Professionnel communic. 3	PC3	-7,8 *	(-22,5 ; 7,0)	-6,7 *	(-18,6 ; 5,1)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-35,6	(-38,4 ; -32,7)	-36,4	(-39,0 ; -33,9)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-14,9	(-19,4 ; -10,5)	-17,5	(-22,1 ; -12,9)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-20,5	(-28,9 ; -12,2)	-20,6	(-28,7 ; -12,6)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-10,7	(-14,9 ; -6,5)	-11,8	(-15,9 ; -7,8)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-9,0	(-15,8 ; -2,2)	-11,5	(-18,3 ; -4,7)
Ingénieur 2	IN2	0,6 *	(-3,1 ; 4,3)	0,9 *	(-2,4 ; 4,3)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-3,0 *	(-7,7 ; 1,7)	-4,0 *	(-9,0 ; 1,0)
Avocat et notaire 2	AN2	3,4 *	(-3,8 ; 10,6)	3,3 *	(-3,8 ; 10,4)
Moyenne		-6,3	(-8,1 ; -4,6)	-7,1	(-8,9 ; -5,3)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-6,4	(-8,7 ; -4,0)	-7,4	(-9,5 ; -5,3)
Technicien en administration 3	TA3	-9,7	(-14,9 ; -4,5)	-8,6	(-12,2 ; -5,1)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-4,1	(-6,5 ; -1,7)	-6,9	(-9,3 ; -4,5)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2,7	(2,4 ; 3,1)	4,5	(4,2 ; 4,8)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-10,9	(-13,6 ; -8,1)	-9,4	(-11,8 ; -7,0)
Technicien génie 3	TG3	-8,1	(-9,7 ; -6,5)	-3,3	(-4,6 ; -2,0)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-5,6 *	(-14,2 ; 3,1)	-4,2 *	(-13,4 ; 5,1)
Moyenne		-6,2	(-7,8 ; -4,6)	-5,7	(-7,2 ; -4,2)
Employés de bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-19,4	(-30,2 ; -8,5)	-16,3	(-24,5 ; -8,2)
Magasinier 2	MG2	-15,4	(-21,2 ; -9,6)	-15,2	(-19,9 ; -10,5)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-9,2	(-12,2 ; -6,2)	-9,1	(-11,6 ; -6,5)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-11,5	(-12,0 ; -10,9)	-11,8	(-12,4 ; -11,2)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-4,1	(-5,9 ; -2,4)	-5,2	(-5,8 ; -4,6)
Personnel secrétariat 1	SE1	-13,2	(-13,9 ; -12,6)	-18,2	(-18,9 ; -17,6)
Personnel secrétariat 2	SE2	-15,8	(-17,4 ; -14,3)	-18,1	(-19,8 ; -16,4)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-0,4 *	(-3,0 ; 2,3)	-2,1 *	(-5,1 ; 0,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-27,2	(-32,2 ; -22,1)	-25,8	(-30,3 ; -21,4)
Moyenne		-11,7	(-12,5 ; -10,9)	-12,6	(-13,2 ; -11,9)
Employés de service					
Gardien 2	GA2	-44,9	(-55,0 ; -34,8)	-44,8	(-58,2 ; -31,4)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-17,0	(-21,7 ; -12,4)	-21,0	(-23,4 ; -18,5)
Ouvrier entret. Maint. 2	OM2	-3,5	(-5,2 ; -1,7)	-10,5	(-12,4 ; -8,6)
Moyenne		-6,5	(-7,3 ; -5,8)	-12,3	(-13,2 ; -11,4)
Ouvriers					
Électricien entretien 2	EL2	-4,7 *	(-14,2 ; 4,9)	-10,6	(-18,9 ; -2,2)
Menuisier entretien 2	ME2	-16,7	(-19,3 ; -14,1)	-20,5	(-22,2 ; -18,7)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-10,6	(-12,1 ; -9,2)	-16,1	(-19,8 ; -12,5)
Peintre entretien 2	PE2	-11,2	(-13,9 ; -8,6)	-16,6	(-19,5 ; -13,8)
Moyenne		-8,8	(-10,6 ; -6,9)	-13,5	(-15,5 ; -11,5)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-8,4	(-9,1 ; -7,7)	-9,5	(-10,1 ; -8,8)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2013
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-27,1	(.. ; ..)	-26,6	(.. ; ..)
Professionnel communic. 2	PC2	-13,8	(.. ; ..)	-15,5	(.. ; ..)
Professionnel communic. 3	PC3	-14,6	(.. ; ..)	-15,9	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-39,2	(.. ; ..)	-38,6	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-14,0	(.. ; ..)	-15,2	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-23,2	(.. ; ..)	-24,3	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-39,6	(.. ; ..)	-39,1	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-16,8	(.. ; ..)	-18,3	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-18,6	(.. ; ..)	-20,2	(.. ; ..)
Ingénieur 1	IN1	-40,9	(.. ; ..)	-39,7	(.. ; ..)
Ingénieur 2	IN2	-33,5	(.. ; ..)	-33,9	(.. ; ..)
Ingénieur 3	IN3	-34,6	(.. ; ..)	-35,0	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	-33,1	(.. ; ..)	-31,5	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-10,5	(.. ; ..)	-12,2	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-26,1	(.. ; ..)	-26,9	(.. ; ..)
Avocat et notaire 1	AN1	-31,3	(.. ; ..)	-30,7	(.. ; ..)
Avocat et notaire 2	AN2	-22,8	(.. ; ..)	-24,1	(.. ; ..)
Avocat et notaire 3	AN3	-7,5	(.. ; ..)	-8,9	(.. ; ..)
Biologiste 2	BI2	-18,1	(.. ; ..)	-18,5	(.. ; ..)
Biologiste 3	BI3	-20,9	(.. ; ..)	-21,9	(.. ; ..)
Moyenne		-19,2	(.. ; ..)	-20,5	(.. ; ..)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-18,4	(.. ; ..)	-17,9	(.. ; ..)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-12,4	(.. ; ..)	-13,3	(.. ; ..)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-4,1	(.. ; ..)	-4,9	(.. ; ..)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-41,0	(.. ; ..)	-37,1	(.. ; ..)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-45,7	(.. ; ..)	-47,7	(.. ; ..)
Technicien génie 3	TG3	-45,3	(.. ; ..)	-42,2	(.. ; ..)
Moyenne		-19,8	(.. ; ..)	-19,6	(.. ; ..)
Employés de bureau					
Magasinier 1	MG1	-40,2	(.. ; ..)	-33,8	(.. ; ..)
Magasinier 2	MG2	-37,6	(.. ; ..)	-30,1	(.. ; ..)
Magasinier 3	MG3	-31,9	(.. ; ..)	-27,6	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-7,7	(.. ; ..)	-7,6	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-22,5	(.. ; ..)	-22,6	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-23,6	(.. ; ..)	-24,3	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 1	SE1	-23,0	(.. ; ..)	-26,3	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 2	SE2	-16,6	(.. ; ..)	-17,7	(.. ; ..)
Acheteur 2	AC2	-19,2	(.. ; ..)	-22,7	(.. ; ..)
Moyenne		-19,8	(.. ; ..)	-20,0	(.. ; ..)

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2013
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	-48,2	(.. ; ..)	-51,7	(.. ; ..)
Cuisinier 1	CU1	-34,6	(.. ; ..)	-43,0	(.. ; ..)
Cuisinier 2	CU2	-30,8	(.. ; ..)	-34,2	(.. ; ..)
Cuisinier 3	CU3	-34,2	(.. ; ..)	-37,9	(.. ; ..)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-27,4	(.. ; ..)	-32,5	(.. ; ..)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	-12,1	(.. ; ..)	-17,9	(.. ; ..)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-48,9	(.. ; ..)	-64,6	(.. ; ..)
Préposé entretien léger 2	PER2	-11,6	(.. ; ..)	-14,9	(.. ; ..)
Moyenne		-21,9	(.. ; ..)	-28,8	(.. ; ..)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-23,1	(.. ; ..)	-26,9	(.. ; ..)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-19,6	(.. ; ..)	-21,1	(.. ; ..)
Électricien entretien 2	EL2	-35,6	(.. ; ..)	-40,8	(.. ; ..)
Électricien entretien 3	EL3	-35,0	(.. ; ..)	-36,7	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-34,1	(.. ; ..)	-36,9	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-31,6	(.. ; ..)	-32,4	(.. ; ..)
Menuisier entretien 2	ME2	-36,3	(.. ; ..)	-39,5	(.. ; ..)
Machiniste 2	MA2	-25,3	(.. ; ..)	-29,9	(.. ; ..)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-19,6	(.. ; ..)	-17,9	(.. ; ..)
Moyenne		-30,2	(.. ; ..)	-33,5	(.. ; ..)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-20,3	(.. ; ..)	-21,8	(.. ; ..)

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-40,2	(-42,6 ; -37,7)	-54,7	(-59,3 ; -50,1)
Professionnel communic. 2	PC2	-14,6	(-16,2 ; -13,0)	-20,5	(-23,9 ; -17,1)
Professionnel communic. 3	PC3	-17,7	(-21,8 ; -13,5)	-21,5	(-27,7 ; -15,4)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-38,5	(-38,9 ; -38,2)	-38,0	(-38,4 ; -37,6)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-18,0	(-19,6 ; -16,4)	-27,2	(-30,2 ; -24,3)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-30,4	(-38,1 ; -22,7)	-44,3	(-53,6 ; -34,9)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-40,4	(-41,3 ; -39,4)	-41,5	(-43,2 ; -39,7)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-20,1	(-23,4 ; -16,8)	-32,8	(-38,8 ; -26,8)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-20,1	(-21,5 ; -18,7)	-30,2	(-32,6 ; -27,7)
Ingénieur 1	IN1	-36,5	(-39,8 ; -33,2)	-40,6	(-46,8 ; -34,5)
Ingénieur 2	IN2	-21,2	(-22,5 ; -20,0)	-37,4	(-43,5 ; -31,3)
Ingénieur 3	IN3	-27,8	(-30,7 ; -24,8)	-39,4	(-50,3 ; -28,4)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	-10,1	(-10,2 ; -9,9)	-12,6	(-12,9 ; -12,3)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-25,3	(-25,9 ; -24,8)	-27,1	(-27,3 ; -26,8)
Avocat et notaire 1	AN1	-29,5	(-30,5 ; -28,5)	-30,2	(-31,2 ; -29,1)
Avocat et notaire 2	AN2	-5,5 *	(-14,4 ; 3,4)	-10,0	(-19,0 ; -1,0)
Avocat et notaire 3	AN3	-3,4	(-6,2 ; -0,5)	-11,5	(-13,7 ; -9,3)
Biologiste 2	BI2	-12,8	(-12,8 ; -12,8)	-14,8	(-14,8 ; -14,8)
Moyenne		-18,7	(-20,0 ; -17,4)	-28,0	(-30,5 ; -25,5)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-17,0	(-18,7 ; -15,2)	-19,6	(-22,1 ; -17,2)
Technicien en administration 3	TA3	-8,9	(-12,3 ; -5,6)	-11,0	(-15,9 ; -6,0)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-6,0	(-8,6 ; -3,3)	-17,8	(-22,3 ; -13,2)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-7,8	(-10,8 ; -4,8)	-7,4	(-14,3 ; -0,5)
Techn. laboratoire 3	TL3	-16,4	(-18,5 ; -14,3)	-19,6	(-22,3 ; -16,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-33,5	(-39,8 ; -27,1)	-40,1	(-48,7 ; -31,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-50,2	(-53,9 ; -46,4)	-53,6	(-57,8 ; -49,3)
Technicien génie 3	TG3	-48,6	(-49,4 ; -47,8)	-67,9	(-69,3 ; -66,5)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-13,6	(-18,9 ; -8,2)	-14,9	(-21,8 ; -7,9)
Techn. informatique 3	TI3	-31,6	(-52,6 ; -10,7)	-32,0	(-52,1 ; -11,9)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-16,6	(-31,1 ; -2,0)	-41,8	(-75,1 ; -8,5)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-54,0	(-64,4 ; -43,7)	-62,6	(-72,3 ; -52,9)
Moyenne		-20,5	(-22,5 ; -18,4)	-24,4	(-27,2 ; -21,5)
Employés de bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-29,6	(-49,2 ; -10,0)	-32,9	(-61,6 ; -4,3)
Magasinier 1	MG1	-41,6	(-53,5 ; -29,6)	-32,9	(-49,1 ; -16,6)
Magasinier 2	MG2	-43,3	(-54,8 ; -31,7)	-43,8	(-58,2 ; -29,4)
Magasinier 3	MG3	-36,6	(-40,6 ; -32,6)	-32,4	(-36,0 ; -28,8)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	-39,9	(-54,0 ; -25,7)	-43,3	(-64,7 ; -22,0)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-17,5	(-21,5 ; -13,5)	-31,3	(-35,7 ; -27,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-22,5	(-24,3 ; -20,7)	-30,3	(-32,5 ; -28,1)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-20,9	(-23,0 ; -18,7)	-22,8	(-25,0 ; -20,6)
Personnel secrétariat 1	SE1	-16,4	(-18,0 ; -14,9)	-25,5	(-27,8 ; -23,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	-18,5	(-22,1 ; -14,9)	-32,5	(-36,1 ; -29,0)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-14,4	(-18,9 ; -9,9)	-13,3	(-18,1 ; -8,6)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-25,1	(-39,1 ; -11,1)	-23,8	(-36,5 ; -11,2)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-22,4	(-30,5 ; -14,2)	-21,1	(-30,3 ; -12,0)
Acheteur 2	AC2	-24,5	(-30,5 ; -18,5)	-26,9	(-33,7 ; -20,0)
Moyenne		-21,3	(-22,9 ; -19,7)	-29,2	(-30,9 ; -27,6)

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Préposé buanderie 2	BU2	-26,5 *	(-58,5 ; 5,4)	-27,4 *	(-60,1 ; 5,4)
Concierge	CO2	-34,9	(-43,4 ; -26,4)	-53,9	(-68,7 ; -39,1)
Cuisinier 1	CU1	18,5	(4,8 ; 32,1)	26,5	(8,0 ; 45,0)
Cuisinier 2	CU2	-5,5 *	(-13,4 ; 2,5)	-2,2 *	(-9,6 ; 5,2)
Cuisinier 3	CU3	-14,9	(-25,7 ; -4,2)	-16,5	(-25,7 ; -7,3)
Gardien 2	GA2	3,8	(2,2 ; 5,4)	19,8	(17,8 ; 21,9)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-27,8	(-34,1 ; -21,6)	-34,7	(-45,5 ; -23,8)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	21,3	(9,5 ; 33,0)	29,0	(14,4 ; 43,6)
Préposé entretien lourd 2	PED2	5,9	(0,9 ; 10,8)	11,7	(4,6 ; 18,8)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	-50,9	(-77,7 ; -24,1)	-62,6	(-98,7 ; -26,5)
Préposé entretien léger 2	PER2	6,9	(0,7 ; 13,0)	8,2	(1,5 ; 14,9)
Moyenne		-7,3	(-11,7 ; -3,0)	-8,9	(-14,9 ; -2,9)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-31,8	(-35,2 ; -28,4)	-36,3	(-45,6 ; -26,9)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-24,1	(-31,4 ; -16,7)	-5,2 *	(-20,5 ; 10,2)
Électricien entretien 2	EL2	-42,1	(-54,3 ; -29,9)	-61,2	(-77,5 ; -44,9)
Électricien entretien 3	EL3	-34,1	(-38,2 ; -30,0)	-38,5	(-44,8 ; -32,3)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-22,0	(-43,3 ; -0,8)	-18,3 *	(-48,3 ; 11,7)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-31,7	(-36,3 ; -27,2)	-35,1	(-39,6 ; -30,5)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-35,2	(-43,5 ; -26,9)	-41,9	(-55,4 ; -28,3)
Menuisier entretien 2	ME2	-24,8	(-35,1 ; -14,5)	-35,7	(-52,1 ; -19,3)
Ouvrier de voirie 2	VO2	-27,1	(-29,6 ; -24,6)	-40,3	(-42,2 ; -38,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-38,3	(-45,3 ; -31,2)	-49,8	(-60,2 ; -39,3)
Peintre entretien 2	PE2	-34,6	(-44,6 ; -24,7)	-41,2	(-53,5 ; -28,8)
Machiniste 2	MA2	-18,0	(-34,1 ; -1,9)	-12,4 *	(-29,9 ; 5,1)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-25,5	(-28,7 ; -22,4)	-42,8	(-48,3 ; -37,3)
Moyenne		-31,1	(-35,7 ; -26,5)	-39,6	(-45,8 ; -33,3)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne	..	-18,9	(-20,2 ; -17,7)	-25,3	(-26,9 ; -23,6)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 1	PC1	-7,3	(-12,3 ; -2,3)	1,9 *	(-3,8 ; 7,6)
Professionnel communic. 2	PC2	3,9 *	(-2,5 ; 10,4)	8,8	(1,6 ; 16,0)
Professionnel communic. 3	PC3	-22,1	(-31,8 ; -12,5)	-22,6	(-34,8 ; -10,4)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	-7,5	(-14,7 ; -0,3)	9,0	(1,2 ; 16,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-6,1	(-9,5 ; -2,7)	6,3	(2,0 ; 10,5)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-26,4	(-34,4 ; -18,5)	-18,4	(-28,6 ; -8,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-20,9	(-30,2 ; -11,6)	-12,7	(-23,6 ; -1,7)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-6,2	(-10,6 ; -1,9)	5,1 *	(-0,5 ; 10,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-18,3	(-22,6 ; -14,1)	-6,0	(-10,4 ; -1,6)
Ingénieur 1	IN1	-21,9	(-24,7 ; -19,0)	-4,7	(-7,9 ; -1,4)
Ingénieur 2	IN2	-8,6	(-11,3 ; -5,9)	4,1	(1,9 ; 6,3)
Ingénieur 3	IN3	-21,5	(-24,7 ; -18,2)	-7,7	(-11,0 ; -4,4)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	-23,4	(-35,0 ; -11,7)	-4,6 *	(-17,6 ; 8,5)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	8,7	(1,7 ; 15,6)	19,9	(13,6 ; 26,2)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	-12,8	(-19,2 ; -6,4)	1,0 *	(-2,3 ; 4,2)
Avocat et notaire 1	AN1	-5,3 *	(-11,1 ; 0,5)	3,8 *	(-4,8 ; 12,4)
Avocat et notaire 2	AN2	-0,6 *	(-3,3 ; 2,1)	3,1	(0,5 ; 5,7)
Avocat et notaire 3	AN3	6,9	(3,5 ; 10,4)	3,8	(1,3 ; 6,4)
Biologiste 1	BI1	-4,2	(-5,7 ; -2,7)	13,7	(12,4 ; 15,0)
Biologiste 2	BI2	11,6	(3,0 ; 20,1)	23,6	(15,3 ; 31,8)
Biologiste 3	BI3	-15,9	(-20,6 ; -11,2)	-7,3 *	(-18,3 ; 3,7)
Moyenne		-6,0	(-8,1 ; -4,0)	4,0	(1,5 ; 6,5)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-3,0 *	(-6,8 ; 0,9)	9,1	(4,7 ; 13,6)
Technicien en administration 3	TA3	-18,0	(-26,4 ; -9,6)	-2,8 *	(-11,5 ; 6,0)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	0,3 *	(-10,4 ; 10,9)	-1,7 *	(-10,1 ; 6,8)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	12,6	(4,4 ; 20,8)	23,1	(13,7 ; 32,4)
Techn. laboratoire 3	TL3	9,3 *	(-16,8 ; 35,4)	21,9 *	(-6,2 ; 50,1)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-33,7	(-43,2 ; -24,1)	-17,7	(-26,4 ; -8,9)
Technicien en droit 3	DR3	-50,6	(-58,7 ; -42,6)	-37,1	(-42,3 ; -31,9)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-42,1	(-53,5 ; -30,7)	-25,1	(-36,1 ; -14,0)
Technicien génie 3	TG3	-57,3	(-66,8 ; -47,9)	-34,2	(-43,2 ; -25,2)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-7,1	(-12,1 ; -2,2)	6,8	(1,6 ; 12,1)
Techn. informatique 3	TI3	-17,2	(-23,7 ; -10,8)	-0,4 *	(-8,2 ; 7,3)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	-33,1	(-61,2 ; -5,0)	-24,9 *	(-49,9 ; 0,1)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-38,1	(-50,4 ; -25,8)	-15,7	(-26,4 ; -5,0)
Moyenne		-9,1	(-12,4 ; -5,8)	3,7	(0,1 ; 7,3)
Employés de bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-6,2 *	(-27,1 ; 14,7)	4,4 *	(-19,7 ; 28,6)
Magasinier 1	MG1	-0,8 *	(-5,5 ; 3,9)	16,7	(12,2 ; 21,2)
Magasinier 2	MG2	-17,7	(-25,0 ; -10,4)	1,7 *	(-5,7 ; 9,2)
Magasinier 3	MG3	-4,9 *	(-24,7 ; 14,8)	13,0 *	(-3,2 ; 29,2)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-0,2 *	(-6,2 ; 5,9)	13,6	(8,0 ; 19,2)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-1,5 *	(-4,4 ; 1,4)	9,3	(4,9 ; 13,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-5,8	(-10,8 ; -0,8)	9,1	(3,9 ; 14,3)
Personnel secrétariat 1	SE1	-9,3	(-17,5 ; -1,2)	2,2 *	(-7,2 ; 11,5)
Personnel secrétariat 2	SE2	-14,3	(-17,9 ; -10,7)	-5,7	(-10,1 ; -1,2)
Préposé aux renseign. 2	PR2	10,7	(7,3 ; 14,1)	24,3	(20,7 ; 27,8)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-13,7 *	(-37,1 ; 9,6)	-7,7 *	(-34,4 ; 19,0)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	0,7 *	(-9,2 ; 10,5)	15,7	(4,7 ; 26,8)
Acheteur 2	AC2	-17,3	(-24,7 ; -9,9)	-3,1 *	(-16,2 ; 9,9)
Moyenne		-5,5	(-7,6 ; -3,4)	6,7	(4,1 ; 9,3)

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Concierge	CO2	5,5 *	(-2,0 ; 13,0)	12,1	(1,8 ; 22,4)
Cuisinier 1	CU1	30,5	(11,1 ; 49,9)	31,1	(13,6 ; 48,7)
Cuisinier 2	CU2	24,5	(16,2 ; 32,8)	31,8	(22,8 ; 40,8)
Cuisinier 3	CU3	-2,9 *	(-12,6 ; 6,7)	9,5	(2,6 ; 16,4)
Gardien 2	GA2	0,4 *	(-7,2 ; 8,1)	16,2	(8,0 ; 24,3)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	26,3	(12,4 ; 40,2)	35,7	(22,0 ; 49,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-6,3 *	(-18,6 ; 6,0)	4,9 *	(-8,7 ; 18,5)
Ouvrier entret. Maint. 2	OM2	-0,7 *	(-8,9 ; 7,5)	13,7	(6,1 ; 21,2)
Préposé entretien léger 2	PER2	22,4	(16,5 ; 28,3)	31,9	(25,2 ; 38,6)
Moyenne		14,1	(10,4 ; 17,7)	23,0	(18,9 ; 27,0)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	15,4	(6,1 ; 24,7)	25,3	(18,6 ; 32,1)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-4,9 *	(-10,3 ; 0,5)	23,2	(15,3 ; 31,1)
Électricien entretien 2	EL2	-31,0	(-44,1 ; -17,9)	-19,0	(-34,0 ; -4,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-16,6	(-32,3 ; -1,0)	-0,7 *	(-16,6 ; 15,1)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-10,7 *	(-22,8 ; 1,4)	1,2 *	(-13,9 ; 16,3)
Menuisier entretien 2	ME2	-7,3 *	(-23,4 ; 8,8)	-4,5 *	(-32,2 ; 23,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-6,9 *	(-21,2 ; 7,5)	-0,5 *	(-16,3 ; 15,3)
Machiniste 2	MA2	-6,5	(-12,9 ; -0,2)	4,0 *	(-4,4 ; 12,3)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-17,3 *	(-36,8 ; 2,2)	-15,4 *	(-41,3 ; 10,4)
Moyenne		-10,2	(-15,6 ; -4,8)	-0,4 *	(-6,9 ; 6,1)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-3,8	(-5,4 ; -2,1)	7,4	(5,5 ; 9,3)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 2	PC2	-19,4	(-28,1 ; -10,7)	-34,6	(-48,6 ; -20,5)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-20,4	(-27,7 ; -13,1)	-27,9	(-40,7 ; -15,0)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-12,4	(-24,0 ; -0,8)	-13,7 *	(-33,0 ; 5,6)
Ingénieur 2	IN2	-15,3	(-22,5 ; -8,2)	-9,4	(-16,5 ; -2,2)
Moyenne		-16,8	(-22,3 ; -11,3)	-22,2	(-32,2 ; -12,3)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-17,8	(-24,3 ; -11,2)	-16,8	(-26,7 ; -6,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	-21,2	(-33,7 ; -8,7)	-44,6	(-83,1 ; -6,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	-14,7	(-24,3 ; -5,1)	-9,8 *	(-25,8 ; 6,2)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-63,9	(-75,6 ; -52,3)	-79,3	(-99,0 ; -59,7)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-52,0	(-57,5 ; -46,5)	-45,0	(-52,0 ; -38,0)
Technicien génie 3	TG3	-48,0	(-56,6 ; -39,4)	-44,5	(-51,4 ; -37,6)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-12,5	(-17,7 ; -7,4)	-9,5	(-16,4 ; -2,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-71,5	(-82,3 ; -60,7)	-75,2	(-87,7 ; -62,7)
Moyenne		-25,8	(-29,7 ; -21,9)	-25,6	(-31,8 ; -19,3)
Employés de bureau					
Magasinier 1	MG1	-41,2	(-55,8 ; -26,5)	-30,1	(-49,1 ; -11,1)
Magasinier 2	MG2	-49,0	(-69,0 ; -29,1)	-41,5	(-70,5 ; -12,4)
Personnel soutien adm. 1	PS1	-26,2	(-37,0 ; -15,3)	-23,7	(-35,8 ; -11,5)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-21,5	(-29,8 ; -13,1)	-19,1	(-27,7 ; -10,4)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-15,3 *	(-35,3 ; 4,7)	-11,4 *	(-27,5 ; 4,7)
Personnel secrétariat 1	SE1	-20,7	(-33,6 ; -7,9)	-27,2	(-45,2 ; -9,2)
Personnel secrétariat 2	SE2	-16,6	(-21,7 ; -11,6)	-19,1	(-25,6 ; -12,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	-15,0	(-21,7 ; -8,2)	-5,1 *	(-10,8 ; 0,6)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	-25,4	(-44,3 ; -6,5)	-18,8 *	(-39,3 ; 1,7)
Acheteur 2	AC2	-47,5	(-58,8 ; -36,2)	-40,4	(-63,4 ; -17,5)
Moyenne		-21,8	(-28,5 ; -15,1)	-20,1	(-26,3 ; -13,9)

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Concierge	CO2	-40,4	(-48,1 ; -32,8)	-63,3	(-75,4 ; -51,1)
Cuisinier 1	CU1	21,1	(9,0 ; 33,2)	30,0	(14,0 ; 46,0)
Cuisinier 2	CU2	-6,0 *	(-18,8 ; 6,9)	0,8 *	(-11,5 ; 13,1)
Gardien 2	GA2	5,4	(4,6 ; 6,2)	22,1	(21,0 ; 23,2)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	-15,9	(-26,9 ; -4,8)	-14,7 *	(-34,2 ; 4,8)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	25,0	(13,4 ; 36,7)	33,9	(19,8 ; 48,0)
Préposé entretien lourd 2	PED2	8,6	(6,8 ; 10,5)	15,5	(12,5 ; 18,6)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	-60,6	(-96,0 ; -25,2)	-72,6	(-122,0 ; -23,3)
Préposé entretien léger 2	PER2	8,3	(1,4 ; 15,2)	10,8	(2,8 ; 18,7)
Moyenne		-6,1	(-11,0 ; -1,2)	-6,5	(-13,0 ; 0,0)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	-28,3	(-34,8 ; -21,7)	-21,8	(-27,5 ; -16,0)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-24,0	(-32,5 ; -15,6)	-2,1 *	(-19,0 ; 14,8)
Électricien entretien 2	EL2	-48,4	(-63,7 ; -33,0)	-63,4	(-85,6 ; -41,1)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	-18,0 *	(-52,2 ; 16,2)	-11,3 *	(-58,4 ; 35,7)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-38,6	(-48,3 ; -28,9)	-30,8	(-41,7 ; -19,8)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-35,5	(-44,0 ; -27,0)	-41,7	(-55,8 ; -27,7)
Menuisier entretien 2	ME2	-25,1 *	(-56,1 ; 5,8)	-26,8 *	(-69,1 ; 15,5)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-43,5	(-57,8 ; -29,1)	-40,6	(-60,3 ; -20,9)
Machiniste 2	MA2	-27,4	(-46,2 ; -8,6)	-26,7	(-45,0 ; -8,4)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	-30,4	(-47,0 ; -13,9)	-23,1	(-41,7 ; -4,6)
Moyenne		-36,6	(-45,1 ; -28,0)	-36,4	(-48,4 ; -24,4)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-20,3	(-23,6 ; -16,9)	-20,7	(-25,3 ; -16,1)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Professionnels					
Professionnel communic. 2	PC2	6,8	(1,2 ; 12,4)	13,3	(7,6 ; 18,9)
Professionnel communic. 3	PC3	-21,8	(-34,1 ; -9,6)	-17,8	(-33,5 ; -2,2)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	-5,6	(-9,1 ; -2,1)	7,8	(3,6 ; 12,1)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	-26,5	(-35,5 ; -17,6)	-15,2	(-26,9 ; -3,6)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	-20,7	(-30,5 ; -10,9)	-11,7	(-23,2 ; -0,3)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	-5,6	(-10,2 ; -1,1)	6,6	(1,0 ; 12,3)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	-18,3	(-22,7 ; -14,0)	-5,5	(-10,1 ; -1,0)
Ingénieur 1	IN1	-21,8	(-24,7 ; -19,0)	-4,7	(-7,9 ; -1,4)
Ingénieur 2	IN2	-8,5	(-11,2 ; -5,8)	4,3	(2,1 ; 6,6)
Ingénieur 3	IN3	-21,4	(-24,7 ; -18,1)	-7,5	(-10,8 ; -4,2)
Avocat et notaire 1	AN1	-7,2 *	(-16,4 ; 2,1)	8,1 *	(-3,1 ; 19,2)
Avocat et notaire 2	AN2	0,2 *	(-3,1 ; 3,6)	7,0	(4,0 ; 9,9)
Avocat et notaire 3	AN3	4,0 *	(-1,5 ; 9,5)	13,1	(9,2 ; 17,1)
Moyenne		-5,4	(-7,6 ; -3,2)	6,3	(3,7 ; 8,9)
Techniciens					
Technicien en administration 1-2	TA1-2	-1,5 *	(-5,6 ; 2,5)	12,0	(7,5 ; 16,5)
Technicien en administration 3	TA3	-17,1	(-26,9 ; -7,2)	1,3 *	(-8,3 ; 10,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	4,5 *	(-6,8 ; 15,8)	4,9 *	(-4,1 ; 13,8)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	13,1	(4,4 ; 21,7)	24,3	(14,7 ; 33,9)
Techn. laboratoire 3	TL3	9,5 *	(-16,7 ; 35,7)	22,2 *	(-6,0 ; 50,5)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	-34,4	(-43,9 ; -24,9)	-17,9	(-26,8 ; -9,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	-42,2	(-53,7 ; -30,7)	-24,9	(-36,1 ; -13,7)
Technicien génie 3	TG3	-57,8	(-67,4 ; -48,2)	-34,4	(-43,5 ; -25,2)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	-7,0	(-12,2 ; -1,9)	7,4	(2,1 ; 12,8)
Techn. informatique 3	TI3	-17,3	(-23,8 ; -10,8)	-0,4 *	(-8,2 ; 7,4)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	-38,3	(-50,9 ; -25,6)	-15,5	(-26,4 ; -4,5)
Moyenne		-8,3	(-12,0 ; -4,7)	5,6	(1,9 ; 9,3)
Employés de bureau					
Préposé photocopie 2	PP2	-6,1 *	(-27,0 ; 14,9)	4,6 *	(-19,6 ; 28,8)
Magasinier 1	MG1	-0,5 *	(-5,2 ; 4,2)	17,2	(12,8 ; 21,6)
Magasinier 2	MG2	-17,0	(-24,4 ; -9,6)	2,9 *	(-4,3 ; 10,2)
Magasinier 3	MG3	-3,8 *	(-23,3 ; 15,7)	14,3 *	(-1,3 ; 30,0)
Personnel soutien adm. 1	PS1	0,2 *	(-6,0 ; 6,3)	14,3	(8,6 ; 20,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	-0,9 *	(-3,9 ; 2,1)	10,4	(5,7 ; 15,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	-4,9 *	(-10,2 ; 0,4)	10,9	(5,7 ; 16,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	-8,8	(-17,5 ; -0,1)	3,8 *	(-5,9 ; 13,6)
Personnel secrétariat 2	SE2	-12,3	(-16,2 ; -8,5)	-1,9 *	(-6,3 ; 2,5)
Préposé aux renseign. 2	PR2	11,1	(7,6 ; 14,6)	24,9	(21,4 ; 28,5)
Préposé aux renseign. 3	PR3	-13,3 *	(-41,4 ; 14,7)	-3,9 *	(-33,6 ; 25,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1,6 *	(-8,5 ; 11,8)	17,4	(6,3 ; 28,5)
Acheteur 2	AC2	-17,3	(-24,7 ; -9,9)	-3,1 *	(-16,2 ; 9,9)
Moyenne		-4,6	(-6,8 ; -2,4)	8,4	(5,7 ; 11,1)

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2013

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Salaires		Rémunération globale	
		Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		%		%	
Employés de service					
Concierge	CO2	9,0	(1,9 ; 16,1)	18,4	(10,6 ; 26,2)
Cuisinier 1	CU1	30,5	(11,1 ; 49,9)	31,1	(13,6 ; 48,7)
Cuisinier 2	CU2	24,5	(16,2 ; 32,8)	31,8	(22,8 ; 40,8)
Cuisinier 3	CU3	-2,9 *	(-12,6 ; 6,7)	9,5	(2,6 ; 16,4)
Gardien 2	GA2	1,6 *	(-5,7 ; 9,0)	17,6	(10,0 ; 25,2)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	26,3	(12,4 ; 40,2)	35,7	(22,0 ; 49,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	-4,7 *	(-18,5 ; 9,1)	7,5 *	(-7,9 ; 22,8)
Ouvrier entret. Maint. 2	OM2	0,9 *	(-7,1 ; 8,9)	15,2	(7,9 ; 22,6)
Préposé entretien léger 2	PER2	22,4	(16,5 ; 28,3)	31,9	(25,2 ; 38,6)
Moyenne		15,5	(12,0 ; 19,0)	25,2	(21,4 ; 28,9)
Ouvriers					
Conducteur véh. légers 2	CR2	16,5	(7,1 ; 25,9)	26,5	(19,8 ; 33,2)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	-4,8 *	(-10,2 ; 0,7)	23,5	(15,7 ; 31,3)
Électricien entretien 2	EL2	-31,0	(-44,1 ; -17,9)	-19,0	(-34,0 ; -4,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	-16,4	(-32,6 ; -0,2)	0,2 *	(-16,1 ; 16,6)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	-10,7 *	(-22,8 ; 1,4)	1,2 *	(-13,9 ; 16,3)
Menuisier entretien 2	ME2	4,0 *	(-9,6 ; 17,7)	15,6 *	(-2,0 ; 33,2)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	-6,9 *	(-21,2 ; 7,5)	-0,5 *	(-16,3 ; 15,3)
Machiniste 2	MA2	-6,5	(-12,9 ; -0,2)	4,0 *	(-4,4 ; 12,3)
Moyenne		-8,5	(-14,1 ; -2,9)	3,0 *	(-3,4 ; 9,5)
Ensemble des emplois repères					
Moyenne		-2,8	(-4,5 ; -1,1)	9,4	(7,4 ; 11,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe F-1

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2013 et 2012

Secteurs	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2013	2012	Statut	2013	2012	Statut
	%	%		%	%	
Ensemble des autres salariés québécois	-11,7	-11,2	Stabilité	-8,3	-6,1	Affaiblissement
Privé	-8,0	-7,8	Stabilité	1,7 *	3,3	Stabilité
« Autre public »	-19,4	-19,6	Stabilité	-28,8	-26,2	Affaiblissement
Administration municipale	-18,3	-18,6	Stabilité	-37,9	-33,6	Affaiblissement
« Entreprises publiques »	-22,2	-22,7	Stabilité	-35,8	-33,1	Affaiblissement
Universitaire	-8,4	-8,9	Stabilité	-9,5	-9,2	Stabilité
Administration fédérale	-20,3	-20,9	Amélioration	-21,8	-21,2	Affaiblissement
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	-18,9	-17,8	Stabilité	-25,3	-21,5	Affaiblissement
Autres salariés québécois non syndiqués	-3,8	-4,3	Stabilité	7,4	7,3	Stabilité
Privé syndiqué	-20,3	-16,4	Affaiblissement	-20,7	-13,0	Affaiblissement
Privé non syndiqué	-2,8	-3,4	Stabilité	9,4	9,5	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé

La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années puissent différer, l'Institut peut statuer à la stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance non présentés ici. Par conséquent, il est recommandé de limiter l'analyse qui en découle à statuer à l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2013 et 2012

Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2013	2012	Statut	2013	2012	Statut
	%			%		
Ensemble des emplois repères	-11,7	-11,2	Stabilité	-8,3	-6,1	Affaiblissement
Professionnels	-10,8	-11,9	Stabilité	-6,5	-6,4	Stabilité
Techniciens	-16,8	-13,5	Amélioration	-8,4	-6,0	Stabilité
Employés de bureau	-13,5	-11,6	Affaiblissement	-10,3	-6,6	Affaiblissement
Employés de service	0,3 *	0,7 *	Stabilité	2,4 *	4,3 *	Stabilité
Ouvriers	-28,2	-28,8	Stabilité	-34,2	-32,2	Stabilité

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2013	2012	Statut	2013	2012	Statut
	%			%		
Ensemble des emplois repères	-8,0	-7,8	Stabilité	1,7 *	3,3	Stabilité
Professionnels	-5,7	-7,9	Stabilité	4,9	4,2	Stabilité
Techniciens	-14,9	-11,0	Affaiblissement	-1,4 *	2,2 *	Affaiblissement
Employés de bureau	-8,3	-6,1	Stabilité	2,9 *	6,2	Affaiblissement
Employés de service	3,0 *	2,1 *	Stabilité	6,6 *	6,6 *	Stabilité
Ouvriers	-30,3	-32,2	Stabilité	-27,2	-29,4	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé

La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années puissent différer, l'Institut peut statuer à la stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance non présentés ici. Par conséquent, il est recommandé de limiter l'analyse qui en découle à statuer à l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Annexe F-3

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2013 et 2009

Secteurs	Écarts salariaux		Statut
	2013	2009	
	%		
Ensemble des autres salariés québécois	-11,7	-8,7	Affaiblissement
Privé	-8,0	-6,0	Stabilité
« Autre public »	-19,4	-13,5	Affaiblissement
Administration municipale	-18,3	-12,9	Affaiblissement
« Entreprises publiques »	-22,2	-14,1	Affaiblissement
Universitaire	-8,4	-4,6	Affaiblissement
Administration fédérale	-20,3	-14,1	Affaiblissement
Secteurs et syndicalisation			
Autres salariés québécois syndiqués	-18,9	-13,2	Affaiblissement
Autres salariés québécois non syndiqués	-3,8	-0,7 *	Affaiblissement
Privé syndiqué	-20,3	-12,4	Affaiblissement
Privé non syndiqué	-2,8	-0,2 *	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé

La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années puissent différer, l'Institut peut statuer à la stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance non présentés ici. Par conséquent, il est recommandé de limiter l'analyse qui en découle à statuer à l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Écarts de rémunération globale			
2013	2009	Statut	
%			
-8,3	-3,7	Affaiblissement	Ensemble des autres salariés québécois
1,7 *	3,6	Stabilité	Privé
-28,8	-18,3	Affaiblissement	« Autre public »
-37,9	-24,7	Affaiblissement	Administration municipale
-35,8	-21,3	Affaiblissement	« Entreprises publiques »
-9,5	-7,8	Affaiblissement	Universitaire
-21,8	-14,0	Affaiblissement	Administration fédérale
Secteurs et syndicalisation			
-25,3	-14,8	Affaiblissement	Autres salariés québécois syndiqués
7,4	9,7	Stabilité	Autres salariés québécois non syndiqués
-20,7	-10,0	Affaiblissement	Privé syndiqué
9,4	10,7	Stabilité	Privé non syndiqué

Annexe G
Principaux indicateurs économiques du Québec, de 2001 à 2013

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PIB et ses composantes^{2,3}							
PIB (au prix du marché)	..	..	..	..	..	..	..
Consommation finale	..	..	..	..	..	..	..
Ménage	..	..	..	..	..	..	..
Institutions SBL au service des ménages ⁴	..	..	..	..	..	..	..
administrations publiques	..	..	..	..	..	..	..
Formation brute de capital fixe	..	..	..	..	..	..	..
entreprises	..	..	..	..	..	..	..
Institutions SBL au service des ménages ⁴	..	..	..	..	..	..	..
administrations publiques	..	..	..	..	..	..	..
Exportations	..	..	..	..	..	..	..
Importations	..	..	..	..	..	..	..
Indicateurs monétaires							
IPC (2002 = 100) ^{2,5}	2,3	2,0	2,5	2,0	2,3	1,7	1,6
Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)	3,74	2,55	2,85	2,22	2,73	4,04	4,12
Taux de change (huard en cents américains) ⁶	64,58	63,68	71,58	76,98	82,60	88,18	93,52
Autres indicateurs							
Revenu disponible des ménages ²							
nominal	..	..	..	..	..	..	..
réel ⁷	..	..	..	..	..	..	..
Taux d'épargne des ménages (%)	..	..	..	..	..	..	3,2
Livraisons manufacturières ²	- 3,6	1,4	- 0,1	0,8	3,6	4,3	- 1,2
Excédent d'exploitation net : sociétés ²	..	..	..	..	..	..	..
Ventes au détail ²	4,2	6,1	4,5	4,1	5,1	4,9	4,5
Mises en chantier (en milliers)	27,7	42,5	50,3	58,4	50,9	47,9	48,6

Note: Statistique Canada a procédé à une révision historique des comptes nationaux (intégration des normes du Système de comptabilité nationale des Nations unies, révisions statistiques, amélioration des sources et des méthodes d'information, etc.). En conséquence, de nombreux termes familiers, tels que « bénéfices des sociétés », « revenu du travail » et « dépenses personnelles » n'existent plus dans les nouveaux tableaux de Statistique Canada. En revanche, les révisions ajoutent de nouvelles variables et de nouveaux concepts importants parmi lesquels figurent la rémunération des salariés, l'excédent brut d'exploitation, le revenu mixte brut et la dépense de consommation finale des ménages. Pour le moment, la période couverte par cette révision historique est de 2007 à 2012. Statistique Canada prévoit en novembre 2013 de publier les données à partir de 1997.

1. Les taux de croissance trimestriels sont calculés par rapport aux trimestres précédents, ceux du cumul le sont par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ainsi, le cumul du PIB et de ses composantes est calculé sur les six premiers mois.
2. Taux annuel de croissance (en %).
3. En termes réels (\$ enchaînés 2007).
4. Institutions sans but lucratif au service des ménages.
5. Les taux de croissance trimestriels de l'IPC sont calculés par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente.
6. Moyenne mensuelle.
7. L'indice implicite des prix des ménages en biens et en services (2007 = 100) est utilisé pour obtenir le revenu réel des ménages disponible réel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

2008	2009	2010	2011	2012	2013 ¹				Indicateurs
					Cumul	T1	T2	T3	
									PIB et ses composantes^{2,3}
1,4	- 0,4	2,7	1,8	0,9	0,9	0,3	- 0,7	..	PIB (au prix du marché)
2,6	2,3	3,5	1,6	0,9	1,4	0,6	0,2	..	Consommation finale
3,2	0,8	3,6	2,1	1,1	1,4	0,9	0,4		Ménage
4,1	2,4	- 1,1	0,8	1,1	2,3	0,7	- 0,3		Institutions SBL au service des ménages ⁴
1,0	5,9	3,7	0,6	0,2	1,3	- 0,2	- 0,1		administrations publiques
1,6	- 3,1	6,6	2,4	4,7	- 1,5	- 1,3	- 4,3	..	Formation brute de capital fixe
- 1,0	- 6,9	6,8	2,3	5,0	- 0,9	- 1,2	- 3,3	..	entreprises
35,8	10,3	19,7	2,5	- 14,7	- 5,3	- 1,0	- 0,7	..	Institutions SBL au service des ménages ⁴
11,5	10,4	5,5	2,5	4,5	- 3,1	- 1,7	- 7,3		administrations publiques
- 3,3	- 4,7	4,0	1,0	1,0	2,6	- 0,3	2,7	..	Exportations
- 0,9	- 3,6	8,3	3,0	2,0	1,7	- 0,5	1,9	..	Importations
									Indicateurs monétaires
2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,9	0,4	0,3	0,1	IPC (2002 = 100) ^{2,5}
2,30	0,32	0,58	0,91	0,95	0,98	0,95	1,01	0,99	Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)
94,28	87,98	97,09	101,10	100,08	97,72	99,13	97,72	96,30	Taux de change (huard en cents américains) ⁶
									Autres indicateurs
									Revenu disponible des ménages ²
4,5	2,1	2,0	4,5	3,8	2,5	1,1	0,2	..	nominal
3,2	1,9	0,9	2,3	2,0	1,4	1,0	0,3	..	réel ⁷
3,2	4,2	1,7	1,9	2,8	2,8	2,8	2,7	..	Taux d'épargne des ménages (%)
2,2	- 13,4	4,7	5,5	- 0,2	- 3,9	- 0,9	- 5,7	..	Livraisons manufacturières ²
- 4,3	- 1,5	11,2	2,7	- 2,4	- 9,9	- 1,4	- 6,5	..	Excédent d'exploitation net : sociétés ²
4,9	- 1,1	6,2	3,0	1,1	1,6	1,9	0,2	..	Ventes au détail ²
47,9	43,4	51,4	48,4	47,4	37,0	35,9	38,1	..	Mises en chantier (en milliers)

Annexe H

Principaux indicateurs du marché du travail du Québec, de 2001 à 2013

Indicateurs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Emploi								
Population active ²	1,5	3,5	2,1	0,8	0,5	0,9	1,5	1,2
Taux d'activité (%)	63,5	65,2	66,0	65,8	65,5	65,4	65,7	65,8
Personnes en emploi ²	1,1	3,6	1,5	1,5	0,8	1,1	2,4	1,2
Taux d'emploi (%)	57,9	59,5	59,9	60,2	60,1	60,1	60,9	61,0
Taux de chômage (%)	8,8	8,7	9,2	8,5	8,3	8,1	7,2	7,2
Heures travaillées et rémunération								
Nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine ³								
employés rémunérés à l'heure	30,0	29,8	30	29,9	29,8	29,7	29,2	29,2
employés à salaire fixe	37,5	37,2	37	37,1	37,2	36,9	36,7	36,8
Rémunération hebdomadaire moyenne ^{2,4} (RHbM)								
nominale	1,1	2,7	2,6	2,5	3,5	1,6	4,4	2,0
réelle ⁵	- 1,1	0,6	0,1	0,5	1,2	- 0,1	2,8	0,0
Rémunération horaire moyenne ² (RHrM)								
nominale	1,3	3,1	2,6	2,9	2,6	2,3	5,3	2,6
réelle ⁵	- 1,0	1,0	0,1	0,9	0,3	0,6	3,7	0,6

1. Les taux de croissance trimestriels sont calculés par rapport aux trimestres précédents; ceux du cumul le sont par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Par ailleurs, le cumul des variables d'emploi est calculé sur les neuf premiers mois de l'année (données désaisonnalisées) et celui des heures travaillées et de la rémunération, sur les huit premiers mois (données non désaisonnalisées).
2. Taux annuel de croissance (en %).
3. Pour les employés et excluant le temps supplémentaire.
4. Pour l'ensemble des salariés et excluant le temps supplémentaire.
5. L'indice des prix à la consommation (2002 = 100) est utilisé pour obtenir la rémunération hebdomadaire moyenne réelle et la rémunération horaire moyenne réelle.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada (*Enquête sur la population active* pour l'emploi et *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* pour les heures travaillées et la rémunération).

2009	2010	2011	2012	2013 ¹				Indicateurs
				Cumul	T1	T2	T3	
								Emploi
0,5	1,2	0,8	0,8	1,2	- 0,1	0,4	- 0,6	Population active ²
65,3	65,4	65,2	65,1	65,2	65,3	65,4	64,9	Taux d'activité (%)
-0,8	1,7	1,0	0,8	1,4	0,0	- 0,1	- 0,7	Personnes en emploi ²
59,8	60,2	60,1	60,0	60,2	60,5	60,3	59,8	Taux d'emploi (%)
8,5	8,0	7,8	7,8	7,7	7,4	7,8	7,9	Taux de chômage (%)
								Heures travaillées et rémunération
								Nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine ³
29,4	29,5	29,5	29,5	29,4	28,9	29,5	..	employés rémunérés à l'heure
36,5	36,4	36,4	36,4	36,5	36,3	36,5	..	employés à salaire fixe
								Rémunération hebdomadaire moyenne ^{2,4} (RHbM)
1,9	2,8	2,3	2,4	2,0	-1,1	1,8	..	nominale
1,3	1,6	- 0,7	0,3	1,1	-1,4	1,5	..	réelle ⁵
								Rémunération horaire moyenne ² (RHrM)
2,9	2,8	2,2	2,5	2,1	0,1	1,1	..	nominale
2,3	1,6	- 0,8	0,3	1,3	- 0,3	0,8	..	réelle ⁵

Annexe I

Prévisions de divers organismes pour les principaux indicateurs économiques du Québec, pour 2013 et 2014

Indicateurs	BRC (Septembre)		CBC (Novembre)		Desjardins (Octobre)		BMO (Octobre)	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014
PIB et ses composantes¹								
PIB (au prix du marché)	1,3	1,9	0,8	2,0	0,9	1,8	1,1	1,8
Consommation finale	..	..	2,2	2,4	1,9	2,1	..	..
Investissements	..	..	-1,9	2,1	-2,3	0,9	..	..
administrations publiques	..	..	-3,2	2,3	-6,1	-3,4	..	..
entreprises	..	..	-1,4	2,0	..	..	..	..
Dépenses publiques courantes en								
biens et services	..	..	0,8	0,4	0,9	0,9	..	..
Exportations	..	..	2,8	3,3	3,2	3,5	..	..
Importations	..	..	2,1	3,2	1,9	2,7	..	..
Indicateurs monétaires								
IPC (1992 = 100) ²	1,1	1,8	1,0	1,8	1,0	1,8	1,0	1,6
Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)	1,00	1,55	0,99	1,20	0,98	1,00	0,98	1,03
Taux de change (huard en cents américains)	93,46	98,04	97,07	96,25	96,52	97,57	97,40	94,60
Indicateurs du marché du travail								
Emploi ²	1,2	1,1	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,6
Taux de chômage (%)	7,6	7,5	7,8	7,6	7,7	7,5	7,7	7,5
Rémunération hebdomadaire moyenne ² (RHbM)	..	..	2,6	2,6	2,0	2,5	..	..
Autres indicateurs								
Revenu personnel disponible ¹	..	..	2,3	3,0	1,2	1,5	..	..
Bénéfices des sociétés avant impôt ²⁻³	..	..	-5,6	1,9	..	..	..	..
Ventes au détail ²	2,5	3,6	1,8	3,7	1,6	2,3	..	..
Mises en chantier (en milliers)	36,7	38,0	36,6	36,0	37,0	40,0	36,5	37,0

1. Taux annuel réel de croissance.

2. Taux annuel de croissance.

3. Données pour le Canada

BRC : Banque Royale du Canada; CBC : Conference Board du Canada; Desjardins : Mouvement des caisses Desjardins du Québec.

BMO : Banque de Montréal Groupe financier.

Annexe J

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2013

Années	Types de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	nominale	3,3	4,1	3,5	5,8	4,2	3,5	3,8	4,0	3,7
	réelle	-1,4	-0,7	-1,2	1,0	-0,6	-1,2	-1,0	-0,8	-1,0
1987	nominale	4,0	4,0	3,1	5,0	4,2	3,6	3,7	3,9	3,9
	réelle	-0,3	-0,3	-1,2	0,7	-0,1	-0,7	-0,6	-0,4	-0,4
1988	nominale	4,8	4,7	4,5	4,1	4,5	3,2	3,9	4,4	4,6
	réelle	1,1	1,0	0,8	0,4	0,8	-0,5	0,2	0,7	0,9
1989	nominale	4,1	4,3	4,0	5,2	4,4	4,9	4,6	4,4	4,2
	réelle	-0,2	0,0	-0,3	0,9	0,1	0,6	0,3	0,1	-0,1
1990	nominale	6,9	4,9	5,6	5,3	5,3	4,7	5,1	5,0	5,9
	réelle	2,5	0,6	1,2	1,0	1,0	0,4	0,8	0,7	1,5
1991	nominale	7,3	4,9	4,8	0,9	4,7	1,6	3,1	4,2	5,9
	réelle	0,0	-2,2	-2,3	-6,0	-2,4	-5,3	-3,9	-2,9	-1,3
1992	nominale	2,5	3,9	3,9	1,5	2,8	3,0	3,2	3,6	3,0
	réelle	0,6	2,0	2,0	-0,4	0,9	1,1	1,3	1,7	1,1
1993	nominale	1,0	1,4	0,4	0,8	0,8	0,8	0,7	1,2	1,1
	réelle	-0,3	0,1	-0,9	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6	-0,1	-0,2
1994	nominale	0,0	1,3	0,3	0,0	-0,2	0,5	0,2	0,9	0,4
	réelle	1,3	2,6	1,6	1,3	1,1	1,8	1,5	2,2	1,7
1995	nominale	0,0	1,5	0,0	-0,1	1,8	0,2	0,7	1,2	0,6
	réelle	-1,7	-0,2	-1,7	-1,8	0,1	-1,5	-1,0	-0,5	-1,1
1996	nominale	0,2	1,6	0,6	0,4	1,9	0,1	0,8	1,3	0,7
	réelle	-1,4	0,0	-1,0	-1,2	0,3	-1,5	-0,8	-0,3	-0,9
1997	nominale	1,1	2,1	0,3	0,5	2,9	2,2	1,8	2,0	1,4
	réelle	-0,4	0,6	-1,2	-1,0	1,4	0,7	0,3	0,5	-0,1
1998	nominale	1,1	1,4	1,6	1,3	1,1	1,4	1,3	1,4	1,2
	réelle	-0,3	0,0	0,2	-0,1	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,2
1999	nominale	2,2	2,1	1,6	1,9	1,5	2,1	1,8	2,0	2,1
	réelle	0,7	0,6	0,1	0,4	0,0	0,6	0,3	0,5	0,6

Annexe J

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2013

Années	Types de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
2000	nominale	2,8	2,2	2,7	2,9	1,5	3,2	2,5	2,3	2,6	
	réelle	0,3	-0,3	0,2	0,4	-1,0	0,7	0,0	-0,2	0,1	
2001	nominale	2,8	3,1	2,7	2,8	2,4	3,0	2,8	3,0	2,9	
	réelle	0,5	0,8	0,4	0,5	0,1	0,7	0,5	0,7	0,6	
2002	nominale	2,5 ^{2,3}	2,6	2,9	2,3	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6	
	réelle	0,5	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	
2003	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,8	1,6	0,8	3,2	2,2	2,4	2,2	
	réelle	-0,5	0,0	0,3	-0,9	-1,7	0,7	-0,3	-0,1	-0,3	
2004	nominale	0,0 ^{2,3}	1,9	1,9	3,8	2,2	2,4	2,4	2,0	0,9	
	réelle	-2,0	-0,1	-0,1	1,8	0,2	0,4	0,4	0,0	-1,1	
2005	nominale	0,0 ^{2,3}	2,4	1,9	1,4	2,4	2,5	2,2	2,4	1,1	
	réelle	-2,2	0,1	-0,4	-0,9	0,1	0,2	-0,1	0,1	-1,2	
2006	nominale	2,0 ^{2,3}	2,7	2,2	3,0	2,5	2,6	2,5	2,6	2,3	
	réelle	0,3	1,0	0,5	1,3	0,8	0,9	0,8	0,9	0,6	
2007	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,3	3,1	1,0	2,9	2,0	2,4	2,2	
	réelle	0,4	0,9	0,7	1,5	-0,6	1,3	0,4	0,8	0,6	
2008	nominale	2,0 ²	2,6	2,1	2,9	2,0	1,7	2,1	2,4	2,2	
	réelle	-0,1	0,5	0,0	0,8	-0,1	-0,4	0,0	0,3	0,1	
2009	nominale	2,0 ²	2,5	2,3	2,3	2,2	1,5	2,0	2,3	2,2	
	réelle	1,4	1,9	1,7	1,7	1,6	0,9	1,4	1,7	1,6	
2010	nominale	0,5 ²	2,4	2,5	2,2	2,6	1,5	2,2	2,3	1,3	
	réelle	-0,7	1,2	1,3	1,0	1,4	0,3	1,0	1,1	0,1	
2011	nominale	0,8 ²	2,4	2,0	1,7	2,6	1,9	2,1	2,3	1,5	
	réelle	-2,1	-0,6	-1,0	-1,3	-0,4	-1,1	-0,9	-0,7	-1,5	
2012	nominale	1,5 ²	2,4	2,0	1,5	2,1	1,8 ⁴	2,0	2,3	1,9	
	réelle	-0,6	0,3	-0,1	-0,6	0,0	-0,3	-0,1	0,2	-0,2	
2013 ⁵	nominale	1,8 ^{2,6}	2,1	2,1	2,3 ⁷	2,6	2,3 ⁴	2,3	2,2	1,9	
	réelle	1,1	1,4	1,4	1,6	1,9	1,6	1,6	1,5	1,2	
2014 ⁵	nominale	2,0 ^{2,6}	2,1 ⁷	2,3 ⁷	...	2,3 ⁷	...	2,2 ⁷	2,1 ⁷	2,0	

1. Les taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements sont : 4,0 %, 5,1 %, 6,0 % et 2,0 % pour 1989, 1990, 1991 et 1992 respectivement.
2. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu pour les années 2002 à 2009 est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour 2010 à 2014, le nombre de salariés est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011.
3. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.
4. Le taux de croissance salariale a été calculé à partir de trois sources : le site web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec. Collecte 2013* de l'ISQ et la banque de conventions collectives du ministère du Travail du Québec.
5. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2013 (données préliminaires).
6. Les augmentations dans l'administration québécoise sont constituées de paramètres fixes et variables. La croissance nominale a été calculée à partir seulement du paramètre fixe.
7. Ce résultat est basé sur un nombre limité de salariés.

Annexe K

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2013

Années	Types de croissance	Administration québécoise ²	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec ²
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
1986	Gel ou baisse	0,0	6,9	3,4	0,0	4,3	1,1	2,6	5,4	3,1	
	> 0 et < IPC	99,7	54,6	93,2	78,4	63,9	94,3	84,3	65,0	79,7	
	≥ IPC	0,3	38,5	3,4	21,6	31,9	4,6	13,1	29,6	17,2	
1987	Gel ou baisse	4,6	5,8	33,1	0,0	0,4	0,3	8,6	6,8	5,7	
	> 0 et < IPC	62,0	60,4	38,6	0,0	79,1	70,1	60,9	60,6	61,3	
	≥ IPC	33,4	33,7	28,3	100,0	20,5	29,6	30,5	32,6	33,0	
1988	Gel ou baisse	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	23,8	10,2	7,5	3,7	
	> 0 et < IPC	0,0	20,6	13,2	0,0	3,6	37,5	20,1	20,4	10,2	
	≥ IPC	100,0	73,5	86,8	100,0	96,4	38,8	69,7	72,1	86,1	
1989	Gel ou baisse	0,0	6,1	1,1	0,0	3,4	1,4	1,9	4,6	2,3	
	> 0 et < IPC	100,0	28,9	92,6	0,0	29,3	9,2	35,6	31,2	63,5	
	≥ IPC	0,0	65,1	6,3	100,0	67,3	89,4	62,5	64,2	34,2	
1990	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,7	
	> 0 et < IPC	0,0	22,7	13,7	0,0	7,6	14,7	11,7	18,7	9,4	
	≥ IPC	100,0	75,0	86,3	100,0	92,4	85,3	88,3	79,8	89,9	
1991	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,3	10,1	0,0	59,8	25,1	10,7	5,2	
	< 0 et > IPC	100,0	94,0	98,3	89,9	95,0	39,7	72,9	86,2	70,3	
	≥ IPC	0,0	3,7	1,3	0,0	5,1	0,5	2,0	3,1	24,3	
1992	Gel ou baisse	0,0	7,9	0,6	15,1	22,6	3,0	9,1	8,4	4,2	
	> 0 et < IPC	0,0	7,6	2,3	20,6	0,4	0,0	1,9	5,5	3,0	
	≥ IPC	100,0	84,4	97,1	64,3	77,0	97,0	89,0	86,1	92,9	
1993	Gel ou baisse	0,0 ³	43,9	77,4	23,6	67,3	72,5	68,9	53,4	24,4	
	> 0 et < IPC	99,7	6,6	12,5	76,4	4,8	0,0	8,6	7,4	57,6	
	≥ IPC	0,3	49,5	10,1	0,0	27,9	27,5	22,5	39,2	18,0	
1994	Gel ou baisse	100,0	39,1	80,5	100,0	84,1	81,9	83,2	53,3	79,6	
	augmentation	0,0	60,9	19,5	0,0	15,9	18,1	16,8	44,7	20,4	
1995	Gel ou baisse	100,0	37,5	93,5	100,0	34,8	92,3	71,9	48,9	76,2	
	> 0 et < IPC	0,0	17,3	3,5	0,0	4,0	0,9	2,6	12,4	5,8	
	≥ IPC	0,0	45,2	3,0	0,0	61,2	6,9	25,6	38,7	18,0	
1996	Gel ou baisse	77,3	33,9	47,0	55,8	14,9	92,3	56,5	42,3	62,3	
	> 0 et < IPC	22,7	15,1	48,2	44,2	38,6	0,9	24,7	18,7	21,0	
	≥ IPC	0,0	51,0	4,9	0,0	46,5	6,8	18,8	39,1	16,7	
1997	Gel ou baisse	3,1	14,3	42,3	50,5	8,7	19,4	23,9	17,5	8,6	
	> 0 et < IPC	96,9	15,8	48,5	46,8	45,2	0,0	35,5	22,4	68,5	
	≥ IPC	0,0	69,9	9,2	2,7	46,1	80,6	40,5	60,1	22,9	
1998	Gel ou baisse	0,0	31,9	8,0	20,7	40,7	21,6	24,8	29,3	15,5	
	> 0 et < IPC	99,1	9,0	38,5	12,8	12,9	40,4	28,3	16,1	55,3	
	≥ IPC	0,9	59,1	53,5	66,5	46,4	38,0	46,9	54,6	29,2	
1999	Gel ou baisse	0,3	9,9	1,9	11,5	23,0	2,3	10,6	10,2	4,5	
	> 0 et < IPC	0,2	9,5	4,8	7,7	10,9	0,0	5,9	8,2	3,6	
	≥ IPC	99,5	80,5	93,3	80,8	66,1	97,7	83,5	81,6	91,9	

Annexe K

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2013

Années	Types de croissance	Administration québécoise ²	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec ²
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
2000	Gel ou baisse	0,0	7,4	0,0	1,4	31,5	1,9	10,9	8,7	3,9	
	> 0 et < IPC	10,5	59,4	16,5	4,1	46,3	25,8	27,8	48,3	27,2	
	≥ IPC	89,5	33,1	83,5	94,5	22,2	72,4	61,2	43,1	68,9	
2001	Gel ou baisse	0,2	4,6	0,0	0,0	1,2	0,7	0,5	3,3	1,6	
	> 0 et < IPC	0,0	33,9	11,5	4,1	55,6	6,0	19,3	29,3	13,2	
	≥ IPC	99,8	61,4	88,5	95,9	43,2	93,3	80,1	67,4	85,1	
2002	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,6	2,7	0,6	0,9	4,7	2,1	
	> 0 et < IPC	0,0	17,0	4,8	25,7	7,2	3,8	6,7	14,0	6,2	
	≥ IPC	100,0	76,7	95,2	73,7	90,1	95,6	92,4	81,2	91,7	
2003	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,8	0,0	39,3	64,0	0,0	22,5	11,5	5,2	
	> 0 et < IPC	100,0	38,3	33,6	37,8	25,9	4,9	23,0	33,6	70,3	
	≥ IPC	0,0	55,0	66,4	22,9	10,0	95,1	54,5	54,8	24,5	
2004	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	25,5	12,6	33,3	0,3	0,0	7,1	19,9	63,2	
	> 0 et < IPC	0,0	10,6	1,8	10,4	8,6	0,8	4,6	8,8	4,0	
	≥ IPC	0,0	63,9	85,6	56,4	91,1	99,2	88,4	71,3	32,8	
2005	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	13,5	16,2	36,6	0,2	0,0	8,4	11,9	59,9	
	> 0 et < IPC	0,0	23,8	50,9	43,7	23,6	12,3	30,1	25,8	11,7	
	≥ IPC	0,0	62,7	32,9	19,7	76,2	87,7	61,5	62,3	28,3	
2006	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	5,6	0,0	0,0	1,4	0,0	0,6	4,1	1,9	
	> 0 et < IPC	0,0	7,7	19,2	0,8	12,9	0,0	10,1	8,4	3,9	
	≥ IPC	100,0	86,7	80,8	99,2	85,7	100,0	89,3	87,5	94,3	
2007	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,0	54,0	0,0	21,0	10,9	5,1	
	> 0 et < IPC	0,0	4,8	5,9	0,0	0,4	0,0	1,6	3,8	1,8	
	≥ IPC	100,0	88,9	94,1	100,0	45,7	100,0	77,4	85,3	93,1	
2008	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,2	0,9	0,0	5,1	0,0	2,1	5,5	2,6	
	> 0 et < IPC	100,0	20,2	83,9	36,3	74,2	82,4	74,2	38,2	70,7	
	≥ IPC	0,0	72,6	15,2	63,7	20,7	17,6	23,7	56,3	26,7	
2009	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,3	0,5	11,9	1,3	0,0	1,9	5,5	2,6	
	> 0 et < IPC	0,0	0,9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,7	0,3	
	≥ IPC	100,0	91,9	99,5	88,1	98,2	100,0	97,9	93,9	97,1	
2010	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,0	0,0	11,6	0,0	0,0	1,3	5,1	2,4	
	> 0 et < IPC	100,0	3,5	8,0	10,7	6,1	0,0	5,5	4,2	55,4	
	≥ IPC	0,0	89,5	92,0	77,7	93,9	100,0	93,2	90,7	42,2	
2011	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,4	0,0	6,4	1,1	0,0	0,9	3,4	1,7	
	> 0 et < IPC	100,0	71,6	97,5	86,7	77,5	96,9	90,0	77,1	88,3	
	≥ IPC	0,0	24,0	2,5	6,9	21,4	3,1	9,0	19,5	10,0	
2012	Gel ou baisse	0,0 ⁴	3,8	0,0	8,1	15,3	0,0 ⁶	5,6	4,3	2,1	
	> 0 et < IPC	100,0	19,0	83,7	67,1	34,7	92,3	69,0	31,7	67,2	
	≥ IPC	0,0	77,2	16,3	24,8	49,9	7,7	25,4	64,0	30,8	
2013 ⁷	Gel ou baisse	0,0	3,5	0,0	0,0 ⁸	0,0	0,0 ⁶	0,0	2,3	0,9	
	> 0 et < IPC	0,0	0,4	1,3	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,2	
	≥ IPC	100,0	96,1	98,7	100,0	100,0	100,0	99,6	97,3	98,9	

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

2. Les données de l'administration québécoise incluses dans la moyenne comprennent, s'il y a lieu, des rajustements liés aux relativités salariales (années 1989 à 1992).

3. Ce résultat est un arrondissement d'une proportion inférieure à 0,05 %.

4. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu pour les années 2002 à 2009 est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour 2010 à 2013, le nombre de salariés est stable à partir de ceux couverts par les nouvelles conventions signées en 2011.

5. Le taux d'augmentation ne prend pas en compte tous les rajustements dont aurait pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

6. Le taux de croissance salariale a été calculé à partir de trois sources : le site web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, *l'Enquête sur le rémunération globale au Québec. Collecte 2013* de l'ISQ et la banque de conventions collectives du ministère du Travail du Québec.

7. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2013 (données préliminaires).

8. Ce résultat est basé sur un nombre limité d'employés.

Annexe L

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2013

Années	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
		Privé	« Autre public »						
			Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
1986	..	4,4	3,3	27,3	4,3	3,8	3,8	3,8	4,2
1987	4,0	3,9	4,9	4,3	4,4	3,7	4,3	4,3	4,0
1988	4,0	4,3	4,1	5,5	4,3	4,0	4,2	4,2	4,3
1989	6,0	4,7	4,5	..	4,7	4,5	4,6	4,6	5,2
1990	5,3	5,0	5,0	4,6	5,1	7,3	5,1	5,1	5,2
1991	1,6	4,3	2,5	4,8	3,2	1,7	2,2	2,2	2,0
1992	2,2	2,4	2,5	1,9	2,8	3,3	2,9	2,9	2,3
1993	0,4	0,6	0,3	0,2	0,5	0,0	0,2	0,2	0,4
1994	..	1,2	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,3	0,7
1995	0,3	2,0	0,1	0,3	1,7	1,8	1,6	1,9	0,6
1996	0,3	1,8	0,6	0,1	2,1	1,4	1,3	1,7	1,0
1997	0,4	2,1	0,5	0,4	2,2	2,0	1,7	2,0	1,9
1998	..	1,8	2,0	0,9	0,8	2,4	1,8	1,8	1,8
1999	4,2 ²	2,4	2,0	0,7	2,0	3,9	2,8	2,5	2,5
2000	2,3	2,6	2,1	2,9	2,1	1,9	2,0	2,3	2,3
2001	3,1	3,0	2,4	2,4	2,5	3,5	3,2	3,0	3,0
2002	2,3	2,6	4,0	2,3	2,3	2,6	3,3	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,5	3,1	2,2	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,2	2,4	5,6	1,6	3,1	3,7	2,4	2,4
2005	1,5	2,4	1,9	2,2	2,7	2,7	2,6	2,4	2,4
2006	0,8 ³	2,1	1,6	3,0	2,8	2,5	2,6	2,2	1,0
2007	... ⁴	2,7	2,2	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,8	2,8
2008	... ⁴	2,9	2,1	3,6	1,8	2,3	2,1	2,6	2,6
2009	... ⁴	1,9	2,4	2,6	1,7	1,8	1,8	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,3	2,8	2,5	2,0	2,3	2,3	2,3	2,3
2011	1,2 ⁵	2,2	1,3	2,1	2,3	1,7	1,9	2,0	1,3
2012	... ⁴	2,3	1,8	2,2	2,7	2,5	2,5	2,4	2,4
2013 ⁶	... ⁴	2,0	1,6	2,1	2,3	... ⁴	1,9	2,0	2,0

1. Le taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte les divers rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail du Québec.

5. Les conventions de l'administration québécoise durent cinq ans et tiennent compte de paramètres fixes et de paramètres variables en fonction de la progression de l'économie et de l'inflation. Pour 2013 et 2014, le ministère du Travail n'a inclus dans la banque que les taux d'augmentation en fonction des paramètres fixes.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2013 et prennent en compte un nombre de conventions collectives et/ou un effectif limités.

Annexe M

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2013

Années	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
		Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »		
			Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	..	4,2	3,3	20,9	4,3	3,7	3,7	4,0	4,0
1987	4,1	4,0	4,6	4,4	4,4	3,8	4,2	4,1	4,1
1988	4,0	4,5	4,0	5,1	4,4	3,9	4,2	4,4	4,3
1989	6,4	4,6	4,5	..	4,8	4,4	4,5	4,6	5,3
1990	5,7	4,9	5,2	4,1	4,9	6,6	5,0	5,0	5,4
1991	2,4	4,3	2,4	4,3	3,1	2,0	2,3	3,2	2,6
1992	2,3	2,4	2,7	2,5	2,7	3,2	2,9	2,6	2,3
1993	0,3	0,6	0,3	0,0	0,5	0,0	0,2	0,5	0,4
1994	..	1,3	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,8	0,8
1995	0,5	1,6	0,7	0,1	1,4	3,7	1,0	1,5	1,3
1996	0,5	1,7	0,7	0,1	1,4	0,8	0,9	1,6	1,4
1997	0,5	2,1	0,7	0,8	1,4	1,9	1,3	1,9	1,9
1998	..	2,0	1,9	0,9	0,9	2,3	1,7	1,9	1,9
1999	3,5 ²	2,4	2,1	0,9	2,0	3,7	2,8	2,4	2,5
2000	2,5	2,6	2,3	2,8	2,3	2,1	2,2	2,4	2,5
2001	2,8	2,9	2,3	2,5	2,5	3,3	3,1	2,9	2,9
2002	2,3	2,6	3,7	2,2	2,5	2,7	3,2	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,8	3,0	2,3	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,5	2,3	5,4	1,9	3,0	3,6	2,7	2,5
2005	1,7	2,4	2,1	2,3	2,6	2,6	2,5	2,4	2,4
2006	1,2 ³	2,1	1,8	3,0	2,7	2,5	2,6	2,2	1,3
2007	... ⁴	2,7	2,3	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,7	2,7
2008	... ⁴	2,8	2,1	3,4	2,0	2,3	2,2	2,5	2,5
2009	... ⁴	2,0	2,5	3,3	1,8	1,7	1,9	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,4	2,7	2,7	2,1	2,3	2,3	2,4	2,4
2011	1,4 ⁵	2,1	1,0	2,0	2,3	1,8	1,9	2,0	1,5
2012	... ⁴	2,3	1,8	2,1	2,5	2,4	2,4	2,3	2,3
2013 ⁶	... ⁴	2,0	1,6	1,9	2,3	... ⁴	1,9	1,9	1,9

1. Le taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte les divers rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail du Québec.

5. Les conventions de l'administration québécoise durent cinq ans et tiennent compte de paramètres fixes et de paramètres variables en fonction de la progression de l'économie et de l'inflation. Pour 2013 et 2014, le ministère du Travail n'a inclus dans la banque que les taux d'augmentation en fonction des paramètres fixes.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2013 et prennent en compte un nombre de conventions collectives et/ou un effectif limités.

« L'Institut informe le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part.

Il publie, au plus tard le 30 novembre de chaque année, un rapport de ses constatations. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

*Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui
pour le Québec de demain*

Ce rapport présente les constats de l'ISQ sur la rémunération des salariés. Il contient les résultats détaillés de la comparaison des salaires, des avantages sociaux et de la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec ceux de l'ensemble des autres salariés québécois œuvrant dans les entreprises de 200 employés et plus. La comparaison est aussi effectuée avec différents secteurs du marché du travail : privé et « autre public » ainsi que les sous-secteurs de ce dernier (administrations municipale et fédérale, « entreprises publiques » et universitaire). Le point est également fait sur l'évolution des écarts salariaux et de rémunération globale de 2012 à 2013 ainsi que sur une plus longue période, soit de 2009 à 2013.

Par ailleurs, le rapport contient les résultats relatifs aux tendances salariales pour l'administration québécoise et les divers secteurs de l'économie. Il s'agit de la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales, ainsi que des perspectives salariales de l'Institut pour 2013 et 2014. En toile de fond, les principaux indicateurs de l'environnement économique et du marché du travail sont fournis.

Avec l'information diffusée dans le cadre de ce rapport, les décideurs du Québec sont assurés de pouvoir compter sur des données facilitant leur prise de décision en matière de rémunération.